

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°214

JANVIER 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- TOURNÉE RÉGIONALE POUR LES LEADERS KURDES IRAKIENS
- LA TURQUIE ECARTELÉE ENTRE SADDAM ET L'ONCLE SAM
- AINSI QUE...
- LU DANS LA PRESSE TURQUE : " LE PAYS QUI RÉCOMPENSE LA GRANDE ESCROQUERIE "

TOURNÉE RÉGIONALE POUR LES LEADERS KURDES IRAKIENS

Massoud Barzani, président du parti démocratique du Kurdistan (PDK), est arrivé le 8 janvier à Ankara pour évoquer avec les dirigeants turcs les conséquences d'une possible opération militaire américaine contre le régime de Saddam Hussein. Il a été reçu le 10 janvier par le Premier ministre turc Abdullah Gul.

M. Barzani a indiqué le 9 janvier à Ankara que sa formation et la Turquie étaient tombées d'accord sur la nécessité d'améliorer leurs liens bilatéraux

tendus depuis que les autorités turques menacent d'intervenir militairement au Kurdistan irakien. *"Nous avons clairement beaucoup de points communs. Les deux parties sont d'avis que nos relations doivent retrouver leur niveau d'antan"*, a déclaré M. Barzani devant la presse par le biais d'un interprète à l'issue d'un entretien avec le secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères Ugur Ziyal. *"Elles (les relations) doivent reposer sur une base d'amitié et de coopération. Je suis convaincu qu'une telle base existe"*, a-t-il ajouté.

M. Barzani, s'est ensuite rendu à Damas le 11 janvier pour des entretiens avec des responsables syriens sur la crise irakienne. Il a rencontré le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam ainsi que le numéro deux du parti Baas au pouvoir, Abdallah al-Ahmar. Début novembre, Jalal Talabani avait été également reçu à Damas.

En décembre, la Turquie avait accueilli Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK), qui lui, s'est rendu le 6 janvier à Téhéran pour une visite de cinq jours. M. Talabani a été reçu par le président du parlement iranien Mehdi

Karoubi et le président Mohammad Khatami. Il a aussi discuté avec l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim et d'autres responsables de l'Assemblée suprême de la Révolution islamique en Irak (Asrii), autre organisation d'opposition au régime de Saddam Hussein. Le chef de l'Union

patriotique du Kurdistan (UPK) a assuré le 10 janvier Téhéran que les Américains étaient prêts à apporter "toutes les garanties" aux autorités iraniennes qu'ils n'entreprendraient rien contre elles en cas de conflit avec l'Irak. Selon M. Talabani, les Américains transmettent aux Iraniens le

message selon lequel Washington et Téhéran "ont des intérêts communs (...) et qu'ils (les Etats-Unis) ne feront rien contre l'Iran dans cette crise". L'Iran, qui rejette une attaque unilatérale américaine contre l'Irak, affirme qu'il observera une "neutralité active" en cas de conflit.

LA TURQUIE ECARTELÉE ENTRE SADDAM ET L'ONCLE SAM

Malgré de vives protestations au sein du parti de la Justice et du Développement (AKP), Ankara a envoyé à Bagdad le ministre d'Etat Kursat Tuzmen accompagné d'une forte délégation de 350 personnes, pour la plupart des hommes d'affaire. Contre toute attente, le ministre turc a été reçu le 12 janvier par Saddam Hussein en personne pour un entretien de plus de deux heures, entretien au cours duquel une lettre du Premier ministre turc, Abdullah Gul, a été remise au président irakien, qui a notamment déclaré "si la Turquie entre en guerre, votre sécurité sera menacée". Le quotidien turc *Milliyet* écrivait d'ailleurs le lendemain en sa Une : "un message qui ressemble à une menace contre Ankara...", en mettant en gros titre "Scandale à Bagdad". Le

journal publie une photo de Kursat Tuzmen main dans la main avec le vice-président irakien, Taha Yasin Ramazan, en treillis et portant un revolver et relate que la conférence de presse a débuté avec l'intervention du vice-président irakien qui a déclaré de suite : "Si l'Irak est attaqué, la Turquie n'aura pas que des problèmes économiques mais également sécuritaires et autres encore. La Turquie agira contre elle-même en aidant les Etats-Unis". Puis interrogé sur les prétentions turques sur le pétrole de Mossoul et de Kirkouk, M. Ramazan s'est mis en colère "Je ne répondrai même pas à ce genre de question" en se levant et mettant fin à la conférence. Le journal souligne que le ministre turc s'est fait gentiment raccompagner à l'ascenseur sans avoir prononcé un seul mot. Par ailleurs, le quotidien

turc *Hurriyet* daté du 12 janvier, relève que les Etats-Unis ont dépêché Marc Parris, ancien ambassadeur américain à Ankara, pour expliquer que les tergiversations turques joueront contre elle si elle continue ses hésitations. "La Turquie tarde à prendre une décision. Vous vous trompez si vous croyez que le monde arabe ne prendra pas position auprès des Etats-Unis. L'Arabie saoudite et la Jordanie nous ont rejoints depuis longtemps... Les Etats-Unis n'ont plus de patience. Si vous tardez davantage, Washington appliquera son plan B en démarrant les offensives par le Koweït et la Jordanie. Au lieu de trois semaines, la guerre durera cinq à six semaines. Il y aura plus de morts et plus de douleur". Puis il a ajouté en déclarant "Mais un jour la guerre va finir et ce jour-là si vous pensez vous présenter à la table des négociations... les téléphones de la Maison Blanche sonneront alors constamment occupés".

Enfin, pressé par la haute hiérarchie militaire, le Premier ministre turc Abdullah Gul a donné le 10 janvier son accord à Washington pour une inspection de ses bases militaires et de ses ports, dans la perspective d'une éventuelle guerre en Irak. Les inspections destinées à

faire un état des lieux des installations turques devraient commencer le 13 janvier et prendre une dizaine de jours.

Cette décision intervient plus d'un mois après que le secrétaire à la Défense adjoint Paul Wolfowitz a affirmé que Washington était prêt à investir des

centaines de millions de dollars pour rénover les bases turques.

La chaîne turque NTV, avait annoncé dès le 7 janvier que la Turquie ouvrirait son espace aérien aux avions espions américains U2 survolant l'Irak en signe de coopération avec les Etats-Unis.

AINSI QUE

**• P É R I P L E
DIPLOMATIQUE DU
PREMIER MINISTRE
TURC AU PROCHE-
ORIENT POUR SUR
FOND DE LA CRISE
IRAKIENNE.** Dans le cadre d'une tournée régionale qui vise à évoquer *"les conséquences d'une guerre contre l'Irak"*, le Premier ministre turc Abdullah Gul s'est rendu, le 6 janvier, en visite officielle à Amman où il a eu avec le roi de Jordanie Abdallah II des entretiens axés sur les moyens d'éviter une intervention militaire américaine en Irak.

Avant la Jordanie, M. Gul s'était rendu en Syrie et en Egypte, où il avait affirmé le 5 janvier, après un entretien avec le président égyptien Hosni Moubarak, son refus de *"voir l'Irak divisé"* et appelé à éviter une guerre à ce pays. *"Nous devons tous travailler dur pour empêcher la guerre. L'Irak aussi est responsable"*, a ajouté M. Gul dans la

station balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge.

Pour finir, le Premier ministre turc s'est rendu le 11 janvier en Arabie saoudite, première visite d'un responsable turc de ce rang depuis une décennie et a achevé sa tournée par une visite le 12 janvier à Téhéran

**• LE PROCUREUR DE
LA COUR CASSATION
TURQUE S'OPPOSE À
LA CANDIDATURE DE
RECEP TAYYIP ERDOGAN
AU SCRUTIN PARTIEL.** Recep Tayyip Erdogan, dirigeant du parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir en Turquie, est toujours inéligible et ne peut se présenter à un prochain scrutin partiel qui lui permettrait d'entrer au parlement et de prendre la tête du gouvernement, a estimé le 7 janvier le procureur de la Cour de cassation Sabih Kanadoglu. Dans une déclaration écrite, le premier procureur du pays estime

que des amendements constitutionnels et législatifs, récemment adoptés au parlement pour permettre à M. Erdogan de devenir Premier ministre, ne peuvent s'appliquer à une élection législative partielle à Siirt, qui pourrait se tenir en mars. Le chef de l'AKP espérait cependant se présenter au scrutin, les autorités ayant annulé les résultats du scrutin du 3 novembre dans la province pour vices de procédure. Mais M. Kanadoglu estime que ce scrutin ne constitue pas une élection législative partielle et est une *"continuation"* des élections de novembre, laissant entendre que M. Erdogan doit attendre la tenue d'une élection partielle dans une autre province du pays.

Le Parti de la Justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) a largement remporté les élections législatives du 3 novembre, mais son dirigeant avait été déclaré inéligible pour ce scrutin en

raison d'une condamnation en 1998 pour incitation à la haine religieuse pour avoir déclamé dans l'un de ses meetings un poème écrit par l'auteur de l'hymne national turc !

C'est le Haut conseil électoral qui est appelé à prendre une décision finale à ce sujet.

• **75 MORTS DANS UN CRASH D'AVION AU KURDISTAN : LES MESURES DE SÉCURITÉ N'ÉTAIENT PAS PRISES POUR DES RAISONS MILITAIRES.** Le crash d'un avion de ligne de Turkish Airlines (THY) a fait, le 8 janvier, 75 morts, soixante-dix passagers et cinq membres d'équipage,

à Diyarbakir. Le brouillard était mis en cause dans l'accident où le RJ-100 en provenance d'Istanbul, s'est écrasé et a pris feu alors qu'il se préparait à atterrir. L'avion s'est brisé en trois et a pris feu dans la partie militaire de l'aéroport, qui jouxte l'aéroport civil. D'après le dernier bilan officiel, cinq personnes ont survécu à l'incendie.

Plusieurs journaux affirmaient que cet aéroport ne dispose pas de système de radioguidage (ILS), permettant aux pilotes d'avions civils de déterminer une trajectoire correcte pour un atterrissage en cas de manque de visibilité, simplement parce que les autorités ont estimé que ce

système pourrait perturber les radars militaires. Le président de l'association turque des pilotes de lignes, Necmi Ekici, a estimé que les "risques d'accident auraient pu être réduits au minimum" si l'aérodrome de Diyarbakir avait été doté d'un système ILS.

Par ailleurs, deux avions militaires se sont écrasés dans la même région. Les quatre aviateurs, à bord de deux RF-4 Phantom, ont été tués au cours d'une mission d'entraînement dans la région de Malatya. Il s'agirait d'une collision en vol provoquée par un épais brouillard recouvrant la région.

• **LU DANS LA PRESSE TURQUE : "LE PAYS QUI RÉCOMPENSE LA GRANDE ESCROQUERIE".** Mehmet Y. Yilmaz, journaliste au quotidien turc *Milliyet*, critique l'attitude des autorités turques, d'une complaisance sans borne face aux propriétaires des banques turques en banqueroute, qui ont laissé au pays une ardoise de 20 milliards de dollars. Voici de larges extraits de cet article publié le 3 janvier :

"La commission parlementaire de la précédente législature s'était adressée au comité bancaire d'organisation et de contrôle (BDDK) pour avoir des informations sur les crédits à perte des banques publiques. BDDK n'a pas répondu à la demande en soulevant l'article 22 des lois bancaires régissant "le secret bancaire".

Selon une information publiée hier [02-01-03] dans le quotidien Radikal, un projet de loi élaboré par le parti de la Justice et du

Développement (AKP) serait en préparation pour réformer "le secret bancaire". Si cette réforme passe, le Parlement aura alors le droit de demander au BDDK les informations relatives aux crédits à perte des banques publiques. De cette façon, nous serons nous aussi en mesure de savoir ce que c'est ce "secret" si obstinément gardé.

Le fait d'avoir ces informations permettra de briser la mentalité qui régnait jusqu'alors sur les banques publiques et nous serons alors à qui et pourquoi les ressources publiques sont transférées par souci politique.

Nous avons vécu une période où le secteur bancaire est resté hors contrôle et où personne n'a élevé la voix contre le fait que les banques soient vidées pour des raisons politiques. Finalement nous avons tous payé, en tant que nation, les conséquences de ce pillage systématique transformé en grave crise financière, et apparemment nous allons continuer à payer encore.

Le précédent gouvernement n'a pas voulu arrêter l'activité des banques, en difficulté pour avoir été pillées, et à la place a préféré les transférer au fond d'assurance de dépôt de propriété (TMSF). Cet organe qui a procédé à la liquidation de certaines banques sous son contrôle et à la vente de certaines autres, a regroupé les banques qui n'ont pas trouvé d'acquéreurs et fait courir les délais de liquidation.

Les banques qui ont été conduites à la banqueroute par leurs propres propriétaires reviennent au peuple turc à 20 milliards de dollars. L'argent volé n'a jamais été remplacé. Le seul responsable dans cette affaire c'est le BDDK. Ce dernier n'a jamais eu le courage de demander des comptes à ces propriétaires. Et en prétextant certains vides juridiques on a accordé une prime au vol.

Regardez un peu autour de vous. Observez un

peu comment vivent les anciens propriétaires de ces banques qui ont été pillées.

Ils continuent à vivre dans leur résidence secondaire et dans leur villa. Tous dirigent les sociétés qu'ils ont créées après la banqueroute de leur banque. Les voitures de fonctions, les yachts, et les avions sont à leur service. Il n'y a aucun changement dans leur train de vie...

Il faut que le BDDK cesse d'opposer le secret sur les informations qu'il détient... Le secteur bancaire qui n'hésite pas à faire appel aux huissiers et à lancer des intérêts colossaux lorsqu'il est face à un consommateur endetté pour deux sous, ne devrait pas rester silencieux face à cette pratique qui porte atteinte à tout le système bancaire.

La Turquie ne devrait pas être un pays où les "petits" vols sont réprimés et où les "grands" sont primés..."

Chez les Kurdes d'Irak, « Dreamland » fait de belles affaires

DOHOUK
(Kurdistan d'Irak)

de notre envoyée spéciale

« Dreamland » : une enseigne au néon, aux abords du centre-ville de Dohouk, la capitale économique de la province kurde d'Irak, suffit à résumer le chemin parcouru par les Kurdes (3,7 millions d'habitants), onze ans après leur exode éperdu dans les montagnes face à l'avancée de l'armée irakienne. Car le panneau lumineux désigne un centre commercial flambant neuf (un supermarché et un parc d'attraction), haut lieu de la consommation et fierté des gens du coin. On y vient en famille, le soir à la fraîche, comme on irait au cinéma ou au match de foot afin de goûter à la nouvelle « prospérité » que connaît la région, grâce aux effets bénéfiques de la résolution de l'ONU dite « pétrole contre nourriture » selon laquelle le Kurdistan d'Irak reçoit 13 % de la vente du pétrole irakien, soit beaucoup plus que ce que Bagdad a jamais consenti à donner à ce territoire traditionnellement rebelle (42 000 km² pour 3,7 millions d'habitants).

« Ce supermarché, même les Bagdadis nous l'envient », s'enorgueillit Shirin, une mère de famille qui pousse un landau entre les rayons chargés de produits venus, pour l'essentiel, de Dubaï et de Turquie. Si la majorité de la population n'y a pas accès, faute de moyens (60 % des habitants du Kurdistan vivent de l'aide alimentaire onusienne), l'endroit donne du travail à 240 personnes payées 700 dinars (70 dollars) par mois pour huit heures de travail quotidien. Il y a quelques mois, avant que ne résonnent les bruits de guerre en Irak, « les clients venaient de Bagdad ou de Mossoul et en repartaient avec les coffres des voitures pleins », explique Masshud A Haji, le directeur, un ancien peshmerga (combattant) reconverti dans les affaires.

Mais ne craint-il pas que l'intervention américaine détruise ce qu'il a mis cinq ans à bâtir ? « Ça ne sera pas la première fois ! Personnelle-



On vient même de Bagdad pour faire ses provisions dans ce centre commercial.

ment ma maison a été brûlée trois fois par l'armée irakienne et à chaque fois je l'ai rebâtie, je le ferai encore s'il le faut ! Je demande juste à Dieu que cette fois soit la dernière ! Et puis tant pis pour l'argent. Le plus important pour moi, c'est notre terre et notre liberté », confie-t-il. Enfin l'idée d'un Irak pacifié le séduit car il dit avoir des « projets » pour construire à Bagdad, ou ailleurs, « des tas d'autres centres comme celui-ci ».

En attendant, la brusque appréciation de la monnaie locale, le dinar, par rapport au dollar (10 dinars pour 1 dollar à l'automne contre 18 au printemps) pèse sur son activité car les marchandises sont achetées en dollars. « C'est parce que les gens font des économies de bas de laine dans la perspective d'une guerre, alors forcément il y a moins d'argent en circulation. Cette situation d'attente est difficile à supporter et j'espère que bientôt nous saurons à quoi

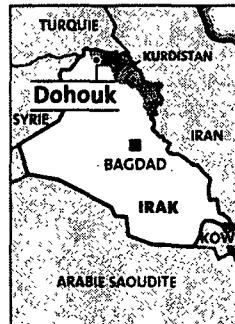
nous en tenir », explique-t-il.

Située à mi-chemin entre la Turquie et la Syrie, Dohouk, point de passage obligé du commerce transfrontalier, s'est considérablement développée ces dix dernières années. Il y a trente ans, la cité n'était qu'un petit village de 500 habitants.

Avec 800 000 habitants aujourd'hui, elle est devenue la troisième ville de la province kurde, sa vitrine économique. Fief de toujours du Parti démocratique du Kurdistan (PKK de Massoud Barzani), l'une des deux formations qui gère la province kurde, Dohouk n'a pas connu les effets désastreux de la guerre fratricide (1996/1998) qui a marqué pour longtemps les deux autres grandes villes de la province kurde, telle Erbil (la capitale administrative à l'ouest) ou Souleimaniya, (la métropole du sud). Mais depuis la réconciliation amorcée entre le PDK de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, la région tout entière se laisse aller à ce que beaucoup qualifient ici d'« âge d'or ».

Pour Shawkat Bamarni, le représentant du PDK à Dohouk, la prospérité de la province est une belle revanche sur le passé et le supermarché « Dreamland » est un véritable pied de nez à l'histoire. Il avait 16 ans en 1963 lorsque la Mukhabarat (la sécurité irakienne) l'arrêta pour son militantisme pro-kurde. « J'ai alors passé quelques nuits sur le territoire du supermarché qui était alors un camp militaire irakien, avant d'être transféré à Mossoul où j'ai été condamné à dix-huit mois d'internement. Mon père était garde dans ce camp militaire. Quand il m'a vu, il a pleuré. » Comme le supermarché, l'université de Dohouk, 4 000 étudiants aujourd'hui, était jadis le siège du parti Baas en ville. Quant à la faculté de droit de Dohouk, elle a été établie dans les locaux de... l'ancienne prison.

Marie Jégo



Les échanges franco-irakiens ont triplé depuis 1997

660 millions d'euros d'exportations en 2001

L'INTÉRÊT des entreprises françaises pour l'Irak n'est plus à démontrer. Un colloque organisé en juillet 2002 au Sénat à l'initiative du Centre français du commerce extérieur sous l'égide du groupe d'amitié interparlementaire France-Irak témoigne de la vitalité des réseaux franco-irakiens. Depuis l'embargo, la présence française s'est bien sûr considérablement réduite. Mais l'accord « Pétrole contre nourriture » mis en place en

1996 a permis aux échanges de se poursuivre. De premier fournisseur de l'Irak avec près de 10 % des contrats, la France est toutefois passée au huitième rang en 2001, car l'Irak confie de plus de contrats à la Russie ou aux pays arabes, afin d'augmenter le nombre de ses partenaires.

Selon la mission économique française à Bagdad, les échanges franco-irakiens ont connu une croissance régulière depuis 1997,

où ils représentaient 685 millions d'euros. Après avoir atteint leur niveau le plus élevé en 2000 (1,8 milliard d'euros), ils se sont légèrement tassés en 2001 (1,6 milliard) sous le double effet de la baisse des livraisons de pétrole (- 31 %) et de la forte croissance des exportations françaises (+ 65 %). Ces dernières, qui ont représenté 660 millions d'euros en 2001, sont concentrées sur trois grands postes : les biens d'équipement (50 %), le matériel automobile (20 %) et l'agro-alimentaire (6 %).

EN ATTENDANT LE PÉTROLE...

Les industriels attendent désormais la levée des sanctions, qui arri-

vera tôt ou tard, et les contrats qu'entraînera la reconstruction du pays. Mais le véritable enjeu est le pétrole. L'Irak possède 11 % des réserves mondiales, la deuxième du monde après l'Arabie saoudite. Avant les sanctions, toutes les compagnies pétrolières du monde, dont Total et Elf, avaient ouvert des négociations sur les droits d'exploitation des champs irakiens. Le PDG de TotalFinaElf assure qu'aucun contrat n'a été formalisé, mais, pendant toute cette période, les ponts n'ont pas été coupés. Et les négociateurs sont dans les starting-blocks.

Ba. S.

Syrian help on war against terror warms relations with U.S.

By Clifford Krauss

The New York Times

DAMASCUS: Syria's recent help against terrorists has created the most important thaw in relations with the United States since a brief warming in 1990, when Damascus offered a largely symbolic force to the U.S.-led coalition against Saddam Hussein, a traditional rival of the regime in Damascus.

Although Syria is one of seven countries still listed by the State Department as a state sponsor of terrorism, it is easy to forget this listening to Syrian and American officials these days.

"We have a good dialogue with the United States on all levels characterized by respect," the Syrian minister of information, Adnan Omran, said in an interview this week. "We can reach understandings and ease difficulties."

A Bush administration official involved in Middle East policy essentially agreed, saying, "The Syrians are highly opportunistic and pragmatic, which is why we can work with them."

Such harmonious comments hardly represent a robust alliance, but they represent a striking departure from the normally uneasy relations between the two countries over the last five decades.

The U.S. official, who spoke this week on condition of anonymity, complimented Syria's "extremely productive cooperation" against Al Qaeda, "the result of which has been that American lives have been saved."

He said the Bush administration had been surprised and gratified by Syria's recent vote in the UN Security Council in favor of the resolution demanding Iraq allow weapons inspectors to return or face possible military action.

The United States and Syria are still in dispute over Syria's prolonged intervention in Lebanon, stubborn hostility toward Israel and the wide-ranging support for Hamas and Hezbollah militants that keeps Damascus on the State Department terrorist black list.

Mob attacks against the U.S. Embassy in Damascus in 1998 and 2000 opened new wounds, which have been salted by Syria's opening of its borders to Iraqi oil exports in violation of the UN-sanctioned embargo.

American and Syrian officials are willing to say little about their coordi-

nated efforts against Al Qaeda, except to confirm that Syrian intelligence and security officials have arrested and interrogated more than 20 suspected terrorists and shared information with the CIA. They also say that Syrian leads have led to the capture of many terrorists around the world.

Syria assisted in the arrest of Mohammed Haydar Zammar, a German citizen who was born in Syria and is accused of helping to recruit several of the Sept. 11 hijackers in Hamburg, Germany. Now in Syrian custody, he is believed to have told the Syrians much about how the Hamburg cell functioned, information that was passed on to Washington.

Damascus has also been helpful of late, Western diplomats note, in restraining Hezbollah from attacking Israel from bases in Lebanon since April in an effort to control rising tensions.

Since taking over from his late father, Hafez Assad, just over two years ago, President Bashar Assad, a 37-year-old British-trained ophthalmologist, has engaged in an unlikely balancing act, trying to improve relations with both Washington and Baghdad.

Both Washington and Damascus refashioned their relationship after the Al Qaeda terrorist attacks of Sept. 11, 2001.

As a secular regime that has been in conflict with Islamic fundamentalist terrorists since it brutally repressed an uprising by the Muslim Brotherhood in the early 1980s, the Syrian government was quick to offer Washington intelligence help. The Bush administration was quick to accept.

With respect to Iraq, Syria has sought to bolster economic ties with Saddam's regime while deepening political relations with the Iraqi opposition, which has diplomatic offices here.

"The political relationship is with us and the economic relationship is with the regime," said Bayan Jaber, the representative in Damascus of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq,

a Shiite opposition group. "That is Syria's pragmatic dance and we have to live with that."

Syria denies breaking the UN embargo on Iraq, but Western diplomats and independent oil experts say the country imports about 200,000 barrels of Iraqi oil a day for its domestic use, freeing its own oil production for export. Western diplomats estimate that total trade with Iraq earns the Syrian government \$500 million a year, or 10 percent of its annual revenues.

American diplomats have warned Assad that he is becoming economically dependent on Iraq and that relations with Washington would reach another breaking point if U.S. intelligence discovered that weapons or anything else that could be harmful to American troops were passing from Syria to Iraq.

As a member of the UN Security Council, Syria voted two months ago in favor of a resolution calling for Iraq to account for all weapons of mass destruction, a vote viewed positively in Washington as a tacit nod in favor of tightening the screws on Baghdad. But since that vote, Syria has tilted its diplomacy

back in favor of Saddam to avert war.

During a state visit to Algeria last weekend, Assad declared that Iraq had complied with the UN resolution and had proved it did not have weapons of mass destruction.

"We see the United States administration's insistence on fabricating an excuse to launch a war against the brotherly people of Iraq," he said.

Syrian political analysts and government officials say they fear that an American invasion of Iraq would unleash a prolonged civil war there that would damage the Syrian economy, strengthen Israel's strategic position and create regional instability by inciting Kurds in Turkey and possibly even Syria to rebel to form a new nation with Iraqi Kurds.

Western diplomats say Syria's balancing act is intended to avert any change in the region since Damascus can easily coexist with a weakened Saddam who needs Syria economically.

"The status quo is not unreasonable for them at all," noted a European diplomat here, "and they have worked hard to achieve that." Still, he added, "they are hedging their bets."

International Herald Tribune
Friday, January 3, 2003

Bashiqa Journal

A Sect Shuns Lettuce and Gives the Devil His Due

By NEIL MacFARQUHAR

BASHIQA, Iraq, Dec. 27 — It proves tricky to extract a straight answer from the Yazidis when it comes to what, exactly, defines their sect.

Take their fierce prohibition against eating lettuce.

A man who teaches the Yazidi equivalent of Sunday school avoids the simple kind of explanation found in encyclopedias — that the process of fusing a smattering of faiths including Zoroastrianism, Christianity and Islam left the origins of many Yazidi practices obscure.

Instead, the teacher, Falah Hassan Juma, links the sect's lettuceless state to its long history of persecution by Muslims and Christians.

The caliphs of the Ottoman Empire carried out no fewer than 72 massacres against the Yazidis in the 18th and 19th centuries alone, he explained, with the faithful slain by the thousands in the lettuce fields then dotting northeastern Iraq.

Watching the blood of innocents gush into the greens prompted a lasting aversion to the vegetable, Mr. Juma said, speaking with what sounded like real authority.

That is not quite right, a sect elder spelled out later. Indeed Yazidis suffered persecution, he said, such that one ruthless potentate who controlled the nearby splendid city of Mosul in the 13th century ordered an early Yazidi saint executed. The enthusiastic crowd then pelted the corpse with heads of lettuce. There have been sanctions against salad ever since, the elder intoned.

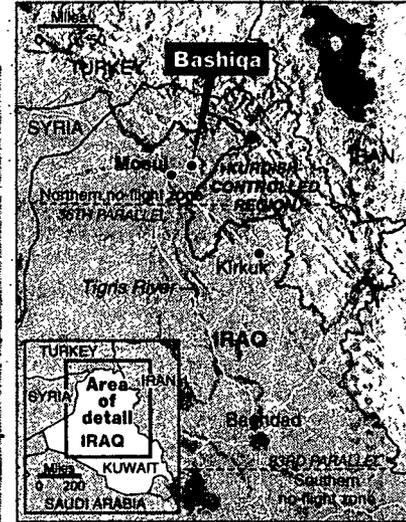
Ask a government-issued minder from Mosul, a Muslim, and he mutters about how Yazidis believe that the local romaine houses Lucifer, whom he says they worship, so they refuse to chop the heads off the roots.

In the end, the art of dissembling about their religion, perhaps the strongest Yazidi tradition, triumphs. No clear explanation emerges.

Armies and empires have criss-crossed Iraq for thousands of years, leaving the remnants of spectacular civilizations scattered from the Persian Gulf to the mountains of northern Kurdistan.

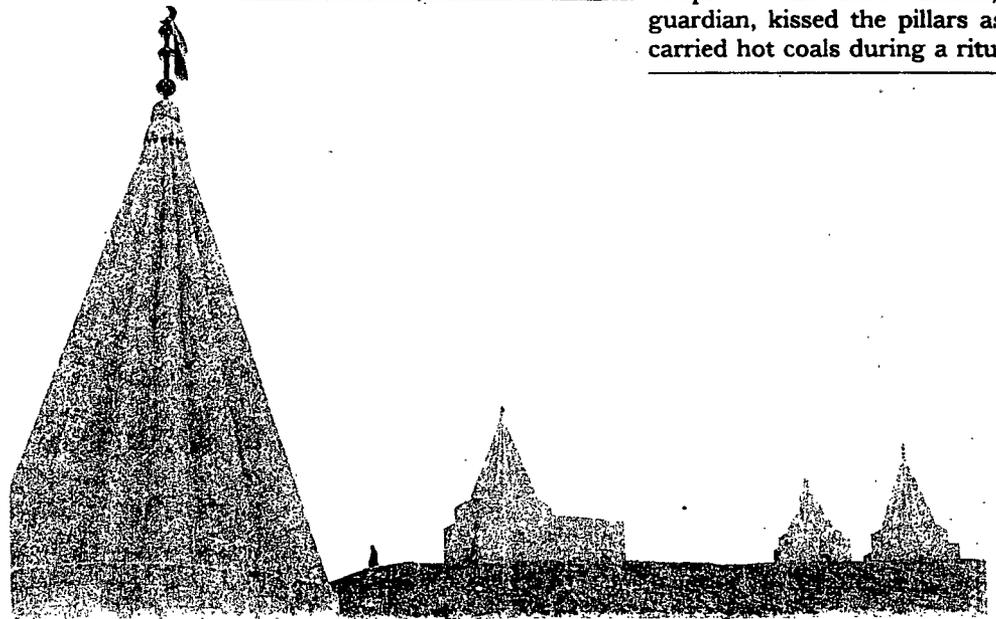
Peoples who seem to date from another time and another place — Mandaeans who worship John the Baptist, Assyrians, Turkmen — still inhabit forgotten pockets, caught in an eddy as history swirled on.

The fact that Yazidis have long clung to their microreligion amid far larger concentrations of Christians and Muslims testifies to the ferocity



The New York Times

Bashiqa is the site of a Yazidi temple. Walid Abu Hather, its guardian, kissed the pillars as he carried hot coals during a ritual.



Photographs by James Hill for The New York Times

The spired tombs of the Yazidi sect dominate the hills around Bashiqa. Each conical spire has 12 ridges symbolizing the rays of the sun.

of belief in this region. Indeed, its agglomeration of peoples and faiths is one reason Iraq is considered a fractious place, difficult to govern.

The village of Bashiqa, home to 5,000 people, sits where the Mosul plain meets the plump foothills of the Maklub Mountains. Its Chaldean

Catholic church, mosque and Yazidi temple sit within hailing distance of each other.

Surrounding olive groves produce the sacred oil for Yazidi temple lanterns, and distinctive, conical Yazidi tombs dominate the hills. The metal ball topping the tall skinny dome of the pale sandstone tombs represents

the sun, and 12 vertical stone ridges radiating down from the ball represent its hallowed rays and the hours of the day.

The Yazidis, who are ethnically Kurds, maintain one of the most eclectic of faiths.

They have adopted Christian rituals like baptism and a smattering of practices from Islam ranging from circumcision to removal of their shoes inside their temples. The importance of fire as a divine manifestation comes from Zoroastrianism, the ancient Persian faith that forms the core of Yazidi beliefs. Indeed their very name is likely taken from

JANUARY 3, 2003
The New York Times

an old Persian word for angel.

The veneration of their saints' tombs means few Yazidis have ever wandered far from their Iraqi roots, although there are branches in Turkey, Syria, Iran, the Caucasus and, because of modern migrations, Germany. Estimates on their numbers swing wildly, but are generally put around 300,000 in Iraq.

Yazidis venerate Sheik Adi bin Musafir, a 12th-century Lebanese-born Arab mystic whose tomb, in Lalish in northern Iraq, is their main place of pilgrimage. They say Sheik Adi revived a faith dating back to Adam.

The sect lacks any written text, which helps account for the tall tale aspect of explaining its tenets. Their religious hierarchy is topped by a prince. His title is hereditary, and he can marry only from an upper caste of some 300 families.

Allegations of satanic worship stem from the central figure among

the seven angels they worship. Yazidis consider Ta'us, or the Peacock Angel, to be the devil, but worthy of veneration as one of God's creatures who repented and should be appeased to avert his wrath. His tears on his repentance are said to have doused the flames of hell, putting it permanently out of business.

Yazidis pray three times a day, at dawn, midday and sunset, facing the direction of the sun each time. "The sun is very holy to us," said Walid Abu Khudur, the stocky, bearded guardian of the temple built in honor of a holy man here. "It is like the eye

of God, so we pray toward it."

Yazidi elders do worry about their dwindling numbers, since Iraq's desperate economic conditions have pushed the young to emigrate.

"The young want a better life," said Prince Tahseen Sayigh Aly, the sect's leader, sitting in a gloomy room dominated by a life-size picture of President Saddam Hussein

propped up in the corner. "Of course we are worried about disappearing, especially since the young cannot marry outside the faith."

Under the secularism of the Baath Party ruling Iraq, all religions are tolerated.

If the Yazidis are tolerated, they are not exactly loved. A Muslim from Baghdad visiting the Yazidis for the first time refuses all offers of tea and coffee lest it be somehow tainted. He shakes his head at the various explanations of the faith, believing that the Yazidis make it up wholesale.

One Yazidi mentions that wearing blue is banned during religious festivals. The first explanation offered suggests that blue is the sole province of the Peacock Angel. But it also seems that one of the Turkish armies who killed some 100,000 Yazidis in 1831 was outfitted in blue, and ever since...

THREATS AND RESPONSES: Health Care Alarm, and Iraq's Arms Status

NORTHERN IRAQ

A Doctors' Dilemma Hits Kurdish Patients

By C. J. CHIVERS

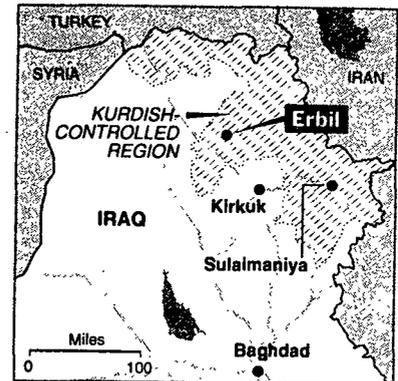
ERBIL, Iraq, Dec. 30 — The surgeon looked at a radiologist's images of the tumor in Mustafa Othman's brain. He spoke gently, telling the patient that only one thing could be done.

The tumor was treatable, he said, just not in the Kurdish-controlled regions of northern Iraq. Mr. Othman,

70, would have to travel to Baghdad to find a specialist. But with war perhaps looming, it is a trip the old man is unwilling to make. He does not want to be bedridden in the Iraqi capital if bombs begin to fall.

"Now is not a good day to go," Mr. Othman said.

Throughout northern Iraq, doctors and patients are confronting shortages and difficult choices in a health



Doctors in Erbil are enforcing a triage in anticipation of a triage.

care system they worry might soon collapse.

After years of struggle and sanctions, hospitals are short of equipment, drugs, training, staff and supplies. The possibility of war makes matters worse. If war comes, doctors say, this strained system, responsible for roughly four million people living in Iraqi Kurdistan, as the de facto independent part of Iraq calls itself, will be overwhelmed.

"The situation is unpredictable," said Dr. Jamal Abdulhameed, health minister in the western half of the autonomous region. "But we are expecting a disaster."

Signs of hard choices abound.

Some are individual, like Mr. Othman's decision to delay treating the tumor growing in his brain. Others are institutional, a mix of policies or shortages that restrict medical care. Since mid-December in Erbil, for



Dr. Ararat Anwar stitched the cut fingers of Taha Owar at the Sulaimaniya Teaching Hospital while student watched. Like others in northern Iraq, the hospital at Sulaimaniya faces shortages in supplies and personnel

example, government hospitals have been cutting back on surgery and X-rays, denying nonemergency procedures to patients in hopes of preserving medical supplies for war.

It is a triage in anticipation of a triage, driven by shortages taking almost every form: blood bags, catheters, X-ray film, sutures, antibiotics, anesthesia and reagent kits, which are used to determine blood types to ensure safe transfusions.

Ambulances in northern Iraq, themselves an uncommon sight, carry little more than gurneys, and have no first-aid kits on board. Only a few have oxygen bottles.

On Dec. 24, the blood bank in Sulaimaniya had 65 pints of blood for more than one million people — enough to handle victims of road accidents on a normal day. The shortage of reagents means there is little chance that a rush of donors would produce stores of useful blood.

"As a surgeon I cannot say this more clearly," said Dr. Giorgio Francia, a manager for Relief International, a Los Angeles-based health aid organization that is assessing the region's medical needs. "If someone goes to a hospital, and he needs a transfusion and they do not have reagent, he will die. Period."

There is also a shortage of specialists. There is no local neurosurgeon to remove Mr. Othman's brain tumor, and in a war patients with neurological injury would not receive specialized care, said Dr. Mothafar Habib, director of the 400-bed Rezgary Teaching Hospital here.

"Can we have a war without head injuries?" he asked. He said that he would like help from the United States, in the form of training, staff, equipment and supplies, but that "there is no sign yet of this."

It is impossible to say with any certainty how a war in Iraq would affect civilians in its path. But medical professionals here see several possibilities, and say war planners should take them into account.

First, if it becomes apparent that war will begin, the officials said, large numbers of civilians will probably flee Kurdish cities to the mountains, where they would be vulnerable to exposure and waterborne disease. Health officials also expect Saddam Hussein's Iraq, which regards the Kurdish-controlled region of the north as an enemy, to bombard Kurdish cities with conventional artillery and rockets, mixed with chemical or biological munitions.

Moreover, they predict a second exodus, this one of non-Kurdish Iraqi civilians, fearful of American bombs, fleeing from Iraqi cities under Mr. Hussein's control.

Between the expected bombing and the dislocated people wandering across regional lines, health officials anticipate an influx of victims suffering typical war traumas, including bullet, shrapnel and burn wounds, and complicating infections.

"It will be a catastrophe," said Dr. Rajan Ezzat, deputy director of the teaching hospital in Sulaimaniya.

An official for the International Committee of the Red Cross said the committee has stockpiled emergency materials and surgical kits in Iran, and these will be brought to Iraqi war zones if fighting begins. Kurdish officials said this effort, while welcome, would not be enough.

Moreover, the attacks they fear most — chemical or biological strikes — are the attacks for which they are least prepared, and against which the Red Cross has said it could provide little help.

Government hospitals have no gas masks and no wash-down stations to bathe victims as they arrive, a step necessary to prevent contamination of emergency rooms with toxic agents, which might quickly render hospitals useless.

Officials also say that their labs are not equipped to sample and identify toxic agents that could be used against them, and that doctors,

nurses and ambulance drivers have not received training on chemical agents.

Many Kurds, while supportive of efforts to change Iraq's central government in Baghdad, view war as optional. The United States, they say, can choose when to start a war, and how to wage it. In this circumstance, they regard medical preparation as a moral obligation.

"It would be a shame for humanity to allow Kurds to be exposed to chemical weapons again," said Dr. Habib. "The U.S.A. should protect us, just as they do in Kuwait and other places, and in Israel."

The Kurds are also frustrated because American trade restrictions, imposed to enforce sanctions against Iraq, also prohibits the transfer of money and many forms of aid to the Kurdish region.

On a tour of northern Iraq last month, two members of the Senate Foreign Relations Committee — Senator Joseph R. Biden, Democrat of Delaware, and Senator Chuck Hagel, Republican of Nebraska — expressed support for providing relief for the Kurds.

"I view what is about to happen in Iraq with some trepidation," Mr. Biden said. "There has not been a lot of thought and preparation to try to deal with the humanitarian situation, and what could be a tremendous crisis."

Upon returning to Washington, the senators met with senior State Department officials to relay this concern, and were told that the department was reviewing possible solutions, according to an aide who attended the meeting. No decision had been made before the holidays, the aide said.

So the Kurds wait. In Sulaimaniya, Dr. Kamal Ahmed Saeed, a general surgeon, opened the door to a hospital pharmacy. He explained its nearly bare shelves the simplest way. "We need everything," he said.

Owen Bowcott

Saddam Hussein yesterday accused UN inspectors of carrying out "intelligence work" and pursuing "hidden agendas" inside Iraq rather than searching for nuclear, chemical and biological weapons.

The allegations were made in a televised speech broadcast to the Iraqi people to commemorate the country's Army Day.

Other officials have already voiced similar complaints since the return of weapons inspectors but the Iraqi president did not suggest such suspicions would precipitate an end to cooperation with the

UN. Allegations of US spying, made in 1998, were followed by the collapse of the last monitoring regime.

President Saddam's comments, which also included a direct reference to the plight of the Palestinians, came as Turkey pushed forward its diplomatic initiative to avert conflict in the region and weapons inspectors prepared to interview more Iraqi scientists about their work on arms procurement and development programmes.

The collecting of scientists' names, and the questions being put to them by UN officials, indicated the presence of "hidden agendas", the Iraqi

leader said. "Instead of searching for so-called weapons of mass destruction ... the inspection teams became interested in compiling lists of Iraqi scientists, [asking] workers questions that are not what they seem and gathering information about army camps and legitimate military production. These things, or most of them, are pure intelligence work."

The inspectors' investigations exceeded the declared objective of the UN security council, he maintained. "We shall thank the almighty if he guides the enemies to the right path," he said, insisting he

Saddam accuses UN team of spying

Inspectors are pursuing hidden agenda, leader tells Iraqi people

would prefer peaceful resolution instead of confrontation.

If attacked by America, however, the Iraqis would prevail because truth and justice were on their side.

"Whoever is in his own homeland ... and is forced to face an enemy, that stands on the side of falsehood and comes as an aggressor from beyond seas and oceans, will no doubt emerge triumphant."

Saddam said he would be grateful if God "destroys them [the enemies] and brings shame to their arrogance". He appealed to fellow Arabs, saying America was trying to divert attention from "the heinous crimes perpetrated by the Zionist entity [Israel] against our people in Palestine".

Talk of war in Washington was designed to distract Americans from their country's problems, he added, taunting

President George Bush about "the weakness of [US security] agencies" which led to the September 11 attacks and "the weakness, or indeed near collapse, of the US economy".

But a spokeswoman for the UN's International Atomic Energy Agency (IAEA), Melissa Fleming, responded that if inspectors were gathering intelligence, "it is intelligence for the UN".

Ewen Buchanan, a

spokesman for the chief weapons inspector, Hans Blix, has previously asserted that any inspector found working for individual governments would be fired.

The UN teams examined at least four Iraqi sites yesterday including al-Tuweitha compound, the location of Iraq's nuclear programme which has been inspected repeatedly in recent weeks.



5 JANVIER 2003

Les Etats-Unis sur le point de non-retour

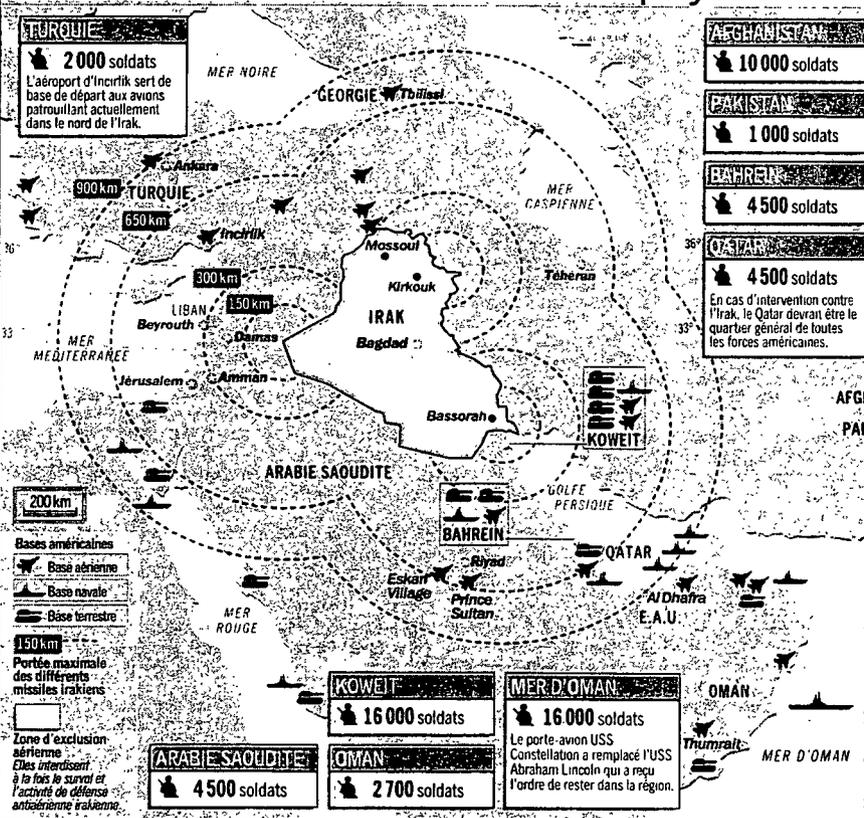
La mobilisation a été accélérée pour une guerre qui interviendrait en février.

Washington
de notre correspondant

En début de semaine, dans le port de Baltimore, on pouvait voir des marins de la Navy charger, sur un énorme navire blanc orné de croix rouges, des caisses de Coca-Cola, de Marlboro ou de M & Ms. Le *Comfort*, ancien pétrolier reconverti en bateau-hôpital, s'appête à appareiller avec ses 1000 lits, ses 12 salles d'opération et ses équipements de décontamination. Son capitaine a reçu l'ordre de mettre le cap sur l'océan Indien. Aux yeux des spécialistes de la guerre, cet ordre-là a été le signe le plus clair que, face à l'Irak, le temps des simples manœuvres d'intimidation était terminé: la guerre est désormais très sérieusement préparée. S'il ne s'agissait que d'impressionner le dictateur irakien, pourquoi enverrait-on un hôpital flottant, capable de soigner des soldats victimes d'attaques chimiques et biologiques? D'autres signes concordants sont relevés par les experts: «Les premières unités de soutien aux combats commencent à être envoyées», note ainsi Josh Spero, professeur à la faculté de Fitchburg (Massachusetts), qui a travaillé pendant des années à la planification au Pentagone. Ces unités sont chargées de ravitailler des hommes sur des champs de bataille: «Ce que l'administration met en place aujourd'hui, c'est une véritable logistique de guerre», en conclut-il.

Moral. Certes, la Maison Blanche répète que la confrontation «peut encore être évitée».

Plus de 60 000 soldats américains déployés



Mais le déploiement des forces est désormais si vaste qu'on imagine mal Washington faire machine arrière. «Nous sommes prêts», a lancé vendredi le président américain, venu regonfler le moral des troupes à Fort Hood, la plus importante base américaine (41 000 soldats), basée au Texas. «Saddam Hussein scelle son sort en refusant de désarmer», a-t-il ajouté. La veille, depuis son ranch de Crawford où il passe ses vacances, Bush avait réaffirmé qu'il ne «souhaitait pas en arriver à la guerre», mais en consta-

tant que «l'heure des comptes sonnait» pour Saddam Hussein. Seuls un miraculeux coup d'Etat ou un revirement de Bagdad (qui découvrirait subitement des stocks d'armes) semblent aujourd'hui en mesure d'écarter la perspective d'une guerre. L'élan a été pris. Et comme le constate Gary Schmitt, directeur du Project for a New American Century, un centre de recherche proche de l'administration Bush, «il serait périlleux, en termes de crédibilité, de déployer ses forces com-

ment le font les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, pour décider ensuite de ne pas s'en servir». Le risque étant, selon lui, que, «la fois suivante, vos adversaires ne vous prennent pas au sérieux». Pour cette raison, la Maison Blanche souhaitait attendre le plus longtemps possible avant de déployer les armées. Mais le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a insisté pour pouvoir foncer dès la fin du mois de décembre, seule façon selon lui d'être prêt avant mars. Le 26 décembre, il a donc signé un document confidentiel de 20 pages ordonnant l'accélération du déploiement de troupes et de matériel, engagé depuis un an. Environ 50 000 hommes devraient rejoindre les quelque 60 000 qui sont déjà sur place, que ce soit au Koweït, au Qatar, au Bahreïn, ou sur des navires de guerre.

Un porte-avion, l'USS *Abraham Lincoln*, qui devait rentrer à Everett (Etat de Washington), a reçu l'ordre de rester en mer. A peine rentré à son port d'attache de Norfolk (en Virginie), un autre porte-avion, l'USS *George Washington*, a été invité à se tenir prêt à repartir, avec préavis de 96 heures. La mesure la plus spectaculaire a été la décision, en début de semaine, d'envoyer une division d'infanterie complète. Basée à Fort Stewart (Géorgie), la 3^e division regroupe 15 000 hommes spécialisés dans les guerres en conditions désertiques. Elle va s'installer au Moyen-Orient avec ses hélicoptères, ses avions et ses blindés. Jamais, depuis la guerre du Golfe, un déploiement

d'une telle importance n'avait été décidé. Et vendredi, ce sont les 50000 marines du premier corps expéditionnaire, basé à Pendelton, en Californie, qui ont été invités à préparer leur barda. En Allemagne, c'est 800 hommes du génie et des renseignements de l'US Army qui sont sur le départ.

Encercler les villes. Ce dispositif permettra de commencer une guerre dès février-mars. Une campagne de bombardements pourrait être déclenchée avant la fin du mois de février par l'US Air Force et la Navy. Pendant ce temps, des troupes de l'Army ou des Marines viendraient renforcer les

soldats déjà dans la région. Une fois qu'ils seraient en nombre suffisant, ils entreraient en Irak, pour encercler les villes. Au total, quelque 200000 soldats américains, britanniques et d'autres nationalités pourraient être mobilisés. Le chiffre est peu élevé, mais il est considéré comme suffisant par l'en-

tourage de Rumsfeld, qui croit en l'efficacité des nouvelles armes. Il y a onze ans, pour mener la guerre du Golfe, c'est plus de 500000 hommes qui avaient été déployés ●

PASCAL RICHE

ALLEGIANCES

In Iraq's Tribes, U.S. Faces a Formidable Wild Card

By NEIL MacFARQUHAR

MOSUL, Iraq — Sheik Talal Salim al-Khalidi, the portly chieftain of the Bani Khalid tribe, stomped through a farming hamlet in his fief on the broad, flat Mosul plains, gloating that the mud oozing underfoot heralded an auspicious sign in the face of a possible American attack.

"God is fair, whenever we face some kind of oppression, he compensates us with something else," proclaimed the sheik, wearing a head-dress, a gray suit and a flowing gray wool cloak edged in gold that sweeps the ground. Three men armed with Kalashnikovs and one with a machine gun dogged his every footstep. "The same thing happened in December 1998, when the Americans were bombing us, we had heavy rains that year," he said, recalling a bountiful harvest.

Intensely devout, armed and nationalistic, the storied tribes of Iraq have played a pivotal role in controlling the country under the Ottomans, the British, the monarchy and especially Saddam Hussein. They have remained the ultimate swing voters in the brutal politics of the Middle East, where in legendary wars across the Arabian Peninsula and beyond, they were known to switch allegiances in the heat of battle.

Iraq's tribes are under increased scrutiny as the Bush administration casts about for some credible force that can help it oust Mr. Hussein. The country is home to about 150 major tribes, which break down into about 2,000 smaller clans. The largest number more than one million people, the smallest a few thousand. Of the larger groups, roughly 30 to 35 are believed to have a significant role in controlling Iraq.

The tribal formula worked in Afghanistan in 2001. Cash payments persuaded chieftains to abandon the Taliban. There has been talk of similar payments in Iraq, but few expect it to be quite so simple here.

Mr. Hussein has worked diligently



James Hill/The New York Times



The New York Times

One Mosul tribe already has a plan to counter an American attack.

in recent years to woo the tribes, dispensing cash, cars, arms, schools and other bounty to assure their loyalty. At the same time, those who failed to kowtow, or worse, plotted

rebellions, have been brutally suppressed, their chiefs killed, replaced or driven into exile, their houses destroyed, their crops burned.

Opposition figures in London report that Mr. Hussein summoned the chiefs of the southern tribes to Baghdad three months ago and demanded that they vow not to repeat the 1991 uprisings against him.

The question hanging over the tribes now is how deep their professed loyalty runs. They could become a nightmare for any American force penetrating Iraq, a patriotic guerrilla army spread throughout the country.

Sheik Talal, echoing other tribal chiefs, said he had placed a request with the local Baath Party leader in Mosul for heavier arms, like rocket-propelled grenades, antiaircraft guns and antitank weapons to help fight the Americans, but he has yet to receive a response.

The tribes could also be waiting for

The New York Times JANUARY 5, 2003

the right moment to rise up against the Baghdad government, though if they are, they are understandably not advertising it. They slice across the society along a different axis than the traditional divisions between Shiites, Sunnis and Kurds, with some tribes including Sunni, Shiite and even Christian members.

"You cannot ignore them because they are an important element of the government," said one Western envoy in Baghdad. "But you cannot expect the tribes alone to change the regime in Iraq."

Pride of place naturally goes to Saddam Hussein's tribe, the Tikritis, whose members fill many senior government positions, as well as important posts in security organizations and the presidential guard. All such groups draw heavily on the tribes, although occasional rebellions among major tribes have been put down with tanks and artillery.

Iraqi opposition figures interviewed in London contend that one crucial element delaying American military action is the lack of clearly identified support in Iraq. One said the Americans were working hard to forge some sort of tribal link, meeting with chieftains in neighboring countries to see if they can influence their Iraqi cousins. All major tribes in Iraq have related branches in Syria, Jordan, Saudi Arabia, Kuwait, the other gulf states and Turkey, although under Koranic prescriptions loyalty to the national leader trumps relations across borders.

The British experience during World War I is a cautionary history cited often in Iraq these days. Expecting a warm tribal welcome when they marched into Iraq to toss out the Ottomans, the British instead were met with hostility from the tribes, which united to massacre tens of thousands of British soldiers.

"The graveyards of the British are

still in Iraq," Sheik Talal said.

The Baath Party, which came to power in 1968 with Mr. Hussein as a vice president, painted the tribes as outdated, with loyalty instead owed to the state and the president. Even the use of tribal names was banned. (Another explanation for the policy was that it was to disguise the predominance of Mr. Hussein's clan in the government.)

Things began changing in the 1980's, when the government needed soldiers for the fight against Iran, and the tribes obliged.

But it was after Baghdad lost control of large swaths of the country in the years following the 1991 Persian Gulf war that Mr. Hussein truly resurrected the role of the tribes. He reached out to the leaders, allocating them specific sectors of the country to supervise in exchange for more autonomy over tribal affairs.

Sheik Talal, who says his tribe has about 100,000 armed men all over Iraq, is proud of the tribe's various roles in the 1990's. They were assigned a 72-mile section of the highway to protect at night between Al Diwaniya in Nasiriya in southern Iraq, for example. "It became a duty to prove our loyalty to the president," said the sheik, who has been a member of the rubber-stamp Iraqi Parliament for the past three years.

"The tribal leaders were very happy that their old role was to be returned," said Wamidh Nadhmi, a political science professor at Baghdad University. "They were good at protecting roads, delivering water and sorting out the problems the government can't. I don't think they have the strength they did in the early days of Iraq, though, when they outgunned and outnumbered the Iraqi Army."

On the visit to Naharat Nimrud, a tribal hamlet some 12 miles down the road from the famous Assyrian

ruins, Sheik Talal listed the benefits accrued from the president. Right off the main road sits the Saddam

'The graveyards of the British are still in Iraq.'

Mosque, then a new school and an infirmary, all paid for by Mr. Hussein. In those years when the rains do not come and crops fail, the president regularly forgives government loans for seeds and fertilizer.

Various sheiks scoff at the idea that American money might persuade crucial tribes to switch sides.

Sheik Ahmed Mohiedin Zangana, the leader of a small Kurdish tribe opposed to his American-allied brethren in the north, noted that he had already assigned members of his tribe positions to take up around the city of Mosul and elsewhere in event of an attack, although he too, awaits heavier weapons.

"I have my specific plans to distribute members of the tribe if paratroopers land," he said. "Each sniper knows his special assignment."

Sheik Talal described the likely resistance in religious terms. "We protect the nation's land and we would consider killing Americans a jihad in the service of God if they come here as aggressors," he said. "The Koran says an eye for an eye and a tooth for a tooth, so when anybody kills us, we will kill them."

Bush prévoit dix-huit mois d'occupation

Les grandes lignes du plan américain pour l'après-Saddam.

Washington de notre correspondant

Personne ne doute du fait que les Américains gagneront une éventuelle guerre contre l'Irak. Ce qu'ils risquent de perdre, en revanche, c'est la paix qui lui succédera. L'expérience afghane montre combien il est difficile de remettre un pays sur pied. La tâche en Irak risque d'être plus ardue encore, si, comme certains le prédisent, le peuple irakien accueille avec hostilité les «libérateurs». George W. Bush, qui a toujours professé son hostilité au *nation building* (la «construction politique de nations»), a dû se résoudre à préparer le plus ambitieux plan d'occupation et de reconstruction d'un pays depuis la dernière guerre mondiale.

Tandem. Le *New York Times* a dévoilé hier les grandes lignes de ce plan, discuté et peaufiné depuis des mois. Il prévoit une occupation militaire lourde, pendant «au moins dix-huit mois». Pour éviter l'image d'une occupation de style MacArthur (1), la Maison Blanche prévoit de confier la direction du pays à un tandem, formé par

un militaire et un civil. Il n'est pas exclu que le civil soit désigné par l'ONU. Les institutions les plus répressives du régime seraient détruites, mais le plus gros de l'administration irakienne serait conservé. Seuls les plus hauts dirigeants seraient jugés par des tribunaux militaires. L'une des premières mesures des occu-

pants serait de prendre le contrôle de l'industrie pétrolière du pays, afin de financer la reconstruction. La façon dont l'Irak serait alors représenté au sein de l'Opep n'est pas encore très claire. La grande crainte est de voir Saddam Hussein fai-

re exploser ces installations pétrolières, juste avant de lâcher son pouvoir, tout en accusant les Américains d'être les auteurs de ces destructions. Le secrétaire d'Etat Colin Powell a indiqué qu'en cas d'attaque contre l'Irak les Américains essaieraient de mettre les puits à l'abri des sabotages. L'objectif rêvé des Etats-Unis est de bâtir une démocra-

L'une des premières mesures serait de prendre le contrôle de l'industrie pétrolière du pays.

tie, ce qui serait une première s'agissant d'un pays arabe au Moyen-Orient. Un débat a fait rage il y a quelques semaines sur les moyens d'y parvenir.

Opposants. L'entourage du vice-président Dick Cheney, des faucons hostiles à l'idée d'occuper un pays pendant des mois, proposait de créer dès maintenant un gouvernement provisoire irakien com-

posé d'opposants en exil. Mais ces derniers ne sont pas considérés comme très sérieux par le département d'Etat et la CIA, qui préfèrent attendre, pour confier les manettes à des Irakiens vivant en Irak, plus légitimes. Pour le Pentagone, cette option est une chimère, tous les opposants intérieurs ayant été tués. Faisant la synthèse, la Maison Blanche parle désormais des «Irakiens

libres», notion floue qui couvre à la fois les actuels opposants en exil et les futurs dirigeants politiques qui, espère-t-elle, émergeront rapidement ● PASCAL RICHE

(1) Après la Seconde Guerre mondiale, le général Douglas MacArthur avait dirigé, avec les pleins pouvoirs, le Japon pendant six ans.

Britain mobilizes reservists for Iraq

1,500 slated to join front-line troops; Gulf naval task force is reinforced

By Warren Hoge

The New York Times

LONDON: Britain on Tuesday announced its first mobilization for possible military action against Iraq, calling up 1,500 reservists to join front-line troops and reinforcing a naval task force already earmarked for the Gulf with additional vessels.

Defense Secretary Geoff Hoon announced the measures in the House of Commons, where there is substantial opposition to a U.S.-led war, while Prime Minister Tony Blair said at a gathering of the country's senior diplomats that standing by the United States was "massively in our self-interest."

Blair, President George W. Bush's staunchest international ally, said he would never send British troops into a war that was wrong or unnecessary but that "the price of influence is that we do not leave the U.S. to face the tricky issues alone."

Denouncing anti-Americanism as a "foolish indulgence," he said at a meeting of British ambassadors, "There are not many countries who wouldn't wish for the same relationship as we have with the U.S. and that includes most of the ones most critical of it in public."

In Paris, President Jacques Chirac told French troops to stand by for possible service and said UN resolutions governing arms inspections in Iraq had to be enforced. But he coupled that with a warning to the United States over action that was precipitate or not internationally sanctioned.

"The international community should only resort to war as a last resort," he told diplomats at a New Year ceremony. "Reject resolutely the temptation of unilateral action."

Hoon stressed that Tuesday's announcement did not mean war with Iraq, thereby joining the ranks of British ministers who, on and off the record, have been sending that message to the skeptical British public this week. On Monday, Foreign Secretary Jack Straw said that the feeling within

the government about the likelihood of war was "60 to 40 against."

Conservatives accused the government of playing down the deployment

Tuesday and disguising the full extent of Britain's military commitment because of what the shadow defense secretary, Bernard Jenkin, called "splits and divisions" within Labour.

Hoon heard directly from opponents in the House on Tuesday who took the government to task for its backing of the United States. "There is very little support and a great deal of hostility among our constituents to the possibility of sacrificing a single life of a soldier in the present circumstances," said Paul Flynn, a Labour member from Wales.

"Other countries in Europe are taking an independent line from that taken by the president of America," he said, accusing Britain of assuming the position of "junior partner with the U.S. in this axis of delusion."

Defense Ministry officials said that the British fleet currently in preparation in the Mediterranean for Gulf duty included the aircraft carrier *Ark Royal* and the amphibious ship *Ocean*, three destroyers, four auxiliary vessels including one hospital ship, three landing ships, two minesweepers and a submarine.

Two commando units of the Marines will also be deployed, and more announcements like the one Tuesday are expected in coming weeks, Hoon said.

The meeting of 150 British ambassadors that Blair addressed Tuesday was called to coordinate the country's missions with the new challenges presented by terror, the Foreign Office said. Two days of discussions have ranged over the need for technical upgrades and rapid responses to crises with better travel advisories and more attention to uncontrolled migration, international crime and Islamic extremism.

In his speech, Blair promised to use Britain's influence with the United States "to continue to broaden their agenda," particularly in the Middle East.

Active engagement in pursuing an Israeli-Palestinian peace deal, he said, was essential to winning support for the U.S.-led drive to disarm Saddam Hussein.

"The reason there is opposition over our stance on Iraq has less to do with any love for Saddam, but over a sense of double standards," he said. "The Middle East peace process remains essential to any understanding with the Muslim and Arab world."

A spokesman for No. 10 Downing Street said that Blair had written a letter Tuesday to Prime Minister Ariel Sharon of Israel urging him to reconsider Israel's decision to ban Palestinian negotiators from attending a meeting with the so-called "quartet" of the United States, the European Union, Russia and the United Nations in London on Jan. 14 to discuss reform of the Palestinian Authority. Israel took the action after two suicide bombings Sunday in Tel Aviv killed 23 people and wounded more than 100.

The spokesman said that Blair's letter had explained the context of the meeting as "aimed specifically at the narrow but important issue" of Palestinian reform.

The issue sparked a sharp exchange Monday between Foreign Secretary

Straw and his Israeli counterpart, Benjamin Netanyahu. In a transcript released by the Israeli Embassy here, Netanyahu urged Britain to adopt the position of Bush "that leaders compromised by terror cannot be partners for peace." Netanyahu then charged, "You in Britain are doing the exact opposite."

Straw replied: "No, it is Israel that is doing the opposite. Instead of concentrating on dealing with terrorism, it is striking at delegates."

Blair's spokesman said the government was still making preparations for the meeting. "We are in contact with the Israeli government at the highest level and we continue to believe that it is necessary," he said.

Blair is also set to meet at No. 10 Downing Street on Thursday with Aaram Mitzna, the new leader of Israel's Labor party and an advocate of direct negotiations with the Palestinians.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

January 8, 2003

MOYEN-ORIENT *Le projet d'un Irak fédéral et démocratique*

Menaces sur le Kurdistan irakien

Vu des capitales occidentales, on aurait peine à le croire : à l'approche d'une guerre américano-irakienne qui leur paraît inéluctable, les Kurdes craignent plus une in-

PAR KENDAL NEZAN*

vasion militaire turque qu'une offensive surprise de l'armée de Saddam Hussein. Ces craintes sont alimentées par des menaces d'intervention récurrentes des chefs militaires d'Ankara répercutées et amplifiées par les télévisions turques qui, tout comme les grandes chaînes anglo-saxonnes et arabes, sont très regardées par une population kurde enclavée, avide d'information et disposant du libre accès aux antennes paraboliques et à l'Internet.

La tension, qui a atteint un point culminant en octobre dernier à l'occasion de réunion plénière du Parlement du Kurdistan appelé à sceller la réconciliation entre les deux principaux partis kurdes et à élaborer un projet kurde de fédéralisme pour l'Irak d'après Saddam, semblait quelque peu apaisée à la suite de l'alternance politique intervenue en novembre en Turquie. Le nouveau gouvernement, issu du Parti de la justice et du développement (AKP) qui a remporté les élections turques, est en principe, moins antikurde que ses prédécesseurs nationalistes. Il tente d'engager le dialogue avec les leaders kurdes ira-

kiens en les invitant officiellement à Ankara.

Cependant, l'armée turque, qui ne se soucie guère des orientations du gouvernement civil, et qui détient l'essentiel du pouvoir, masse des troupes aux frontières du Kurdistan irakien, y procède à de bruyantes manœuvres militaires qui ravivent les tensions et exacerbent les craintes de la population kurde. D'autant que lors de la récente visite à Ankara du n° 2 du Pentagone, Paul Wolfowitz, venu négocier avec les Turcs les conditions et les modalités de leur participation à une guerre contre l'Irak, ceux-ci n'ont pas manqué de faire savoir que « *si pour défendre ses intérêts nationaux la Turquie devait occuper le nord de l'Irak ce serait à titre temporaire* ».

On ignore la réponse des Américains à cette menace

Si elle veut devenir européenne, la Turquie doit tourner aussi la page de son militarisme

turque. On peut, en revanche, prévoir que, si elle venait à se concrétiser, ses conséquences seraient désastreuses pour les Kurdes, pour les Turcs, pour la région et aussi pour les alliés occidentaux de la Turquie. En effet, celle-ci n'a aucun motif légitime d'intervention. Les divers prétextes avancés dans les médias turcs ne résistent à aucun examen sérieux. Les Kurdes, qui viennent de s'entendre à Londres avec les principales forces de l'opposi-

tion irakienne sur un projet d'un Irak fédéral et démocratique, ne s'aventureront pas à proclamer un Kurdistan indépendant. Et d'ailleurs, aucun traité international ou accord régional ne confère à la Turquie, qui opprime ses quinze millions de citoyens kurdes, un quelconque droit de regard sur le statut des Kurdes des Etats voisins. Elle n'a pas non plus le droit de se poser en défenseur des Turcomans d'Irak, d'autant qu'elle n'a jamais élevé la moindre protestation contre le régime irakien qui les prive de leurs légitimes droits culturels et linguistiques, alors que ceux-ci sont assurés à la minorité turcomane du Kurdistan.

Enfin, l'argument de « *droits historiques sur le vilayet de Mossoul* » régulièrement invoqué à Ankara ne manque pas de sel de la part d'un Etat qui se dit très attaché à l'intégrité territoriale de son voisin irakien. Cette affaire a déjà été jugée en 1925 par la Société des nations (SDN).

Appelée à statuer sur le sort de ce territoire revendiqué à la fois par la Turquie et par l'Irak sous mandat britannique, la SDN, à la demande de la Grande-Bretagne, a décidé son annexion à l'Irak en contrepartie d'un régime de self rule à sa population qui, consultée par une mission d'enquête internationale, s'était prononcée à près de 85 % en faveur d'un Etat kurde indépendant.

Pour prix de leur soutien à la position de Londres, Paris

et Washington obtinrent chacune 23,75 % des parts de la Turkish (rebaptisée plus tard Iraqi) Petroleum Co. chargée de l'exploitation du pétrole de ce territoire. Les Kurdes, qui n'ont cessé de demander que la promesse d'autonomie qui leur avait été faite par la SDN soit honorée, furent bombardés par des avions et des armes achetées avec l'argent de leur pétrole. Dans ce contexte, une intervention militaire turque dans le Kurdistan irakien - même « *à titre temporaire* » comme à Chypre - ne manquera pas d'apparaître comme une nouvelle manifestation de militarisme et d'hégémonisme régional turc. Elle ruinera les acquis chèrement payés d'une décennie d'auto-administration de la jeune démocratie kurde. Elle sera de ce fait combattue par les Kurdes irakiens et sans doute par leurs frères de Turquie. Elle risque de provoquer une intervention militaire de l'Iran au nom de la protection des Kurdes ou des chiïtes. Elle pourrait également inciter Saddam Hussein à exercer des représailles contre un Etat peu aimé dans le monde arabe, lesquelles devraient logiquement être suivies d'un engagement de l'Otan aux côtés de son allié turc, ce qui ne déplairait peut-être pas à Georges Bush mais produirait une onde de choc déstabilisatrice dans une grande partie de l'Europe.

L'économie turque déjà fort malade et sous perfusion de l'IMF ne pourrait pas survivre au coût d'une nouvelle guerre du Kurdistan. Si gouverner est prévoir, les dirigeants européens seraient bien inspirés de se concerter et de peser de tout leur poids pour empê-

cher toute intervention militaire turque en Irak. L'heure n'est plus aux querelles byzantines anachroniques sur la géographie et l'histoire ou aux fantasmes sur l'influence supposée de la Turquie en Asie centrale « turcophone » ou dans le monde arabo-musulman qui relèvent de la méconnaissance des réalités socioculturelles de celui-ci.

Maintenant que la Turquie est admise comme candidate légitime à l'UE, le débat de fond doit porter sur les moyens de l'europaniser si l'Europe veut vraiment honorer un jour sa promesse d'intégrer ce pays. L'affaire du Kurdistan irakien donne aux Européens l'occasion de faire évoluer dans le bon sens leurs

amis turcs en leur demandant de : 1) Reconnaître aux Kurdes irakiens et à ceux de Turquie les mêmes droits et

La Turquie opprime ses quinze millions de citoyens kurdes

statut qu'Ankara revendique pour la minorité turque à Chypre (qui compte moins de 100 000 membres si l'on excepte les colons anatoliens) car le droit, y compris le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, doit être le même pour tous. Ce faisant, l'Europe pourra obtenir un compromis raisonnable sur Chypre et améliorer du même coup le sort des Kurdes.

2) Respecter les frontières internationales, s'abstenir de toute revendication territoriale sur l'Irak et ne pas intervenir dans les affaires intérieures de ce pays. En intégrant la Turquie, l'Europe, espace de paix,

ne saurait importer les conflits de ce pays avec ses voisins.

3) Mettre en pratique la primauté du pouvoir civil sur les militaires et, pour avancer dans cette voie, redimensionner à la baisse les effectifs pléthoriques et les dépenses excessives de l'armée turque qui absorbent 5,14 % du PIB turc (contre 2,69 en France et 2,94 % aux Etats-Unis). A quoi bon négociier pendant des mois l'octroi d'une subvention européenne de 170 millions d'euros pour la restructuration de l'économie turque si celle-ci consacre en une année (2001) 8,9 milliards de dollars à ses dépenses d'armement ?

Un pays qui se situe au 85^e rang dans le classement mondial du développement humain et occupe cependant la 14^e position au hit-parade des dépenses d'ar-

mement sacrifie grandement la prospérité de sa population au nom des in-

térêts supposés de sa défense. Il appartient à l'Europe de prendre son courage à deux mains et de dire à Ankara, s'il veut rejoindre son espace de paix et de démocratie, qu'il doit inverser la tendance, se résoudre à passer de la République des pachas prospères régissant une population pauvre à celle des citoyens se souciant plus de leur pain quotidien et de l'éducation de leurs enfants que des canons et des chars pour menacer leurs voisins kurdes, chypriotes, grecs, syriens, etc. Si elle veut devenir européenne, la Turquie doit tourner aussi la page de son militarisme.

* Président de l'Institut kurde de Paris. www.institutkurde.org

George W. Bush dresse les plans de l'après-Saddam

Alors que la Maison-Blanche prépare le dispositif destiné à administrer l'Irak après une éviction de Saddam Hussein, environ 10 000 réservistes de l'armée de terre américaine ont reçu l'ordre de se préparer à être déployés dans le mois qui vient. Londres a annoncé que le plus gros porte-avions britannique, l'*Ark Royal*, partirait pour le Golfe samedi, donnant le coup d'envoi d'un déploiement dans la région de forces navales stationnées en Grande-Bretagne. De nouveau, George W. Bush a jugé l'attitude de l'Irak « décourageante » pour tous ceux qui veulent résoudre la crise avec ce pays de manière pacifique.

Washington :
de notre correspondant
Jean-Jacques Mevel

MacArthur ou de Gaulle ? Depuis que l'éviction de Saddam Hussein est programmée, les stratèges de la Maison-Blanche butent sur le nom d'un successeur à Bagdad, hésitant entre l'occupation militaire à l'exemple japonais de 1945 et le retour du pouvoir civil sur le modèle français de la Libération. Le débat est presque tranché. Ce ne sera ni l'un ni l'autre. Ou plutôt un peu des deux.

L'ébauche d'un gouvernement provisoire pour l'Irak est venue hier du *New York Times*, qui présente le projet comme n'attendant plus que le feu vert du président. S'il s'agit d'une fuite calculée, le message est double. L'Administration américaine n'a pas seulement l'offensive en tête, elle se soucie aussi de l'après-guerre. Quant à l'élimination du dictateur irakien, elle s'impose naturellement comme but de guerre, mais aussi comme préalable à la démocratie.

Cette phase B comme Bagdad reste secrète dans le détail. Tout dépendra du plan A, un assaut sur l'Irak que la Maison-Blanche n'a pas encore officiellement décidé. Mais à l'approche d'un rendez-vous crucial au Conseil de sécurité de l'ONU le 27 janvier et d'un discours attendu le lendemain devant le Congrès, tout indique que George W. Bush voit se réduire les options de la diplomatie.

La chute de Saddam Hussein ouvrirait en Irak un chantier comparable à celui des vaincus de l'après-Seconde Guerre mondiale. Il s'agit, estime le quotidien, du projet américain le plus ambitieux depuis les défaites de l'Allemagne et du Japon : le Pentagone se prépare à une occupation d'au moins dix-huit mois, avec entre autres tâches urgentes l'administration de 25 millions d'Irakiens, le relèvement d'une économie exsangue, la purge de l'ancien régime et l'ébauche de nouvelles institutions politiques.

Les ratés balkaniques et afghans à l'esprit, l'équipe Bush rompt avec la doctrine qui voulait que Washington ne s'occupe que des opérations militaires,

laissant aux peuples « libérés », à leurs voisins et aux Européens le soin de reconstruire et de régler la facture. Cette fois, les Américains mèneront les opérations et mettront les mains dans le cambouis, sans date butoir : « C'est une affaire qui se mesure en mois, peut-être en années », reconnaît un des chefs du projet dans les colonnes du *New York Times*.

A prendre ses responsabilités, George W. Bush risque - sans surprise - d'être accusé de penchants coloniaux, surtout dans

est que Washington prévoit d'adjoindre au soldat un responsable civil, peut-être désigné par l'ONU. Avec le retour à la normale, cet administrateur verrait son autorité peu à peu assise, en attendant que les Irakiens choisissent leurs gouvernants.

Washington paraît écarter ainsi l'exemple du général Douglas MacArthur, figure césarienne qui régna six ans sur le Japon, après l'avoir défait. Les voisins de l'Irak, dit-on, se seraient discrètement inquiétés du précédent auprès de la Maison-Blanche. S'il l'emporte en Irak après avoir vaincu les talibans, le général Tommy Franks, patron du Commandement central américain, ne sera pas le régent de Bagdad. Question d'image.

Le modèle français de l'après-guerre, lui, s'est heurté à un obstacle pratique : le Charles de Gaulle irakien n'existe pas. L'opposition anti-Saddam, partie pour Londres comme lui, est sans troupe, ni relais à l'intérieur du pays, ni chef providentiel. Elle agace une partie de l'Administration Bush, à commencer par le secrétaire d'Etat Colin Powell qui la juge coupée des réalités, au bout de quarante-cinq ans d'exil. La fantomatique résistance irakienne ne sera pas transformée en gouvernement provisoire. Au bout du compte, elle risque de ne voir offrir qu'un strapontin.

Pour éviter l'anarchie, Washington semble s'être résolue à recycler l'essentiel de l'appareil hérité de Saddam Hussein. L'Allemagne, le Japon et la France de 1945 offrent ici le précédent : le plan américain prévoit d'épurer l'élite de l'ancien régime devant des tribunaux d'exception, mais pas de liquider l'administration. Il est question de « débaathifier » l'Irak comme les Alliés avaient « dénazifié » l'Allemagne (le Baath est le parti au pouvoir). Avant que les armes ne parlent, les barons et les généraux de Bagdad se voient ainsi offrir une chance de racheter leur conduite, pour peu qu'ils retournent leur veste au bon moment.

Et le pétrole ? Officiellement, la Maison-Blanche en fait « le patrimoine du peuple irakien » et le pactole, libéré de l'embargo, alimentera la démocratie irakienne naissante. Mais Washington se garde de préciser qui, du général américain, de l'administrateur civil ou d'un gouvernement national, en aurait la tutelle. Un précédent incite à la méfiance : l'administration du Japon vaincu avait été confiée aux Etats-Unis, mais aussi à la Chine, à la Russie et au Commonwealth, avant que MacArthur n'en fasse une affaire exclusivement américaine.

Pour l'Irak, la seule certitude est que les Forces spéciales américaines ont déjà fait des puits de pétrole leur objectif n° 1 dans la guerre, aux fins de « projection ».

Tout l'art du plan révélé hier consiste à laisser penser que les Irakiens et les alliés auront leur mot à dire

un pays qui abrite les deuxièmes réserves de pétrole de la planète. Tout l'art du plan révélé hier consiste à laisser penser que les Irakiens et les alliés auront leur mot à dire, tout en faisant nettement comprendre que Washington compte tenir la barre de bout en bout.

Dans les premiers mois de l'après-Saddam, il ne fait à peu près aucun doute que le pouvoir et l'administration de l'Irak seront confiés à un général américain. La seconde guerre du Golfe, qu'on la qualifie de « libération » ou d'« invasion », se soldera toujours par une occupation militaire. Le fait nouveau

La Turquie se prépare avec réticence à une guerre contre Saddam Hussein

Ankara renforce sa présence armée dans le nord de l'Irak et redoute un afflux massif de réfugiés

CIZRE (province de Sirnak)
de notre envoyée spéciale

Sur le long tronçon de route droite, encadrée de champs de coton, qui longe la frontière syrienne, la silhouette des camions est reconnaissable de très loin : une colonne de véhicules militaires, vingt-cinq en tout, lourdement chargés, s'achemine lentement en direction de l'Irak. Au complexe militaire de Silopi, dernière ville avant le poste-frontière de Habur, des soldats s'affairent à bâtir un mur autour de la base militaire.

Malgré l'insistance de Washington, le gouvernement turc refuse toujours de se prononcer sur son rôle éventuel, affirmant que la Turquie attendra le verdict des inspecteurs de l'ONU pour se décider. Pendant ce temps, le premier ministre, Abdullah Gül, poursuit sa tournée au Proche-Orient et continue d'affirmer qu'une offensive n'est pas inévitable. « Une opération militaire aura des effets négatifs très importants sur la sécurité et la stabilité de la région, politiquement et économiquement », a-t-il prévenu, lundi 6 janvier, à Amman.

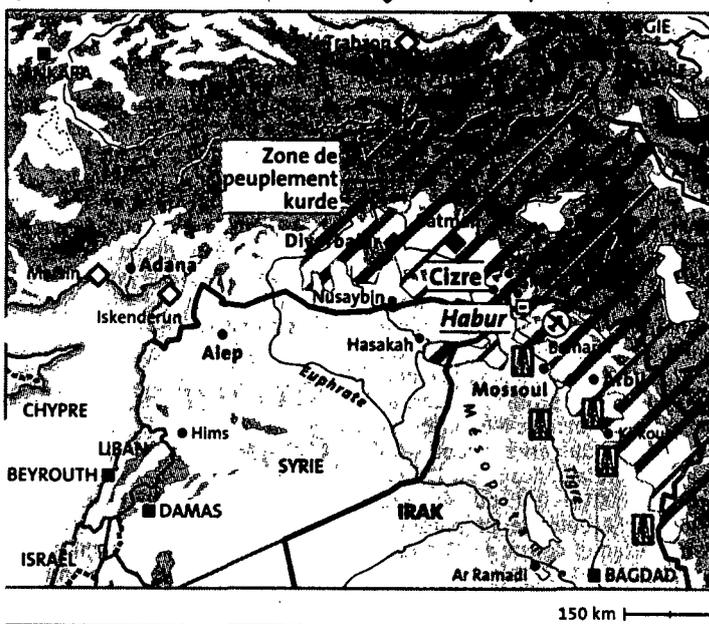
La Turquie se prépare néanmoins à l'éventualité d'une guerre. M. Gül a récemment déclaré qu'Ankara allait tripler sa présence armée dans le nord de l'Irak. L'essentiel des préparatifs pour l'instant, déclare Hüseyin Baskaya, préfet de la province frontalière de Sirnak, vise à éviter une tragédie humaine en cas d'afflux de réfugiés. « Nous ne voulons pas être pris de court si un conflit se déclare à nos frontières, explique-t-il. Nous coopérons avec le Croissant-Rouge, nous préparons les infrastructures nécessaires, l'électricité, les canalisations et surtout le personnel. »

En 1991, près d'un demi-million de Kurdes fuyant l'avance de l'armée irakienne s'étaient massés à la frontière turque. Ankara, cette fois-ci, prévoit d'intervenir directement dans le nord de l'Irak si des mouvements de population importants sont détectés. « Notre but est de garder les réfugiés à l'extérieur de nos frontières », explique le préfet de Sirnak. Selon la presse turque, les six provinces frontalières se partageraient la responsabilité de 18 camps, dont 13 seraient installés sur le territoire irakien. Hüseyin Baskaya admet qu'en cas de besoin ses fonctions pourraient s'étendre au-delà de la frontière.

Les Turcs sont depuis longtemps présents de l'autre côté de la chaîne

UNE RÉGION STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUEMENT SINISTRÉE

◆ Accès militaires autorisés aux Américains ◇ Ports réclamés par les Américains



montagneuse qui sépare la Turquie de l'Irak : au cours des années 1990, l'armée turque y a fréquemment fait des incursions à la poursuite des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le quotidien *Milliyet* a annoncé, le 5 janvier, photos à l'appui, qu'une trentaine de chars turcs ont pris position sur l'aéroport de Bamarni, dans le nord de l'Irak.

ÉVITER UN ÉTAT KURDE

Plus que la guerre elle-même, Ankara craint les retombées du conflit, notamment le démantèlement possible de l'Irak, qui pourrait donner naissance à un Etat kurde indépendant ou offrir aux Kurdes irakiens l'occasion de s'emparer des villes de Mossoul et de Kirkouk, ainsi que de leurs champs pétrolifères.

Dans ses calculs, la Turquie doit trouver un équilibre entre son alliance avec les Etats-Unis, sa dépendance financière envers les institutions internationales telles que le FMI, qui la poussent à jouer un rôle actif en cas de guerre, et son désir de rester en dehors d'un conflit auquel 87 % des Turcs sont opposés, selon un récent sondage ANAR publié dans le *Turkish Daily News*.

Les Etats-Unis n'ont pas rendu publiques leurs demandes, mais ils souhaiteraient obtenir la permission d'utiliser cinq bases aériennes turques, ainsi que les ports navals

en Méditerranée. Ils auraient demandé à faire transiter, voire à installer à plus long terme, dans le Sud-Est anatolien, quelque 80 000 soldats américains.

« Il est très peu probable que le public et le Parlement disent oui à une telle décision, a déclaré le ministre des affaires étrangères, Yasar Yakis, dans un entretien publié, lundi, dans *Hürriyet*. L'opinion publique turque n'est pas prête pour une solution qui envisagerait le déploiement ou le transit, sur le territoire turc, de dizaines de milliers de soldats. » Mais tout en adoptant cette attitude prudente, M. Yakis a également déclaré que la Turquie, qui a perdu le nord de l'Irak au profit de ce pays, alors sous mandat britannique, en 1926, étudiait actuellement les documents historiques pour déterminer si elle avait des droits sur le pétrole du nord de l'Irak.

« Les Turcs justifient leur présence [dans le Nord irakien] soit à cause des militants du PKK qui sont encore dans la région, soit pour protéger les Turcomans, soit pour défendre Mossoul et Kirkouk, déclare un représentant kurde irakien. Ce que nous disons, c'est que nous ne sommes pas favorables à un engagement unilatéral de la Turquie. » Lors de sa visite en décembre, le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, a également averti la Turquie de ne pas agir seule. « Ce serait beaucoup

mieux que la Turquie agisse dans le cadre d'une coalition », avait-il alors déclaré.

Pour l'instant, les pourparlers entre Ankara et Washington continuent. La Turquie veut obtenir des

En 1991, près de cinq cent mille Kurdes fuyant l'armée irakienne s'étaient massés à la frontière

compensations pour les pertes économiques qu'elle subirait en cas de guerre, estimées à 28 milliards de dollars.

La Turquie n'a pas encore annoncé publiquement si elle entend coopérer avec Washington et jusqu'à quel point, mais elle a déjà défini les « lignes rouges » de son intérêt national. Elle est déterminée à empêcher la formation d'un Etat kurde et elle ne veut pas que le pétrole de Kirkouk tombe entre les mains des Kurdes irakiens.

Lors d'un briefing, lundi, au Parlement d'Ankara, des responsables de l'état-major des armées ont annoncé que 2 000 soldats étaient actuellement présents au nord de l'Irak et que 20 000 soldats supplémentaires seraient nécessaires afin d'empêcher un afflux de réfugiés en cas de conflit. « Lorsqu'il y a une guerre, il y a un vide politique, a déclaré de son côté M. Yakis. Si ce vide cause des dégâts à la sécurité et aux intérêts stratégiques de la Turquie, alors elle pourrait être forcée de prendre des mesures. »

Nicole Pope

Le Monde

9 JANVIER 2003

M. Chirac prépare l'opinion à une éventuelle guerre contre l'Irak

9 JANVIER 2003
Le Monde

MARTIAL le matin, diplomate l'après-midi. Le président de la République, qui répondait, mardi 7 janvier, aux vœux des armées puis à ceux du corps diplomatique, a lâché deux phrases qui ont fait grand bruit dans le contexte de la crise irakienne. Pour la France, d'autres théâtres d'opérations « pourraient, hélas, s'ouvrir », a dit le chef de l'Etat aux militaires, ajoutant : « Se tenir prêt à toutes éventualités est au cœur du métier de soldat ». Devant le corps diplomatique, il a « invité le gouvernement à organiser un nouveau débat au Parlement » sur l'ensemble des questions posées par la crise irakienne.

M. Chirac n'a cependant pas fourni d'indice quant à la probabilité ou à l'imminence d'une guerre. Il ne l'a évoquée que comme une « éventualité », une « dernière extrémité », que la France cherche toujours à éviter et face à laquelle elle garde sa « liberté d'appréciation ». Il n'a donc pas levé, l'hypothèque d'un conflit armé, observant d'un côté le déroulement - apparemment sans heurts - des inspections de l'ONU en Irak, mais assistant d'un autre côté au déploiement massif de militaires américains dans la région. Celui-ci donne le sentiment que le point non retour est atteint, que les Etats-Unis sont sur le point de mettre leur menace à exécution.

« Bush n'a pas encore pris sa décision », affirme un proche de Jacques Chirac. La France pour sa part maintient son cap et reste plus que jamais mobilisée diplomatiquement, car la pression est de plus en plus forte. Le discours du président devant les ambassadeurs comportait deux messages. L'un, à l'adresse des Etats-Unis,

rappelait que l'ONU est « le seul cadre légitime » de gestion de cette crise. L'objectif est de s'assurer du démantèlement par l'Irak de ses armes de destruction massive, si possible par des voies pacifiques. « Rejetons résolument la tentation de l'action unilatérale », a martelé Jacques Chirac, qui a, avec lui, sur

ce point la majorité des Etats de la planète.

« Continuons à accorder toute notre confiance aux inspecteurs des Nations unies », a ajouté le président, ce qui était une façon polie de sous-entendre que les Américains ne jouent pas honnêtement le jeu de l'ONU : ni quand ils orchestrent une campagne de dénigrement contre les inspecteurs, ni surtout, quand ils refusent de communiquer à ces derniers les renseignements dont ils prétendent disposer sur des armements irakiens illégaux.

« COOPÉRATION PASSIVE »

Les inspecteurs de l'ONU leur ont plusieurs fois réclamé ces renseignements, publiquement ; Dominique de Villepin a encore une fois plaidé dans le même sens auprès de Colin Powell dimanche 5 décembre. « A présent, les Américains nous disent qu'ils vont donner leurs renseignements ; mais qu'ils le fassent ! », insiste un diplomate français. Faute de quoi, effectivement - soit que les Etats-Unis disposent de « preuves » qu'ils veulent se garder pour confondre Saddam Hussein le moment venu, soit qu'ils ne disposent de rien - il serait clair que leur objectif n'est pas le démantèlement de l'arsenal irakien. Le passage par l'ONU et l'épisode de la reprise des inspec-

tions ne leur auraient servi qu'à meubler le temps nécessaire aux préparatifs militaires.

Le second message de Jacques Chirac s'adressait aux dirigeants irakiens auxquels le président a demandé « de coopérer activement, par tous les moyens, avec les missions d'inspections qui doivent disposer de toutes les facilités et informations nécessaires ». Dans l'entourage du président, on explique que « la coopération passive » actuelle des Irakiens n'est pas suffisante : « ils donnent accès aux sites que les inspecteurs demandent à visiter mais pour le reste ils croisent les bras. S'ils ne mettent pas le turbo, la tentation américaine d'intervenir ne peut qu'augmenter ». « Mettre le turbo », ce serait compléter les informations qu'ils ont données en décembre sur l'état de leur armement et se prêter aux interrogatoires auxquels devront se livrer les inspecteurs.

Sur toutes ces questions, le président de la République a invité le gouvernement à organiser un nouveau débat au Parlement, alors que cette hypothèse n'était pas d'actualité, fin décembre 2002 (*Le Monde* 1er janvier). M. Chirac sait qu'il aura à gérer une opinion publique hostile à la guerre et une gauche très vigilante qui accentue sa pression, lui demandant d'utiliser le droit de veto dont la France dispose aux Nations-Unies.

Lors des vœux des parlementaires, le 3 janvier, à huis clos, il avait déjà évoqué ce débat au Parlement, après celui qui s'est tenu le 8 octobre à l'Assemblée nationale et le lendemain au Sénat. Le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, s'était assuré

qu'il aurait bien lieu. Quelles que soient les décisions que le chef de l'Etat serait amené à prendre, avait déclaré M. Debré « nous savons que, sous votre autorité, le gouvernement veillerait, comme il l'a toujours fait depuis le début de la crise, à associer le Parlement à son action ».

D'une façon plus évasive qu'il ne l'a fait devant les ambassadeurs, mardi, le président de la République lui avait cependant répondu par l'affirmative. « Il ne faut voir là aucun changement de pied » par rapport à la position de l'Elysée de la fin décembre, soulignent les proches du chef de l'Etat. Le moment n'était pas venu d'évoquer ce débat. Il paraît donc difficile de penser qu'un nouveau petit pas, dans la préparation de l'opinion à la guerre, n'a pas été franchi.

M. Debré, lui, se réjouit d'avoir été, entendu. Il reste cependant très prudent sur la possibilité d'associer le débat d'un vote. Si certains ministres n'y sont pas hostiles a priori, le président de l'Assemblée nationale se retranche derrière les institutions : « c'est la responsabilité du gouvernement qu'il y ait ou non un vote », dit-il.

Béatrice Gurrey
et Claire Tréan

VERBATIM

« Se tenir prêt à toutes éventualités »

EN RÉPONSE aux vœux des armées et du corps diplomatique au président de la République, mardi 7 janvier, Jacques Chirac a notamment déclaré :

« Aux armées. Un coup d'arrêt a été porté à la dégradation de notre outil militaire et je veillerai à ce que ce signal fort qui vient d'être donné soit respecté pendant toute l'exécution de la loi [de programmation militaire]. Dans l'année qui vient, de nombreux défis, bien sûr, nous attendent. Sur le plan opérationnel, il y a tout lieu de croire que les théâtres

d'opérations sur lesquels nos forces sont déployées continueront de nous solliciter.

D'autres, hélas, pourraient s'ouvrir. Se tenir prêt à toutes éventualités est au cœur du métier de soldat que vous avez choisi. En particulier, nous devons être attentifs à la manière dont est appliquée par l'Irak la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Au corps diplomatique

Le désarmement de l'Irak est une obligation pour le Moyen-Orient et pour le monde. C'est un problème de paix et de sécurité collective. Nous devons donc le résoudre collectivement. Le cadre prévu à cet

effet est celui des Nations unies. C'est le seul qui soit légitime. L'action internationale ne peut, sous peine d'être discréditée, s'affranchir des principes sur lesquels elle se fonde : le respect du droit, la responsabilité, l'équité, la démocratie. La communauté internationale ne saurait recourir à la guerre qu'en dernière extrémité, une fois que toutes les autres options ont été épuisées. L'éventuelle décision d'utiliser la force doit être explicite, et être prise par le Conseil de sécurité des Nations unies sur la base d'un rapport motivé des inspecteurs. La France, qui a toujours assumé ses responsabilités, entend garder sa

pleine liberté d'appréciation. (...) Le message adressé aux responsables irakiens est clair : une dernière chance leur est proposée de désarmer dans la paix. (...) Ils s'exposeraient sinon à une guerre aux conséquences incalculables pour eux, pour la région et pour le monde. Sur l'ensemble des questions posées par la crise irakienne, j'invite le gouvernement à organiser un nouveau débat au Parlement, qui sera associé naturellement à toutes les étapes de l'évolution de cette crise. J'attache (...) le plus grand prix à ce que, face à de tels enjeux pour notre pays, la nation soit tout entière rassemblée. »

ÊTRE JEUNE EN IRAN

60 % des Iraniens ont moins de 30 ans. Cette génération qui n'a connu que les mollahs exprime son désir de changement et de liberté. Les femmes en tête

Le Monde JEUDI 9 JANVIER 2003

A

ZADEH a 20 ans. Etudiante en médecine, elle vient souvent déjeuner avec ses amies dans cet endroit à la mode, Apache, un fast food. Situé dans les beaux

quartiers, au nord de Téhéran, Apache est un des lieux de rencontre favoris de la jeunesse iranienne. Cette grande salle moderne, aux couleurs vives, au mobilier design et aux peintures évoquant le Far West américain est devenue le carrefour des adolescents : garçons aux cheveux gominés, à l'allure décontractée et jeunes filles tout de noir vêtues aux airs de bonnes sœurs précoces. Azadeh, Yalda, Shadi et les autres, fausses religieuses qui discutent, plaisantent, éclatent de rire sous leur hedjab (voile) qui découvre malgré tout une partie de leur chevelure. Toutes sont maquillées : yeux faits, rouge à lèvres, ongles peints. « Je n'accepte pas ce costume ni ces contraintes vestimentaires. C'est archaïque, dépassé. Lorsque je vois comment cela se passe dans les autres pays, c'est frustrant. On est en retard dans tous les domaines. J'espère que ça va changer », n'hésite pas à dire Azadeh.

Parfaitement anglophone, franche et décontractée, Azadeh ne s'intéresse pas à la politique. Elle ne se sent pas concernée par les récentes protestations estudiantines provoquées par la condamnation à mort de l'universitaire Hachem Aghajari ni par les querelles entre conservateurs et réformateurs. Ce qu'elle veut : tout simplement « plus de liberté, plus de démocratie ». Et de se demander quelle image on a des Iraniens ailleurs. « On nous compare aux Afghans, aux Pakistanais. On ne sait même pas que nous avons Internet. Oui, je suis fière d'être Iranienne, mais j'ai honte de dire que je veux quitter mon pays. »

Pourquoi ? « Parce que c'est difficile de trouver du travail, parce que l'horizon est bouché, parce que les espoirs de changement ne sont pas visibles. » Dans ce groupe, presque toutes veulent partir. Destination favorite : le Canada. Pourquoi ? Parce que ce pays offre des facilités d'émigration. Yalda, elle, rêve des Etats-Unis et Shadi de la Grande-Bretagne. Bien sûr qu'elles auraient préféré rester, mais comme le dit l'une d'entre elles : « Quel est notre avenir ici ? » Les femmes ne constituent encore que 12 % de la population active et même si la situation évolue dans le bon sens, il reste encore beaucoup de chemin à faire. Tout d'abord pour faire plier la rigueur des lois islamiques, particulièrement draconiennes pour les femmes.

Ensuite, pour réduire la prédominance traditionnelle des hommes. Et cela com-



Djelbeh vient l'après-midi chez Delaram pour étudier. Ensuite, elles vont sur l'avenue de la Culture à la rencontre furtive de garçons. Photo extraite d'un travail d'Isabelle Eshraghi sur la jeunesse iranienne commencé en 1996.

mence à bouger. Dans le Karaj, au nord-ouest du pays, une femme conduit désormais son propre autobus - une première sur la voie de l'émancipation. A partir d'avril 2003, les Iraniennes pourront prendre des cours de moto. Les femmes prennent de plus en plus de responsabilités dans les administrations. L'une d'entre elles a été nommée maire d'arrondissement à Téhéran et une autre occupe le poste de vice-ministre de l'intérieur. Pour la quatrième année consécutive, en 2002, le nombre de filles a largement dépassé celui des garçons dans les universités publiques. Une véritable révolution voulue par le régime islamique, qui a encouragé la scolarisation des filles. Le monde féminin a entrepris la conquête de sa liberté. C'est une force de frappe avec laquelle les autorités doivent compter, car les femmes ont bien l'intention de jouer un rôle dans le changement. Il suffit de les voir et de les entendre dans les manifestations pour comprendre qu'elles veulent être, comme le dit Shadi « sur la route de l'avenir ».

C'est très souvent à travers elles que s'expriment les frustrations et le désenchantement de toute une jeunesse qui aspire à un profond bouleversement du système islamique : cette jeunesse iranienne est aujourd'hui l'indéniable porte-drapeau d'une

révolution des mœurs en profondeur.

Depuis quelques années, la nouvelle génération tente de s'affranchir de la rigidité des normes islamiques. Elle y est parvenue. Et de quelle manière ! L'un des principaux moteurs de cette révolution fut Internet.

Une véritable folie qui a totalement modifié les rapports de la société. « Ce fut une bouffée d'air frais, une fenêtre sur la liberté », explique une Iranienne qui tient à garder l'anonymat. Fenêtre sur la liberté mais aussi fenêtre sur l'extérieur et moyen de communication sociale qui concerne toutes les couches de la société. Dans le quartier Mirdamad, le complexe Capital Computer étale sur plusieurs étages un impressionnant ensemble de magasins d'informatique qui n'a rien à envier à ceux des capitales européennes. Ce fut une authentique ruée pour les jeunes qui ont trouvé grâce aux ordinateurs un moyen de parler entre eux, mais surtout de se rencontrer. « C'est vital, car nous n'avons ni boîtes de nuit, ni clubs, ni soirées musicales. Les chat lines* sont devenues un espace de vie. Les conversations sont en fenglish [mélange de farsi et d'anglais]. On se fixe des rendez-vous », raconte Kianouch.

Cette jeunesse en mal de communication se retrouve notamment au milieu du parc Mellat, en haut de l'interminable ave-

nue Valiasr qui traverse Téhéran du nord au sud. Cela n'a rien de rendez-vous galants. C'est juste une façon de faire connaissance, d'établir un contact pour voir s'il y a affinité ou plus. Après, il y a les soirées privées chez les uns ou chez les autres, en tous points identiques à celles qui se déroulent dans n'importe quelle ville occidentale. Plus question de voiles ni d'interdiction d'alcools. Avant, tout cela était strictement souterrain, aujourd'hui c'est à la surface car il est impossible de tout contrôler. Ce qui n'empêche pas néanmoins les célèbres « comités » d'intervenir pour mettre un terme à la « dépravation » : 25 000 personnes ont été arrêtées au cours des six derniers mois dans des « centres de corruption morale ». Ce qui recouvre les soirées privées, les fabriques d'alcool, de CD, de vidéo, voire les maisons de jeu clandestines.

Mais comment faire face à la multiplication des infractions contre les interdits ? Si 15 000 paraboles, surnommées les antennes « paradiaboliques » ont été saisies l'an dernier, celles-ci prolifèrent et les Iraniens ont non seulement accès aux chaînes internationales mais peuvent recevoir à domicile les programmes de sept canaux de l'opposition diffusés depuis les Etats-Unis, notamment de Los Angeles.

« Dans un système rigide, le pouvoir laisse faire sans trop laisser faire. Il ménage quelques soupapes pour éviter la surpression, mais la société lui échappe », commente un diplomate. Mohammed Abtahi, vice-président du gouvernement chargé du Parlement, est le premier à l'admettre : « Les jeunes d'Iran ne sont pas différents des jeunes des autres pays, ni politiquement ni socialement. Il y a eu une véritable révolution de la communication. Désormais, il n'y a plus de frontières. La nouvelle génération a fait un bond d'un siècle d'un seul coup. Il faut bien tenir compte de cette réalité. » Réformateur, proche du président Khatami, Mohammed Abtahi avoue lui aussi passer une à deux heures par jour sur Internet pour que « son information soit complète ».

Dans ces conditions, comment le régime islamique peut-il digérer cette révolution sociale ? « La jeunesse est le problème numéro un du régime. C'est une bombe à retardement », insiste Ramin Jahanbegloo, chercheur en philosophie politique pour lequel l'Iran vit « un mai 1968 social sans précédent ». Ce bouleversement se traduit par l'explosion de nouveaux lieux de rassem-

blement - des restaurants, des cafés, des librairies comme Book City, créée par l'ancienne municipalité -, qui comptent une quarantaine de boutiques. Si le « comité » sévit comme ce fut le cas au Gandhi Shopping Center par la fermeture d'un établissement à la mode, d'autres prennent le relais. Le bouillonnement est aussi notable dans le domaine artistique : cinéma, vidéo, expositions de peinture, de photos, théâtre.

« La jeunesse en a "ras le turban". Il faut bien que son énergie s'exprime, et l'art est une échappatoire », fait remarquer un artiste qui veut lui aussi, bien sûr, rester anonyme. Les autorités ont beau interdire la diffusion des disques et des films étrangers, ceux-ci finissent par rentrer. Et on copie à tour de bras les derniers tubes à la mode et les policiers américains, les succès indiens ou turcs. Le *Titanic* a circulé par milliers d'exemplaires sous le manteau. Son succès a été impressionnant. L'histoire d'amour a transporté l'Iran tout entier et les affiches placardent les chambres des jeunes filles. « Rien ne peut empêcher tout cela. Ils ne peuvent tout interdire et arrêter tout le monde. En fait,

tout le monde a une double vie : une vie publique et une vie privée. Chacun joue à cache-cache avec les interdits et personne n'est dupe, les mollahs d'abord, parce qu'ils savent que ça ne peut continuer ainsi. On ne peut pas résister à la jeunesse, parce c'est le sens de l'histoire », confie sans détour Kaveh.

Ce qui compte avant tout est que cette jeunesse n'a connu que le régime des mollahs. Elle n'a connu que la loi islamique et sait à peine qui était le chah. Mais surtout 60 % de la population a moins de trente ans. Selon les données publiées par l'Unfpa (United Nations Population Fund), l'Iran compte actuellement 72,4 millions d'habitants et atteindra 121 millions en 2050. De quoi inquiéter les autorités islamiques parce que, dès aujourd'hui, il est impossible de trouver du travail à une jeunesse déboussolée. Sur les 700 000 jeunes

qui arrivent sur le marché du travail chaque année, plus de la moitié ne trouvent pas d'emploi. Des médecins sont chauffeurs de taxi. Certains font plusieurs boulots par jour, jusqu'à trois, pour survivre. Ils fuient donc à l'étranger. L'exode des cerveaux est préoccupant. On estime à au moins 200 000 le nombre de jeunes qui chaque année vont chercher une planche de salut dans un autre pays, pour échapper à l'absence de perspectives sur le sol national.

« Beaucoup de ces enfants ont été élevés par des parents qui sont fatigués de la guerre et de la révolution. Les parents ne croient plus en rien et les enfants non plus. La seule chose qui leur importe, c'est la liberté. Le reste, la politique, les mollahs, les réformateurs, cela ne les intéresse plus. Le problème est si vaste qu'il n'y a pas de véritable remède. La société est malade », estime un interlocuteur qui ne souhaite pas que son nom apparaisse.

La prolifération des toxicomanes est l'une des résultantes de ce malaise. Plus de 1 200 d'entre eux sont morts de surdose au cours des six derniers mois, près de 114 000 autres ont été arrêtés ainsi que 58 000 trafiquants. L'Iran compterait, selon les sources, entre 2 et 3 millions de drogués. « Si rien n'est fait pour réduire l'augmentation de 8 % du nombre des toxicomanes par an, nous aurons quelque 9 millions de drogués dans moins de vingt ans », estime Reza Sarami, directeur de l'organisation de lutte contre le trafic de drogue. Se procurer de la « came » est d'une extraordinaire facilité dans les rues et les parcs de la capitale. Elle circule partout.

Au sud de Téhéran, dans le quartier Shoosh, des junkies se font leur « fix » en public, en bordure d'un parc, dans une zone populaire. La drogue est devenue une préoccupation nationale, de même que la prostitution, qui s'est développée de façon surprenante dans un pays où le sexe est pourtant quelque chose de tabou. Fille de la misère sociale et du dénuement, elle est interdite depuis la révolution islamique de 1979. Le phénomène a pris une telle dimension qu'il a été évoqué au Parlement sur le thème : faut-il rouvrir les maisons closes ? Le débat fut vite clos parce qu'iconoclaste. On se demande encore comment il a pu surgir. Il est néanmoins d'actualité puisque les relations sexuelles hors mariage sont facilement transgressées dans la jeunesse. La formule du mariage temporaire, connu sous le nom de *sigheh*, permet une union de convenance, pour quelques heures parfois. Elle a augmenté de 122 % au cours des six derniers mois.

Prostitution dissimulée, prétexte à des relations sexuelles hors mariage : toutes les explications sont possibles. Ce qui est sûr, c'est que le *sigheh* permet de se jouer de la morale islamiste. Cela amuse beaucoup les jeunes, qui n'y voient qu'un exemple de l'hypocrisie religieuse. Les adolescents, eux, n'ont plus recours au *sigheh* pour justifier leurs rapports amoureux. L'ayatollah Khomeiny doit se retourner dans sa tombe. « C'est par la volonté de la jeunesse que ce pays va être réformé », avait-il déclaré à des étudiants au lendemain de la révolution. Il ne croyait pas si bien dire.

Michel Bôle-Richard

« On nous compare aux Afghans, aux Pakistanais. On ne sait même pas que nous avons Internet. Oui, je suis fière d'être Iranienne, mais j'ai honte de dire que je veux quitter mon pays »

AZADEH

Avec ou sans l'ONU, Washington multiplie les signes de sa volonté de déclencher la guerre

WASHINGTON

de notre correspondant

Chaque jour apporte son lot d'indices donnant à penser que le gouvernement américain se prépare à déclencher, quoi qu'il arrive, une guerre en Irak. Mercredi 8 janvier, le Conseil national de sécurité s'est réuni, sous la présidence de George Bush, pour entendre le général Tommy Franks, chef du commandement central, l'état-major chargé du Proche-Orient et de l'Asie centrale, faire le point sur les préparatifs militaires.

« Nous ne pouvons pas déplacer les troupes et les moyens que nous avons envoyés dans la région et ne pas faire la guerre », assure Daniëlle Pletka, responsable des études internationales à l'American Enterprise Institute, l'un des principaux instituts néoconservateurs, qui joue un rôle important dans la préparation politique d'une offensive contre l'Irak.

Mardi, à Chicago, M. Bush a répété que Saddam Hussein « doit se défaire de toute arme de destruction massive et en apporter la preuve ». Le président n'a pas cité les Nations unies. Si le dictateur irakien choisit « l'autre voie », a-t-il dit, « les États-Unis mèneront une coalition des volontaires pour enlever au régime irakien ses armes de destruction massive et pour libérer le peuple irakien ». Il est vrai que la coalition des volontaires

peut résulter d'un vote du Conseil de sécurité et s'appuyer sur un mandat de l'organisation internationale ; cependant, cette formule désigne généralement, dans la bouche des dirigeants américains, la démarche qu'ils adopteraient si l'ONU refusait un affrontement avec l'Irak.

M. Bush aurait-il déjà décidé de contourner l'organisation internationale ? « Absolument rien ne permet d'affirmer cela », juge David Phillips, un universitaire spécialiste de la prévention des conflits qui travaille avec le département d'Etat. Le gouvernement, explique-t-il, « soutient le processus des inspections et veut désarmer l'Irak pacifiquement ». Pour M. Phillips, les préparatifs militaires sont destinés à démontrer que les États-Unis sont déterminés à obliger Saddam Hussein à respecter ses engagements. « L'accusation se met en place. Hans Blix a déjà parlé, le 19 décembre, d'incohérences dans la déclaration irakienne. Le système de tromperie employé par l'Irak apparaît peu à peu », estime M. Phillips. Selon lui, la procédure de l'ONU fonctionne conformément aux attentes du gouvernement américain, qui, pour l'instant, n'a aucune raison d'en sortir.

Lé ministre de la défense, Donald Rumsfeld, ne dit pas autre chose. Interrogé, mardi, sur les mouve-

ments de troupes vers la région et sur les rappels de réservistes, il a affirmé que la force avec laquelle le président et le Congrès américains, puis l'ONU, ont posé le problème du désarmement a eu pour effet que « l'Irak a laissé entrer les inspecteurs et se conduit autrement qu'au cours des années précédentes ». Il s'agit toujours d'exercer la plus forte pression possible sur Saddam Hussein pour qu'il reconnaisse la réalité de ses programmes d'armes non conventionnelles et de missiles et pour qu'il s'en dessaisisse.

CHANTAGE NUCLÉAIRE

M. Rumsfeld a été un peu plus affirmatif que par le passé en déclarant que « le président ne dirait pas ce qu'il dit » si le gouvernement ne possédait pas les preuves que ces programmes existent. Dans un entretien publié jeudi par le *Washington Post*, Colin Powell, le secrétaire d'Etat, indique que les États-Unis ont communiqué aux inspecteurs de l'ONU des informations « significatives » sur les agissements irakiens, ce qui permet des contrôles « plus agressifs et plus larges ».

La Corée du Nord complique les projets des dirigeants américains. A la demande de la Corée du Sud et du Japon, ils ont accepté de discuter avec Pyongyang, en précisant qu'il

n'est pas question d'« apporter à la Corée du Nord des contreparties pour qu'elle se conforme à ses obligations existantes ». Le chantage nucléaire de Kim Jong-il ne doit pas payer, et le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a assuré que Washington s'était toujours déclaré prêt à parler avec les Nord-Coréens, notamment par le « canal de New York », où Pyongyang entretient une délégation auprès de l'ONU. Les Américains n'en font pas moins un geste, d'autant plus nécessaire qu'ils veulent éviter que Mohamed ElBaradei, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ne saisisse le Conseil de sécurité de l'ONU du cas nord-coréen, ce qui aurait pour effet de reléguer l'Irak au second plan.

Même si elles visent à assurer la survie de son régime, les menaces de Kim Jong-il n'en sont pas moins préoccupantes pour les militaires. M. Rumsfeld veut convaincre que le Pentagone pourrait mener de front un conflit avec l'Irak et un autre avec la Corée du Nord. Bien des experts sont sceptiques. Que se passerait-il si, pendant que les États-Unis étaient occupés dans le Golfe, Pyongyang recommençait à tester des missiles pouvant atteindre le Japon ?

Patrick Jarreau

Jacques Chirac en marche arrière

Il plaide pour une solution pacifique, corrigeant ses propos précédents.

Qu'on se le dise, Jacques Chirac n'est pas homme à changer d'avis ! Et s'il en donne l'impression, c'est qu'on l'aura mal compris... Mardi, le chef de l'Etat avait semblé préparer les Français à l'inévitabilité d'une intervention militaire en Irak en évoquant l'ouverture éventuelle, « hélas », de nouveaux théâtres d'opération et en invitant les forces armées à se tenir prêtes à « toute éventualité ». Marche arrière hier : le Président a profité d'une nouvelle séance de vœux, ceux de la presse, pour corriger le tir.

Evolution. « Nous avons voulu depuis le début privilégier une solution pacifique en estimant qu'une intervention militaire, du fait de ses conséquences humaines, stratégiques, politiques, ne devrait être envisagée qu'en cas d'échec absolu de toutes les autres possibilités et seulement naturellement sur décision du Conseil de sécurité », a-t-il expliqué. La France poursuivra dans ce sens sans dévier de ses efforts pour que la résolution 1441 soit pleinement appliquée et bien entendu, dans ce contexte, elle maintiendra sa totale liberté d'appréciation en toutes hypothèses. » En quarante-huit heures, outre la tonalité de l'allocution, le lexique présidentiel lui-même a évolué. Contrairement à ce qu'il avait fait mardi devant le corps diplomatique, Jacques Chirac s'est

bien gardé de prononcer, hier, le mot « guerre ». Il s'est contenté d'utiliser l'expression « crise irakienne » en soulignant que, là comme ailleurs, « le recours à la force est toujours un constat d'échec et la pire des solutions ». « Le droit, le dialogue des cultures, le respect de l'autre, les valeurs de l'humanisme, la solidarité (...), la recherche de solutions politiques, le multilatéralisme valent mieux que la force comme instrument de stabilisation, de réduction des tensions et des risques, d'apaisement », a insisté le chef de l'Etat. En marge de son discours, il a ensuite expliqué aux journalistes que c'était... de leur faute si ses propos de mardi avaient été mal interprétés. « Il n'y a aucun changement dans la position française », a-t-il martelé en mettant en cause « l'appétit d'une certaine presse qui veut absolument vendre du papier ». L'état d'esprit des Français n'est sans doute pas sans rapport avec ce pas de clerc. Deux sondages publiés hier confirment que l'opinion demeure massivement hostile à une guerre en Irak : selon l'institut CSA pour le *Parisien* (1), 66 % des Français sont opposés à la

guerre, 24 % étant d'un avis contraire. En cas de feu vert des Nations unies pour une intervention militaire, il n'y a guère que 15 % des sondés qui souhaiteraient que la France s'y joigne. D'après une enquête Ipsos-*le Figaro* (2), la proportion des Français rejetant une opération armée atteint carrément 77 % !

« Inspecter les inspecteurs. » Par ailleurs, une douzaine de Français, « volontaires de la paix », un groupe d'opposants à la guerre constitué en septembre à l'initiative de Gilles Munier, secrétaire général de l'association Amitiés franco-irakiennes, sont partis hier pour Bagdad, via Damas. Ces militaires et scientifiques à la retraite doivent arriver aujourd'hui dans la capitale irakienne, où ils entendent « inspecter les inspecteurs » de l'ONU. Mercredi, Tarik Aziz avait souhaité, dans une interview au journal turc *Cumhuriyet*, la bienvenue à tous les « boucliers humains » arabes ou occidentaux. Il a indiqué qu'il souhaitait mobiliser ces « défenseurs civils » autour des « dépôts de nourriture », « raffineries de pétrole » et autres « centrales hydrauliques et électriques » susceptibles d'être bombardés ●

RENAUD DELV

1) Réalisé le 7 janvier auprès de 1002 personnes.
2) Réalisée les 3 et 4 janvier auprès de 966 personnes.

10 JANVIER 2003 Le Monde

Kurdish Leader Looks Like Washington's Iraqi PM Candidate

From DEBKA-Net-Weekly Exclusive - Jan. 10

January 15, 2003, 11:04 PM (GMT+02:00)

One major cause of the breakdown of Turkish-US understandings for the Iraq war is the surprise candidate the Bush team is promoting to rule post-war Baghdad: Jalal Talabani, 69-year old chief of the Patriotic Union of Kurdistan.

This was reported exclusively in DEBKA-Net-Weekly No. 92 on Jan. 10.

(To subscribe to DNW click [HERE](#)).

Officials in Washington still declare they have not yet found a suitable Iraqi candidate to rule the country after Saddam Hussein's ouster. They say they are still looking for a unifying figure of national stature on the Afghan Hamid Karzai model. However, The US president's adviser on Iraqi affairs, Zalmay, Khalil-Zad, has begun quietly sending messengers out to canvass opinion on the Talabani candidacy for prime minister or head of state in a democratized Iraq, after the interim stabilization period. This period, during which the US military commander together with a civilian official will run government in Baghdad, could go on for eighteen months.

Khalil-Zad's messengers met with surprisingly favorable responses inside Iraq.

Leading Iraqi Sunni tribal leaders understand that, after being loyal to Saddam Hussein and collaborating with his regime for three decades, they stand little chance of putting up an acceptable candidate of their own, even if they could agree on one. They also realize that, in the absence of a suitable Sunni leader, they might be saddled with a Shiite politician, representing a community that constitutes 60 percent of the Iraqi population.

Furthermore, if Saddam's armed forces lose the war to the Americans, Baghdad will be left without a serious Sunni-commanded fighting force, excepting only for the two US-trained and equipped Kurdish militias: Talabani's PUK and the Kurdistan Democratic Party led by his erstwhile rival Massoud Barzani. The two forces, 20,000-strong each, would serve as the backbone of a new Iraqi army capable, with American help, of defending Iraq's Sunni community against the Shiites.

Khal-Zad's emissaries are currently in intense dialogue with Barzani and his men for the purpose of joining the two foremost Kurdish leaders in a power-sharing pact that would form the bedrock of central government in Baghdad.

One proposal under discussion, according to DEBKA-Net-Weekly's sources, is to replicate the Afghanistan formula whereby Talabani would be prime minister and Barzani defense minister. Another would place Barzani at the head of autonomous Kurdistan.

The Talabani formula is being taken seriously enough in Washington to be brought before Iran. Talabani himself visited the Iranian capital last week to promote his prospects.

Our sources in Tehran report that Iran's leaders, though not averse to the notion, have set a high price; a strong Shiite representation in the new regime and a list in writing of government jobs reserved for Shiites. The American side did not object, but first demanded the annulment of Barzani's collaboration pact with the Iranian Revolutionary Guards, on the principle that private military relations between a government official in Baghdad and a foreign body were unacceptable.

In Ankara, Turkish leaders argued that elevating a Kurdish leader to the highest office in Baghdad would whet Kurdish nationalist appetites and was therefore dangerous. The Kurds would be encouraged to fight on until they carved a Greater Kurdistan out of the Kurdish areas of Iraq, Iran and Turkey.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, shares control of Iraqi Kurdistan with Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party. Based in Sulaymaniyah, the PUK's lands lie in southeastern Kurdistan, while the KDP rules the west.

The two Kurdish leaders, who fought on and off for decades, made common cause in 1998 and committed their armies to the US war effort for overthrowing Saddam Hussein in Baghdad.

In 1976, Talabani launched an armed revolt against the Baath government in Baghdad. His people suffered tragedy in 1988 when Saddam murdered an estimated

50,000 in a chemical attack against Halabjah on the Iranian border.

Talabani sought refuge in Iran, where he has friends. A law graduate of Baghdad University, he has displayed a flair for politics since the 1991 Gulf War, when the declaration of no-fly zones by the Western alliance provided Kurdish tribes in the north and Shiites in the south with safe havens.



Kurdish chief Jalal Talabani
- US candidate for Iraqi
Prime Minister

A Bagdad, des Français dénoncent les espions américains

Une délégation de « volontaires de la paix » envoyée par les Amitiés franco-irakiennes est en Irak depuis le 10 janvier. Visites de sites, entretiens avec des officiels et critique virulente de la politique des Etats-Unis sont au menu

BAGDAD

correspondance

Les « volontaires de la paix » français ont l'intention d'en faire la démonstration : les missions d'ins-

■ REPORTAGE

« J'étais sûr qu'ils n'avaient plus d'armes de destruction massive »

pection de l'ONU en Irak ne sont qu'un habillage d'une vaste entreprise d'espionnage menée par les Etats-Unis. Arrivée vendredi soir 10 janvier à Bagdad, une délégation de douze Français a donc aussitôt commencé ses propres « investigations ».

Organisée par l'association Amitiés franco-irakiennes, menée par Gilles Munier, son secrétaire général, et Philippe de Saint-Robert, ancien commissaire à la langue française, cette « mission » regroupe des scientifiques, physiciens ou géologues, et deux amiraux de réserve. Ces derniers expliquent ne pas avoir informé le ministère de la défense de peur de « pressions ».

La délégation présente un profil politique disparate, du sympathisant de l'association SOS-Enfants d'Irak, coprésidée par Jany Le Pen, jusqu'au vieux militant PSU limougeaud. Tous sont de fervents partisans de la « cause arabe » et affichent une hostilité virulente à l'égard de la politique extérieure des Etats-Unis.

Reçue par plusieurs officiels irakiens de haut rang, la délégation a pu écouter, dimanche, le général Amer Al-Saadi, conseiller de Saddam Hussein et chargé des contacts avec les inspecteurs de l'ONU. L'officier a repris les accusations d'« espionnage » émises par le président irakien.

Le général s'est aussi plaint de la forme prise par les inspections: « Les provocations continuent tous les jours. Les inspecteurs posent des questions qui n'ont rien à voir avec les armes de destruction massive. C'est un travail de renseignement. Hier, les inspecteurs ont visité une base aérienne et ont posé des questions hors sujet, par exemple sur les routes qui desservent cette base », a-t-il affirmé.



Les anti-guerre se mobilisent et se déplacent en Irak pour protester contre une éventuelle attaque des Etats-Unis : ci-contre, un groupe d'activistes menés par un moine bouddhiste japonais manifestaient, jeudi 9 janvier, devant le quartier général des Nations unies à Bagdad.

MENSONGES DU RAPPORT BLAIR

Peu avant, les militants français avaient rencontré Abdel Razzak Al-Hachemi, coordinateur des missions d'opposants à la guerre qui se succèdent à Bagdad. Parfaitement informé des récents sondages montrant une opinion publique française opposée à un conflit, M. Al-Hachemi s'est montré vivement déçu par la position adoptée par Paris. Il a, en revanche, salué Jean-Pierre Chevènement, qui avait demandé à l'un des volontaires de lui transmettre un message d'encouragement, « C'est un homme courageux, un vrai Français », a-t-il estimé.

Dimanche, la première visite d'un site irakien, déjà inspecté par les missions de l'ONU, a achevé de convaincre les éventuels sceptiques. « De toute façon, j'étais sûr

qu'ils n'avaient plus d'armes de destruction massive », assure un membre du groupe à l'issue d'une visite dans le complexe d'Al-Tadji. Située à 35 kilomètres au nord de Bagdad, cette usine de roquettes a été inspectée à six reprises par les experts des Nations unies. Ce site avait été mentionné comme étant partie prenante du programme nucléaire irakien dans le rapport remis au premier ministre britannique, Tony Blair, et rendu public à l'automne 2001.

Entourés de guides, les militants français sont conduits à travers les hangars de stockage et de production de corps de roquettes par le directeur du site, le général Heissam Al-Chihab. Ils déambulent au milieu de milliers de tubes d'aluminium de 81 millimètres de diamètre, alignés sur le sol. Beaucoup sont enfoncés ou oxydés. « Ces roquettes n'ont une portée que de 10 kilomètres », précise le général Al-Chihab.

« Je suis très content, je tenais à les

voir, ces fameux tuyaux, se réjouit l'amiral Michel Debray. Mais cela confirme la mission d'espionnage des Etats-Unis. En venant ici à six reprises, les inspecteurs ont pu tout voir et savoir des stocks et des rythmes de production d'armes irakiennes, et ils savent très bien maintenant où faire tomber leurs bombes. »

L'amiral dit mesurer l'objectif réel du travail des inspecteurs. « Avec ce régime d'inspection, les Irakiens n'ont plus aucun moyen d'organiser leur défense et de se protéger, même avec des armes conventionnelles », juge-t-il. Pour Bernard Crouzille, commandant de réserve et ancien responsable d'une unité de protection nucléaire bactériologique et chimique de l'armée française, « il est impossible que ces roquettes servent de vecteur pour une arme non conventionnelle ».

Les militants français rencontrent ensuite un scientifique irakien, Kadhem Mojbil. Ce dernier explique longuement que les propos qu'il avait tenus à un inspecteur de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) fin décembre ont été déformés de façon à produire un rapport sur le développement d'un programme nucléaire à Al-Tadji. Selon le général Amer Al-Saadi, cet ingénieur a refusé de partir à l'étranger pour y être interrogé, alors que la résolution 1441 de l'ONU prévoit cette opportunité.

A l'issue de cette visite, Philippe de Saint-Robert est catégorique : « Cela démontre les mensonges du rapport Blair. » « Saddam Hussein est le problème des Irakiens. Et ils nous ont montré ce qu'on leur avait demandé », conclut-il.

Opposé à la guerre par « devoir de croyant »

Mohammed Bechari, président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), a achevé, dimanche 12 janvier à Bagdad, une visite de soutien au peuple irakien. « Par devoir de croyants, nous nous sommes engagés contre une agression américaine », a déclaré à l'AFP M. Bechari, l'un des deux futurs vice-présidents du Conseil français du culte musulman (CFCM), dont le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, souhaite l'élection en avril. M. Bechari, qui participait à une réunion de l'Organisation de la conférence islamique, craint les conséquences pour le monde musulman d'une attaque des Etats-Unis contre l'Irak : « Je ne veux pas que cette question devienne un cheval de bataille de certains mouvements de l'islam politique dur », a-t-il déclaré. « La rue arabe et musulmane connaît une effervescence aiguë », et « ces frappes-là seraient considérées comme une vraie croisade », a-t-il estimé. Mais l'hostilité à une éventuelle guerre menée par le président Bush « ne doit pas se transformer en un sentiment global de haine envers l'Occident ». - (AFP.)

Nicolas Hénin

Les mosquées fleurissent en Irak

Saddam, hardi soldat d'Allah

Bagdad envoyé spécial

S'agit-il de crayons de papier ou de missiles Scud? L'imam Abdallah assure que ce sont des crayons et s'offusque que l'on puisse penser le contraire. Pourtant, à les regarder de près comme de loin, quatre des huit minarets de la grandiose mosquée Oum al-Ma'arik à Bagdad ressemblent à s'y méprendre aux missiles irakiens qui ont frappé Israël et l'Arabie Saoudite au plus fort de l'opération «Tempête du désert». Et les quatre autres évoquent des canons de Kalachnikov dressés vers le ciel qu'ils semblent mettre en joue. Le nom de cette mosquée bleue et blanche, presque toute de marbre, lui donne aussi une tonalité belliqueuse. Ne s'appelle-t-elle pas «la Mère de toutes les batailles», expression forgée par le président Saddam Hussein après l'invasion du Koweït pour décrire la guerre qu'il mena contre une coalition d'une vingtaine de pays et qu'il affirme avoir remportée? L'imam Abdallah s'insurge: «Ce ne peut pas être des missiles. Le fondement de l'islam, c'est la paix. Les musulmans aiment la paix. Et l'un des noms de Dieu est Paix. Les minarets ont la forme de crayons en hommage à la prestigieuse époque abasside, qui fut le sommet de la civilisation islamique. Les quatre autres sont dans un style d'inspiration andalouse.» Ces «crayons» sont toutefois encastés dans ce qui ressemble fortement à des rampes de lancement... Et s'ils sont hauts de 43 mètres, c'est parce qu'ils sont un rappel des 43 jours de 1991 durant lesquels le régime de Saddam Hussein fut confronté à l'attaque de Washington et de ses alliés. La fierté vient illuminer le visage creusé et émacié de l'imam: «L'architecte et les constructeurs sont irakiens. Tout le travail est irakien. Et tout le marbre vient d'Irak.» Et en Irak, le symbolisme est souvent poussé à l'extrême.

Les plus hauts minarets du monde

C'est le 28 avril 1998 – jour anniversaire de la naissance de Saddam Hussein – que les travaux de construction ont commencé. Et c'est encore un 28 avril, trois ans plus tard, qu'ils ont été achevés. Dessinant comme une corolle à la mosquée qu'il entoure, un lac artificiel reproduit la carte du monde arabe. On franchit une passerelle pour accéder à un élégant bâtiment encore en marbre. Seul l'imam en possède la clé. A l'intérieur, autour de la pièce climatisée, d'immenses vitrines dans lesquelles sont exposées de superbes calligraphies d'un rouge violent. Elles reproduisent le Coran dans son entier. On dit

Au début du règne de Saddam, l'idéologie du parti Baas était un mélange de socialisme et de nationalisme panarabe. La répression des mouvements islamistes était impitoyable.

A

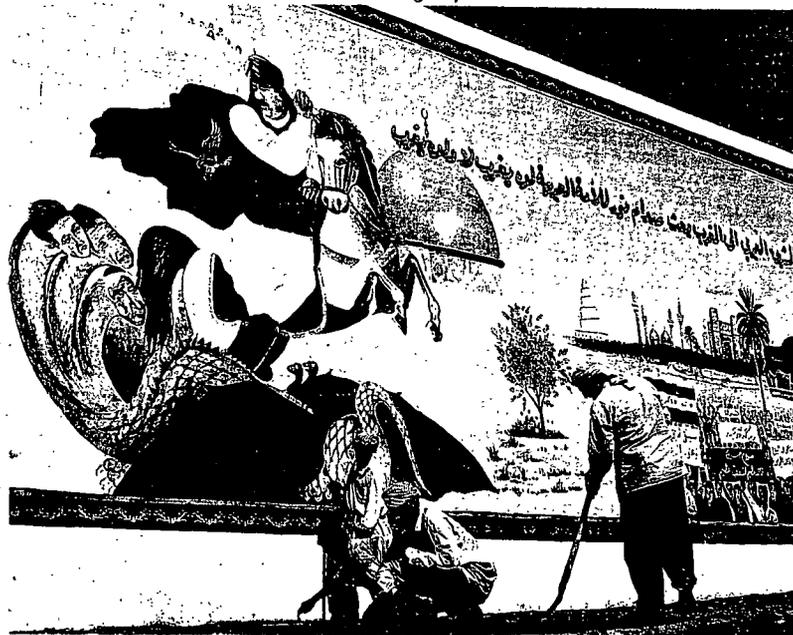
près avoir imposé pendant des années la laïcité dans son pays, Saddam Hussein se fait le chantre d'un islam radical et mégalo-maniaque. Objectif: s'approprier la guerre sainte et récupérer la cause palestinienne.

de l'artiste Abbas al-Baghdadi qu'il est le meilleur calligraphe du pays. Il a travaillé trois ans pour ces 605 pages. Et c'est dans le sang de Saddam Hussein, coupé d'additifs chimiques, qu'il a trempé sa plume – l'imam Abdallah est formel, là encore. «Le Président a donné trente litres de son propre sang», précise-t-il. Sur une île du bassin, dans ce qui semble célébrer les noces éternelles du raïs avec l'islam, on découvre une étrange mosaïque bleue. Elle représente l'immense empreinte du pouce présidentiel, entrelacée avec son extraordinaire signature. L'une et l'autre sont tournées en direction de La Mecque.

Des mosquées phénoménales, il s'en construit deux autres à Bagdad. La première, celle d'Al-Rahman, est déjà bien avancée et devrait être terminée d'ici deux ans. C'est un monde de bulbes et des coupoles, un sanctuaire tel qu'on les imagine dans les films de Walt Disney. Plus formidable encore, la seconde mosquée ressemblera à «la Mère de toutes les batailles»... mais sera cinq fois plus vaste. Impossible de s'en approcher mais on en distingue déjà le squelette. Les travaux, qui pourraient s'achever d'ici à 2015, ont commencé sur les lieux de l'ancien aéroport Al-Mouthanna, bombardé pendant la guerre du Golfe. Elle portera le nom de Saddam-le-Grand. Le raïs a insisté pour qu'elle soit l'une des plus grandes du monde – 700 mètres de long, 480 mètres de large, sur une superficie de 955 250 mètres carrés –, approchant celles de La Mecque et Médine et dépassant celle de Casablanca. Elle pourra rassembler 45 000 fidèles. Et, «pour être plus près de Dieu», ses minarets seront les plus hauts du monde: quatre d'entre eux, de forme carrée, doivent culminer à 280 mètres.

C'est tardivement que Saddam Hussein a trouvé son chemin de Damas. Pendant longtemps, les islamistes ont été considérés comme les principaux ennemis du régime. Au début, l'idéologie du parti Baas (Renaissance, en arabe) était un mélange de socialisme et de nationalisme panarabe. Avec un mot d'ordre: laïciser le pays. En même temps, la répression des mouvements islamistes se montrait impitoyable. Dès décembre 1974, cinq oulémas (dignitaires) chiïtes fu-

En Irak, une fresque représentant Saddam Hussein terrassant un dragon à têtes de Sharon, Bush et Blair. Derrière, le mythique Saladin galope à sa rescousse.



14 JANVIER 2003



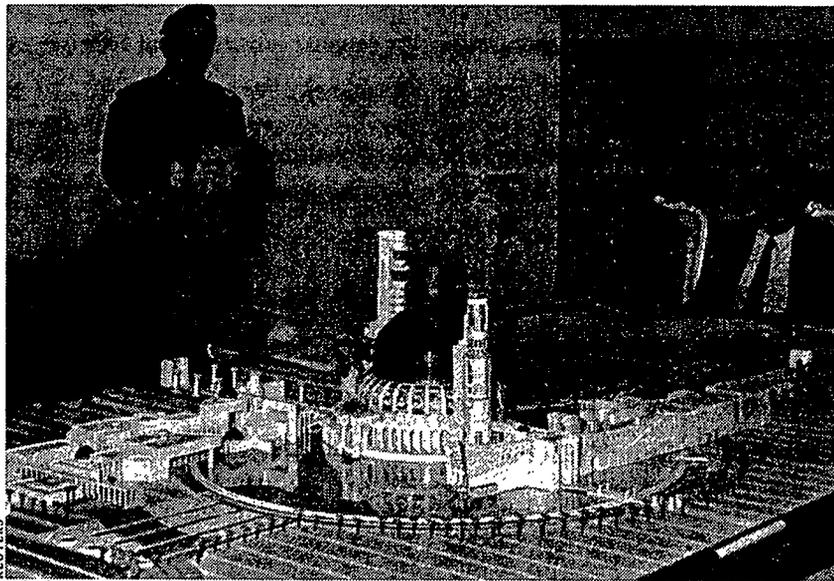
rent exécutés. Le 8 avril 1980, Mohammed Baqer al-Sadr, l'un des plus grands *marja* («source d'imitation»), soit une personnalité regardée comme sacrée par la communauté chiïte, l'était à son tour, ainsi que sa sœur. La résolution 641 du Conseil de commandement de la révolution (CCR, instance dirigeante du régime) punissait même de mort la simple appartenance au parti Dawa, le principal parti islamiste à cette période. L'Irak se proclamait alors l'Etat le plus séculier de la région.

Mais, au moment de la crise du Golfe, tout change. Saddam Hussein comprend de quel potentiel explosif l'islam est porteur et réalise qu'il pourrait lui permettre de recevoir le soutien de l'Oumma (la communauté mondiale des musulmans). Commence l'instrumentalisation de la religion à son seul profit. Les interdits islamiques tombent sur l'Irak. Il devient interdit de consommer de l'alcool dans les lieux publics. L'apprentissage du Coran devient obligatoire à l'école. Et la formule «Allah Akbar» (Dieu est le plus grand) est désormais imprimée sur chaque drapeau. «Le président Saddam Hussein a fait lui-même une campagne pour l'islam. Il a même encouragé les cadres du Baas à étudier le Coran. Avant, l'Irak était un pays faible car les ennemis de l'islam l'avaient affaibli. Plus maintenant, car l'Irak n'est plus un pays laïque. C'est un pays qui a retrouvé la foi», se félicite l'imam Abdallah. Dernière initiative: l'interdiction de donner aux enfants des prénoms chrétiens.

OPA sur le jihad

Ce qui intéresse surtout le raïs dans l'islam, c'est de pouvoir s'approprier la guerre sainte. Dès 1990, il lance une OPA sur le jihad. Sur les portraits, son image se métamorphose. Les artistes officiels, qui le campaient volontiers sous les traits d'un héritier des rois sumériens et babyloniens, reçoivent l'ordre de l'imaginer en Saladin. Chef de guerre impitoyable mais aussi «Rassembleur de la foi», ce dernier est le héros légendaire de tout le monde arabe. «Saddam Hussein est le descendant de Saladin. Comme lui, il a dû faire face à la croisade de tous les ennemis de l'islam», assure l'imam Abdal-

Saddam Hussein examinant la maquette d'une des plus grandes mosquées du monde, baptisée «Saddam-le-Grand», en construction à Bagdad.



lah. Saladin a repris Jérusalem aux Croisés, en 1187. C'est ce qui explique une large part de sa popularité. A présent, une bonne partie des portraits et des affiches qui maillent les rues et les routes irakiennes représente le guerrier victorieux en compagnie de Saddam Hussein. On les regarde partir ensemble sur de fougueux coursiers blancs à l'assaut de Jérusalem, le visage illuminé par le dôme en or du Rocher de l'esplanade des Mosquées. Sur d'autres peintures, on voit même le président irakien tenir le dôme sacré sur la paume de sa main. Car la cause palestinienne, aussi, a été accaparée par le régime. Au référendum d'octobre dernier, les

Dans le musée à la gloire de Saddam, le livre écrit par l'ex-patron de la DST française. Dans sa dédicace, Yves Bonnet le félicite pour la résistance qu'il a opposée à l'islamisme.

Irakiens n'ont pas seulement dit oui au raïs—qui a obtenu 100% des voix—mais tout autant à l'Intifada palestinienne. Après chaque attentat-suicide commis en Israël, la famille du kamikaze reçoit 25000 dollars, transmis via le Front de libération arabe (la faction pro-irakienne au sein de l'OLP). «Comme il l'a fait pour l'islam, Saddam a instrumentalisé la cause palestinienne pour s'en servir contre la population irakienne qui ne peut lui demander des comptes sans se

voir accuser de la trahir, explique un diplomate en poste à Bagdad, et il peut se permettre d'être dur avec Israël car il n'a pas de frontière commune avec ce pays.»

Le somptueux musée du Général du triomphe, c'est-à-dire le musée Saddam de Bagdad, est rempli des rêves du raïs et de son goût pour les victoires imaginaires. La guerre contre l'Iran (1980-1988), ni perdue ni gagnée, qui fit environ un demi-million de morts du côté irakien, y est célébrée comme un triomphe. Pareil pour l'invasion du Koweït: l'armée irakienne y

fut écrasée après six semaines de bombardements alliés et deux jours d'offensives terrestres, et les soldats irakiens se rendirent quasiment sans combattre. Pourtant, dès l'entrée du musée, une fresque proclame «Quelle belle victoire avec l'aide de Dieu!». Remplie d'avions, de tanks, avec des cieux traversés d'éclairs, des sols de sang et de boue où se plantent des épées, traversée par Saddam Hussein, qui, dressé comme la statue du Commandeur, salue les combattants. Dans une salle, une carte lumineuse dessine le monde arabe et Israël. En pianotant sur quelques touches, on voit s'afficher les lieux où sont tombés les «93 missiles Al-Husseïn et Al-Hijra» (nom des Scud irakiens) tirés pendant la guerre du Golfe: huit sur Tel-Aviv, quatre à Haïfa, quatre en Arabie Saoudite... Dans une pièce voisine, on découvre dans une vitrine les livres offerts par les admirateurs occidentaux de Saddam Hussein. Parmi les ouvrages, celui écrit par l'ex-patron de la DST et ancien député Yves Bonnet (1), qui, dans sa dédicace, le félicite pour la résistance qu'il a opposée à l'islamisme. Dans la salle d'à côté, sont affichés les bulletins scolaires du raïs, réels ou inventés. Toutes les notes sont très bonnes. Et si on a laissé apparaître ici une petite faiblesse en mathématiques et là une autre en langue arabe, celles en islam sont toujours excellentes d'une année sur l'autre: 10/10, 95/100... ●

JEAN-PIERRE PERRIN

1) *La Trahison des ayatollahs ou le dossier contre l'intégrisme*. J. Piccollec (1995).

Militant unit operating in Iraq is linked to Al Qaeda

By C.J. Chivers
The New York Times



Chang W. Lee/The New York Times

A Kurdish fighter keeping watch on Ansar al Islam militants operating nearby and who have established a harsh Islamic order.

Tuesday, January 14, 2003

The New York Times

SHINERWE MOUNTAIN, Iraq

Peering down from this snow-capped peak, Khakamend Khakarush Omar, a Kurdish military commander who has spent his life resisting Saddam Hussein, pointed to villages in the valley below. All are under enemy control, ringed by nearby bunkers and armed bearded men.

The enemy gunmen on the opposing ridge are not in Saddam's army. They pay no allegiance to any state. They are fighters for Ansar al Islam, a group of militants who have taken hold of a small corner of Kurdish-controlled Iraq and established harsh Islamic order over a wild, isolated land.

On this side of the lines, a secular government established by the Kurds outside Baghdad's control rules. On the other, women must wear veils and men must wear beards. Music, alcohol, television and dancing are banned. Defectors from the Ansar side say that men must assemble in mosques for prayer five times each day and that shops cannot display products with labels bearing images of women.

"They have the same program as the Taliban here," Omar said, crouching behind a wall while distant gunfire echoed on the other side.

It is a tense time. As Kurds wait for a decision on whether the United States will attack their primary enemy, Saddam, they are bogged down in a war on their flank. It is a war against militant Islam, with strong parallels and ties to the war in Afghanistan, albeit on a much smaller scale.

It is also a war with significant implications for America's own plans for Iraq. After Ansar forces overran two hilltops at the valley's entrance last month, killing scores in battle and executing nearly two dozen captured Kurdish fighters, the Kurdish authorities here formally requested American help.

The request might not have been necessary. American officials say the Pentagon is concerned that in addition to general threats posed by the spread of international Islamic terrorism, Ansar al Islam — estimated to have more than 600 troops or militants — would pose risks to American forces during a war against Saddam, or in an occupation thereafter.

An American official who has interviewed captured Islamists near here said a central element of what the quasi-government established by Kurds here has been saying for a year — that Ansar

this display, zooms in on several of the dead fighters' heads, each with bullet wounds that suggest execution. Parts of the footage are overlaid with music and Islamic chants.

Local officials and prisoners say that the group is host to Arab fighters who left Afghanistan as the United States routed the Taliban, and that these fighters have used this largely lawless border region much as Al Qaeda members have hidden in the Pakistani frontier.

Kurdish intelligence officials say as many as 150 foreign fighters are in Ansar's ranks, although some estimates put that number as low as 30.

The Ansar al Islam has 'the same program as the Taliban here.'

The group is thought to have about 650 fighters in all, including Kurds who have trained in Afghanistan. Its 15-member leadership council, or shura, which operates from a mosque and offices in the village of Beyara, includes several people who served as local emissaries to Al Qaeda, visiting Afghanistan in 2000 and 2001, Kurdish officials and Ansar defectors said.

According to these people, the leaders include Mullah Namo and Omar Barzani, two Kurds who met with Al Qaeda in Afghanistan; Abu Zubair Shami, an Arab who was sent last year as Osama bin Laden's representative to expand Al Qaeda; and Ayub Afghan, a Kurdish explosives specialist who fought alongside Afghans against the Russians and now makes suicide bomber's belts and teaches at Ansar's camps.

Some Kurdish officials say this region was infiltrated by Al Qaeda in 2001 to set up an alternative to the group's Afghanistan headquarters. "Beyara is the command center of the Middle East," said Nisherwan Mustafa Amin, a senior member of the Kurdish politburo in northeastern Iraq.

This claim has not been publicly endorsed by the United States.

Documents from a Qaeda guest house in Kabul gathered by a Times reporter as the Taliban were being defeated there, also establish a connection between the Islamists in this valley and Al Qaeda's international jihad.

The documents, which were found with bomb manuals and Al Qaeda ammunition inventories, include lists of pseudonyms for international volunteers whom Al Qaeda referred for training in Afghan camps. Among them are five Kurds.

They also include a memorandum from the "Iraqi Kurdistan Islamic Brigade" listing several Iraqi villages be-

has directly collaborated with Al Qaeda — was now believed to be true. This claim is also confirmed by documents obtained in Afghanistan by The New York Times.

"I take it as a given that, yes, some of these Ansar people have strong links to Afghanistan, and strong links to Al Qaeda," the official said.

Still, even as the expectation builds, much of the fine detail about Ansar — whose ranks include local teenagers, Taliban copycats and Qaeda escapees who regrouped here after their rout in Afghanistan — remains murky.

Ansar al Islam, whose name means Supporters of Islam, formed in 2001 when several splintered parties in the region, which had been sending envoys to meet with Al Qaeda in Afghanistan, merged into one.

The group now operates on several levels. It runs training camps for religious fighters, including lessons on infantry weapons, military tactics, suicide bombing and assassination.

It videotapes its combat operations and sends copies on compact disks to Al Qaeda at an undisclosed location, to show that it is active in the jihad, a defector said.

The compact disk images, some of which were reviewed by The Times, include scenes from the battle in December and its aftermath, in which Ansar fighters lined up dead Kurdish fighters along a nearby road. The cameraman, walking along filming

neath the Shinerwe Mountain's ridges, including Beyara, and declaring that the Islamists should be urged to unite and apply the Taliban's style of civic order there.

"Expel those Jews and Christians from Kurdistan, and join the way of jihad," it reads. "Rule every piece of land you rule with the Islamic sharia rule."

The memorandum was dated Aug. 11, 2001, three weeks before several of the formerly independent Islamic parties in the region announced that they had formed the party that became Ansar, and shortly before mullahs began circulating new Islamic rules.

It was also just weeks before the militants opened an offensive against the

secular Kurdish forces. A senior Qaeda leader from Afghanistan, Abdulrahman Şhâmi, was killed early in the campaign, according to Kurdish officials and a defector who attended his funeral.

Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, the party controlling most of northeastern Iraq, said Ansar might harbor more senior Qaeda members as well.

"The last analysis of the Americans is that this group is part of Al Qaeda, and some of the leaders, some of the very important members of Al Qaeda, are now in the area," he said.

In the strongest public allegation to date, Jordan's prime minister said last month that Abu Musaab Zarqawi, a se-

nior Qaeda leader, was believed to be hiding in Ansar's camps. Zarqawi is accused of ordering and underwriting the assassination in October of Laurence Foley, an American diplomat in Jordan.

Iran has denied supporting Ansar, and two months ago, Amin said, the Iranian government notified the Kurds that it had cut ties with the militants and that it regarded them as terrorists.

But Kurdish officials say Iran has encouraged Ansar, helping it to destabilize the secular authorities in the Kurdish enclave. They note that ammunition smuggled to Beyara, which is beside the border, has come through Iran.

Cypriot Turks hold a march to push for reunification

The Associated Press

NICOSIA: About 55,000 protesters — almost a quarter of the population of the breakaway Turkish Republic of Northern Cyprus — marched Tuesday through the streets of Nicosia, waving olive branches and EU flags and demanding the reunification of the divided island.

The protest shows the growing pressure on the Turkish Cypriot leader, Rauf Denktaş, to come to an agreement with Greek Cypriots to end the 28-year division.

The demonstration was almost twice as large as a rally last month and comes before a Feb. 28 deadline set in the UN-drafted plan to unify the island into a single country consisting of two component states linked by a weak central government with a rotating presidency. The plan also calls for a reduction of the Turkish-controlled area, and a return home of some Greek Cypriot refugees.

"Denktaş will go, peace will come," the demonstrators chanted. Many stores were closed and the teachers union declared a strike, shutting down schools to mark the protest.

Police officers with plastic riot shields lined the border of the divided city of Nicosia to prevent people from trying to cross to the Greek side. They also stood in front of Denktaş's residence and the Parliament building.

In an interview with Turkey's private NTV television, Denktaş brushed aside calls for his resignation, adding that he still had reservations about the UN plan. "It is not as if they have



Turkish Cypriots rallying for reunification Tuesday in Nicosia.

presented us with a honey-coated plan and we're rejecting it," he said, adding that the February deadline was too early.

Turkish and Greek Cypriot leaders failed to reach an agreement on the UN plan before an EU summit meeting in Copenhagen last month. At that meeting, the European Union invited

Cyprus to join the bloc by 2004 and asked both sides to find a solution to the island's division by Feb. 28. The EU will accept the Greek-Cypriot side if the island is not reunited.

Denktaş has denounced the protesters, saying they weaken his position at the negotiating table.

The EU is demanding that Turkey, which aspires to join, work toward peace on the island. The Turkish leader, Recep Tayyip Erdogan, says he is opposed to Turkey's long-standing hard-

line policy on Cyprus and has accused Denktaş of dragging his feet in talks.

But the Turkish military has expressed reservations about the UN plan, saying that Cyprus is strategically important for Turkey.

Cyprus has been split into a Greek Cypriot south and a Turkish Cypriot north since Turkey invaded in 1974 after a coup by supporters of union with Greece. The Turkish Cypriot administration is only recognized by Turkey, which keeps 40,000 troops there.

L'industrie d'outre-Rhin a eu d'étroites relations avec Bagdad

Deux Allemands jugés pour ventes d'armes à l'Irak

Berlin :
de notre correspondant
Jean-Paul Picaper

Saddam Hussein n'a pas caché les noms des entreprises qui l'ont aidé à réarmer : vingt-quatre firmes américaines et quatre-vingts sociétés allemandes figurent dans le rapport irakien de décembre dernier adressé aux Nations unies. Et, comme dans ce genre de négoce on est plutôt discret, les contacts se nouent à l'abri des regards et les livraisons se font par voies détournées.

Celle qui fait l'objet d'un procès actuellement devant le tribunal de Mannheim (Rhénanie-Palatinat) n'aurait sans doute pas été éventée si l'intermé-

diaire irakien, possesseur d'un passeport américain, n'avait été arrêté à la fin de l'année dernière en Bulgarie. Il avait contacté deux Allemands âgés respectivement de 54 et de 59 ans, l'un, responsable des exportations d'une usine de Kreiensen, en Basse-Saxe, spécialisée dans les perceuses pour métaux ; et l'autre, un ingénieur résidant à Pforzheim, en Souabe.

L'ingénieur a crié à « l'impunité malveillante » quand le juge lui a demandé s'il avait su d'emblée que les marchandises en question avaient des applications de défense. Ce n'est qu'en voyant la taille des machines prêtes à être exportées qu'il serait devenu sceptique, admet-il. « Avec ça, on peut peut-être construire des canons à longue

portée », s'était-il dit.

Ce qui ne l'empêcha pas, en 1999, de veiller avec son acolyte au bon transit par la Jordanie de perceuses pouvant effectivement servir à creuser des tubes de canons ainsi que des pièces de rechange susceptibles d'équiper des avions de combat de type Mig, le tout pour une valeur de 200 000 euros. Le parquet part de l'idée que les canons en question étaient destinés à tirer des projectiles porteurs de substances atomiques, bactériologiques ou chimiques. L'accusé a concédé en tout cas qu'il savait que ces produits industriels étaient destinés à l'Irak. Mais il a touché 43 000 euros pour ses bons offices. Il est accusé également d'avoir initié des marchés portant sur des produits similaires

avec d'autres pays, dont un en Afrique.

Notre homme a une histoire. Dans les années 60, il avait fui la RDA en se cachant dans un wagon de marchandises à destination de l'Ouest et avait vécu des années durant de négoce inoffensifs, en commercialisant notamment des jeans. En 1993, il fut arrêté pour fraude fiscale et condamné à deux ans et dix mois de réclusion. C'est alors qu'il reporta son attention sur le Moyen-Orient, sans chercher pour autant à effacer son ardoise auprès du percepteur, quelques millions d'euros dus au fisc. Ces derniers temps, il vivait aux frais de l'assistance publique.

Le verdict sera rendu le 31 janvier, mais ce ne sera peut-être pas l'épilogue du feuilleton germano-irakien. Pratiquement tout ce qui a nom et rang dans l'industrie allemande a plus ou moins été en affaires avec le dictateur irakien. MBB, Daimler-Benz, Interatom, Degussa, Leybold, Klöckner, Gildemeister, Hochtief, Preussag et Siemens étaient de la partie.

LE FIGARO VENDREDI 17 JANVIER 2003

Ankara organisera un sommet régional

Eric Biegala

Point d'orgue d'une offensive diplomatique lancée début janvier, la Turquie a annoncé hier avoir invité les dirigeants jordaniens, saoudiens, égyptiens, syriens et iraniens à signer une déclaration commune sur l'Irak à l'occasion d'un sommet prévu pour la semaine prochaine à Ankara. Chacun de ces pays a été visité récemment par le nouveau premier ministre, Abdullah Gül, qui s'appête d'ailleurs à entamer une tournée supplémentaire dans les pays du Moyen-Orient.

L'idée de ce marathon diplomatique a été arrêtée à la mi-décembre, le nouvel homme fort de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, annonçant que le premier ministre irait sonder ses homologues arabes ou persans et tenterait de les convaincre de participer à une éventuelle coalition contre l'Irak... En se faisant le relais de Washington, Ankara veut éviter de se retrouver isolé dans la région, précisait Erdogan.

Mais la Turquie poursuit également de très concrets objectifs

à terme. L'un des sujets discutés avec les Syriens, par exemple, n'est autre que l'avenir du pétrole de Kirkuk et de Mossoul, les deux principaux centres de production du Nord irakien. « Les ressources naturelles de l'Irak appartiennent aux citoyens irakiens. Là-dessus, nous partageons la même opinion » que la Syrie, a martelé Abdullah Gül lors de son passage à Damas. Manière de rappeler qu'Ankara ne tolérera pas que les Kurdes irakiens s'approprient Kirkuk, principale agglomération du Kurdistan d'Irak, actuellement contrôlée par les forces de Saddam.

Empêcher la pérennisation d'un Kurdistan autonome semble d'ailleurs l'alpha et l'oméga de la position turque. Le calcul d'Ankara est simple : un Kurdistan indépendant ou même autonome ne serait viable qu'à la condition de contrôler les ressources en hydrocarbure de Kirkuk. Il s'agit donc de l'empêcher.

Le 7 janvier, le ministre des Affaires étrangères, Yasar Yakis, évoquait sur la chaîne d'information NTV la possibilité pour la Turquie de revendiquer

elle-même une partie du pétrole nord-irakien en vertu de traités datant de la Première Guerre mondiale. Parallèlement, Ankara semble avoir renforcé son dispositif militaire dans la région. Citant un officier de renseignement turc « de haut rang », l'agence Associated Press annonçait la semaine dernière que la Turquie avait doublé le nombre de ses soldats en Irak, le portant à 12 000 hommes.

L'alpha et l'oméga de la position turque : empêcher la pérennisation d'un Kurdistan autonome

Appuyé par des blindés, ce contingent pourrait passer à 22 000 soldats et servir à « sécuriser » la zone de Kirkuk, supputait la presse. Le chef d'état-major a considéré que ces chiffres étaient « exagérés ».

Sur le plan de la coopération militaire avec les Etats-Unis, la logique utilisée est de la même

eau. Ankara a finalement accepté le week-end dernier de laisser 150 militaires américains inspecter ses bases aériennes et deux ports sur son territoire, possible prélude à une utilisation de ces infrastructures dans le cadre d'une opération. Elle a en revanche réservé sa réponse quant aux demandes de prépositionnement sur son sol d'une force d'environ 80 000 soldats américains ou le transit de ce contingent vers le Kurdistan irakien.

La stratégie arrêtée par le Pentagone semble envisager en effet l'ouverture d'un second

front contre Saddam à partir de ce Kurdistan que les troupes de Bagdad ne contrôlent plus depuis la fin de la guerre du Golfe, l'essentiel de l'offensive se déroulant toutefois à partir du sud. Il semble également que les Américains aient promis aux Turcs de « sécuriser » eux-mêmes la zone de Kirkuk-Mossoul. S'ils ont réservé jusqu'à la

fin janvier leur réponse sur la présence américaine, les Turcs ont en revanche clairement indiqué leur refus de voir s'installer dans la région le moindre contingent britannique.

« Il n'y a pas d'alliance avec la Grande-Bretagne sur l'Irak, et il n'y en aura pas », a sèche-

ment commenté le ministre turc de la Défense, Vecdi Gönül, à l'occasion de la visite à Ankara de son homologue britannique, la semaine dernière. Le président de la commission des affaires étrangères du Parlement turc expliquait que ces préventions dataient de la Pre-

mière Guerre mondiale. A l'époque, Londres avait en effet obtenu la création de l'Etat irakien en soulevant - entre autres - les tribus kurdes du Nord irakien contre la Sublime Porte. La perte du « vilayet » de Mossoul n'a d'ailleurs jamais été complètement digérée par

la Turquie. Les deux derniers présidents turcs, Turgüt Özal et Süleyman Demirel, avaient chacun ouvertement revendiqué cette région, notamment à l'occasion de la guerre du Golfe. A l'époque, l'état-major turc n'avait pas suivi...

For Berlin and Paris, a facade

By John Vinocur

International Herald Tribune

PARIS: Jacques Chirac says that France and Germany's approach and vision concerning Iraq are "identical and of the same nature" - an elastic, credulity-stretching description of unity across the Rhine. It turns a wish into a single will, a country that describes its armed forces as ready for action into the supposed psychic mirror of a neighbor that rules out any role in a

NEWS

ANALYSIS

Offered up by the French president at a dinner here Tuesday night with Chancellor Gerhard Schroeder, this is a uniquely expansive definition of reality, made perhaps to fit the upbeat mood about the future of Europe both leaders want to create for next week's celebrations on the 40th anniversary of the French-German treaty of friendship and cooperation.

Certainly, the French and the Germans, like many of their European partners, both make clear that they want more time, perhaps many months, for the United Nations inspection teams now in Iraq to hunt for evidence of Saddam's disobedience of UN disarmament directives.

But short of the discovery of a smoking gun, there is no unified European statement of what constitutes sufficient evidence, what could be interpreted to the satisfaction of all as Iraqi obstruction, or then in either case what to do. This leaves Europe, one individual country after another, in the passive position of having to respond piecemeal to whatever the U.S. decision on action may be.

Neither France nor Germany provided any details on their new "identity of views." Short of specifics, the phrase appeared an empty one considering the contradiction between the Germans' refusal to fight against Iraq and Chirac's speech to the French military on Jan. 7 that spoke of the country's high state of readiness.

Chirac apparently did not notice, but

in Berlin earlier in the day Schroeder replied, "I have my doubts" when he was asked if he thought the European Union could come to a common position on Iraq. The chancellor specifically referred to differences with the British, but the list of the EU members' conflicting views on Iraq is much longer. Europe's distance from a unified foreign policy position on an issue of war and peace seems no more easily bridgeable than other issues involving force and taking sides.

Indeed, in deciding at the same meeting that they would propose a double presidency system for a reorganized European Union (involving one president each for the intergovernmental Council of Europe and another for the European Commission), Germany and France hardly made the eventuality of a single European foreign policy look less complex or tortured. Dauntingly, the chancellor talked of a single responsible official for external affairs, "wearing a double hat," who would be "attached" to the council of chiefs of government and have a "representative" on the commission.

Both Chirac and Schroeder tried hard to talk in the same register, insisting that an attack on Iraq is avoidable - and, in a sense, joining the Bush administration, which agrees with that notion on condition that Iraq follow its version of the UN disarmament demands to the letter. Both France and Germany also stated that they wanted a second enabling resolution by the Security Council before any attack is launched.

But Schroeder, saying that he ruled out German intervention in any circumstance, made reference, unlike Chirac, to Germany's hopes as a current

member of the Security Council that the conflict could be resolved on the basis of Resolution 1441, which both the United States and Britain regard as allowing them to use force against Iraq if it is in material breach of its disarmament conditions.

The chancellor also said it was "the goal of our diplomacy" to give the UN weapons inspection team now in Iraq more time to make a definitive finding on Iraq's compliance. Ironically but tellingly, this coincided with a report in the newspaper Le Figaro that French forces were painting military vehicles the color of desert sand and that the nuclear aircraft carrier Charles de Gaulle had been placed on standby status.

The context for these contradictions is thin support within European public opinion for an invasion of Iraq. But un-

like Germany, which has ruled out participation whatever the Security Council may decide, other EU members have said they would join in a military undertaking if there is evidence enough of violations, and UN approval for an intervention.

The Czech Republic has taken this position, and the Social Democratic Party in the Netherlands, which polls say holds the lead in national elections next week, has come out for participation if there is a unanimous Council vote finding Iraq in breach. A German official, describing the attitude of Spain, which also holds a revolving Council seat, described it as very likely "to follow an American lead."

Britain, through Prime Minister Tony Blair and Foreign Secretary Jack Straw, stated this week that if there was a vote on a second resolution in the Council, and there were unreasonable or unilateral attempts at blocking action in the presence of an Iraqi breach, then "we can't be in a position where we are confined in that way" - a clear statement of British intention of going to war under Resolution 1441.

In an unmistakable way, the French newspaper Le Monde, hardly enthusiastic about following the United States into a conflict, suggested how far apart the German and French positions on an enabling resolution in the Security Council could actually be. A "no" vote by Germany, it wrote, would isolate Germany not only from America but "from its European partners."

With weeks or months of discomfort about Iraq ahead of it, and a unified approach a flimmering prospect, Europe's minimal common thread seemed to be hope for more time to circumvent a war and incontrovertible evidence of Iraqi wrongdoing if the United States insists there is to be one.

Herald INTERNATIONAL Tribune

January 16, 2003

Le raïs est un homme malade, suivi par une armada de praticiens, et plusieurs membres de son clan ont bénéficié des traitements de spécialistes des hôpitaux parisiens

Le diagnostic des médecins français de Saddam

LE FIGARO VENDREDI 17 JANVIER 2003

Georges Malbrunot

A 63 ans, Saddam Hussein porte beau, malgré une hernie discale ancienne qui le fait encore souffrir du dos. Il soigne sa ligne. Pendant l'été 2002, il a suivi un régime pour éliminer certains signes d'embonpoint. « Chaque jour, il s'impose des séances d'exercices physiques pour se maintenir en forme », assure un de ses conseillers. Pourtant, Saddam n'est qu'en rémission.

En 1998, il a souffert d'un début de cancer de la lymphe, avec naissance de ganglions et de métastases, affirme un médecin français qui a ausculté Saddam. Son visage bouffi trahissait un traitement à la cortisone. Des docteurs français se sont rendus alors à Bagdad pour le soigner. Ils ont installé un appareil de radiothérapie dans un de ses palais, mais il a eu du mal à fonctionner, en raison des difficultés à se procurer du cobalt, résultat de l'embargo imposé à l'Irak.

A l'époque, la CIA ne lui donnait pas plus de six mois à vivre, selon un ancien ministre jordanien. « Aujourd'hui, il ne donne pas l'impression de quelqu'un qui va mal », observe ce médecin français, qui l'a soigné au pied en juillet 2002, une séquelle de l'attentat commis en 1959 contre le président de la République Abdel Karim Qassem. Son médecin cubain, qui est resté des années auprès de lui, est reparti en 2001.

Les contacts entre la médecine française et l'Irak remontent à la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988. De nombreux officiers blessés au combat vinrent alors dans l'Hexagone, qui envoya, de son côté, des professeurs de médecine former les étudiants irakiens. Plusieurs membres du clan Saddam bénéficieront, eux aussi, des traitements prodigués par des spécialistes des grands hôpitaux parisiens.

En 1986, le fils aîné du raïs, Oudaï, âgé alors de 23 ans, a été admis discrètement à l'hôpital militaire Bégin pour une luxation à la rotule gauche, contractée au cours d'un match de football. En 1989, ce sera au tour de Watban, un demi-frère de Saddam, d'être suivi au Val-de-Grâce, après s'être fait une entorse au genou en montant à cheval.

En 1998, il a souffert d'un début de cancer de la lymphe

Oudaï a les traits de Caligula. Psychopathe sanguin et vulgaire, il peut tuer le mari d'une femme qu'il désire. Il a longtemps évolué comme un électron libre, au-dessus de l'appareil de sécurité, aux mains de son frère cadet, Qoussai.

C'est Oudaï que Saddam avait choisi de chaperonner au début des années 90 pour en faire son successeur, mais son comportement finit par le disqualifier. Le 12 décembre 1996, le passé du play-boy à la barbe volontairement négligée finit par le rattraper. Au volant de sa Porsche, il est attaqué par des hommes en armes, dans le quartier chic d'al-Mansour à Bagdad.

Acte de vengeance par des proches des victimes de la folie d'Oudaï ? Action d'un groupe d'opposants à l'intérieur ? Ou signal adressé par son père pour l'écarter du pouvoir ? L'incertitude plane toujours sur les commanditaires, même si la première hypothèse paraît la plus réaliste. Il faudra attendre quatre jours pour que la télévision officielle montre Oudaï allongé sur son lit à l'hôpital Ibn Sina, la tête indemne, mais le corps dissimulé sous une couverture.

Le 2 janvier 1997, Oudaï déclare qu'il lui reste quatre balles dans le corps, « une marque

d'honneur » dont il est fier. Il sera sauvé *in extremis*, grâce aux soins d'une équipe de chirurgiens français. L'un d'eux témoigne pour la première fois depuis sa clinique parisienne : « Oudaï avait reçu trente balles dans le corps, certaines au poumon. Il aurait dû mourir. Il a été bien soigné par les Irakiens, avant notre arrivée. Nous l'avons opéré. Nous étions quatre chirurgiens, dont un pneumologue et un orthopédiste. Saddam est venu nous remercier, après l'opération. Il nous a offert une montre à son effigie. J'y suis retourné huit mois après poser une prothèse à la jambe d'Oudaï. Ensuite, des collègues m'ont proposé d'y retourner, mais j'ai refusé. Je sentais que nous avions une obligation de résultat. Je n'aimais pas tellement être emmené par des hommes en armes, le kalachnikov sur la banquette de la voiture. Compte tenu du CV d'Oudaï, je n'étais pas rassuré. »

L'équipe médicale n'est arrivée à Bagdad que quatre jours après l'attentat. L'Irak avait entre-temps demandé l'autorisation de transférer Oudaï à Paris, mais la France refusait. Manque de chance pour Oudaï, trois semaines auparavant, le 1^{er} décembre, un des hommes clés du dispositif sécuritaire de Saddam, Rokkan al-Razzouki, était venu se faire hospitaliser à la Pitié-Salpêtrière, et son comportement avait irrité les autorités françaises. Victime d'un accident vasculaire à Bagdad, il avait été transféré d'urgence à la cité médicale al-Husseïn à Amman, où son état de santé avait été jugé suffisamment grave pour nécessiter des soins en France. Un avion-ambulance suisse l'avait transporté à Paris, accompagné de plusieurs membres de sa famille et de chirurgiens irakiens. Une fois rétabli, il en profita pour visiter bruyamment Pigalle... Ses égarements ont laissé des souvenirs amers à la police.

Après l'épisode de son atten-

tat manqué, les liens entre Oudaï et des médecins français se sont intensifiés. Contrairement à la rumeur, l'aîné de Saddam n'est pas impuissant, mais il souffre de problèmes musculaires et d'une paralysie du membre inférieur gauche. Il marche difficilement. Paranoïaque, il est obsédé par son état de santé. « Chez lui, raconte un proche, une pièce a longtemps été meublée de nombreux ordinateurs. Maintenant, une douzaine de vélos y sont installés pour sa rééducation. »

Heureusement pour Oudaï, les bonnes fées de la médecine occidentale veillent sur lui ! Des Français, dont une sexologue, et deux kinésithérapeutes allemandes, se rendent régulièrement à son chevet. Logées à l'hôtel Rasheed, elles attendent autour de la piscine l'appel téléphonique qui nuitamment les conduira auprès de leur patient. « Oudaï vit la nuit, ajoute un de ses docteurs français, le jour, il ne sort pas de sa maison, par mesure de sécurité. »

Ses accointances avec la médecine occidentale lui ont permis de faire des affaires : en décembre 1999, il a ouvert l'Hôpital olympique, dans le centre de Bagdad. Des spécialistes français, allemands et australiens y prodiguent régulièrement des soins dans la plupart des disciplines (chirurgie esthétique, orthopédie, ophtalmologie, etc.). Chebab, la télé d'Oudaï, annonce les horaires des consultations. L'établissement est en extension. Les soins sont beaucoup moins chers qu'à l'étranger. Oudaï tente ainsi de redorer son blason auprès de la population, tandis que les médecins occidentaux arrondissent leurs fins de mois.

Dans un livre à paraître le 22 janvier, *L'Irak de Saddam Hussein, portrait total* (Éditions 11), Georges Malbrunot et Christian Chesnot révèlent les liaisons occultes entre la médecine française et le président irakien.

La Syrie se raidit pour l'Irak

Une attaque américaine serait ressentie comme une menace par Damas.

Cherchant à retrouver le rôle de premier plan qu'elle avait joué pendant la guerre du Golfe et préoccupée des conséquences imprévisibles d'une guerre contre l'Irak, la Syrie s'est mobilisée diplomatiquement pour à la fois tenter de trouver une issue pacifique à la crise et regrouper derrière elle le camp arabe hostile à toute intervention américaine.

Emissaires. Dans cette perspective, les hauts dirigeants syriens se sont beaucoup déplacés ces derniers jours, dans la région et au-delà. Lundi, le chef de la diplomatie Farouk al-Chareh était à Ankara, d'où il a appelé à «une action commune pour une solution pacifique, car une guerre contre l'Irak c'est une guerre contre toute la région». Mardi, le vice-président Abdel Halim Khaddam était à Moscou porteur d'un message à Vladimir Poutine. Hier, le président Bachar al-Assad était attendu à Téhéran, mais sa visite

a été annulée au dernier moment. Ce que redoute Damas, ce n'est pas seulement qu'une attaque américaine contre l'Irak morcelle ce pays, entraîne la création d'un Etat kurde indépendant dans le Nord irakien, mais aussi que Washington profite de cette crise pour déstabiliser toute la région, y compris le régime syrien et ses affidés libanais. Le quotidien (officiel) *Al-Baas* le reconnaissait dernièrement: les Etats-Unis ne recherchent «ni le désarmement, ni le renversement du régime (de Saddam Hussein), mais le contrôle du pétrole du Proche-Orient en prévision d'une réorganisation des régimes de la région». Soucieux de ne pas déplaire à Washington, la Syrie a d'ailleurs voté la résolution 1441 qui durcit le régime du désarmement irakien sans avoir reçu la moindre contrepartie - elle fi-

gure toujours sur la liste dressée annuellement par le département d'Etat des pays soutenant le terrorisme, en raison notamment de son soutien au mouvement chiite libanais Hezbollah.

Durcissement. En même temps, Damas a pris soin de maintenir un canal de discussions ouvert avec Washington. La semaine dernière, des réunions informelles entre personnalités syriennes et américaines se sont déroulées dans la capitale syrienne. A l'automne, le régime syrien avait ouvert au FBI ses dossiers sur les islamistes sunnites. Mais, en même temps, il a pris soin de se préparer au pire. C'est ce qui explique son actuel durcissement à l'égard de toute forme d'opposition tant en Syrie qu'au Liban. Dernièrement, les services de sécurité ont même arrêté Ibrahim

Hamidi, célèbre journaliste syrien proche de la tendance réformiste au sein du pouvoir, qui doit être déféré devant la Haute Cour de la sûreté de l'Etat. Selon des sources diplomatiques dans la région, 25 autres intellectuels pourraient bientôt être appréhendés. Autre signe, la nomination en octobre à la tête de la police politique du général Ghazi Kanaan, l'homme qui a dirigé pendant vingt ans les services secrets syriens au Liban. Au-dessus de lui, dirigeant tous les puissants services de sécurité, on trouve Assef Chawkat, le beau-frère du président Bachar el-Assad. Même scénario au Liban, où l'opposition chrétienne, qui avait le vent en poupe jusqu'à l'été dernier, a complètement muselée ●

JEAN-PIERRE PERRIN

«Les Etats-Unis recherchent le contrôle du pétrole en prévision d'une réorganisation du Proche-Orient.»
Le quotidien «Al-Baas»

Avec l'Égypte et la Turquie, Riad songerait à une alternative au conflit

Un plan saoudien pour renverser Saddam Hussein

Laure Manent

Selon le magazine américain *Time*, l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie auraient mis au point un plan pour renverser le régime de Saddam Hussein. D'après le magazine américain, ces pays estimeraient en effet qu'un coup d'État constituerait une alternative efficace à une éventuelle guerre en Irak en permettant de mettre fin au régime de Bagdad sans entraîner d'instabilité régionale.

Cette idée, qui n'est pas nouvelle, inclut cependant une nouvelle donne. Selon Riad, l'un des auteurs de cette initiative, le renversement de Saddam Hussein pourrait être plus aisé qu'il n'y paraît si les généraux irakiens acceptaient de collaborer à ce plan. D'ou-

l'idée émise par les pays du Golfe de proposer à ces officiers une amnistie en contrepartie de leur collaboration. Cette offre, qui devrait avant tout recevoir l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, concernerait l'ensemble des généraux irakiens, à l'exception des cent ou cent vingt plus hauts fonctionnaires du parti Baas, de Saddam Hussein lui-même, de ses fils et de ses plus proches fidèles.

Selon un diplomate arabe cité par *Time*, ce plan pourrait permettre, cette fois, à un coup d'État de réussir. Les généraux irakiens «ont l'impression que leur destin est lié à celui de (Saddam Hussein)», a déclaré ce diplomate. Vous seriez surpris de la vitesse à laquelle la loyauté irakienne peut changer ».

Les principaux initiateurs

de cette proposition sont le président égyptien, Hosni Moubarak, et le premier ministre turc, Abdullah Gül, réunis à Riad avec le prince saoudien Abdullah bin Abdullaziz Al Saud. Selon *Time*, le ministre saoudien des Affaires étrangères a toutefois refusé de commenter le plan, affirmant que seuls les États arabes souhaitent une issue diplomatique à la crise.

La principale des raisons de ce projet diplomatique est avant tout la crainte des pays arabes de voir se développer l'instabilité régionale. Selon eux, une guerre contre l'Irak mènerait au chaos : « Si les choses tournent mal, les troupes (alliées) remonteront dans leurs bateaux et partiront », s'alarme un diplomate arabe cité par *Time*. Les dirigeants de la région redoutent en outre des affrontements

entre ethnies et des incursions militaires de la Turquie et l'Iran, notamment.

De son côté, la Turquie travaillerait avec plusieurs pays arabes à la mise au point d'un plan prévoyant le départ en exil de Saddam Hussein contre la garantie qu'il ne sera pas l'objet de poursuites américaines ou internationales. Le quotidien allemand *Der Spiegel* rapportait hier que des conditions auraient été posées à cet exil, incluant le départ des troupes américaines du Golfe, la fin de la mission de désarmement de l'ONU et la levée des sanctions à l'encontre du pays.

Pour sa part, le chancelier allemand Gerhard Schröder, dont le pays vient de rejoindre le Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré hier « souhaitable » un départ en exil de Saddam Hussein.

Turkey has doubled presence to 12,000 troops in northern Iraq

Jan 7, 2003 By SELCAN HACA OGLU
Associated Press

ANKARA, Turkey - The number of Turkish troops deployed in northern Iraq has been doubled to some 12,000 in recent weeks, a senior intelligence source said Tuesday, a sign that Ankara wants to make sure its interests are taken into account in case of war.

For years, Turkey has had a few thousands soldiers in northern Iraq, hunting Turkish Kurdish rebels in the mountains. The beefed-up presence is aimed at showing Iraqi Kurds that Turkey will not tolerate a breakaway Kurdish state, and also a reminder to Washington of its concerns about potential border instability.

Meanwhile, a Turkish general urged parliament to quickly decide whether to allow the United States to use Turkish bases for an attack on Iraq, saying that a delay is fraying relations with the country's closest ally.

"We have come to a critical point. From now on, we have to take a political decision. We have to do military planning," the daily Hurriyet quoted Maj. Gen. Bekir Kalyoncu as telling lawmakers in comments late Monday. The Turkish military is under intense pressure from the United States to allow U.S. troops to use Turkish bases in the event of a war, but the Turkish government is delaying a decision until after a United Nations decision on the conflict.

Foreign Minister Yasar Yakis told private NTV television on Tuesday that Turkey has granted the United States permission to inspect ports and air bases in preparation for a possible war. But he said the deal has yet to be signed by the United States, which he said was concerned with the terms of the agreement that say U.S. personnel would be subject to Turkish laws.

"The ball is in the Americans' court here," Yakis said. "They say they might need approval of Congress for that." Newspapers said a team of 150 U.S. officials was expected to arrive in Turkey in the coming days to inspect facilities.

A senior Turkish intelligence official, speaking on customary condition of anonymity, said that most of the 12,000 troops were part of mobile units near the Turkish border. He said the soldiers could quickly deploy deeper into Iraq if needed.

Preparations to again double the number of troops were also underway, the source said.

There were other signs of war preparations in Turkey.

Supplies of antidotes against chemical and biological weapons were being flown into southern Incirlik air base, which already houses some 50 U.S. warplanes that enforce a northern no-fly zone over Iraq, the intelligence official said.

Some hangars in southeastern Batman air base were being transformed into morgues for Turkish military casualties, sources said. Newspapers said the United States had asked for Turkish permission to deploy up to 80,000 troops and around 5,000-6,000 Special Forces units.

* * * *

Iraqi Kurd and Shiite leaders meet in Tehran

IranMania January 8, 2003

Tehran, Jan 8 - Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, met here Wednesday with several top members of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), in which the two sides agreed to go ahead with a scheduled meeting of Iraqi opposition in Arbil on January 15, IRNA quoted a SCIRI member.

"The two sides agreed that the first meeting of the coordination committee of the Iraqi opposition (to decide on) the transitional period to go ahead as scheduled in Iraq's Kurdistan," he said. The coordination committee, named during a meeting of more than 300 delegates of the Iraqi dissidents in London on December 14-16, aims to liaise over the formation of a transitional government for a post-Saddam Hussein Iraq.

Hakim, however, said that the coordination committee could set a new date for the meeting according to "exigencies of the situation in case of any change".

Those representing the SCIRI in the meeting were Abdelaziz Hakim, Mohammad Heidari, Mahmoud Asadi and Adel Abdelmahdi, Hakim added. Iraqi opposition delegates agreed in the London meeting to form the committee to coordinate between opposition groups and follow up the conference's decision.

The coordination committee comprises 15 members who will discuss with 30 other opposition representatives the shape of the future Iraqi leadership.

Talabani arrived in Tehran late Monday to discuss the ongoing situation in Iraq. Upon arrival in the western Iranian city of Kermanshah, which is home to Iranian Kurds, he said the US would certainly attack Iraq if Saddam did not voluntarily step down. "We have made two proposals to Saddam Hussein to avoid a war. He must either abandon dictatorship or accept the formation of a coalition government through free elections and the establishment of a new parliament to devise a new constitution," Talabani said.

His visit comes as the United States builds up its military presence in the Persian Gulf, accusing Iraq of having failed to come clean with its arms programs.

Talabani's visit also comes on the back of last month's visit by his arch rival, Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, who discussed Iraq's future with the head of the Iraqi National Congress, Ahmad Chalabi, and leaders of the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) in Tehran.

* * * *

Barzani says no to more Turkish troops in breakaway north

AFP January 9, 2003

ANKARA, Jan 9 (AFP) - A prominent northern Iraqi Kurdish leader said Thursday that he was against increased Turkish military presence in northern Iraq as he tried to mend bridges with Turkey ahead of a possible US-led war against the Baghdad regime. "In these sensitive times, we do not want the presence of any regional power. The interference of regional powers would not facilitate the situation," Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), told the CNN-Turk news channel.

"I believe there should be consultations and no unilateral action," he added in comments which were translated into Turkish. Turkey has threatened to use force if the two Kurdish factions in northern Iraq take advantage of a possible war to declare an independent state in their region, which was wrenched from Baghdad's hands and put under the protection of a US-enforced no-fly zone after the 1991 Gulf War.

Ankara worries that Kurdish independence in Iraq would set an example for its own Kurds in adjoining southeastern Turkey, where a Kurdish rebellion for self-rule has only recently subsided. It has also said that it would send in troops to set up a security belt in northern Iraq in a bid to stop a possible wave of refugees likely to be triggered by any military action against Baghdad.

Turkey, the only Muslim member of NATO and a key US ally, already has up to 2,000 troops in the western-protected region, from where it has pursued Turkish Kurdish rebels in cooperation with local Kurds. "What is the aim of such a belt in Iraq? It would not benefit either us or Turkey. It is unnecessary," Barzani said.

"We give importance to Turkey's security and interests. We would not allow any threats against Turkey's security or interests," he added. Alleged northern Iraqi Kurdish plans for independence, which triggered Turkish threats of military action, was at the core of the recent strain in Ankara's ties with the KDP. Both the KDP and the other faction running much of northern Iraq, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have denied that they are seeking to set up an independent Kurdish state in their region.

Barzani told CNN-Turk that the sole aim of his visit to Ankara was to repair bilateral ties, and described his meetings so far as "successful." "We are using a peaceful language. This is in everyone's interests. So I can say that we have in a way made a new beginning," the KDP leader said. Barzani met senior foreign ministry officials earlier Thursday and emerged from his meetings to say that Ankara and his faction agreed on the need to restore their relations.

The KDP leader is scheduled to meet Turkish Prime Minister Abdullah Gul on Friday before leaving Turkey.

* * * *

On an Iraqi mountain, fighters face death

By C.J. Chivers
The New York Times

SHINERWE MOUNTAIN, Iraq

Sometime in the early hours of darkness, the mortar firing resumed. A few booms reverberated from enemy lines. Then the wait, to hear where the shells would land.

"Not here," said Halat Karim Agha, commander of a group of soldiers in the snow on one of this mountain's triplet peaks. "Down there, in the valley. By the villages again."

His soldiers, known as pesh merga, meaning "those who face death," sat quietly under the moon.

Eighteen pesh merga live here, atop a peak rising high in the sky, in seven stone bunkers that would fit inside a circle about 14 meters (45 feet) wide. It is one spot on a front descending from Shinerwe Mountain to the valley's floor, pitting the pesh merga against the Islamic fighters of Ansar al Islam, a group connected to Al Qaeda.

Halat Karim Agha, 32, is the son of Karim Agha, 75, who lives along northern Iraq's other front, about 135 kilometers (85 miles) away, which separates Kurdish-controlled Iraq from territory ruled by President Saddam Hussein.

There are two wars in northern Iraq: the small, active one here along the border with Iran, and the mostly dormant one to the south and west, which Kurds expect to resume soon, if the United States tries to dislodge Saddam.

The Aghas, father and son, tribal elder and tribal warrior, have a window on both. They are the latest incarnations of the Hamawand tribe, a Kurdish bloodline that never seems to miss a fight.

In Ottoman times, the Hamawands were famously recalcitrant, refusing to pay taxes to Turks or to serve in their army, and demanding a say in local affairs. This independent streak did not go unpun-

Hardy Kurdish clan battles group with ties to Al Qaeda

ished. They were expelled from the region in the 1870s, exiled to North Africa.

The expulsions were intended to end resistance. For a while, they did. But within 20 years, the Hamawands walked back, eastward across Africa to Egypt, then northward through the Middle East, returning to their villages and another century of strife.

Their descendants are still here, and still carrying guns. It is a legend with a lesson: We will not submit. Of the 18 soldiers crouched among these rocks, 12 were Hamawands. One, Azad Abuzaid Mohammadkhak, 23, sat statue-still for hours.

"I consider all of these fighters to be my relatives," he said.

Early last month, Ansar struck two other garrisons before dawn and caught a pesh merga unit asleep. The captured pesh merga were executed. Since that raid the pesh merga have been on alert, sitting at their guns from dusk until the sun climbs again in the sky above Iran.

Halat Karim Agha paced the circle's center, and said he was expecting U.S. help against both his current foes. "We used to believe the mountains were our only friends," he said. "Now we have the strongest friend in the world."

Still, the Hamawands resort to guerrilla tricks, stacking rocks on the parapet in shapes resembling a man's shoulders and head, each looking like a pesh merga on watch. It is done to make Ansar think there are more than 18 men in these bunkers, in hopes their marksman will waste their aim.

Halat Karim Agha entered a bunker for tea. The flicker of a kerosene lamp il-

The New York Times

JANUARY 16, 2003



Chang W. Lee/The New York Times

Pesh merga members patrolling during an exercise on the Shinerwe Mountain in Iraq. The pesh merga are battling fighters of Ansar al Islam, a group linked to Al Qaeda.

luminated a space crammed with soldiers' things: a small mirror, a shortwave radio, a week-old party newspaper, a half-empty pack of crumbly cigarettes.

He kneaded a circular scar on his forearm. He has been shot or struck by shrapnel four times since 1991.

Everyone older than 30 seems to have a reset bone or jagged scar. In a bunkhouse lower on the mountain, where Halat Karim Agha's commander supervises the front, the commander is the only man who does not sit cross-legged, Kurdish style. He cannot, having been shot through the femur by a machine gun bullet in 1996.

When one man was asked if he had been spared, he pulled down his bottom lip and removed a plate of artificial teeth. "Bullet," he said. "In the mouth."

Hamawand hospitality, like Hamawand resolve, is the stuff of tribal pride. When two visitors came to Karim Agha's house in Chamchamal on a recent afternoon, he slaughtered a sheep and two turkeys, and served them with soup and seasoned rice.

On that day, Halat was on leave. The tribal warrior served food while the tribal elder spoke. This was the other front, where the Agha home sits within sight of the Iraqi I Corps, a unit of several thousand soldiers loyal to Saddam.

Karim Agha pointed uphill, toward Saddam's troops. "It is not the number of soldiers that is important," he said. "It is the type that is important. The type they have here are fake soldiers. If there is a war, they will not fire a shot."

These Iraqi soldiers are conscripts, he said, and are hungry and scared. Smugglers report that the units are so



Chang W. Lee/The New York Times

Karim Agha at home in Chamchamal, Iraq. He and his son are the latest incarnations of the Hamawands, a Kurdish tribe that never seems to miss a fight.

poorly equipped that colonels travel in taxis, not military cars. Imagine the indignity, Karim Agha said.

It is not so at the lines that face the Ansar fighters. Here there is fear, and hatred. After seizing Shinerwe Mountain in 2001, Halat Karim Agha's pesh merga hauled dead Islamists down the trail to a mosque in Halabja, where local families claimed them for burial. In two days the remains of local militants were gone, but seven bodies remained un-

claimed. They were foreigners, jihad fighters from somewhere else.

"We didn't know who they were," he said. "They had big beards, and they were ugly and strange."

The Kurds believe they were members of Al Qaeda or Taliban fugitives from Afghanistan, and blame them for encouraging the mutilations of pesh merga dead: the slicing off of ears, the chopping off of heads.

Kirkouk, terre promise kurde



CHAMCHAMAL (Irak), 15 jan (AFP) - 10h40 - Vue de Chamchamal, en territoire "libéré", la montagne cache derrière ses contreforts et les bunkers irakiens le paradis perdu des Kurdes, Kirkouk, sur laquelle, croient beaucoup, ils pourraient se ruer en cas d'attaque américaine contre Saddam Hussein.

Sur la ligne de démarcation comme ailleurs, pour tous les Kurdes, Kirkouk, l'une des plus anciennes cités du Proche-Orient, est leur, et "sa libération est l'un des objectifs les plus élevés", dit un élu de Chamchamal, l'une des localités kurdes les plus proches de Kirkouk, distante d'une quarantaine de kilomètres.

Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani rappelait vendredi que Kirkouk était "historiquement kurde". Et c'est elle que l'UPK et son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui administrent le Kurdistan irakien (qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991), ont d'ores et déjà choisie pour leur future capitale.

Mais Kirkouk s'est aussi construite sur une réserve d'or noir dans laquelle serait pompée environ un tiers du pétrole irakien. S'il est difficile de trouver un Kurde qui ne soit originaire ou lié à Kirkouk, c'est aussi pour cette raison.

La ville est devenue le symbole de "l'arabisation" forcenée entreprise par Saddam Hussein. Les chiffres sont aléatoires, mais selon les responsables kurdes, à force d'expulsions, de confiscations, de destructions de villages, mais aussi de massacres et d'incarcérations contre les leurs, la population arabe représenterait désormais 50 à 75% de la région de Kirkouk. La politique antikurde menée depuis les années 60 par Bagdad aurait déplacé environ deux millions de kurdes.

Salah Ahmed Amen a ainsi été chassé deux fois de sa maison à Kirkouk. Dans le camp de Takiya où vivent environ 300 personnes, les dix membres de sa famille avec lesquels il occupe deux abris onusiens lèvent tous les bras pour implorer le ciel de leur apporter une attaque américaine contre l'Irak et la promesse du retour. "Qu'on nous dise, vous pouvez rentrer, et nous partons demain", dit-il, lui qui n'a pu emporter de Kirkouk que quelques photos.

Aussi Kirkouk paraît-elle une cible toute désignée pour les forces armées kurdes: Leurs chefs assurent pourtant, pour ceux de l'UPK qu'aucun plan n'a été élaboré avec les Américains, pour ceux du PDK qu'ils ne participeront pas aux opérations militaires.

"A voir, reconnaît un proche de l'une des deux formations. Comment les Kurdes peuvent-ils prétendre participer à un après-Saddam sans avoir contribué à sa fin? Comment résister à l'attrait de Kirkouk? Et même si leurs forces ne se lançaient pas à l'assaut de Kirkouk, il y a des armes partout et la population se soulèverait". Comme en 1991, quand la ville était tombée aux mains des insurgés.

à la faveur de la guerre du Golfe, avant d'être reprise par les troupes fidèles à Saddam Hussein, laissant aux Kurdes l'amertume d'avoir été "lâchés par les Américains".

L'UPK ne fait pas mystère que des organisations clandestines attendent leur heure à Kirkouk. Adnane Al-Moufti, un responsable de l'UPK, objecte cependant les réticences, des Turcs notamment, à voir Kirkouk et ses richesses pétrolières passer sous contrôle kurde et peut-être favoriser la création d'un Etat kurde indépendant.

A Chamchamal en tout cas, où ses hommes contrôlent les véhicules de ceux qui sont autorisés à prendre la route de Kirkouk, Ibrahim Rached Taher, chef du poste-frontière, rapporte des témoignages selon lesquels les Irakiens creusent des tranchées dans Kirkouk et mobilisent leurs troupes.

Comme la plupart des Kurdes, cet homme chassé lui aussi de Kirkouk estime cependant que la ville serait une proie facile. "Des gens qui vivent là-bas disent que les soldats irakiens frappent à leur porte pour demander à manger". Mais il redoute surtout que les canonnières postés au-dessus, sur la ligne de crête, ne bombardent Chamchamal.

Douze rebelles kurdes tués dans des affrontements avec l'armée turque



ANKARA, 17 jan (AFP) - 17h41 - Douze rebelles kurdes ont été tués dans des affrontements avec l'armée turque dans la région de Diyarbakir, dans le sud-est du pays, a annoncé vendredi l'armée.

Les accrochages ont débuté jeudi lorsqu'un soldat turc a été tué et cinq autres blessés et se sont poursuivis jusqu'à vendredi après-midi, selon un communiqué de l'état-major.

Il s'agit du premier incident sanglant, impliquant des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé KADEK), depuis octobre.

Le PKK a officiellement mis fin en 1999 à 15 ans de lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien.

Depuis lors, les affrontements entre rebelles et forces de sécurité ont quasiment pris fin.

Le conflit a fait quelque 36.500 morts, selon les autorités.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, emprisonné en Turquie, a été condamné à la réclusion à perpétuité.

Pour un Irak "libre et fédéral", les kurdes se battent avec les Américains



ERBIL (Irak), 20 jan (AFP) - 9h10 - Les forces armées kurdes participeront à l'attaque américaine contre l'Irak si celle-ci vise bien à instaurer un régime "démocratique, parlementaire et fédéral", a déclaré un de leurs hauts commandants à l'AFP.

"L'important pour nous est de connaître le plan pour l'après-Saddam", dit Bruska Shaways, adjoint au chef kurde Massoud Barzani à la tête des miliciens (peshmergas) du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"S'il s'agit de créer un Irak libre, démocratique, parlementaire et fédéral", comme cela a été décidé lors de la conférence de l'opposition à Londres sous les auspices des Etats-Unis, "ce ne sont pas des dizaines de milliers (les effectifs réunis selon lui du PDK et de sa rivale au Kurdistan irakien, l'Union patriotique ou UPK), mais 200.000 peshmergas qui se battent", assure-t-il. Il se montre ainsi beaucoup plus formel que ne le sont d'autres combattants et responsables kurdes. "S'il s'agit au contraire d'un simple coup d'Etat, cela se fera sans nous".

Bruska Shaways accepterait même l'installation provisoire à Bagdad d'un gouverneur militaire s'il avait la garantie qu'elle serait temporaire après une attaque qui, comme une victoire rapide, ne fait guère de doute pour lui et pourrait survenir d'ici à mi-mars.

"Je crois que la guerre aura lieu", dit ce colosse à moustache de 47 ans. La chute de Saddam Hussein "n'est peut-être pas possible sans une guerre", reconnaît celui qui a abandonné la carrière d'ingénieur diplômé en RDA pour endosser il y a 14 ans la tenue de peshmerga et qui a connu la torture pendant six mois de prison à Bagdad en 1976-77.

"Déployer autant d'hommes, cela coûte cher aux Américains et aux Britanniques, il faut qu'ils finissent le boulot", ajoute-t-il. Quand ? "La période qui s'achève vers le 15 mars est critique", estime-t-il en invoquant surtout la chaleur qui compliquerait le "boulot". "Si les opérations n'ont pas commencé d'ici là, elles pourraient être reportées".

Pour peu qu'ils obtiennent les garanties réclamées, les Kurdes n'auraient guère de moyens à opposer aux soldats irakiens: "65.000 hommes pour le PDK, peut-être 30.000 pour l'UPK, quelques armes lourdes, une dizaine de tanks ou de véhicules blindés, quelques pièces d'artillerie de 122 ou 130 mm, quelques mini-katiouchas", tous pris aux Irakiens lors de l'insurrection kurde et chiite de 1991.

A l'en croire, les Irakiens disposeraient eux de 240 avions, dont 95 en état de marche, des Mirage, des Mig, des Soukhoï, 800 tanks intacts, un arsenal de missiles atteignant jusqu'à 300 km, 27 divisions.

Comme tous les Kurdes cependant, il ne donne pas cher de cette armée: "Quand les opérations commenceront, l'armée irakienne se dissoudra en 24 heures. C'est une armée efficace contre son propre peuple. Mais dans la 1ère phase, les appareils américains vont contrôler les airs, immobiliser les avions et les chars irakiens, frapper les centres de commandement et de communication".

Bruska Shaways n'envisage même pas une sanglante guerre des villes. "Seuls quelques-uns resteront fidèles à Saddam. 70% de la troupe est chiite" et baissera les armes, prédit-il en comptant aussi sur le soulèvement populaire, comme en 1991.

Kirkouk, la ville que les Kurdes considèrent comme leur future capitale, ne fera pas exception, affirme-t-il. Laquelle de Bagdad ou de Kirkouk serait le premier objectif des Peshmergas ? "Même si c'est Bagdad, Kirkouk est sur la route".

La prise de Kirkouk en 1991 lui a laissé des souvenirs marquants. "J'étais au départ à la tête de 50 Peshmergas et nous nous sommes retrouvés 5.000". Et puis, "les Etats-Unis nous ont laissé tomber, ils ont laissé les avions et les chars irakiens intervenir parce que la presse internationale disait que les Kurdes et les chiites étaient pro-iraniens".

Mais aujourd'hui "la situation est complètement différente". Cependant, pour l'heure. "les Américains n'ont pas pris contact avec nous".

Diydar Khalid Kheder, 19 ans, repent de la mouvance Al Qaïda



SOULEIMANIYAH (Irak), 13 jan (AFP) - 10h17 - Diydar Khalid Kheder, 19 ans, rêve comme beaucoup de Kurdes de son âge d'une "vie tranquille" et de mécanique. Il y a six mois, il pensait devenir "martyr" et reconnaît, tout sourire, qu'il portait cinq kilos de TNT sur ses hanches le jour de son arrestation.

Dans le bureau du chef des enquêtes de Souleimaniyah (Kurdistan irakien) attendant à la prison, il passe volontiers, en plaisantant qu'il est "devenu trop gros", la ceinture et le gilet bourrés d'explosifs que les policiers kurdes ont sortis sans autre formalité de leur réserve. Aucun formulaire à remplir non plus pour tirer Diydar Khalid Kheder de la vaste cellule dénudée qu'il doit partager avec une vingtaine de détenus.

Il y a, dans cette prison où les suspects attendent que la justice statue un jour sur leur sort, des criminels tel cet homme qui aurait tué trois femmes, un agent des renseignements irakiens, mais aussi des membres avérés ou présumés d'Ansar al-Islam (les partisans de l'islam), mystérieuse organisation que les Kurdes disent liée à Al Qaïda et qui combat l'Union patriotique du Kurdistan entre Halabja et la frontière iranienne.

Diydar Khalid Kheder, dont le bonnet Reebok ne dissimule pas l'acné juvénile, parle déjà de son passé d'ancien combattant d'Ansar al-Islam comme du vol d'une bicyclette. "Tout le monde fait des bêtises quand il est jeune".

Sa "bêtise", raconte ce garçon trop vite monté en graine, fut d'écouter les membres d'Ansar al-Islam à Erbil, l'autre grande ville du Kurdistan irakien.

"J'avais un ami qui nous enseignait l'islam", relate-t-il sans jamais se départir de son sourire d'enfant, "il prêchait la guerre sainte. C'est par son intermédiaire que je les ai connus".

A Erbil, "on nous disait que l'UPK, c'étaient des infidèles. Tout le monde trouvait que le 11 septembre, c'était du bon travail. Ils m'ont dit: si tu te fais exploser, tu iras au paradis. Chez nous, on sait qu'il faut mourir un jour. Alors autant mourir en martyr. J'ai été formé pendant une semaine dans un village près de Halabja".

Le 17 juin, il approche un poste de Said Sadiq dans lequel il sait que les miliciens étaient regroupés autour de la télévision pour un match de football. L'explosion de sa charge causerait un carnage, comme il y en a déjà eu plusieurs. Seulement, rapporte un policier, le garde s'est vite rendu compte que ce visiteur qui rougissait quand on lui parlait cachait quelque chose. Et Diydar Khalid Kheder n'a pas "osé appuyer" sur le déclencheur dans sa poche quand les peshmergas lui sont tombés dessus.

Les policiers n'ont pas pour tous les membres d'Ansar al-Islam la même évidente sympathie. Selon un chef enquêteur le colonel Hassen, ils sont entre 4 et 500 à causer de lourdes pertes dans les rangs de l'UPK depuis qu'ils se sont manifestés pour la première fois peu avant les attentats du 11 septembre 2001 par la distribution de tracts belliqueux.

"Nous avons des informations qu'effectivement, comme l'ont dit les Jordaniens, Abou Moussad al-Zarkaoui (responsable d'Al Qaïda et commanditaire présumé du meurtre d'un diplomate américain à Amman) se cacherait dans leur zone", dit-il. Un autre chef présumé du réseau d'Oussama ben Laden a été tué dans les affrontements avec l'UPK, dit-il. La région leur est propice, explique-t-il, comme l'était Tora Bora en Afghanistan.

Il refuse de dire combien de militants d'Ansar al-Islam se trouvent dans ses geôles. Il ignore aussi ce qu'il va advenir d'eux, faute de législation antiterroriste. En tout cas, ils restent préventivement derrière les barreaux. "Ce sont un peu des prisonniers de guerre", que la police kurde exhibe plus volontiers que ceux de Guantanamo.

Diydar Khalid Kheder, lui aussi, ignore tout de son sort. Mais quand il sera sorti, il voudrait retrouver son travail de mécano. "J'ai fini de me battre", dit-il, lui qui n'aurait jamais tenu une arme. Selon lui, l'UPK et Ansar al-Islam devraient aujourd'hui "s'allier contre Saddam".

Les Kurdes menacent de désobéissance si la détention d'Ocalan ne s'améliore pas



ANKARA, 14 jan (AFP) - 16h49 - La rébellion kurde a menacé la Turquie de lancer une campagne de désobéissance civile si les conditions de détention de leur leader Abdullah Ocalan ne sont pas améliorées d'ici à la mi-février, rapporte un journal pro-Kurde mardi.

Ocalan, leader du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, longtemps partisan de l'indépendance du sud-est à majorité kurde), est le seul détenu de l'île-prison d'Imrali, dans le nord-ouest du pays près d'Istanbul.

Il a été condamné à mort en 1999, mais sa sentence a été commuée en détention à perpétuité l'an dernier à la faveur de l'abolition de la peine de mort par Ankara dans le cadre de réformes devant aider la Turquie à satisfaire aux critères de démocratie qui lui permettront d'adhérer à l'Union Européenne.

La situation d'Ocalan d'"isolement est directement liée à la volonté ou à l'absence de volonté de la Turquie de résoudre le problème

kurde", a indiqué dans un article diffusé sur le site internet de Ozgur Politika Mustafa Karasu, membre de la direction du KADEK, nouveau nom du PKK depuis l'an dernier.

"Nous attendons sans aucun doute qu'un effort soit fait d'ici au 15 février. S'il n'y a pas de progrès, nous changerons d'attitude", a promis M. Karasu.

"La voie de la lutte démocratique est grande ouverte pour notre peuple. Toute action peut être choisie sans recourir aux armes... Un certain nombre d'actions peuvent être organisées", a-t-il encore dit. "Le peuple kurde a la capacité de soutenir cette lutte", selon M. Karasu.

Les avocats d'Abdullah Ocalan s'étaient plaints début janvier de ce que le chef du PKK était soumis à un isolement renforcé. Ils avaient indiqué n'avoir pas été autorisés à le rencontrer depuis le mois de septembre, au prétexte que le mauvais temps empêchait de rejoindre l'île d'Imrali.

Le PKK a annoncé en septembre 1999 le dépôt des armes et la fin de 15 ans de lutte armée pour oeuvrer démocratiquement à trouver une solution à la question kurde.

Ce conflit, qui a fait quelque 36.500 victimes, a depuis très sensiblement diminué d'intensité pour se limiter à des accrochages sporadiques.

Les autorités turques estiment que quelque 5.000 militants du PKK ont trouvé refuge dans le nord de l'Irak, région à forte majorité kurde qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la Guerre du Golfe en 1991.

L'Armée turque a mené de fréquentes opérations transfrontalières vers cette zone pour faire la chasse aux rebelles, en s'aidant des groupes de kurdes irakiens implantés dans la région.

Mustafa Karasu a par ailleurs déclaré que les Kurdes turcs "se défendraient sans aucun doute" si la Turquie intervenait militairement en Irak du nord dans l'éventualité d'une intervention militaire américaine pour renverser le régime de Saddam Hussein.

Ankara craint que les Kurdes irakiens ne profitent de l'instabilité régionale pour proclamer leur indépendance, geste qui pourrait encourager les velléités séparatistes parmi les Kurdes de Turquie qui pourraient être tentés de suivre cet exemple.

Irak: Washinton inflexible

L'accord entre l'ONU et Bagdad est jugé «insignifiant».

21 JANVIER 2003

Malgré l'engagement de Bagdad à coopérer de manière plus active avec les experts en désarmement des Nations unies, les risques d'une guerre se sont encore accrus, hier, avec l'annonce surprise du déploiement d'environ 26 000 soldats britanniques supplémentaires dans le Golfe. Du côté américain, on a déclaré l'envoi de 37 000 militaires du III^e corps d'armée de terre, mais sans que le Pentagone puisse préciser si ces départs étaient nouveaux ou s'ils s'inscrivaient dans le cadre d'ordres de déploiement déjà signés par le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld. Cette logique de guerre qui semble de plus en plus prévaloir, Paris l'a une nouvelle fois dénoncée. Ce déploiement survient au moment où reviennent en force des rumeurs sur un éventuel exil de Saddam Hussein.

«Plus musclé.» Pourtant, Bagdad et les inspecteurs de l'ONU semblaient avoir trouvé un terrain d'entente. Hans Blix, chef de la Commission de



Des gardes irakiens entourent le palais présidentiel à Bagdad.

contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies (Cocovinu), a jugé hier que les derniers engagements irakiens permettaient notamment la mise en place d'un «système d'inspection plus musclé que dans le passé». «Nous avons réglé un certain nombre de points pratiques, mais pas tous», a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Bagdad. Les questions en suspens feront «l'objet d'un examen ultérieur». Comme preuve de sa volonté de coopération, l'Irak a remis de

nouveaux documents aux inspecteurs, s'est engagé à clarifier le contenu d'autres et a mis en place sa propre équipe d'experts pour rechercher des ogives suspectes. Dans le communiqué conjoint lu lundi à Bagdad, il exprime aussi l'intention d'encourager les inspections de «sites privés» (allusion à des lieux tels que les domiciles de scientifiques) et les «entretiens privés» (selon toute vraisemblance, entre inspecteurs de l'ONU et experts irakiens qui se rencontreraient

hors de la surveillance de représentants de Bagdad).

Promesses. Cet accord, Washington en a minimisé l'importance. «C'est toujours plus ou moins la même chose», a ironisé le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, parlant même d'accord «insignifiant». Et la Maison Blanche est restée inflexible. «Seules les actions nous intéressent. Après onze ou douze ans passés à voir Saddam Hussein faire des promesses et ne pas les tenir, ses mots n'ont pas le même poids que ses actions», a insisté hier le porte-parole, Ari Fleischer.

Même tonalité à Londres où le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, a déclaré que les membres du Conseil de sécurité devaient accepter l'éventualité d'une intervention: «S'il y a des preuves d'une nouvelle violation flagrante, ils doivent accepter que le dernier paragraphe de cette résolution – le paragraphe 13, qui parle de conséquences graves (...) – devra être appliqué, ce qui ne peut signifier qu'une action militaire» ●

J.-P.P. (avec AFP, Reuters)

Pour le dictateur de Bagdad, ce sera la prison ou la mort

Dirigeants du Moyen-Orient et intellectuels arabes aspirent au départ du président irakien de son pays pour éviter la guerre. Pourtant, Saddam doit être jugé pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, insiste *The Daily Star*.

THE DAILY STAR
Beyrouth

Abdullah Gül, le Premier ministre turc, dément catégoriquement. Non, ses interlocuteurs arabes et lui n'ont pas débattu d'un projet visant à proposer à Saddam Hussein de s'exiler. Difficile de le croire. L'une des priorités de Gül, mais aussi des dirigeants syriens, jordaniens et égyptiens, est de garantir la survie d'un Irak uni. En clair, il s'agit d'empêcher les Kurdes de développer une entité indépendante ou autonome qui pourrait inspirer leurs frères dans les pays voisins. Mieux vaut donc éviter la guerre. Et pour l'instant la meilleure solution reste donc de se débarrasser de Saddam.

Mais, tant que personne n'est à portée de tir du chef d'Etat irakien, "se débarrasser de Saddam" pourrait se traduire par son départ sans violence de Bagdad. Les pays arabes n'en discutent peut-être pas ouvertement, mais l'idée affleure. Alors que les Américains peaufinent leurs plans pour l'Irak de l'après-invasion et que Saddam accuse les inspecteurs de l'armement de l'ONU de se livrer à de l'espionnage, ce projet constitue peut-être la dernière chance d'échapper à la guerre.

Gardant cela à l'esprit, un groupe d'écrivains et de juristes arabes a concocté une déclaration appelant "l'opinion publique du monde arabe à faire pression en faveur d'un départ de Saddam Hussein et de ses proches adjoints afin d'éviter une guerre qui serait une catastrophe pour les habitants de la région, à commencer par le peuple irakien". La déclaration poursuit en affirmant que "la démission immédiate de Saddam Hussein, dont le règne, depuis plus de trente ans, est un cauchemar pour l'Irak et le monde arabe, est la seule façon d'éviter de nouvelles violences". Elle souhaite assister à "l'avènement de la démocratie à Bagdad, et au déploiement dans tout l'Irak d'envoyés des Nations unies et de la Ligue arabe chargés de veiller à ce que les droits de l'homme soient respectés, et qui superviseraient le changement de pouvoir pacifique dans le pays". Sciemment, le groupe reste flou quant au sort réservé à Sad-

dam une fois le pouvoir abandonné. Même s'il trouve des hôtes prêts à le loger, Saddam et ses hommes ne pourront éviter les poursuites pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, en particulier dans le cadre de la campagne d'Anfal, qui, dans les années 80, avait causé la mort de près de 100 000 Kurdes. Il serait d'ailleurs avisé, de la part des personnalités les plus éminentes de la société civile arabe, de publier par la suite un autre communiqué soutenant toute action en justice contre d'anciens responsables irakiens en exil. On peut espérer que le monde arabe comprendra à quel point il est essentiel qu'une telle initiative soit le fait des Arabes eux-mêmes, par le biais d'un tribunal spécial comme celui de l'ex-Yougoslavie, pour montrer aux Etats-Unis et à l'Europe que, malgré ses névroses, la région ne cautionne pas les coupables de massacres.

LE SCÉNARIO DE L'EXIL EST CE QUE LES ARABES ONT DE MIEUX À OFFRI

Rares sont ceux qui iraient parier sur un départ de Saddam. Quoi qu'il en soit, le scénario de l'exil est ce que les Arabes ont de mieux à offrir aujourd'hui. Quant à Saddam, lui, il ne peut rien attendre de mieux. S'il est une chose sur laquelle s'entendent les dirigeants de la région, c'est bien l'aversion que leur inspire le clan de Saddam. Même Bachar el-Assad a déclaré que son régime soutenait "le peuple et l'Etat irakiens, mais ni le régime ni l'opposition".

Pour leur part, Américains et Européens devraient eux aussi réfléchir à leur propre projet d'exil, qui pourrait être mis en œuvre en collaboration avec les autres acteurs régionaux. Tout dans l'attitude des Occidentaux semble suggérer qu'ils sont également en faveur d'un départ de Saddam. Ce qui offre aux pays arabes la possibilité, s'ils parviennent à se faire à l'idée qu'un autocrate cède volontairement sa place, de pousser le président irakien à emprunter la porte de sortie qu'on lui ouvrira, quelle qu'elle soit. Il reste



► Saddam Hussein et le monde arabe. Dessin de Mahmoud Kahil paru dans *Asharq al-Awsat*, Londres.

cependant un obstacle : pour que leur proposition soit couronnée de succès, les Arabes pourraient être tentés d'offrir des garanties au dirigeant irakien. En septembre dernier, Saddam a envoyé Ali Hassan al-Majid, l'homme qui gaza les Kurdes irakiens [il joua un rôle clé dans les attaques aux gaz toxiques et la destruction de villages dans le nord de l'Irak en 1987 et en 1988], en Algérie, en Tunisie et en Libye pour savoir si les gouvernements accepteraient d'héberger des responsables irakiens. Selon certaines sources, Saddam ne chercherait pas de sanctuaire pour lui-même et choisirait plutôt de rester en Irak. Or l'intérêt du projet serait justement d'y inclure Saddam. Et la moindre de ses exigences serait d'être protégé d'éventuelles poursuites.

C'est pourquoi la déclaration des écrivains et des juristes arabes, d'une grande valeur si l'on souhaite parvenir à un consensus sur le départ de Saddam, ne doit pas être pervertie pour aboutir à un accord d'exil doré. Tout comme il ne faut en rien atténuer la partie concernant la démocratie irakienne : un Irak démocratique ne peut commencer par un bain de sang, d'où l'importance des inspecteurs des Nations unies et de la Ligue arabe, par l'intermédiaire desquels la communauté internationale pourrait superviser le pays pendant la période de transition.

C'est à bon droit que les intellectuels arabes qui appellent au départ de Saddam veulent éviter une guerre en Irak et le chaos qui s'ensuivrait. Leur déclaration reprend à son compte l'objectif tout à fait clair d'une guerre menée par les Etats-Unis, à savoir un changement de régime, mais sans accorder à Washington le droit d'occuper l'Irak. Parvenir à un consensus avec les Américains sur le moyen de laisser une porte de sortie à Saddam ne doit pas s'accompagner des garanties que ses associés criminels et lui-même échapperont à la justice. Pour Saddam, le seul exil envisageable, c'est une cellule de prison. Car le seul autre choix, pour lui, c'est la mort.

Michael Young



DU 16 AU 22 JANVIER 2003

Eliminer Saddam, un projet lancé en 1998

Depuis la fin de la guerre du Golfe, une poignée de républicains militaient sans trêve pour que les Etats-Unis renversent Saddam Hussein. Aujourd'hui, ils sont au pouvoir.

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles

Dans les heures qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001, bien avant que quiconque connaisse avec certitude l'identité de leur commanditaire, le ministre de la Défense Donald Rumsfeld aurait exigé que l'on dresse des plans pour une offensive contre l'Irak. Le lendemain, lors d'une réunion à la Maison-Blanche, Rumsfeld, à en croire Bob Woodward [dans son livre *Bush at War*], rappela que l'Irak devait être "l'une des premières cibles de la guerre contre le terrorisme".

A première vue, il peut paraître curieux que le choix de Rumsfeld se soit d'emblée porté sur l'Irak. Trop d'incertitudes planaient encore. Mais cette volonté d'attaquer Bagdad n'était pas impulsive. En fait, depuis le premier conflit contre l'Irak, en 1991, Rumsfeld et d'autres ont souhaité finir la guerre qu'ils avaient commencée. Ils l'ont exprimé dans des rapports transmis à la fin du mandat de George Bush père au ministre de la Défense de l'époque, Dick Cheney, puis ont maintenu leur pression, sous Clinton, quand ils n'étaient plus au pouvoir. Au printemps 1997, Rumsfeld, Cheney et d'autres se sont associés pour lancer le Projet pour le nouveau siècle américain (PNAC) et ont fait du lobbying en faveur d'un changement de régime à Bagdad.

Dans une lettre ouverte au président Clinton datée du 26 janvier 1998, le groupe appelait à "l'élimination du régime de Saddam Hussein". Dans une autre, adressée le 29 mai 1998 à Newt Gingrich, alors président républicain de la Chambre des représentants, et à Trent Lott, chef de file de la majorité républicaine au Sénat, ils se plaignaient de ne pas être écoutés par Clinton et recommandaient une nouvelle fois que

Saddam soit renversé. Les signataires étaient Donald Rumsfeld, William Kristol, rédacteur en chef du magazine conservateur *Weekly Standard* et président du PNAC, Elliott Abrams, inculpé dans l'affaire Iran-Contra, récemment nommé assistant spécial du président Bush pour le Proche-Orient, Paul Wolfowitz, aujourd'hui adjoint de Rumsfeld au Pentagone, John Bolton, actuellement sous-secrétaire d'Etat pour le contrôle des armements, Richard Perle, président du Conseil de politique de défense, Richard Armitage, adjoint de Colin Powell au département d'Etat, et Zalmay Khalilzad, ancien consultant du pétrolier Unocal et aujourd'hui envoyé spécial en Afghanistan [et auprès de l'opposition irakienne].

Le PNAC a également fait connaître ses opinions par le biais d'articles, de discours, d'éditoriaux et de livres. Quand George Bush a accédé à la présidence, beaucoup des plus fervents fidèles du PNAC se sont de nouveau retrouvés aux commandes de la politique étrangère américaine. En l'absence d'un "événement catastrophique et catalyseur, comme un nouveau Pearl Harbor", pour citer un rapport du PNAC intitulé "Rebuilding America's Defenses" [Reconstruire les défenses de l'Amérique], tous s'attendaient que les changements radicaux qu'ils préconisaient ne puissent être appliqués que lentement. Mais le 11 septembre 2001 ils l'ont eu, leur Pearl Harbor.

Malgré tout, l'administration Bush ne pouvait pas simplement entrer en guerre contre l'Irak sans, d'une façon ou d'une autre, rattacher l'opération aux attentats du 11 septembre. Elle s'est donc lancée dans un conflit sans grand risque contre l'Afghanistan, dont le régime taliban était effectivement lié à Oussama Ben Laden. Dans le même temps, la Maison-Blanche a déclenché une extraordinaire campagne de propagande pour convaincre l'opinion publique américaine que Saddam Hussein détient des armes de destruction massive et qu'il représente un danger imminent pour les Etats-Unis.

A en croire l'administration Bush, la gigantesque accumulation d'armes, d'avions de combat, de bâtiments de guerre et de soldats dans la région du Golfe est nécessaire pour prouver à Saddam Hussein que les Etats-Unis ne plaisantent pas. Les responsables répètent à l'envi que ces préparations ne signifient en rien que la guerre est inévitable. En fait, je crains que les amoureux de la guerre n'aient réussi à mettre en branle leur plan pas si secret que ça pour conquérir l'Irak et qu'il nous faudra bientôt vivre avec les conséquences de leur aventurisme.

Chalmers Johnson*

* Politologue. Son prochain livre s'intitule *The Sorrows of Empire: How the Americans Lost Their Country* (Les malheurs de l'empire : comment les Américains ont perdu leur pays).



► L'obsession de Bush. Dessin de Cajal, Equateur.

THE BUSH OBSESSION

IRAQ: UN inspectors find 11 empty warheads made to carry chemical agents

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: United Nations weapons inspectors said Thursday that they had found empty warheads designed to carry chemical agents while carrying out an inspection of a military storage area in Iraq.

But Baghdad countered immediately, saying the arms were short-range rockets mentioned in Iraq's December declaration on its weapons program.

A UN spokesman, Hiro Ueki, said that 11 empty 122mm chemical warheads, all in excellent condition, had been found, along with another that required further testing. He said they were not included in the Iraqi arms declaration presented to the Security Council on Dec. 7.

It was not immediately clear whether the warheads were now usable, how long they had been in place or whether inspectors had been led to them by intelligence information being supplied by the United States. But it was potentially the most dramatic discovery reported by the UN inspectors since they began their work in November.

The development came as the White House was continuing to press, at the United Nations and elsewhere, for a tight and aggressive schedule of inspections to resolve the crisis with Iraq, and as UN inspectors were asking for more time.

In Washington, Ari Fleischer, the White House spokesman, said the administration was assessing the information about the warheads and would be deliberate about reacting to it.

Iraq said that the munitions were not linked to any banned weapons program.

"These are 122mm rockets with an empty warhead," said General Hussam Mohammed Amin, chief of the National Monitoring Directorate. "There are no chemical or biological agents or weapons of mass destruction," Reuters quoted him as saying.

The general said the rockets were "expired" and in closed wooden boxes "that we had forgotten about." He challenged UN inspectors to disprove his claim.

John Negroponte, the U.S. ambassador to the United Nations, reacted with caution. "We'll have to wait and see what further develops," he said.

The discovery in Iraq could be used by the Bush administration as evidence for its frequent assertion that Iraq has concealed weapons of mass destruction.

Whether the warheads might constitute the "smoking gun" of blatant Iraqi

defiance that could be used to justify war — or whether they were simply overlooked munitions, possibly from Iraq's war with Iran in the 1980s — was less certain.

Washington has said that a 12,000-page Iraqi report presented to the Security Council on Dec. 7 neglected to account for thousands of chemical munitions. U.S. officials denounced the report as so inadequate as to amount to a "material breach" of UN resolutions, providing potential justification for war.

The warhead discovery came as President George W. Bush was saying for the second time in a week that "time is running out" for Iraq to avert war by actively disarming.

Ueki did not attempt to assess the significance of the discovery, made during an inspection of the Ukhaider Ammunition Storage Area, where a large group of bunkers was constructed in the late 1990s.

"The warheads were in excellent condition and were similar to ones imported by Iraq during the late 1980s," a UN statement said. "The team used portable X-Ray equipment to conduct preliminary analysis of one of the warheads and collected samples for chemical testing."

The chief UN inspector in charge of nuclear programs, Mohamed El-Baradei, said Thursday that he would formally ask the Security Council for several more months more to do his work, the Interfax news agency reported from Moscow, where he was concluding a visit.

The chief weapons inspector, Hans Blix, has coupled his own calls for more time with steadily amplified warnings to Baghdad of the need for fuller cooperation. The situation, he said Thursday in Brussels, was "very tense and very dangerous." Blix said he would press Iraqi officials, in meetings this weekend also involving El-Baradei, for much more active cooperation.

In New York, Security Council members debated the timeline for continued inspections or possible military action essentially the question of whether a crucial Jan. 27 briefing to the council will represent "the beginning of the inspection and monitoring process," as the chief inspector has put it, or the beginning of final deliberations on a possible war, as some Bush administration officials have hinted.

Ambassador Negroponte said that no decisions had been made. But he said there was a "harmony" of views on the need to move forward in a way that "maintains Council unity, on the one hand, and keeps pressure on Iraq" to

fully and immediately cooperate, on the other.

"The lead still remains with the inspectors that's the U.K. view," said Jeremy Greenstock, the British ambassador to the United Nations. But he urged the UN teams to move ahead expeditiously.

Ari Fleischer, the White House spokesman, referred Thursday to Jan. 27, when UN arms inspectors are to present a major report to the council on their progress in Iraq, as "an important date."

President Bush appeared to underscore that point Thursday when he said for the second time this week that "time is running out" for Saddam Hussein to avert war by ridding himself of any banned biological, chemical or nuclear weapons.

"So far, the evidence hasn't been very good that he is disarming," Bush said during a visit to Scranton, Pennsylvania.

"At some point in time, the United States' patience will run out. In the name of peace, if he does not disarm, I will lead a coalition of the willing to disarm Saddam Hussein."

Speaking as the Security Council debate was under way on whether a second resolution should be required before military action against Iraq, Fleischer said that the UN had already spoken "powerfully" when it adopted Resolution 1441 in November. That resolution threatens "serious consequences" if Iraq fails to disarm.

But France, Russia and several other countries have said they believe any attack on Iraq should come only if a new resolution specifically authorizes it, and only after inspectors have had time to do their work.

Blix told the Security Council last week that his teams were still building up to their full capabilities; some laboratory equipment and vehicles had yet to be delivered. He said he would lay out the crucial remaining tasks in a report to the council in late March.

He has said that he was operating not only under Resolution 1441 but also under the earlier Resolution 1284, which established his UN Monitoring, Verification and Inspection Commission. Under its terms, he said, he views the Jan. 27 report as simply part of a process, to be followed by another major report in March.

Negroponte said Thursday after the Security Council meeting that "both resolutions are valid both of them are in force."

Fleischer, the White House spokesman, acknowledged earlier that there was "division among different nations" about whether a new resolution would be required before military action.

A top adviser to Saddam said Thursday that Iraq was ready to resolve any problems with Blix and ElBaradei when they visit Baghdad beginning Sunday.

Friday, January 17, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Goal: fall of Saddam

Saudis seek to talk him into exile

By Patrick E. Tyler

The New York Times

RIYADH: Increasingly desperate to avoid war, Saudi Arabia is engaged in a campaign to incite Iraqi security forces to overthrow Saddam Hussein if he continues to refuse to step down or go into exile, officials here say.

The Saudi leadership is advocating Saddam's removal as part of a war-avoidance strategy even as the kingdom signals Washington that it will cooperate extensively with a U.S. military buildup in the Gulf, including offering the use of crucial bases and airspace, Saudi officials said last week.

It seems possible that a number of Arab and Muslim states could join the effort this week as Turkey seeks to assemble Iraq's neighbors for urgent discussions in Ankara with an explicit agenda of averting military conflict, although a number of Saudi officials said they considered averting a conflict to be a remote possibility.

Turkey's prime minister, Abdullah Gul, said Friday that he had encouraged Saddam to consider stepping down.

In Washington on Sunday, U.S. officials urged Hussein to seek exile and spare his country a possibly devastating war. Both Defense Secretary Donald Rumsfeld and Secretary of State Colin Powell said that exile, possibly following an agreement to provide amnesty to senior Iraqi officials, would be far better than war.

Despite statements from Baghdad that Saddam is not negotiating exile offers, reports here continue to circulate among Saudis close to the royal family that a high-ranking officer in the Saudi Interior Ministry visited Baghdad in December and opened discussions with Saddam's son Qusay on a proposal that would allow Saddam and his extended family to go into exile.

The offer was made in a detailed presentation that included a pledge from the House of Saud to honor an amnesty in perpetuity no matter who takes the throne after King Fahd.

New reports of a Saudi plan aimed at averting a war by encouraging Saddam's removal, perhaps through a Security Council resolution granting amnesty to senior Iraqi officials who assist in his ouster, have circulated in recent days. Saudi officials cautioned, however, that while they are formulating a general amnesty plan, there is no concrete proposal yet.

"The Americans want to get Saddam out by military means and we want to get him out by psychological intensification," an adviser to the Saudi royal family said. "The most important thing for the generals and everyone else in Iraq is to separate themselves from Saddam, especially if he wants to kill him-

self through resistance and through war that will take everyone with him."

Another adviser to the royal court said senior officials here were pressing the campaign mostly in unofficial statements that they know will be broadcast into Iraq and through private diplomatic and intelligence channels, "because no one wants this war" and because "no one wants to be quoted publicly as advocating the overthrow of another sovereign state."

The kingdom's day-to-day ruler, Crown Prince Abdullah, is seeking to demonstrate, aides say, that he and other Arab and Muslim leaders are doing all they can to avert a military assault on Iraq without directly challenging the Bush administration's position that war is coming if Saddam fails to disgorge the weapons of mass destruction that Washington insists he is still hiding.

Part of the Saudi strategy is undeniably aimed at domestic public opinion here and more broadly in the Arab world, where public opinion is opposed to a U.S.-led attack on Iraq, even though Saddam is reviled by many Arabs as dangerous and repressive.

At the same time, many Arab leaders appear to believe that any option that removes Saddam without resorting to war is far superior to a destructive military campaign whose consequences are unpredictable and potentially destabilizing for Arab governments.

direct contact with Iraqi military leaders, but were seeking to influence them through public statements that emphasized that Iraq's destiny was in the hands of the guards and officers who have preserved Saddam's power for 23 years.

Separately from the exchanges in intelligence channels, Saudi officials have increased their warnings to Baghdad that time is running out and that if an amnesty or exile agreement cannot be reached, Arab leaders hope that the Iraqi military and security services will

'I don't think any leader loses by not going to war. We want the Americans to slow down.'

"I don't think any leader loses by not going to war," said an adviser to the royal court. "We want the Americans to slow down."

"With hundreds of United Nations inspectors in Iraq, wouldn't it make sense to wait until the end of the year since we have Saddam under control?" he asked. "Doesn't it make sense to avoid the \$100 billion cost of a war and to try to engineer Saddam's removal in the meantime?"

Saudi officials said they were not in

undertake the riskier course of forcing Saddam from power.

Both Crown Prince Abdullah and the Saudi foreign minister, Prince Saud al Faisal, have made public statements in recent weeks that Arab states should be given an opportunity to intervene diplomatically to provide an exit strategy for Saddam if Iraq is judged by the United Nations Security Council to have failed to comply with Resolution 1441, which demands a full accounting of its secret weapons programs.

"Iraq is dear to us," Crown Prince Abdullah told an audience in Riyadh last week.

"Its people are our people, they are a precious part of the Muslim and Arab nation. If the United Nations, God forbid, takes the decision to declare war, the Arabs will have only one request, that is to be given a chance to talk with Iraq about a solution capable of preventing a war."

It seemed possible, some analysts here suggested, that Saddam's refusal thus far to accept an amnesty offer has prompted the Saudis to ratchet up the pressure by calling on Iraqi officers and security forces to overthrow him.

■ A grant of immunity?

In Washington, Defense Secretary Rumsfeld was asked on ABC-TV whether he would support a grant of immunity to Iraqi leaders from war crimes charges to lure them into exile, The International Herald Tribune reported.

He said that he would "recommend that some provision be made so that the senior leadership in that country and their families could be provided haven in some other country." But Powell, Rumsfeld and Condoleezza Rice, the national security adviser, all echoed President George W. Bush's warning that "time is running out" for Iraq to cooperate fully with the United Nations and avoid war.

Powell said, moreover, that even the replacement of Saddam Hussein and his government by a new Iraqi leadership would not necessarily meet U.S. demands for "regime change." The United States would want to be certain, he said, that any successor regime met the same UN goals, including full and unstinting disarmament.

Powell and Rumsfeld were responding in part to reports that Turkey and several Arab countries were attempting diplomatically to encourage the Iraqi leader to seek exile.

But Bush administration officials have acknowledged, even while encouraging such a move, that Saddam appears highly unlikely to leave his country.

The New York Times

January 20, 2003

Kirkuk: Iraq's northern tinderbox 12,000 Turkish soldiers are poised to intervene if Kurds move to retake the oil-rich city of Kirkuk

By Scott Peterson

Christian Science Monitor January 13, 2003

BARDA KAROMAN CAMP, NORTHERN IRAQ - During the day, the expelled Kurdish family can barely fit inside their makeshift A-frame tent, with its paper-thin tarp covering.

They fit better at night, when all eight members of the Karem family squeeze together like cordwood on the stone-cold floor, huddled close under eight thick woolen blankets.

These Iraqi Kurds are among the latest to be forced from the northern oil city of Kirkuk, as part of Saddam Hussein's long-standing "Arabization" campaign. Its aim is to ethnically cleanse Kirkuk and make it an Arab city.

Kirkuk looms large for US strategic planners because Kurds like the Karems claim the city - and its wealth - as their historical heritage. But Turkey warns that any attempt by Iraqi Kurds to seize control of Kirkuk - as they did briefly during a 1991 uprising - will spark a Turkish military reaction. Turkey announced last week that it has boosted its military strength inside northern Iraq to 12,000 troops, with armor. It is concerned that any increase of Kurdish sovereignty in northern Iraq will prompt unrest among Turkish Kurds.

But it's the determination of Kurdish families - some 100,000 ethnic Kurds and Turkmen were expelled from Kirkuk during the past three decades - that is expected to present a key challenge to any American occupation of Iraq.

"In the night I can't sleep, because I worry about my children," says mother Hamdiya Abdulrahman Karem, standing outside her tent home just inside the border of the Kurdish-controlled territory of northern Iraq.

Kirkuk is the likely fulcrum of US military plans for deployment in northern Iraq. The area is one of two leading Iraqi oil sites with more than 10 billion barrels of proven reserves, analysts say. But competing claims to the city by Kurds, Turkmen, and Turkey - complicated further by decades of enforced demographic change by Iraqi governments - promise to entangle US forces. "If the Kurds wake up one morning and find that Iraqi military checkpoints aren't there, they will be back in Kirkuk in a matter of minutes," says John Fawcett, an Iraq expert and author of a recent Brookings Institution report on displaced people in Iraq.

"It could be a race for Kirkuk ... that is prone to agent provocateur attacks," Mr. Fawcett says. "It wouldn't take too much to get Kurds fighting each other, Kurds fighting Turkmen, Turkmen calling in the Turks, and whatever remains of the Iraqi military.

"It could be quite a distraction for an invading army," Fawcett adds. "I'm not absolutely confident that these scenarios have been thought through in US military circles." Despite Turkey's warnings about Kirkuk, the Kurds aren't backing down. "Kirkuk is an important issue for us - it embodies the suffering of Kurds and the most brutal ethnic cleansing," says Barham Salih, prime minister of one of two main Kurdish factions in northern Iraq. "Kurds can't feel safe in Iraq until the historical injustice of Kirkuk is redressed. Iraq can't be at peace without reversing ethnic cleansing."

Mr. Salih says it is "naive to think it can be solved by force only." But establishing justice after so many years of forced population shifts can be a minefield for outsiders, as the examples of Bosnia and Kosovo attest. "Some people have been away from their ancestral homes for up to 30 years or more - do they have the same rights as those who were moved out of a home in Kirkuk last week?" says Michael Amitay, director of the Washington Kurdish Institute.

The "Arabization" of Kirkuk is only one facet in a much broader policy that Baghdad has used to control this oil-rich and fertile land, while trying to crush opposition among populations embittered by Mr. Hussein's repressive rule.

An estimated 800,000 Kurds were forced to move from 4,000 villages blown up and bulldozed in northern Iraq during Baghdad's Anfal campaign of 1988. UN and human rights groups put the death toll at upwards of 100,000; poisonous gas was used against scores of Kurdish villages. In southern Iraq, Shia Muslims who make up the majority of Iraq's population have been hardest hit, with the draining of marshes and brutal tactics - including assassination of key leaders - resulting in some 200,000 displaced. In the north, the last census of Kirkuk thought to be accurate was taken in 1957. It showed Turkmen with a plurality in Kirkuk city, and Kurds with a plurality in the wider province. Arabs are now in the majority throughout - creating a potentially explosive mix.

It is widely believed that "as soon as the battle begins, Arabs and others who have been resettled in Kirkuk will see the writing on the wall and get out of town," says Mr. Amitay, who notes that most Arabs left during the brief Kurdish seizure in 1991.

The collapse of the Kurdish uprising then caused another exodus of up to 1.5 million Kurds, who fled to Turkey and Iran. But while dislocation is part of life here, that doesn't ease the predicament of the Karem family. They lived on edge in Kirkuk for many years, and watched many Kurdish neighbors be forcibly evicted. "The police came to our house and told us to go six times, but we refused. Finally they said: 'If you do not go tomorrow, we will capture you and put you in prison,'" says Mrs. Abdulrahman.

The family piled their possessions and six children into a truck, and - steeped in anger - left the five-room house where they had lived for 21 years.

Now wood is stacked for winter burning beside this flimsy tent; the youngest son, Mohamed, plays with a bent and rusty nail. But the forced departure is a mixed blessing, since here they are free of Hussein's regime. "The balance is between living in a big house and being afraid, or in a tent and living in peace," Abdulrahman says.

"We worried for our lives there, about security, about our father and [older] brother. If they were arrested, we would be alone," echoes daughter Scala Hassan Hamid, 18, who notes that the men were pressured to join Hussein's "Jerusalem" militia force. "The big change here is that now I have freedom."

"All of us are waiting for the US to attack Iraq, and finish with this regime," says Hidayet Fayaz, a camp resident. "If the Americans attack Iraq, all of us will become guerrillas to liberate our city." Which is what US planners are worried may happen. A tripartite agreement between the US, Iraqi Kurds, and Turkey could stem a bloody result, though even if one were brokered, that "doesn't mean things can't go wrong very, very quickly," says Iraq expert Fawcett, who visited northern Iraq last fall.

'The population bomb'

Kirkuk presents a double challenge for American forces. "It's not just how you fight and win the war - I'm sure they've thought through virtually everything on that. But how do you deal with the population bomb? How do you adjudicate disputes?" asks Fawcett. Preserving official documents in Kirkuk - from birth and land ownership records, to lists of who was forced out and who was moved in - will be key to preventing future headaches. But that's a tall order for soldiers who will be expected to wage war at the same time.

"It's very tricky, and we've never gotten it right in any of these interventions; we've always screwed it up," Fawcett says. Unless American forces establish an "adjudication process that has some rule of law to it, rather than rule of the Kalishnikov ... the US military is going to be sitting there [imposing] martial law for some time."

* * * *

Kurdish leader denies Saddam foes feuding

By David R. Sands

THE WASHINGTON TIMES January 17, 2003

A top Iraqi Kurdish leader yesterday said there are no divisions among the country's exiled opposition groups in their drive to oust Saddam Hussein, adding that critics have exaggerated the differences in a bid to undermine the campaign against Baghdad.

The postponement of a follow-up meeting to last month's landmark opposition conference in London raised new concerns that the perennially divided exiles had returned to their feuding ways. But Barham Salih, a top official in the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two major Kurdish parties in the U.S.-backed opposition coalition, said in an interview that the meeting was put off for logistical reasons, not ideological differences.

"Sometimes I'm surprised by the standards that are placed on the Iraqi opposition to be unified," said Mr. Salih, who met with Vice President Richard B. Cheney and National Security Adviser Condoleezza Rice during a visit to Washington this week. "The bar of unity is set unfairly high for us." The groups, which include the London-based Iraqi National Congress and a Shi'ite Arab militia based in Iran, "all agree on the goal of a democratic, united, federal government in Baghdad," Mr. Salih said. "I'm afraid some people want to exaggerate our differences to prove an argument that the situation in Iraq cannot be improved by confronting Saddam," he said. Mr. Salih said his greatest fear is that the U.S.-led effort against Saddam will stop short of victory once again, focusing on disarming Baghdad but not ensuring that

Saddam and his supporters are ousted and democracy is firmly established in the country. Iraq's weapons of mass destruction "are the symptom, but the disease is a dictatorship committed to aggression, to repression, to violence against its own people and its neighbors," he said.

He said he shares the concern of several U.S. officials that Iraq may be able to frustrate the current round of U.N. weapons inspections and slow the momentum for military action. He predicted that U.S. and international forces would have to confront Iraq repeatedly if the current regime survived. Mr. Salih said the Bush administration has not directly asked long-time PUK leader Jalal Talabani to consider heading a post-Saddam Iraqi government, but he noted that the idea has been gaining currency, including among the majority Shi'ite Arabs and the minority Sunni Arabs that would share power in a federal Iraq.

Kurds are Muslims but not Arabs.

Mr. Salih said the PUK leader was "reluctant to take any official position" in a new government, but he pointedly did not exclude the possibility that he might reconsider. He noted that an Iraqi Kurdish leader in Baghdad would finesse many of the power-sharing questions posed by the two Arab communities, and also would be a powerful symbol of the often-rebellious Iraqi Kurdish community's commitment to an unified Iraq.

Iraq's neighbors Turkey, Syria and Iran all have expressed reservations about a U.S.-led military strike in part for fear it will revive Kurdish ambitions for a separate state in the region.

"It would be the ultimate affirmation of Iraq's territorial integrity to have a Kurd as president," he noted, but said speculation that a Talabani candidacy was in the works was "premature." Mr. Salih said he was encouraged by talks this week with U.S. officials about the need for a political transformation of Iraq. He said talks this week also focused on new efforts by Baghdad to cut off trade in regions of Iraq controlled by the PUK and the rival Kurdish Democratic Party.

* * * *

Frightened Iraqis streaming into northern refuge

Reuters

January 15, 2003 By Jon Hemming

CHAMCHAMAL, Iraq, Jan 16 (Reuters) - Jailed, tortured, then forced to flee his home in Iraq to the quagmire of a Kurdish camp, Hamid says if war comes he will go no further, but stand and fight government troops until he gets his home back or dies.

Others, though, are not so sure and are making plans to head for the traditional Kurdish refuge of the mountains. Aid workers fear a humanitarian crisis as more Iraqis head for the breakaway Kurdish enclave in northern Iraq and supplies of food and fuel are cut off. "We will support any attack on Iraq and go back home," said Hamid defiantly. "We will defend ourselves and our region." But those around him nervously eyed the Iraqi government front lines on the distant ridge, wary of the destruction which could be wrought by the tanks and artillery positioned there.

"Even looking at them gives us a headache," said one.

Kurdish and Turkmen families crowd the mud streets and canvas tents of the Takia resettlement camp just inside Kurdish-held territory after being expelled from the city of Kirkuk under President Saddam Hussein's Arabisation programme.

They wonder whether they should wait for a new house in the Kurdish region, wait for war to win their homes in Kirkuk back or go on the move yet again, further away from danger. In the nearby town of Chamchamal, in the shadow of the Iraqi positions, ordinary Kurds listen intently to the news of U.S. preparation for a possible war in Iraq in order to decide when is the best moment to join relatives in villages and sit out the conflict.

"Those troops are not coming for nothing," says Ferman, the headman of one outlying village. "Some of our family members from Chamchamal have asked us to prepare places for them for when the war starts. People will come to our village, but we will not leave."

HOMELESS IRAQIS

The United Nations, in a document disclosed earlier this month, predicted a huge refugee problem in the event of war on Iraq with as many as 900,000 Iraqis heading for neighbouring countries. Another two million could be driven from their homes but remain inside Iraq, where access by relief agencies would be a problem due to fighting, U.N. emergency planners said.

Many Iraqis may well head for the comparative safety of the Kurdish-run enclave of northern Iraq which slipped from Baghdad's control after the 1991 Gulf War and is now protected by a U.S. and British-enforced no fly zone, aid workers said. But more arrivals in time of war would put severe strain on the ability of local Kurdish rulers and relief bodies to cope.

Some two million people in the north rely on rations distributed under the U.N. "oil-for-food" programme and brought to the north through government controlled territory. That lifeline would almost certainly be cut off if war breaks out.

On top of that, almost all the fuel for transport, heating and cooking consumed by the Kurds also comes from Baghdad. The Kurds have very limited storage capacities and would be hard pressed soon after hostilities began, the aid workers said. Yet few Kurds foresee a repeat of the 1991 mass exodus to neighbouring Iran and Turkey which ensued after President George Bush senior first encouraged Iraq's Kurds to rebel then allowed Saddam's helicopter gunships and troops free rein to crush the uprising.

The international community, and President George W. Bush junior in particular, they hope, will not let them down this time.

* * * *

Safeguarding Kurdish national interests within the expected regime change in Iraq

KurdishMedia.com

By Jamal Fuad, Rashid Karadaghi,
Bakhtiar Zuhdi & Saman Shali
16 January 2003

Discussions on changing the Iraqi regime has taken the center stage in the world's daily news and political analyses. The Iraqi Opposition groups have also been actively engaged in haphazardly planning for the period of "after Saddam" scenarios, each group pushing for their own agenda to maximize their own gains and ambition. Further, concerned states are poised to benefit one way or another from the demise of the Iraqi regime. The Kurdish opposition on the other hand has not been an effective player for an insured political future to at least be at par to what the Kurds now enjoy in Iraq.

In this connection, we feel strongly that the Kurdish question has not only been totally marginalized and sidetracked, but plans are being laid out to completely ignore the legitimate rights of the Kurdish people, being substituted for by an uncertain federal state, limiting it to an internal issue to be taken care of within the course of an uncertain future constitution that may be drawn once the Opposition has taken over.

Our Kurdish leaders have not adequately addressed the Kurdish rights to self-determination, emphasizing always that the Kurds would be the spearhead of a "united Iraq," accepting at the same time severe limitations imposed on the Kurdish inalienable rights to correcting injustices they have suffered in the past 80 years. Since the unjust, illegal and greedy partition of Kurdistan, there has been a continuous infringement of our national and political rights, being embattled through total distortion in the media, use of weapons of mass destruction, ethnic cleaning practices, physical destruction, mass executions, torture, and relocation outside the Kurdish homeland. Our leaders are also forgetting that some of our adversaries have denied our very existence as a separate national entity, identifying us as people who were lost in the mountains and have forgotten their true national belonging. These are the very authorities the Kurds are trying to appease, knowing very well that appeasement can only bring contempt from the very people they try to please. This is not acceptable.

We, the independent Kurds of the Diaspora, consider that the current situation in Kurdistan as an unnatural situation, brought about by earlier imperial rivalries, whether between the Ottoman and Persian empires, or more recently at the end of the WW1, by those who conquered the Ottomans and redrew the map on strict interests of the conqueror. These later handed over their responsibilities to the states that eventually took root in the region. Thus the Kurdish people found themselves divided across the borders of four states, Turkey keeping the lion's share, Syria was left with a strip, the Musul Wilayet went to Iraq with its 85%Kurdish population, while Iran had earlier (circa 1634) annexed a fourth sector to its territories. Subsequently the Kurds, numbering over 35 million people, are finding themselves a minority, without national rights, or even cultural rights (as in Turkey), or their recognition as having a tacit national identity. The Kurdish people will no longer accept this status quo to last forever.

A simple look at the map of Kurdistan, ignoring current national boundaries drawn up at the end of the WW1, will clearly show that this area, we call Kurdistan, is a continuous connected mass of land, with a stretch of a population speaking

the same language, having the same tradition, clothing habits, genealogically alike, and follow the same economical endeavors, similar to those practiced by their neighbors regardless of the arbitrary line drawn between them. As a matter of fact, many families and properties were separated and divided by the artificial border that cut across family and borderlines. These observations are not concocted out of a narrow chauvinistic ideology but are facts that can be verified by independent observers who wish to investigate them.

While temporary measures could be taken for short or strategic purposes, the rights of the Kurdish people to full self-determination should be clearly spelled out and declared to all nations of the world. We, as Kurds, must declare to the world that all the 35 million people who live currently in Iraq, Iran, Turkey and Syria, are but one nation, the largest ethnic group in the world without a state and that our land is but one land we call "Kurdistan," currently under occupation. We demand that this right to be safeguarded and openly proclaimed, notwithstanding any temporary measures that are being taken in response to specific geopolitical and regional circumstances.

With respect to the current ongoing crisis with Iraq, we find that many countries have queued to benefit from its outcome. Billions of dollars are being sought to compensate for expected financial losses, while the Kurdish people, who have suffered the most from the rule of Saddam, have been marginalized, completely sidetracked, denied their rights to properties taken away from them, when they were evicted from their homes in the ongoing ethnic cleaning campaigns in areas separating the Kurdish enclave from those under the rule of Saddam. We find Turkey threatening to stop the Kurdish people from repossessing their properties taken away by the Iraqi regime. Turkish writers present a biased picture on the city of Kirkuk and the Turkoman issue in Iraq. The Turkomans are remnants of the occupying Ottoman armies and have absolutely no claim on any territory in South Kurdistan. While Turkey is ready to establish an autonomous region for these Turkomans, it denies (and has denied for the past 80 years) the rights of about 20 million Kurds in north Kurdistan to practise their native language, tradition, let alone their national rights. They ignore the fact that Kurds were in Anatolia 4000 years before any Turks set foot in the area.

Regarding the Iraqi Opposition Strategy for the future of Iraq, the Kurdish participants should not allow the Federal agreement to be negotiable or be given to a plebiscite across Iraq. On the issue of federalism the decision must be final. A clause must be inserted in the constitution that will be drawn up for Iraq. This clause, once agreed upon by the current Iraqi Opposition should not be open for discussion by the Iraqi (Arab) majority population. Any required future change that would be found necessary would be done only with the consent of the Kurdish elected representatives. The Kurdish side should have the veto power on carrying out any such changes. In this connection, we request that the British and the Americans witness such an agreement and be signatories to the final phrasing agreed upon to insure its implementation. The lack of trust by the Kurdish side makes American and British guarantees an absolute necessity for any agreement to be viable.

The current resolutions drawn up by the Opposition on federalism vis-a-vis the Kurds are weak and liable to interpretation and changes, especially when it is left to the majority of the Iraqi Arab population to vote on in the future. Notwithstanding the current existing seemingly good intentions, the Kurdish side, having had bitter past experiences, must take adequate precaution to insure that nothing is to be amended to decrease the effectiveness of a true federal system where the Kurds will enjoy full national, financial, social, economic, military, cultural and human rights.

It should also be made very clear to the Iraqi Opposition and all concerned parties that this "federal" status should not in anyway infringe on the right of the Kurdish people to self-determination when such an opportunity arises in the course of historical development. The Iraqi permanent constitution must state unambiguously the right of the Kurdish people to full self-determination, including independence, with no strings attached.

In order to strengthen the Kurdish side in the current ongoing negotiations with the Iraqi Opposition, we the Independent Kurdish nationals in Diaspora see that the two main Kurdish parties involved should address seriously the following:

- A United Front is an essential first step to strengthen the Kurdish leadership to be emboldened in the face of our adversaries;
- Both parties should realize that the Kurdish national interest must supersede any and all narrow party interests.
- The two Political parties must present a critical vision of Kurdistan and highlight specific aims for the short and long terms, issue a declaration in the form of a Manifesto, to clearly show where we stand and where we want to go, and means of achieving such objectives. Such visions once laid out should be adhered to without meandering or personal interpretations that may deflate the essential policy set out in the Manifesto.

The two parties should abandon the policy of appeasement and patronization. They should be frank with ourselves and with our neighbors and with the international communities we deal with. They should refrain from comments solely to patronize and please their clients.

Recent steps taken in Southern Kurdistan to reconvene the joint Parliament is a welcome step in the right direction. However, as welcome as this step is, it should immediately be followed by setting up a joint government to convince the

people of the true intention of the renewed unity efforts, and that the two political parties are united at heart for all Kurds. They will prove to the Kurdish people that they are determined to follow on this path of unity to build a solid ground for defending the Kurdish rights, to safeguard Kurdish political gains from threats coming from inside or outside our region.

The time has come for a joint policy to resolve the dilemma of the Kurdish people. The time is now for joint planning. The time is ripe to clearly define Kurdish national aspirations and to get what concessions we can get, whenever and wherever we can, as long as it is a step in the right direction, and as would be identified in the Manifesto. Following this line of thinking, no Kurdish group should undermine progress achieved by any Kurdish group wherever they are. We should be supportive of any progress made by the Kurdish people in any part of Greater Kurdistan. We should consider advancement of the Kurdish political agenda anywhere in Kurdistan as our own and support it.

The Kurdish people will lose confidence in their political parties if they do not show a new vision for the Kurdish people to follow. The Kurdish people everywhere are awaiting a sincere effort by the political parties in Kurdistan to seriously address their shortcomings and to establish a sound base to operate from with full confidence, true unity, with the full support of the Kurdish people.

The time for Kurdistan is now.

* * * *

Opposition to meet inside Iraq

Financial Times By Guy Dinmore
in Washington and Gareth Smyth in Beirut January 19 2003

The US is backing a planned meeting of Iraqi opposition leaders, to be held inside northern Iraq early next month, according to opposition groups that last week held talks with officials in Washington. The meeting, to be held in Kurdish-controlled Salahuddin, will form part of continuing efforts to develop a common strategy for replacing President Saddam Hussein. Hoshiyar Zabari, a senior official of the Kurdistan Democratic party (KDP), said it was planned for early February.

The meeting had been due to take place in mid-January, but was postponed for various reasons, including security fears and suggestions that it was better to wait for Hans Blix, head of the UN weapons inspectors in Iraq, to present his report to the Security Council on January 27. Mr Zabari said Condoleezza Rice, US national security adviser, had told opposition groups last week that the US looked to them as a partner. The opposition is concerned that the US would prefer to replace Mr Hussein with another military leader through a palace coup in Baghdad.

A US official confirmed that the Bush administration supported the proposed gathering, but declined to say who would attend. According to Mr Zabari, senior US representatives would include Zalmay Khalilzad, the US envoy to last month's London conference of the Iraqi opposition. Salahuddin, the political headquarters of the KDP, lies on a steep hill overlooking the plain leading to the front line between Kurdish and Iraqi forces about 40 miles away. Aid workers in the region said they had heard reports that US special forces had arrived to secure some areas. The meeting is a follow-up to the London conference, which formed a 65-member council from six opposition groups.

Mr Zabari said the council needed to structure itself, but that there were no plans to set up a provisional interim government in Salahuddin.

On this the US agrees. But there are sharp differences among the disparate Iraqi factions, and with the US, over forming a future Iraqi administration and its make-up. Hamid Bayati, an official of the Iranian-backed Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (Sciri), said some in the opposition had not given up hope of expanding the council to include independents. Despite advanced military planning for war on Iraq, the council has no funding and no real structure. The US will shortly begin training around 3,000 Iraqis in Hungary to assist US forces in any ground invasion. Their role is expected mainly to involve interpreting and civilian-military liaison.

Sciri and the two Kurdish parties - the groups with fighters inside Iraq - are boycotting the scheme. "Despite all the [US] assurances about involving the opposition and wanting representative government in Iraq, the tangible results are not there," said Mr Bayati. "The Americans are obsessed with secrecy, no one knows what they are planning."

* * * *

La Turquie prépare la guerre à reculons

ISTANBUL

De notre correspondante

Si la Turquie n'avait pas freiné les Américains, l'Irak serait déjà aujourd'hui sous les bombes. C'est en tout cas la conviction du premier ministre turc, Abdullah Gül, qui l'a déclaré aux responsables des partis d'opposition en fin de semaine passée. Tout indique que la Turquie a décidé de collaborer avec les États-Unis pour ouvrir un front au nord de l'Irak. Mais elle essaie aussi de donner une dernière chance à la paix. Lors d'un sommet réunissant à Ankara les autorités civiles et militaires sous l'autorité du président de la République, la Turquie a ainsi lié sa position aux décisions de l'ONU tout en facilitant les préparatifs guerriers des Américains.

Une attaque concomitante au nord et au sud de l'Irak permettrait à la guerre de se terminer beaucoup plus rapidement, en deux semaines, selon la promesse faite par les Américains au premier ministre turc. Ankara a toutefois contraint Washington à réduire sérieusement l'ampleur de son attaque nord. Les premiers plans évoquaient le stationnement de 120 000 soldats américains en Turquie. Il ne s'agit plus aujourd'hui que d'accueillir à Silopi, à la frontière turco-irakienne, une force de 20 000 à 25 000 personnes.

Les États-Unis ont récemment forcé l'allure, adressant des menaces à peine voilées par l'intermédiaire de leur ancien ambassadeur à Ankara, Mark Payris. « Il faut que la Turquie se décide. Il sera trop tard pour venir quémander quelque chose quand la table de paix sera installée », avait-il déclaré à des journalistes turcs il y a une dizaine de jours, alors qu'une

délégation de 315 hommes d'affaires turcs, emmenés par le ministre en charge du commerce extérieur, était à Bagdad afin de postuler à certains marchés publics. « La Turquie a été très coopérative. Je m'attends à ce qu'elle le soit également à l'avenir », a de son côté affirmé le chef d'état-major américain, le général Myers, à l'issue d'entretiens hier avec son



APP PHOTO BRANKERIM OTTEN

Des manifestants défilent contre la guerre à Istanbul, vendredi dernier. Les autorités turques vont collaborer avec les États-Unis mais veulent favoriser la paix.

homologue turc, le général Hilmi Ozkok.

Porté au pouvoir par les élections du 3 novembre dernier, le jeune gouvernement turc, issu de la mouvance islamique, tente de ménager la chèvre et le chou. L'opinion est très largement opposée à l'idée d'une guerre contre ce pays voisin. Outre le drame humain, le fait que l'Irak n'est pas perçu comme une menace sur la Turquie donne au public le sentiment d'avoir à servir les intérêts américains dans une cause injuste.

Le parti au pouvoir est tiraillé entre deux positions

Comme le remarque Soli Ozel, spécialiste en relations internationales à l'université Bilgi d'Istanbul, l'AK Partisi, au pouvoir, est pris entre le marteau et l'enclume. Certains de ses députés pensent que cette guerre est menée contre les musulmans. L'attitude jugée hésitante du gouvernement avait exaspéré les militaires qui, il y a deux semaines, lors d'une réception donnée aux médias, ont accusé les autorités civiles d'encourager les activités fondamentalistes et lui ont reproché de tarder à répondre aux sollicitations américaines.

L'armée, elle, a tranché. L'opération ne doit pas se faire sans la Turquie, sinon elle risquera de perdre son statut de puissance régionale alliée privilégiée des Américains. L'état-major espère égale-

ment pouvoir déployer 20 000 de ses hommes en Irak du Nord. Officiellement pour permettre de

contenir un flot de réfugiés qui, comme en 1991, ne devrait pas manquer de se déverser sur les routes et que la Turquie espère pouvoir installer dans des camps déjà en place. Plus prosaïquement, les Turcs ne voudraient pas que les chefs kurdes d'Irak du Nord n'aient « de mauvaises idées » et affirment des prétentions indépendantistes à la faveur des combats. Mais pour l'envoi de troupes à l'étranger, l'état-major a besoin d'un vote du Parlement.

L'approche d'une guerre fait reculer la reprise économique

Avec l'approche de la guerre, les Turcs voient également s'éloigner l'espoir d'une reprise économique, après deux années de forte dépression. Une attaque sur l'Irak au printemps, alors que les Européens planifient leurs vacances, équivaut au torpillage de la saison touristique estivale.

En parallèle à la collaboration avec les États-Unis, le premier ministre Abdullah Gül a lancé une offensive diplomatique en direction de ses voisins, visitant ces derniers jours la Jordanie, la Syrie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et l'Iran au nom d'une « diplomatie active de paix ». Il souhaiterait réunir ces pays lors d'un sommet régional à Ankara cette semaine. Celui-ci pourrait avoir lieu au niveau des ministres des affaires étrangères. Ces cinq pays en ont en effet accepté le principe, hier, mais aucune date n'a encore été fixée.

Nükte V. ORTACQ

MARDI 21 JANVIER 2003

La Croix



Démission ou éviction, Saddam au cœur des tractations

Le « plan saoudien » semble séduire les Etats-Unis.

« **T**echnique de guerre psychologique », comme le soutient Bagdad, ou stratégie de certains pays arabes visant à empêcher Washington d'attaquer l'Irak, la question de la démission de Saddam Hussein ou de son renversement par ses proches a refait surface ces derniers jours avec d'autant plus d'acuité que les Etats-Unis envisagent à présent ouvertement ces deux hypothèses. C'est l'Arabie Saoudite, pays qui est le plus inquiet d'une possible guerre dans la région, qui semble s'être engagée le plus loin dans cette stratégie, au point que l'on parle d'un « plan saoudien ». Selon celui-ci, les Nations unies ou la communauté internationale offrirait l'amnistie aux dirigeants irakiens, à l'exception des cent plus importants. Cela permet-

L'Arabie Saoudite propose d'offrir l'exil aux dignitaires du régime irakien en échange du renversement du raïs.

trait ensuite aux officiers supérieurs et aux dignitaires du régime absous d'organiser un coup d'Etat contre le Président irakien et d'éviter ainsi les dévastations de la guerre.

Meilleure chance. Cette proposition saoudienne a été évoquée pour la première fois jeudi par le site Internet de Time. Selon l'hebdomadaire américain, les Saoudiens considèrent

qu'un coup d'Etat offre une meilleure chance de maintenir l'ordre et de préserver l'Etat irakien qu'une guerre. Le Président égyptien Hosni Moubarak, le Premier ministre turc Abdullah Gul et le prince héritier saoudien Abdallah se sont rencontrés cette semaine pour discuter d'un tel scénario, assure le magazine.

Mais on prête aussi aux Saoudiens de chercher à convaincre les proches du raïs de le pousser à la démission. Lundi, le *New York Times* écrivait

qu'un responsable saoudien s'était rendu en décembre à Bagdad pour discuter avec Qousay, le fils aîné de Saddam Hussein, d'un possible exil pour lui et sa famille. L'offre serait

assortie d'une amnistie à perpétuité. « Les Américains veulent se débarrasser de Saddam par des voies militaires et nous voulons le faire par des pressions psychologiques. La chose la plus importante pour les généraux, et n'importe qui d'autre en Irak, est de se distancier de Saddam, surtout s'il veut se tuer lui-même en résistant, provoquant une guerre qui emportera tout le monde avec lui », indiquait un conseiller de la famille royale, cité par le journal. Selon un autre conseiller, de hauts responsables saoudiens font campagne sur ce thème de façon non officielle, via les canaux diplomatiques ou les services se-

crets, « parce que personne ne veut la guerre » mais « personne ne veut non plus être cité publiquement comme partisan du renversement du chef d'un Etat souverain ».

Encouragements. L'idée d'offrir l'exil aux dignitaires du régime en échange du renversement du raïs, l'administration américaine semble y souscrire aussi. Toutefois, elle veut rester discrète, ne voulant pas apparaître comme l'instigatrice du projet, de crainte que cela le fasse échouer. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, déclarait dimanche qu'il serait « ravi » si le Président irakien s'exilait. Interrogé sur la chaîne CBS sur la proposition d'amnistie qu'aurait soumise l'Arabie Saoudite aux dirigeants irakiens, Colin Powell répondait pour sa part : « J'encouragerais Saddam Hussein, si des messages de cette nature lui parviennent, à les écouter. » C'est le Qatar qui, en août, avait avancé l'idée de l'exil lors d'une visite à Bagdad du chef de sa diplomatie. Saddam Hussein se serait montré furieux, ordonnant au ministre de quitter immédiatement le pays ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Des milliers de Turcs en Europe victimes d'une escroquerie

Un homme d'affaires véreux proche des islamistes aurait soustrait plus de 1,5 milliard d'euros

BRUXELLES, ISTANBUL
de nos correspondants

Devant la Maison de la pensée d'Atatürk de Belgique, à Schaerbeek, commune de l'agglomération bruxelloise, deux Turcs acceptent de parler et se disent simplement honteux et tristes. Honteux de s'être laissé rouler, tristes d'avoir sacrifié des économies patiemment accumulées. Tous deux figurent, en effet, parmi les milliers de victimes d'un incroyable fraude orchestrée par Fadil Akgündüz, 44 ans, un ingénieur contre lequel le ministère public vient de réclamer jusqu'à mille deux cent trente-cinq années de prison dans son pays. Au total, Akgündüz aurait soustrait plus de 1,5 milliard d'euros à des immigrés turcs vivant en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et en Autriche. Quelques Turcs de France auraient également été piégés.

A tous, l'escroc, éphémère député indépendant, avait fait miroiter des taux d'intérêt de 20 % à 30 % sur les montants qu'ils confieraient à sa société, Jet-Pa, et qui devaient servir, selon lui, à édifier une usine automobile géante, à la frontière turco-irakienne. L'entreprise était censée produire la IMZA 700, une

voiture entièrement fabriquée en Turquie. Certains gros actionnaires s'étaient vu promettre un exemplaire du véhicule, dont un prototype fut exposé au Salon de Genève, en 2000.

Les deux victimes d'Akgündüz racontent qu'ils ont recueilli les premiers échos de son projet en 1997. Jusque-là, l'homme d'affaires était connu en tant que manager de plusieurs footballeurs célèbres et propriétaire d'un hôtel de la côte égéenne, basé sur les principes islamistes. Le Caprice permettait notamment aux femmes voilées de se baigner sur une plage séparée, à l'abri des regards.

RÊVE ÉVANOUÏ

Proche du mouvement islamiste Milli Görüs et de son chef, l'ancien premier ministre Necmettin Erbakan, le patron de Jet-Pa utilisait, notamment, le canal des mosquées pour séduire les immigrés et leur promettre que, grâce à lui, ils pourraient plus facilement vivre, voire travailler, au pays. Truffant son discours de versets du Coran et utilisant la télévision commerciale, très regardée par les Turcs émigrés, Akgündüz allait faire mouche. « Des familles se sont endettées pour

emprunter, 2 000, 10 000, voire, pour l'une de celles que nous connaissons, 50 000 euros. D'autres ont vidé leur bas de laine, vendu leur maison en Europe, ou leur terrain en Turquie. Nous avons tous cru à la chance de notre vie, nous avions confiance », explique Mustafa. Comme beaucoup d'autres, il a apporté son argent à une mosquée, où il a reçu un certificat, seule trace de son rêve évanoui. Jet-Pa, basée à Thalwil, en Suisse, faisait faillite en 1999. Les fonds des candidats-investisseurs avaient disparu entre-temps, via une société-écran du Liechtenstein. La justice allemande et l'Office de protection de la Constitution s'intéressaient alors à Akgündüz, soupçonné d'entretenir des liens avec les fondamentalistes. Une fois le gouvernement Erbakan écarté, la justice turque lança, elle aussi, une investigation, entraînant la fuite de l'ingénieur à l'étranger. En mars 2002, il était condamné à deux ans de détention, après un rapport du Capital Markets Board, une instance officielle chargée de contrôler les compagnies. Jet-Pa s'était, comme des dizaines d'autres sociétés, développée sous le règne de Necmettin Erbakan.

Fadil Akgündüz réapparaissait à

Porto Rico en 2001, puis en Suisse, l'an dernier. Le 3 novembre dernier, il parvenait à se faire élire député dans sa ville natale, dans le Sud-Est anatolien, sans y avoir mis les pieds : il avait fait campagne par téléphone avec l'aide de ses avocats. Bénéficiant de l'immunité parlementaire, il regagnait triomphalement son pays quelques jours après le scrutin. Escorté par une trentaine de voitures Proton, fabriquées en Malaisie par une société dont il est l'actionnaire, il remerciait les 21 000 citoyens qui lui avaient apporté leur suffrage.

Son scénario n'avait toutefois pas prévu le dernier épisode : l'élection du district de Siirt, où l'escroc s'était présenté, allait être annulée pour irrégularités. Le 10 décembre 2002, Akgündüz était arrêté. « Qu'il croupisse en prison, même si, pour nous, ça ne change pas grand-chose », lance Turgut. Sceptiques, la plupart des personnes flouées n'ont, en effet, pas déposé plainte. « Que voulez-vous que la police fasse pour nous ? » Turgut et Mustafa se sont résignés : ils rembourseront tous les mois leur prêteur, pendant un an encore.

Jean-Pierre Stroobants
et Nicole Pope

Interrogations sur un coup d'Etat ou un exil de Saddam Hussein

PARTIRA ? Partira pas ? Parce qu'elles en disent trop ou pas assez, des déclarations de certains dirigeants arabes, associées à des démarches diplomatiques turques aux contours mal définis, ont relancé les spéculations sur un possible exil de Saddam Hussein et sur les scénarios de sortie de crise qui, proposés conjointement par de grands pays de la région, pourraient épargner la guerre à l'Irak.

Judi 16 janvier, dans la foulée d'une tournée régionale du premier ministre Abdullah Gül, le ministère turc des affaires étrangères a convoqué les ambassadeurs de Syrie, d'Egypte, d'Arabie saoudite et d'Iran pour œuvrer à une déclaration conjointe réclamant instamment la paix et une coopération satisfaisante de l'Irak avec les Nations unies. Selon l'agence turque Anatolie, les dirigeants de ces pays pourraient être invités à un sommet autour du même thème.

La veille, le président égyptien Hosni Moubarak, de retour d'un voyage éclair en Arabie saoudite, avait, pour la seconde fois en quelques jours, attribué à Ankara, en coordination avec des pays arabes, l'intention de prendre une initiative pour une solution politique de la crise irakienne.

Trois jours plus tôt, le prince héritier saoudien Abdallah Ben Abdel Aziz avait souhaité, en termes fort elliptiques, que la possibilité soit donnée aux Arabes de « s'entendre avec Bagdad pour parvenir à une solution qui permette d'éviter la guerre ».

RUMEUR INSISTANTE

D'après un diplomate du Golfe non identifié, cité sur le site Inter-

net de l'hebdomadaire américain *Time*, l'objectif de Riyad est d'inciter l'ONU à proposer l'amnistie aux dirigeants irakiens, à l'exception des 100 à 120 plus hauts placés, dans l'espoir d'encourager un coup d'Etat contre Saddam Hussein. Mais le scénario le plus souvent évoqué est celui d'un possible exil du président irakien. Évoquées comme possibles terres d'accueil, la Russie, la Libye et la Mauritanie ont démenti. La demande, il y a quelques semaines, par le Qatar, d'une réunion extraordinaire d'un sommet arabe a été perçue comme allant dans le même sens.

Après l'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990, et à mesure qu'augmentaient les risques de guerre, la rumeur insistante, avait déjà couru que Saddam Hussein s'exilerait. Il n'en avait rien été. Aujourd'hui, le vice-premier minis-

tre, Tarék Aziz, ironise : Saddam Hussein « n'est pas homme à quitter son pays, mais plutôt à se battre jusqu'au bout », a-t-il déclaré à la BBC. Pour Bagdad, la rumeur relève de la « guerre psychologique » menée par les Etats-Unis.

« UNE BONNE SOLUTION »

Qu'en pensent les opposants irakiens ? « Un exil serait une très bonne solution pour tout le monde », répond Ahmed Bamarni, représentant en France de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Les Américains seraient parvenus à obtenir sa chute, les pays de la région s'en féliciteraient et les Irakiens ne pourraient que se réjouir de la chute du dictateur sans nouvelle effusion de sang. Les Nations unies pourraient alors se voir confier l'administration

d'une période de transition en Irak, et ce renforcement du rôle de l'ONU ne pourrait que satisfaire l'ensemble du monde. » Saddam Hussein peut-il accepter de partir ? « S'il a la garantie d'être laissé en paix, oui », dit M. Bamarni. Il a peur néanmoins d'être poursuivi en justice pour les crimes commis contre son peuple. Ce ne sont pas les preuves et témoignages qui manquent, répertoriés par les Kurdes après la débâcle de l'armée irakienne dans le Kurdistan en 1991 et par de multiples organisations de défense des droits de l'homme.

Le « non » d'un ministre allemand

Un vote positif de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'une intervention militaire en Irak « n'est sur le fond plus imaginable », a déclaré le ministre allemand de la défense, Peter Struck, au quotidien régional *Rheinpfalz* du 17 janvier. M. Struck reconnaît que les relations germano-américaines sont « difficiles en ce moment ». Jusqu'ici, l'Allemagne, qui doit prendre, le 1^{er} février, la présidence du Conseil de sécurité, avait laissé ouverte la question de savoir si elle voterait oui ou non à une guerre contre l'Irak. Mardi, Gerhard Schröder s'était prononcé, pour la première fois, en faveur d'une deuxième résolution des Nations unies avant une éventuelle intervention militaire. La semaine dernière, il avait affirmé que l'Allemagne « ferait tout » pour que la résolution 1441 de l'ONU sur l'Irak puisse être appliquée sans recours à la guerre.

Saddam Hussein « n'est pas homme à abandonner le pouvoir », commente Seywan Barzani, représentant en France du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Qui plus est, il croit à ce qu'il dit lorsqu'il affirme être le chevalier qui libérera Jérusalem ou je ne sais trop

quoi ! S'il part, trois à quatre mille personnes devront partir avec lui, parmi ceux qu'il a mouillés à des degrés divers dans ses crimes. « Son exil épargnerait à l'Irak une terrible guerre, qui pourrait dégénérer en guerre civile. Les gens sur place ont très peur d'une possible vengeance du régime ; il suffirait d'un obus chimique sur une ville pour faire des milliers de victimes. »

Hosham Dawod, chercheur au CNRS et d'origine irakienne, est perplexe. « Saddam Hussein, dit-il, se fie de tout, et il y a peu de chances qu'il se laisse convaincre par des promesses » d'impunité en exil. « Mais il est aussi un homme pragmatique, capable de surprendre ». Son exil éventuel serait un « demi-échec pour les Américains : il conforterait le département d'Etat, mais serait la pire des solutions » pour certains des faucons du camp néoconservateur.

Devant quelques journalistes européens, un haut responsable du gouvernement américain se contentait, lui, de noter que les Etats-Unis avaient enregistré « des tensions » au sein du régime irakien. Il ajoutait, cependant, qu'elles étaient difficiles à interpréter, tant le régime de Bagdad restait opaque et « impénétrable ».

Mouna Naïm

The northern front

By William Safire

Time for Turkey to act as an ally

WASHINGTON

An alliance with a price tag is no alliance at all.

I like the Turks. They share America's human sacrifice in the Korean War, were a NATO bastion against the Soviet Union in the cold war, and provided all America asked for in Gulf War I. In recent years, the "secret alliance" — quiet military cooperation among the Turks, Is-

raelis and Americans — has been one of the few forces for stability in the Middle East.

That history of reliable alliance is the basis for longtime American support of Turkey's interests. This has ranged from influencing the International Monetary Fund to bolster its economy to urging the anti-Muslim European Union to admit this model of a secular Muslim democratic state.

Paradoxically, the growth of democracy in Turkey — which America cheers — has introduced an element of uncertainty in that alliance. The new, freely elected government in Ankara, with roots more Islamic than secular, is waffling about joining President George W. Bush's "coalition of the willing" against Iraq. The old Turkish power structure — the nation's military leadership and governmental establishment, which previously called the shots — is laying back to show Europeans how sensitive to public opinion Turkey has become.

That public opinion is neither as pro-Saddam nor as anti-United States as recent polls report it to be. When asked, "Are you for war?" of course the answer nine times out of 10 will be "No," but if

asked, "Are you for the overthrow of Saddam?" Turkish friends tell me the answer would be much more sharply divided.

New officials in Turkey's leading party, which controls two-thirds of Parliament, are doing nothing to prepare the public for the necessity of deposing Saddam. Instead, the temporary prime minister, Abdullah Gul, has been racing around to Arab capitals to show how eager he is for a way out of siding with the United States; he rejects cooperation with any allied attack without another this-time-we-mean-it UN resolution. A large delegation of Turkish businessmen just visited Baghdad.

Such failure to rally the Turkish voters' support for Turkey's long-range best interest in ending the tyranny oppressing its neighbor was Mistake No. 1. Worse than that is the mistake its Justice and Development Party is now making, which threatens to damage the valuable Turkish-American alliance: to seem to attach a price tag to taking part in America's liberation of the Iraqi people.

When the United States asked for permission, as required by Turkey's constitution, to use bases in

Turkey from which to stage an invasion, dickered began over how many hundreds of millions of dollars would be provided to upgrade the bases and lengthen landing fields. While this dragged on with no concrete being poured, an economic aid package was sought that Ankara estimates at \$5 billion and U.S. sources say is more than double that.

If the Turkish economy, already in deep trouble, takes a hit in the coming war, America's ally could legitimately turn to the United States as well as to New Iraq's oil resources for recompense. And surely Ankara should make the Turkish public

aware of America's interest in cushioning any shock to its major local ally. But the unseemly hard bargaining going on now over money for military assistance is demeaning and could change the nature of the two nations' alliance.

What should Turkey's new leaders do? First, make prompt parliamentary and construction arrangements to welcome the U.S. troops. And then go the extra mile: Volunteer to mass 100,000 Turkish troops on its border with northern Iraq. (When it did this with Syria, which had provided the base for the harassment of Turkey by Kurdish terrorists,

the Syrian dictator got the message and booted the terrorist leader out of Damascus, which led to his capture.)

The real threat of a Turkish Army descending on Baghdad from the north would hasten the surrender of Iraqi generals facing an American army rolling up from Kuwait in the south.

It may be that America would decline a Turkish offer to join the allied invasion, lest the Turks be reluctant to leave oil-rich Kirkuk. But if Turkey acted like a strategic ally rather than a nervous renter of bases, it would have an unwavering superpower on its side for decades to come.

In Kurdish northern Iraq, war jitters shake currency and economy

By C.J. Chivers

The New York Times

ERBIL, Iraq: Signs of worry over the possibility of war have begun to affect the tenuous economy in northern Iraq, destabilizing the local currency and creating confusion in the prices for gasoline and food, commodities that would be essential if the area becomes bombarded or besieged.

Northern Iraq is a region out of Saddam Hussein's rule, a place where social services are administered by the United Nations, aid organizations and two Kurdish governments, and where markets are kept stocked in part through networks of smuggling.

All of this has been thrown into mild disarray, as the primary local currency, known as the "old" or "Swiss-print" dinar, has undergone a remarkable and

somewhat mysterious rise against the dollar since New Year's Day.

The rise in the dinar's value undermines local purchasing power because many Kurds, especially those working for the United Nations or the Kurdish governments, are paid in dollars. Many families also receive dollars from relatives abroad.

The economy has been further shaken by threats from Baghdad to extend the intermittent closures of the border between north and south, indefinitely closing traffic as soon as next week.

This would reduce the flow of consumer goods and food, and also cause human hardships, as many Kurds travel to Iraq proper for medical care.

These two forces have already combined to cause cash and revenue shortages for the Kurdish governments and

to influence consumer behavior in both predictable and unpredictable ways.

"The pressure now is increasing every day," said Faraidoon Abdulkader, who is acting as interim prime minister in the eastern Kurdish zone while the prime minister is in meetings in Washington.

Last week, the Kurds began a series of emergency measures to halt the relentless rise in the Swiss-print dinar.

These dinars — so-called because they are an older print of currency from Switzerland, which differ from the official Iraqi dinar printed in Baghdad — traded at 11.40 dinars to the dollar in December.

This month, a dollar was worth as little as 6.90 dinars, and currency markets in the city of Sulaimaniya were briefly closed late last week to prevent an even wilder shift. Kurdish officials

say the surge in the dinar's value has ridden on an almost absurd form of speculation.

Years ago, before Iraq fell into war, each Swiss dinar was worth \$3. Kurds have begun hoarding the money in hopes that dinars purchased now for 10 or 12 cents might increase in value 25- or 30-fold if Saddam is ousted. It is a phenomenon that Kurdish officials describe as deeply irrational.

"This has been a kind of illusion in the minds of the people," said Kamal Fuad, speaker of the Parliament in the Kurdistan Regional Government.

Markets reopened last week, and the dinar has been slightly more stable, with the dollar trading between 7.50 to 9 dinars most days. The dollar finished at 8.40 dinars on Friday night.

Kurdish officials also say the hoarding problem has been compounded by

what has to be one of the world's tightest monetary "policies": no new notes have been printed for more than 12 years, and not enough notes exist. On days of heavy trading, it sometimes acts more as a commodity than as a currency, with the value rising as traders sense physical supplies running low.

Kurds further worry that neighboring governments in Syria, Iraq and Iran have been snatching the older dinars up to destabilize the Kurdish zone, a rumor that has swept through the markets but so far has not been established as fact.

As an interim emergency measure, both Kurdish governments agreed to release stores of Swiss 1 dinar notes, which have been invalid since the early 1990s, and to pay more government employees in dollars, as a way to underscore the government's confidence in the dollar.

The New York Times

January 20, 2003

Iraq reported to yield on demands for cooperation

By Ian Fisher

The New York Times

BAGHDAD: Iraq bowed Monday to demands from the two top arms inspectors for more complete cooperation, as inspectors visited here to warn that time was running short to sidestep war with the United States.

Iraq's late-hour concessions appeared aimed at a report the inspectors are scheduled to deliver to the UN Security Council on Jan. 27.

American officials say that report will be a major gauge of President Saddam Hussein's willingness either to disarm or to prove unequivocally that he already has.

As such, Monday's concessions seemed timed to convince UN members, particularly Europeans wary of any American strike, that Iraq is willing to compromise — and that the inspections should be given more time. And to some degree, Iraq seemed to score a few points.

"There are a number of points which otherwise would have been negative" in the report that now will count in Iraq's favor, Hans Blix, the chief UN inspector for biological and chemical weapons, said here at the end of a two-day visit.

But he cautioned: "This is a big report, and there are many other matters in it."

In a later interview, Blix gave Iraq credit for "positive steps" on easing the day-to-day business of searching for chemical, biological or nuclear weapons. But he said the broader substance of the inspections — proof that Iraq has destroyed biological and chemical weapons and had abandoned its nuclear program — remained unsettled.

These broader questions, however, were not on the agenda of this visit, which focused on the inspections themselves, which began again in November under threat of war from the United States. The previous inspections ended in 1998.

In the days leading up to the visit of Blix and Mohamed ElBaradei, head of the International Atomic Energy Agency, the two men had pointedly complained about several shortcomings in the Iraqis' cooperation with inspections.

After two days of talks, the Iraqis made concessions on almost every front. The Iraqis said they would launch their own investigation and a further search for 122mm warheads that deliver chemical weapons. Twelve such weapons, not declared previously to the United Nations, were discovered Thursday. Then Sunday night, Iraq itself admitted to uncovering four more.

The Iraqis also agreed not to follow United Nations helicopters into the "no-flight zones" in the north and south patrolled by American and British warplanes. An inspection mission Saturday was scrubbed after the Iraqis insisted on sending their own helicopters along with UN helicopters to the north. From now on, Iraqi officials who accompany

inspectors will be permitted on UN helicopters.

The document also tackled one of the most sensitive issues for the Iraqis: interviews with their scientists, who thus far have not been willing to speak with inspectors about weapons programs. Monday's agreement says that scientists asked for interviews in private and without government "minders" will be "encouraged to accept this" — though there is concern about retribution against the scientists and their families if they do.

"It is in our interest to answer questions relevant to Iraq's programs, past programs, in that Iraq is clean," General Amir Saadi, a top scientific aide to Saddam, told reporters.

So far, the inspectors have requested interviews with six scientists, and Blix said Monday he expected that list to grow.

The two sides could not agree, however, on allowing American U2 spy planes to operate over Iraqi territory, though the inspectors had proposed them to be marked as UN planes assisting in the inspections.

"It's still a spy plane," Saadi said.

Before the meetings, Blix had said he hoped for more "proactive" cooperation from the Iraqis. Before leaving, he said it had not reached that level. "It's a more positive cooperation," he said. "Proactive would require very active effort on their part to bring forward evidence, documents, interviews."

He also sought to play down the significance of the Jan. 27 report, which he portrayed as more of a progress report on inspections he hopes will stretch out for many months as an alternative to war. He suggested, however, that the report would be important to some UN

January 21, 2003
The New York Times



David Guttenfelder/The Associated Press

The arms inspectors Hans Blix, left, and Mohammed ElBaradei, right, with Foreign Minister Najib Sabri of Iraq on Monday in Baghdad.

Les réfugiés de Kirkouk espèrent rentrer un jour

CRISE Des milliers de Kurdes ont fui l'Irak de Saddam Hussein, à cause d'une politique d'arabisation qui a notamment visé la ville de Kirkouk. La perspective d'une guerre suscite chez eux crainte et espoir

ERBIL

De notre envoyée spéciale

En 1987, Benslawwa n'était qu'un petit village jouxtant la ville d'Erbil, dans le Kurdistan irakien. Aujourd'hui, le camp qui le jouxte accueille près de 50 000 personnes. Ces personnes déplacées ont été chassées de Kirkouk, ville pétrolière stratégique du nord irakien, par une politique d'arabisation déployée du régime de Saddam Hussein. Historiquement, les Kurdes et les Turkmènes y composaient la majorité de la population.

« La première vague de déportation des Kurdes de Kirkouk, de Khanakin, de Chemchemal et des villages environnants a commencé avant 1963. Ce n'était pas une politique aussi organisée qu'aujourd'hui », explique Hussein Kalawi, membre du parti démocratique du Kurdistan (PDK) et gouverneur de Benslawwa. D'année en année, le nombre des déplacés a gonflé. Ils ont d'abord été ins-

tallés dans des tentes, puis ils ont commencé à bâtir dans un mélange de pisé et de parpaing, des abris en dur.

La famille d'Abdul Rahman occupe l'un d'entre eux, une pièce unique où vivent et dorment quatre des 14 membres de la famille arrivés il y a quatre mois. Un petit coin cuisine a été aménagé dans l'entrée. Wahabya, la mère de famille, y prépare les repas et lave le linge. Au fond, matelas et couvertures sont soigneusement pliés. Le toit est recouvert d'une feuille de plastique pour éviter les fuites d'eau. Les murs intérieurs sont peints en blanc. Il y a l'électricité, et un petit chauffage à pétrole donné par le ministère kurde en charge des déplacés fournit une chaleur réconfortante, alors qu'un vent froid d'hiver balaie la plaine.

Assis en tailleur sur le tapis de son costume traditionnel, pantalon bouffant, le visage barré d'une belle moustache et le chef couvert d'un turban à carreau noir et blanc, Abdul Rahman raconte

l'exode de sa famille. Il travaillait comme ouvrier dans une entreprise de construction à Kirkouk, sa ville natale. « Un jour, se souvient-il, le responsable politique du quartier est venu à la maison et nous a dit de partir. Un camion attendait pour emporter nos affaires. On a chargé quelques effets, un buffet, un frigidaire, de la vaisselle, des matelas et des couvertures. Ils ont pris les clés de la maison et probablement qu'aujourd'hui, elle est occupée par une famille arabe ».

Les prénoms et les inscriptions kurdes sont interdits

La plupart des déplacés de Benslawwa ont vécu la même expérience pour avoir refusé d'adhérer au parti baas, au pouvoir depuis plus de trente ans, ou de « changer d'ethnie ». Sur tous les registres officiels, ils sont inscrits comme Kurdes. Or, afin de gommer tout particularisme ethnique, les autorités de Bagdad les forcent à devenir « arabes ». Cette arabisation forcée va jusqu'à renommer les

rues, interdire les prénoms kurdes pour les nouveau-nés et effacer les inscriptions en kurdes sur les pierres tombales. Les familles qui cèdent aux injonctions du régime espèrent de cette manière sauver leurs biens et leurs terres, en misant sur la chute du régime.

Leurs effets chargés dans le camion, la famille d'Abdul Rahman a été conduite sur la route d'Erbil jusqu'à la « frontière » avec la zone autonome kurde, où ils ont été pris en charge par le PDK. Une fois dans cette zone, protégée depuis douze ans par les aviations américaine et britannique, la famille a reçu un minimum pour survivre. Mais comme les hommes de Saddam Hussein ont déchiré la carte de rationnement qui lui permettait d'obtenir de la nourriture dans le cadre du programme onusien Pétrole contre nourriture, il ne peut plus en bénéficier à Benslawwa.

Les hommes du camp essaient de se faire un peu d'argent comme chauffeurs de taxi, mais l'afflux des déplacés pose de sérieux problèmes



Une famille dans le camp de réfugiés de Benslawwa. Près de 50 000 personnes vivent ici. L'afflux des déplacés pose des problèmes au gouvernement d'Erbil qui dispose de moyens limités.

22 JANVIER 2003

la Croix

AGOSTINO PACCANTI

au gouvernement d'Erbil. « Nos moyens sont limités, reconnaît Fauzi Hariri, conseiller du président du Massoud Barzani, leader du PDK. Nous souhaiterions que ces familles puissent rentrer à Kirkouk ».

Comme l'ensemble de la population du Kurdistan, Abdul Rahman et sa famille vivent dans l'inquiétude des bruits de botte annonceurs de la guerre. Certes, ils souhaitent le renversement du régime de Saddam Hussein. Mais si l'armée irakienne devait lancer des missiles sur Erbil et sa région, ils redoutent d'avoir à reprendre la route de l'exil vers l'Iran, comme en février 1991 lorsque l'armée irakienne a repoussé les Peshmergas venus libérer Kirkouk.

Ils sont remplacés par des familles arabes du sud de l'Irak

Mohammed Ahmed, lui, a d'abord tenté de résister aux pressions de la police irakienne. Cet

homme de 48 ans, père de neuf enfants, propriétaire de sa maison et de son épicerie, vivait confortablement à Kirkouk. Yeux bleus et cheveux gris, assis dans sa petite maison de Benslawa, il paraît beaucoup plus que son âge. Il y habite avec sa femme et ses enfants depuis son arrivée en juin 2001. Sur l'étagère, un petit poste de télévision. Tous les habitants du camp ont la télévision, certains ont même installé une antenne satellite afin de capter l'une des nombreuses chaînes kurdes diffusées à partir de l'étranger. Mohammed a été accusé par la police de Kirkouk d'appartenir à un parti kurde d'opposition au régime de Bagdad. Il a été arrêté, puis emprisonné avec son fils pendant dix jours. Son magasin, comme d'autres dans son quartier, a été partiellement détruit. Harcelé quotidiennement pour changer lui aussi d'ethnie, Mohammed a fini par craquer et quitter Kirkouk avec sa famille, laissant tout ce qu'il pos-

édait derrière lui.

Ces familles sont remplacées par des familles arabes du sud de l'Irak souvent forcées par le régime, en échange d'une modique somme en dinars irakiens, de s'installer à Kirkouk et d'occuper habitations et magasins désertés par les Kurdes. Mohammed n'a rien contre ces familles, connues sous l'appellation « des 10 000 », car à l'origine Bagdad leur accordait 10 000 dinars en

échange de ce transfert. « Elles n'ont pas le choix, elles sont forcées d'obéir et de venir à Kirkouk. Comme la majorité des Irakiens, elles aussi ont peur ».

Agnès ROTIVEL

Pour Paris, « rien ne justifie » d'envisager une opération militaire

« La France considère que rien ne justifie d'envisager l'action militaire contre l'Irak, a indiqué avant-hier à New York le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin. Il a également considéré qu'une intervention militaire unilatérale ne manquerait pas d'être perçue par une large majorité des peuples comme une victoire de la loi du plus fort, une atteinte au droit et à la morale internationale. » La France ne pourra pas s'associer à une action unilatérale, a-t-il prévenu. La France agit dans le cadre des Nations unies. (...) En matière de principes, nous irons jusqu'au bout. »

IRAN

Les Etats-Unis aussi ont leur Grand Satan : l'Islam

Le ton condescendant de la propagande américaine vaut bien les injures proférées par les mollahs de Téhéran. Les vraies questions n'intéressent aucun des deux pays, constate le site des exilés iraniens.

PAYAM-E ASHNA
La Guana Hills (Californie)

Un responsable des services de renseignements de l'ex-Union soviétique avait déclaré un jour : « Après plusieurs décennies d'animosité incessante envers les Américains, nous nous sommes rendu compte avec surprise que nous utilisions les mêmes méthodes et que nous étions devenus semblables. »

Pas besoin de remonter très loin dans l'histoire pour trouver ce genre de preuves : le climat créé depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis illustre par excellence la ressemblance entre les méthodes de propagande d'un bon nombre de médias américains et celles des islamistes...

En tant qu'Iraniens vivant sous la tyrannie, nous avons été témoins depuis deux décennies de la manière

dont la machine de propagande intégriste iranienne a pu être injurieuse et mensongère à l'égard des Etats-Unis. Les propagandistes peu soucieux de vérité ont tellement brouillé les pistes que les justes revendications du peuple iranien à l'égard du gouvernement américain ont été totalement négligées. Les questions que nous voulions poser aux Américains sont : Pourquoi ont-ils

renversé le gouvernement du Premier ministre Mohammad Mossadegh en août 1953 ? Pourquoi le gouvernement américain a-t-il soutenu une dictature monarchiste [le régime Pahlavi] qui, vingt-cinq ans durant, a étouffé le mouvement constitutionnaliste, la presse, les partis et les libertés politiques dans tout le pays ?

L'Iran voulait et veut mettre fin à l'hégémonie des Etats-Unis sur l'Iran et sur le reste du Moyen-Orient, mais aussi établir une relation amicale reposant sur le respect mutuel. Néanmoins, nos mollahs au pouvoir ont créé une doctrine anti-américaine qui caricature ce pays et qui est utilisée pour justifier la répression interne et excuser les violations des libertés.

Cependant, depuis le 11 septembre 2001, les coups sont aussi assénés par les Américains ! L'assassinat de musulmans et le mépris de leur croyance sont devenus monnaie courante, comme s'il n'y avait des terroristes et des intégristes que chez les musulmans. Des journalistes et des universitaires, au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste d'Al Qaida, mettent en cause de manière irresponsable tous les musulmans pour justifier les agressions futures et la mainmise sur les sources d'énergie de la région.

Nous voulions comparer la propagande américaine à celle des islamistes. Je vous cite un article de Kathleen Parker [cette journaliste américaine publie ses papiers dans de nombreux journaux] du 5 décembre 2002

titré : « Dans les pays islamiques, les chiens rêvent de l'Amérique ». Voici ce qu'elle y écrit : « Pour comprendre pourquoi nos ennemis nous détestent tant, je suis arrivée à la conclusion que peut-être nous comparons les choses et essayons de trouver une logique là où il n'y en a pas... Nous, les Occidentaux, nous adorons les chiens, alors que nos ennemis les détestent profondément. » Elle cite, entre autres, à l'appui de son argument, un extrait des hadith selon lequel les chiens seraient malpropres et elle donne l'exemple d'une loi en Arabie Saoudite qui rend difficile aux Américains d'y emmener leurs chiens. Elle suggère alors au Bureau d'immigration des Etats-Unis de traiter les voyageurs saoudiens comme ils traitent les chiens des Américains.

Mohammad Arassi

Kurds ready to drop autonomy plan

Gulf News January 19, 2003

Arbil - Some 100,000 Kurdish militiamen will join Iraq's national army after the ouster of Saddam Hussain, as part of the concessions the Kurdish de facto government in northern Iraq is prepared to make in a bid to keep the country unified, said a high-ranking Kurdish military official.

"Our militiamen are not being trained to take part in a U.S.-led war on Iraq, but for a future in the Iraqi national army as border guards," Bruska Shaways, Deputy Commander for Military Affairs at the Kurdistan Democratic Party (KDP), told Gulf News in an exclusive interview here yesterday. "Their role will be to safeguard the civilian population from border clashes and terrorist activity," said Shaways, a former peshmarga. He oversees the training and operations of 60,000 peshmarga soldiers for the KDP.

The militia force of the other main Kurdish party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), numbers roughly 35,000 soldiers.

The Kurdish leadership is not concerned with how the United States plans to remove Saddam from power, but the political system that will replace the dictatorial regime once the dust has settled, he said.

"The Americans have not spoken to us about their plan. It is their business. But we don't want a military coup. We don't want to exchange Saddam for another military man. Better the devil you know, in that case!" The Kurds in northern Iraq enjoy a level of autonomy, which only just falls short of full-fledged statehood. They have their own monetary currency, their own army, elected parliament, and representation abroad.

If Saddam is erased from the scene, the Kurdish leadership is willing to make a number of concessions, such as the handover of its militias to a new central government in Baghdad, conforming to the currency mandated by the Iraqi Central Bank, and giving up its foreign representation. In spite of media reports, which suggest the Kurds are seeking independence from Iraq, Kurdish leaders insist they are seeking a democratic, multi-party government, which would allow them a modicum of autonomy under a federalist system.

"Until 1994, our slogan was autonomy. Afterwards, we shifted to 'federalism'. We have to be realistic. An independent Kurdistan is not feasible at this point in time," he said.

"Kurds are an important part of Iraq, but as a state, Iraq must retain its national identity. The people of Iraq lost this identity under Saddam's rule. They were not proud of being Iraqi."

Shaways believes the new regime in Baghdad must be based on an elected parliament, which can look after the rights of Kurds, Turkmens, Assyrians and people of all faiths. "We want our country to be on par with the rest of the free, developed world," he said.

And if trading in Saddam's tyranny for an American puppet regime is what it takes to bring change, he said, "We accept it".

Iraqi opposition groups took part in a conference in London last month to discuss the future of Iraq minus Saddam. It was agreed that at a follow-up conference in Arbil, the groups would elect a triumvirate of leaders representing the Sunni, Shiite and Kurdish communities. "After the revolution in 1958, when the monarchy was overthrown, the government was run by a 'Majlis Al Siyada' which was a sort of presidential council. During the transitional period, after Saddam is overthrown, this is the system that will work for us until we can install a democracy in Baghdad," said Shaways, whose father served as Iraq's Minister of Works and Housing from 1970 to 1974.

The Kurdish candidate is likely to be KDP leader Masoud Barzani, and the Shiite candidate, Ayatollah Mohammed Baqir Al Hakim, while the Sunni candidate remains a mystery. The follow-up conference was scheduled to take place in Arbil in mid-January, but it has since been delayed.

"Punctuality is not a virtue of the East!" quipped Shaways. "Actually, we are waiting for a clear message from the U.S. that they will topple the Saddam regime. We want the assurance that in the event Saddam attacks Arbil, they will protect us."

There is a concern that Saddam may bombard the city, but Shaways, who holds an M.A. in biomedicine and cybernetics engineering from Germany, strongly doubts he would use chemical weapons. "Saddam's cache of chemical weaponry is dated 1991 - at the latest. He has not built new ones since the inspectors came in. His stock is now expired. The problem is not that Saddam will use chemical warheads. The problem is that he has the know-how, and given the opportunity, he will rebuild his chemical arsenal," he said.

Shaways spent the duration of the 1970s as a peshmarga fighting in the mountains. He compared the commitment a peshmarga soldier makes to his country, to "the love between a man and a woman".

"Peshmarga soldiers differ from regular soldiers. Other countries train their officers to abandon their civilian mindset. But the peshmarga soldiers are very close to the people," he said.

Shaways said his heart is filled with memories of his peshmarga days. He recalled an episode in 1986 when he was injured in an ambush. "We had one mule, so my friends put me on it. As they were taking me to a doctor, we ran into another ambush and captured three Iraqi officers. One of them was badly injured. I volunteered to walk and let him have the mule since mine was a minor leg injury. The Iraqis were shocked that a Kurd would show so much compassion," he said.

"The problem is that the Iraqi army had been brainwashed to believe Kurds were aggressive and barbaric." The military schools in Kurdistan mostly follow the curriculum of Sandhurst in the UK, however, they also impart the "special experience" of peshmarga soldiers.

* * * *

PUK leader denies planning attack

Gulf News

By Tanya Goudsouzian January 18, 2003

A senior member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) denied allegations by Arab press that Kurdish militias are preparing for an attack on Baghdad.

"The Americans don't need our militias," said Adel Murad, PUK representative in Syria, and one of the party's founders. "Nor do the Kurds want an independent Kurdistan carved out of Iraq. This is a nice dream, but it is not realistic."

An article published in the Beirut-based French daily L'Orient Le Jour on January 15 claimed PUK militia soldiers (also called peshmarga) were intensifying their training in preparation for a military offensive against Baghdad.

It quoted a Kurdish commander as saying, "If the Americans have their plans, so do the Kurds..." The same commander reportedly told the daily that he would like to kill Saddam Hussain "with his own bare hands". "These are propaganda articles written by journalists who support Saddam," said Murad. "Such articles would portray Kurds as barbarians, and as trouble-makers in the region. This is not true. Kurds are a peace-loving people."

Ibrahim Hassan, at the office of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Kurdish-controlled Northern Iraq, remarked: "I cannot speak for the PUK, but our armies have not intensified their training. They undergo regular training every day."

The PUK and KDP militias together number roughly 100,000 peshmarga soldiers. The Shiites claim to have an additional 100,000 soldiers mobilised in the south of Iraq on the Iranian border. While there has been much speculation in recent months over whether the United States will make use of the opposition militias to oust Saddam, most opposition groups maintain they have not been asked to provide troops. America's war plans remain a well-guarded secret, they insist.

Dr Barham Salih, Prime Minister of Kurdistan region in north Iraq, met with Dick Cheney in Washington, D.C., on January 13 to discuss a wide range of issues, including the future government of Iraq, the power-sharing structure, relations with neighbouring countries, and the American resolve to remove the incumbent dictator. "President George W. Bush has given the green light for a military offensive in Iraq, but till now, he has not specified 'how' and 'when'," said Murad, whose father was assassinated by Saddam's henchmen in 1974.

"The Americans made a mistake at the end of the Gulf War when they refused to finish the job and get rid of Saddam. They thought that by leaving Saddam in place, they would maintain a balance between Shiites and Sunnis. At the time, Shiites were openly against the Americans." Since then, the Shiites have altered their position vis-à-vis the United States, and the Iran-backed Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) has opened a representative office in Washington, D.C.

Murad does not believe that the Iraqi opposition will play an active role in overthrowing Saddam, but cooperation amongst various community-based and ideological groups will prove instrumental in securing a stable future for Iraq.

Last month, exiled opposition groups met in London and agreed that the ideal solution for post-Saddam Iraq would be to hold free elections under UN supervision. A follow-up conference in Arbil, a KDP stronghold in Northern Iraq, will elect a triumvirate of leaders representing Kurds, Sunnis and Shiites, and form an executive committee.

Murad dispelled concerns that a democratic election would bring a Shiite government to power since Shiites form the majority of Iraq's population.

"In an election, the Shiite party will not necessarily get all the Shiite votes," he said. He pointed out that while 65 per cent of the country may be Shiite, roughly 80 per cent of communists are also Shiite.

"Out of Iraq's total population of 22 million, some 6 million are Kurds, 400,000 are Turcoman, and 200,000 are Christian," he said, showing the demographics on a massive map of Iraq unfurled on his desk. "A democratic system is the best treatment for Iraq's disease."

* * * *

Facing Death on a Dark Mountain in Kurdistan Nights are long for fighters protecting their territory from Islamic militants in north Iraq

By Jeffrey Fleishman
Los Angeles Times January 20 2003

SHINERWE MOUNTAIN, Iraq -- The moon is quarter-full and bright. Ambush teams fan into the valley below, their radios squawking every now and then. Somebody jokes that this land is harsh, a place where even souls decay. The machine-gunner in the bunker doesn't laugh. He doesn't blink. He just peers through his scope for an enemy in the night.

Kurdish Maj. Fatih Abdullah Faraj was shot not long ago. The bullet shattered some teeth. Mortars killed two fighters he knew. Others had their throats slit. One was struck by lightning. Life here can end in any number of ways. The Kurdish peshmerga -- "those who face death" -- own this northern Iraq mountain range during the day. Their grasp is more tenuous at night. It is then that the Islamic militants of Ansar al-Islam often strike.

"Ansar has tricks," says Faraj, crouching behind a stone wall. "We thought they might attack last night," whispers a voice in the dark.

"Nothing moving," says machine-gunner Sherzad Omer Ahmed, a ski mask softening his silhouette against the moonlight.

In this corner of Iraq, known as Kurdistan, a battle is being waged in the shadow of the larger conflict unfolding between Baghdad and Washington. About 3,000 peshmerga of the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, are fighting from 500 to 700 mostly Kurdish Muslim extremists, some trained in the Al Qaeda camps of Afghanistan. The PUK's fighters are attempting to stop Ansar from advancing farther into a region where 3.5 million Kurds live autonomously, protected from the Iraqi army by a "no-fly" zone patrolled by U.S. and British planes. The peshmerga force camped on this mountain is a collection of those who've never been battle-tested and those who carry shrapnel and bullet scars from decades of bloodshed.

They are led by Cmdr. Kakamand Kakarush, a thick-shouldered man with a broad face and a belt full of Kalashnikov cartridges. He is the one, a stern father with a soft voice, who walks the night, visiting bunkers, talking to his men, making sure they each have the allotted 120 bullets. Ammunition is scarce; no one shoots unless he's pretty sure of nailing something.

Between his rounds, the commander sits in the lamplight of the "teahouse," a mud-walled headquarters with a roof of corrugated metal and dirt. Most here believe the roof would stop a mortar shell, but more powerful artillery fire, no way. The commander fiddles with a shortwave radio, stopping the dial where Cher is singing "Strong Enough." He doesn't understand the words; it's more the music he likes.

The air outside is still.

Shuffling boots pass beyond the window. Another fighter pokes his head in and gives the commander an update. Nothing moving. Like many of the men in his unit, the commander fought in the Kurdish uprising against Iraqi President Saddam Hussein after the 1991 Persian Gulf War. The Americans left the peshmerga vulnerable by not suppressing the Iraqi army,

and the Kurds were easily defeated. The commander is not bitter, though. He was shot in the thigh five years later during a Kurdish civil war. Now he's fighting again, leaving his wife and children in the city of Sulaymaniyah, about 50 miles away, for two-week shifts in the hills.

"When this is all over, I'd like to live in peace," he says. "The Kurds have been through a lot, through much war. We need a rest." The night is cold. Starlight reflects off the snow. The red lights of a plane flash miles away, skimming beyond the big peaks along the Iraq-Iran border. Some peshmerga gather and watch. Maybe a U.S. airstrike is coming. Maybe the big war is beginning. An Ansar mortar round echoes from a distant valley. Then another. The ambush teams radio in. Nothing moving.

Village lights shimmer below. Quiet. Sometimes it's so quiet, a fighter moves just so he can hear something. No one sleeps. The last time a unit slept, six Ansar guerrillas, barefoot and silent, crept into a camp at Girda Drozna. They were joined by a larger contingent of Muslim extremists, one of whom videotaped the battle. More than 40 peshmerga were killed, many of their bodies mutilated. When a fighter looks down from these heights, he can see the dangerous pocket that is his world. Ansar, which has imposed a Taliban-like fundamentalist rule over a handful of villages, is across the narrow valley. Iraqi troops are camped to the south. Iran is due east. Each would like to see the Kurds destroyed.

"I was born in 1963," says Faraj, the major. "Even before then my grandfather was fighting for freedom in this country. I've fought in three wars. The uprising against Saddam, the civil war between the Kurds, and this one.... But these guys we're fighting now, I don't understand. What's happening here and what happened in the U.S. is only different by the size of the terrorist attacks. Ansar wants to intimidate. We're trying to contain them. We're standing on their face to keep them out of our cities." Ahmed, the 28-year-old machine-gunner, joined the peshmerga when he was 16. He's a willowy man in camouflage fatigues and a pair of sneakers. The fighters are low on boots, gloves and medic kits.

Ahmed is the point man in this bunker; his black PKC machine gun pokes over the rock wall. "I've seen almost all of Kurdistan," he says. "When there was a battle, I was there." When asked why he joined at so young an age, he looks confused and a little angry. "It was my choice," he says, angling his gun and looking for a wrinkle in the night. Azad Qadir is 22. He crouches on a rock with his Kalashnikov rifle. A grenade dangles from his belt. Standing guard at night requires all his senses. You study the terrain, he says, and if something changes, something's wrong.

"I've been in two battles," he says. "I've shot bullets, but God knows if I ever hit anyone."

The peshmerga are mythic. They are the stuff of campfire stories about men fighting with gun and knife and fist until the end. Hussein called one peshmerga commander an "iron man" because of his bravery against Iraqi troops. But the fighters have been denied what they and most Kurds desire: a nation.

When the Ottoman Empire was carved up after World War I, the Kurds -- a non-Arab people who today number about 25 million spread primarily over four countries -- did not receive the state they felt was promised to them. They aren't likely to get it if Hussein is toppled either. Pressure from U.S. officials and Iraq's neighbors, Turkey and Iran, which fear their own Kurds' ambitions for independence, would probably mean that the Kurds of Iraq would settle for living in a federation under a central government in Baghdad.

The peshmerga in this bunker don't seem to mind. They sense history is not with them, and that larger forces, those beyond rifle range, will make the rules. "I cannot tell for sure what will happen. It's all politics," says Akram Hassan Arif, a silver-haired operations officer, who is so dapper that he moves among the other fighters as if he's an actor on a movie set. "We just want Saddam to go away. We don't talk much of independence. Those surrounding us don't welcome that idea."

The ambush teams return to base. Ansar is still; nothing moving. 4:58 a.m. Then 5:31. And then 6:03. There is no seam between night and dawn. One world seeps into the other. The peshmerga in the bunker know this. Sometimes dawn just doesn't burn across the sky fast enough, illuminating the ledges, the crevices, the farm fields and the rocky land separating them from Ansar. When dawn does come, though, eggs are fried, and the clinking of teaspoons is a kind of music. There are jokes.

Even tired feet are swift.

Some guys sun themselves on the rocks, and through binoculars one can see that the Ansar militants are doing the same. Mortar fire will resume as the day wears on. Sometimes as many as 30 rounds a day whistle through the valley. But dawn seems to calm everyone. Even machine-gunner Ahmed.

"I'm going to sleep," he says.

* * * *

metro 15 JANVIER 2003

LES KURDES PRÊTES AU COMBAT



Des femmes militaires kurdes peshmerga (engagées volontaires) s'entraînent sur une base de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) dans la banlieue de Suleimaniya, au nord de Bagdad. L'UPK compte 500 femmes peshmerga dans l'enclave qu'elle contrôle dans le nord de l'Irak.

La citation du jour

“ Si vous recherchez des preuves sur la détention par l'Irak d'armes de destruction massive, nous, familles des 182 000 victimes d'Anfal et des bombardements chimiques de Halabja, en sommes la meilleure preuve. ”

Des familles de victimes des attaques irakiennes, hier, lors d'une manifestation devant les locaux des l'ONU au Kurdistan irakien.

La citation du jour

“ Jusqu'à présent, je n'ai vu aucune preuve qu'il est en train de désarmer. Le temps est compté pour Saddam Hussein, il doit désarmer. Je suis fatigué de ce jeu de mensonges. ”

Le président américain, **George W. Bush**, hier, lors d'une rencontre avec son homologue polonais Aleksander Kwasniewski.

People rally across globe to protest a possible war

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: Thousands of demonstrators in a score of countries took to the streets over the weekend to condemn the possibility of a U.S.-led war on Iraq. Marchers in Washington chanted “Bush is a terrorist” and tried unsuccessfully Sunday to occupy a park across from the White House.

Rallies in Washington and San Francisco drew tens of thousands of people each, and the demonstrators marched with the backhanded benediction of the White House, which said that their freedom to assemble and speak stood in sharp contrast to the repressive situation in Iraq.

A coordinated series of demonstrations began Saturday in countries in Europe, Asia and North America. There were anti-war protests as well in Egypt, Pakistan and Syria, where some demonstrators supported President Saddam Hussein or carried Palestinian flags.

The protest Saturday in Washington was probably the largest — and certainly the focus — of the worldwide marches.

Washington metropolitan police no longer make official crowd estimates, but the U.S. Capitol Police suggested that 30,000 to 50,000 took part Sunday, while organizers said the number was far larger, perhaps a half million, and

said that it might have been higher still had temperatures not been so bone-chilling.

On Sunday, a few hundred protesters faced off with police just a block from the White House, chanting “Bush is a terrorist” to a line of lightly armed police who prevented them from occupying Lafayette Park, directly across from the presidential residence.

Those protesting Sunday — carrying signs with slogans such as “No Blood for Oil” — appeared to include some of the more militant remnants of Saturday's large crowd.

At least five persons were taken into custody, The Associated Press reported. There were no immediate reports of violence or injuries.

On Saturday, a crowd in San Francisco, where the other big U.S. march took place, was put at 50,000. Marchers massed in a city plaza to hear the folk singer Joan Baez, an icon of the Vietnam-era peace movement, Agence France-Presse reported. Members of a women's group called Baring Witness, which often demonstrates for peace in the nude, instead donned black “body bags” and collapsed into a pile of bodies.

Bush administration spokesmen did not criticize the U.S. marchers. “The president welcomes the fact that we are a democracy and people in the United States, unlike Iraq, are free to protest and to make their case known,” Jeanie Mamo, a White House spokeswoman, said Saturday.

The chief group organizing the U.S. marches, International ANSWER (for Act Now to Stop War and End Racism), used the Internet to draw demonstrators from as far as several hundreds of miles away. The group's message was relatively simple: that the Bush administration has not, it maintains, made a sufficient case for unilateral war on Iraq.

hands off Iraq!” There were protests in Japan, ranging from northernmost Hokkaido prefecture to Okinawa, far to the south.

Protests in several predominantly Muslim countries drew a few thousand participants, many criticizing the Bush administration and some supporting Saddam Hussein.

Several thousand Pakistanis protested across the country, carrying signs such as “U.S. has the maximum weapons of mass destruction.” About 1,000 marched in Cairo, and some of the estimated 4,000 marchers who marched to the United Nations offices in Beirut carried posters of Saddam Hussein.

An estimated 15,000 people marched in Damascus, many shouting “Down with the United States!” Some carried Palestinian flags.

Most of the rallies were peaceful. But in Bologna, Italy, police fired tear gas when some protesters became unruly; in the Netherlands, the police detained 90 activists who attempted to enter Volkel Air Base, where U.S. and Dutch forces are stationed, and in Hyderabad, India, Communist-led workers burned Mr. Bush in effigy.

But those taking part reflected a variety of interests; many were part of labor groups, or student or environmental organizations.

That was the case as well in Canada, where large anti-war rallies took place in Toronto, Ottawa, Quebec City, Montreal and some 25 other cities, organized by an umbrella group that includes labor unions and several human-rights groups.

“The Vietnam War was ended by demonstrations like this,” a speaker at the Toronto rally, Walter Pittman, told a crowd of several thousand.

Thousands across Europe took part in the protests. An estimated 6,000

International Herald Tribune
Monday, January 20, 2003

people marched in Paris.

In Britain, many of the estimated 200 demonstrators who assembled Saturday outside a major military base in Northwood, in northwest London, returned

Sunday, in an effort to block off the base. British rapid deployment forces, which would help direct British forces in a war on Iraq, have their command post there. Several thousand Germans protested;

the largest crowds were in Tübingen and Rostock.

Russians gathered outside the U.S. embassy in Moscow to chant "U.S.,

Le Pentagone traite Chirac d'« irresponsable » et l'accuse d'« encourager » Saddam...

Un message insolent, béni par la Maison-Blanche, a fait sortir Chirac de ses gonds. La guerre est ouverte.

LE 13 janvier, à Washington, le fidèle chiraquien Maurice Gourdault-Montagne en a pris plein les oreilles. Ancien ambassadeur de France au Japon et promu conseiller diplomatique de Chirac, en attendant mieux, cet envoyé spécial de l'Élysée devait rencontrer plusieurs collaborateurs de Bush. Lesquels, et non des moindres, s'en sont donné à cœur joie. Il fallait que Chirac sache ce que l'on pense vraiment de lui à la Maison-Blanche et au Pentagone.

Parmi les plus virulents, Condoleezza Rice, conseillère spéciale à la sécurité dans l'équipe présidentielle, ainsi que Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentagone et encore plus « faucon » que Donald Rumsfeld, son patron à la Défense. Le message que Wolfowitz s'est fait un plaisir de transmettre à l'émissaire de Chirac était fort simple et, sans forcer la note, on peut le qualifier, à l'instar de certains diplomates français, d'« *engueulade caractérisée* ». En substance, Wolfowitz a signifié à Gourdault que « la France avait une attitude irresponsable, un comportement puénil, relevant du jeu de société, une attitude encourageant Saddam à jouer lui aussi. Ce qui avait pour résultat de favoriser la guerre ». Comprenez qui pourra. Mais alors, pour quelle obscure raison Chirac n'est-il pas accusé d'organiser des manifs anti-guerre à Washington et ailleurs ?

Explication de gravures

Agressif et guerrier par nature, Wolfowitz exprimait là le sentiment qui a désormais cours à la Maison-Blanche comme au Pentagone. On y tient Chirac et Villepin pour responsables – le compliment est flatteur, mais excessif – des obstacles que rencontre l'équipe Bush dans son projet d'en finir avec Saddam.

En bref : obligation de réunir encore le Conseil de sécurité de l'ONU, envoi des équipes d'inspecteurs en Irak, difficultés à monter une coalition militaire de plusieurs États et à obtenir un soutien, au moins moral, des Européens. D'où cette colère de voir la France et l'Allemagne (qui va en février présider le Conseil de sécurité) agir de concert, s'opposer à une « attaque préventive », et in-

fluencer l'opinion internationale. Pour un peu, Chirac et le chancelier Schröder auraient quelque responsabilité dans le chantage nucléaire opéré depuis peu par la Corée du Nord.

« Le Figaro » à l'aide

Aussitôt informé du contenu de ce message en forme de rappel à l'ordre, que son conseiller Gourdault-Montagne était chargé de lui transmettre, Chirac est

entré dans une fureur noire. D'autant que le tout était assorti de cette menace d'une extrême élégance : si la France continue de traîner les pieds et ne participe pas à la guerre, même de façon très symbolique, elle ne pourra jouer aucun rôle dans la reconstruction d'un Irak débarrassé de Saddam, mais toujours riche en pétrole.

Voilà qui explique pourquoi Chirac et Villepin sont soudain montés sur leurs grands chevaux. Le premier à la télévision, le 17 janvier, lors du passage à Paris du patron des inspecteurs de l'ONU. Puis trois jours plus tard dans « Le Figaro ». Choisi, à en croire l'Élysée, pour les nombreux articles qu'il consacre à critiquer une option militaire et à présenter de façon favorable les manifestations pacifistes, « Le Figaro » a publié une longue interview de Chirac sur l'axe franco-allemand. Mais l'essentiel venait plus loin.

« *Evidemment, si les États-Unis décidaient d'intervenir seuls (...), ce serait en marge de la communauté internationale* », affirme alors Chirac, qui insiste : « *L'intervention militaire n'est légitime que sur décision du Conseil de sécurité [et après un] rapport motivé des inspec-*

teurs. » Seule concession à l'air du temps, cette affirmation : « *Le désarmement de l'Irak est une nécessité.* »

Le même 20 janvier, Dominique de Villepin était chargé d'élever le ton, à New York, devant le Conseil de sécurité. Lors d'une conférence de presse, et en présence de son homologue Colin Powell plu-

tôt gêné, il a fait comprendre, avec une certaine brutalité, que la France pourrait utiliser son droit de veto face aux États-Unis. Car, a-t-il dit, après avoir tressé des couronnes aux inspecteurs de l'ONU, « *rien ne justifie d'envisager l'action militaire* ».

Venu à New York pour y présider une réunion sur la lutte anti-terroriste, Villepin n'a peut-être pas eu le temps de transmettre à ses interlocuteurs les informations dont il dispose grâce à une note de renseignement qui lui a été récemment transmise. A savoir, le fameux mollah Omar se trouve en Afghanistan, où des villages sont encore « talibanisés ». Quant à Ben Laden, il séjourne dans un autre pays et dispose toujours des moyens financiers, politiques et médiatiques nécessaires à son combat. Saddam ne lui a peut-être volé la vedette que pour un temps.

Claude Angeli
et Jérôme Canard

Le Canard enchaîné

Mercredi 22 janvier 2003

US offers immunity to Saddam

Rumsfeld and Powell back exile plan

Richard Norton-Taylor, and Helena Smith in Larnaca

The United States last night offered Saddam Hussein immunity from prosecution if his departure from Baghdad would avert war.

With only seven days to go before weapons inspectors deliver their crucial report to the UN security council, Donald Rumsfeld, the US defence secretary and one of the Bush administration's leading hawks, dangled the prospect of a peaceful way out, despite the massive military build-up.

"If to avoid a war," Mr Rumsfeld said in a TV interview, "I would ... recommend that some provision be made so that the senior leadership in that country [Iraq] and their families could be provided haven in some other country."

Hours later, in what appeared to be a series of choreographed interviews, his more doveish rival in the US administration, Colin Powell, backed his remarks. Asked about a reported Saudi initiative to grant amnesty to senior Iraqi leaders, he said: "I would encourage Saddam Hussein, if he is getting any messages of this kind, to listen."

The hints from Washington added weight to an Arab initiative, backed by Saudi Arabia and others, that would urge the Iraqi leader to go into exile.

Even if the US granted President Saddam immunity from prosecution, the viability of the Arab plan would depend on his willingness to give up power, something many believe he would never contemplate. Allowing the Iraqi leader to avoid a trial for alleged war crimes might also prove controversial. In London, the Foreign Office maintained its view that the main issue was disarming Iraq rather than removing President Saddam.

"The key issue is for Iraq to comply with its international obligations whatever group of people forms its leadership," a spokeswoman said.

Hans Blix, the chief UN weapons inspector, last night began high-level meetings in Baghdad, saying: "We do not think that war is inevitable. We think that the inspection process that we are conducting is the peaceful alternative."

Mr Rumsfeld piled the pressure on the Iraqi regime by saying that Washington would know "in a matter of weeks,

not in months or years" whether Iraq was "cooperating fully with the inspectors".

His comment contrasted with remarks by Mohammed El Baradei, head of the International Atomic Energy Authority, who told the Guardian that UN monitors needed "a few more months".

Mr El Baradei and Mr Blix have to report back to the UN by January 27, a deadline imposed by a security council resolution but whose significance is disputed by its five permanent members.

Last night they had talks with President Saddam's scientific adviser, Amir al-Saadi, and General Hussam Mohammad Amin, head of Iraq's national monitoring directorate.

"We are having good, constructive meetings," Mr El Baradei told reporters. "I think [the Iraqis] have said that there are still certain areas where they are ready to provide more information," he added. "I think that in other areas they said they are ready to reconsider their position."

However, faced with mounting pressure from the US and

'I would encourage Saddam, if he is getting messages of this kind, to listen'

Britain to come up with hard evidence to prove President Saddam has been lying about nuclear, chemical and biological weapons, Mr Blix insisted: "It requires comprehensive inspections and it requires a very active Iraqi cooperation."

He earlier accused the Iraqi authorities of playing "a cheap game of chess". He was speak-

ing after being forced to cancel inspections in northern Iraq's "no-fly" zone. The Iraqis insisted that UN helicopters had to be escorted by Iraqi ones.

Mr Blix played down the significance of the discovery of 3,000 documents in the home of an Iraqi physicist, Faleh Hassan, last week. The papers, found after a tip-off by western intelligence, were "not evidence of a weapon of mass destruction and are all pre-1990", Mr Blix said. "We know very well they have dealt [in the past] with laser enrichment."

Gary Samore, a former proliferation expert at the US national security council, said that using laser technology to separate isotopes to enrich uranium was "very very demanding" and no country had produced it in that way.

Mr Blix said he had no doubt Tony Blair would like to have a peaceful solution through inspections, adding that the prime minister had refused to "commit himself" during talks on Friday to a timetable regarding the monitoring.

● A statement purportedly written by Osama bin Laden urging Muslims to unite against the "crusader coalition" was published yesterday by the London-based Arab newspaper Asharq Al-Awsat.

It said the statement was mailed to the paper from an Islamic source in London with close links to a Pakistan-based Islamic research centre known for its ties to al-Qaida.

Iran jails 2 lawyers for claims of torture

By Elaine Sciolino

The New York Times

TEHRAN: Two lawyers have been imprisoned on charges of spreading lies about Iran's Islamic Republic after they asserted that their clients had been tortured in custody.

Mohammed Ali Dadkhah, a lawyer who defended members of the banned

Freedom Movement of Iran, was sent to prison for five months Monday, one of his friends said Tuesday. The arrest came shortly after he read a politically charged poem about "hypocrisy" at a service marking the anniversary of the death of Mehdi Bazargan, the first prime minister after Iran's 1979 revolution.

The other lawyer, Abdolfateh Soltani, who defended 15 members of a dissident religious nationalist group charged with trying to overthrow Iran's Islamic system, turned himself in Tuesday to begin a four-month prison sentence. The lawyers were singled out by Iran's rigid, conservative judiciary after they stated publicly that the authorities had beaten some of their clients to extract confessions from them.

The imprisonment of the lawyers reflects governmental sensitivity to allegations of mistreatment and torture of political prisoners.

Many of Iran's most senior leaders, among them clerics, were tortured un-

der the monarchy, and it is routine here for officials to deny that torture is used as an instrument of policy in prisons.

The move also underscores a broadening of a crackdown against political activists perceived as enemies of the state. It follows the closure of several newspapers in the past month and coincides with a wave of interrogations, arrests and convictions of political reformers.

In August, Nasser Zarafshan, a lawyer representing families of three political activists whose killings were officially attributed to "rogue" Intelligence Ministry agents in 1998, was sentenced to five years and 50 lashes for "distributing secret information."

This month, two lawyers representing students involved in uprisings in 1999 were cleared of charges stemming from their activities. Both served time last year.

In another sign of the government's tight grip on society, Iran's Guardian Council, which has the power to veto

January 20 2003

The Guardian

International Herald Tribune
Thursday, January 23, 2003

legislation, rejected on Tuesday a bill that would have eased a ban on foreign television stations broadcast into the Islamic Republic via satellite dishes.

Last month, recognizing that a large percentage of television viewers own illegal satellite dishes, Parliament passed the bill, which would have allowed viewers access to "a limited number of foreign channels" that "conform to Islamic and national values."

According to the bill, certain indi-

viduals, including journalists and educators, would be allowed unlimited satellite television access.

But the 12-man Guardian Council ruled that the bill violated Islamic law as well as the constitution, state-run television announced.

It also said that with such a law in place, filtering "decadent and obscene programs" would be impossible.

Satellite dishes are produced locally and cheaply in Iran and easily hidden

under elaborate covers, in foliage or on balconies. The police periodically conduct raids to confiscate them, but they continue to proliferate.

The bill will now return to Parliament for reconsideration. If it is not modified, it will be sent to the Expediency Council, an even higher overseeing body that mediates disagreements between the legislature and the Guardian Council.

Chirac and Schroeder go slow on war

United French-German stand underscores split with Britain and U.S.

By John Tagliabue

The New York Times

PARIS: In a blunt rejection of American impatience toward Baghdad, the leaders of France and Germany said Wednesday during ceremonies marking the 40th anniversary of a French-German cooperation treaty that they shared common views on Iraq, and that any Security Council resolution for military action would have to await the report of weapon inspectors.

President Jacques Chirac of France called war "always the worst of solutions," adding, "Hence everything must be done to avoid it." France and Germany, he said, "have a judgment on this crisis that is the same."

Chancellor Gerhard Schroeder of Germany, appearing with Chirac at a news conference, said, "We both want a peaceful solution to the crisis in Iraq, and we will work toward that in close cooperation." On Tuesday, Schroeder expressed his most forceful rejection yet of any war.

France and Germany often make declarations of close cooperation, but these are often influenced by the circumstances of the moment. The words took on peculiar weight Wednesday since France and Germany hold the Security Council presidency this month and next.

The leaders were speaking at daylong ceremonies in the French capital and at nearby

Versailles recalling the signing in 1963 of the Elysee Treaty designed to set the agenda for new stages of European integration.

A catalogue published Wednesday listing areas in which both countries seek closer cooperation contained a pledge that they would "be attentive to adopt common positions in international bodies, including the Security Council" of the United Nations.

On Tuesday, the French foreign minister, Dominique de Villepin, said France would seek the agreement of other European countries, including Britain, to oppose American pressure for military action before there was a clear signal from the inspectors and agreement by the Security Council. Earlier, de Villepin refused to rule out the possibility that France would use its veto power if the United States pressed later this month for a council resolution authorizing war.

But the statements of unity by Chirac and Schroeder vividly illustrated just how far apart the Europeans stand. Britain announced Monday that it is preparing 30,000

troops for action in Iraq. On Tuesday, Prime Minister Tony Blair, appearing to side with Washington, stated that fresh intelligence indicated that the escalation of armed force in the Gulf was undermining the rule of Saddam Hussein.

The declaration of unity by France and Germany seemed to reflect the determination of the French — who hold the council

presidency this month — to prevent the Bush administration from forcing the issue of Iraqi compliance in the council later this month. Chirac said that "as regards this common position," France and Germany — as the council president in February — were "entirely coordinated and in permanent contact every day."

Late Tuesday, Schroeder made his most resolute statement to date of opposition to any resolution for war. "Do not reckon with Germany approving a resolution authorizing war. Do not reckon with that," he said.

Opinion polls across Europe indicate that opposition to the use of force against Iraq is

widespread. Anti-war demonstrators have taken to the streets repeatedly in numerous European cities, with marchers silently or loudly objecting to America's threats to use its military might against Baghdad.

The two leaders gave their views during a day of ceremonies designed to reassure each other, as well as their European partners, that their countries still see their destinies intertwined and that the world can expect them to speak with one voice.

In their list of areas for cooperation, both governments proposed such goals as allowing French and German citizens joint nationality, holding joint cabinet meetings, intensifying military cooperation, and having joint French-German embassies in third countries.



President Jacques Chirac of France, left, and Chancellor Gerhard Schroeder of Germany, right, in ceremonies at Versailles on Wednesday on the 40th anniversary of the French-German friendship treaty.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Thursday, January 23, 2003

Iraqi Kurds put aside dream of sovereignty for place in federation

By C.J. Chivers

The New York Times

SULAIMANIYA, Iraq: A common and curious sight in northern Iraq is a glossy color map about the size of a doormat on display in many homes and on sale in every bazaar.

The map defines a territory beginning at the northeastern corner of the Mediterranean Sea and extending east, north and south, ending more than 320 kilometers (200 miles) inside Iran. Its name is "Kurdistan," the limits of a land claim spanning large parts of four nations.

It is also the name of a fifth nation, which does not exist.

Since this region's borders were drawn by Europeans after World War I, Kurds have struggled to shrug off the governments of Turkey, Syria, Iran and Iraq, hoping to achieve a nation of their own. They have never succeeded.

I Throughout this period, no group of Kurds has come as close to this dream as the roughly 4 million Kurds of northern Iraq, who have been living an experiment in self-rule since an uprising against President Saddam Hussein in 1991.

Now, just as Iraqi Kurds sense Washington's growing momentum to unseat Saddam and to rearrange the region's political shape, this central ambition of Kurdish political life — the notion of a greater Kurdistan — has been withdrawn.

Kurdish political leaders in Iraq have almost unanimously embraced neither nationalism nor independence, but the idea of incorporating Kurds into a democratic, federal Iraq. In public life here, independence is passé. Federalism and Iraqi citizenship are in vogue.

Whether this new vision means Kurdish leaders have truly forsaken the statehood goal is unclear. Some admit it is partly a strategy of convenience to gain favor with the United States and perhaps push for independence at some undefined point after Saddam has been removed from power. Others worry that seeking independence now could incite such strong objections from Iraq's neighbors that it would be doomed to failure.

"One of the ironies of our lives in free Iraq is that this experience has taught Kurds to be realistic about their nationalism," said Barham Salih, prime minister of the eastern portion of the Iraqi

Kurdish zone. "We want to be part of Iraq and to live as Iraqis. This is part self-confidence, and part political maturation."

Of a greater Kurdistan, that large territory on the nationalist map, he added that Iraqi Kurdish leaders now eschew "maximalist adventures."

How the large Kurdish populations in neighboring countries feel about this shift among Kurds in Iraq is unclear; there have been no significant discussions between them. Estimates of the total number of Kurds vary widely, but it is thought that less than 20 percent live in northern Iraq.

It is clear that within the self-governing territory, the notion of nationhood, long an organizing principle of Kurdish resistance, has assumed the character of a dream deferred.

"We will have a kind of national identity within the framework of a state," said Jalal Talabani, a former nationalist rebel and leader of the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the eastern Kurdish zone.

Kurdish officials admit privately that they have been under pressure from the United States to tone down nationalist rhetoric in order to be part of the Amer-

ican-led effort against Saddam. In this climate, support for federalism and Iraqi citizenship is a pragmatic stance.

"When you talk about yourself as a Kurd, others can accuse you of being a separatist, an agent of a foreign power or someone who seeks the destruction of an Arabian state," said Safwat Rashid Sidqi, an advocate for the Kurdistan Human Rights Organization, and a supporter of federalism. "If you talk about yourself as an Iraqi, they cannot challenge you."

Kurdish leaders here are now calling on Iraqi Kurds to participate in a post-Saddam democracy, with a degree of regional autonomy over areas where Kurds have traditionally lived, but also with a role in a national authority in Baghdad.

The plan for federalism is still an abstraction, not yet clearly defined, and it remains to be seen how it would be accepted by the roughly 19 million Iraqis still under Saddam's rule. But in its roughest sense, it means that regions of Iraq now in Kurdish control would be organized into something like American states, with their own budgets, rights and powers, while subordinating themselves to the larger republic and its rule of law.

Kurdish leaders, whose tribes and parties have suffered miserably under Baghdad dictatorships, describe federalism as a means to distribute government powers, safeguarding against a repeat of past abuses by Arab rulers, while ensuring a Kurdish stake in the potential benefits of Iraq's future.

"All of the successive regimes in Iraq have fought us, and they have oppressed our people," said Nerchervan Barzani, prime minister of the western side of the Kurdish zone, controlled by the Kurdistan Democratic Party.

Strong regional powers are regarded as necessary, given Iraq's demographics, because Kurds, estimated to be about 20 percent of Iraq's 23 million people, are unlikely ever to achieve a majority in Iraq. If democracy were established, the majority role would most likely be played by Arab Shiites, thought to comprise 50 percent to 65 percent of the Iraqi population.

Since breaking from Saddam's rule, Kurds here have had a taste of self-determination. They have created their own newspapers and television stations, schools and mobile phone networks, police forces and armies, parliament and government ministries.

The New York Times

January 23, 2003

Jacques Chirac et Gerhard Schröder se prononcent pour un règlement pacifique

Front franco-allemand sur la crise irakienne

LE FIGARO JEUDI 23 JANVIER 2003

Luc de Barochez

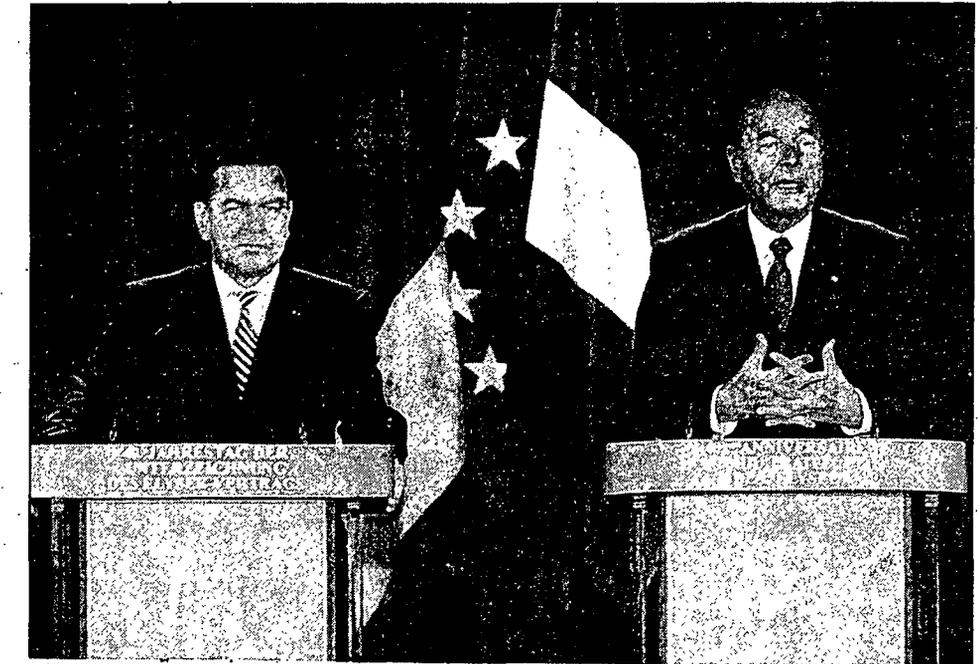
Anniversaire de leur traité d'amitié oblige, la France et l'Allemagne ont affiché hier un front commun sur la crise irakienne. Elles ne sont pas d'accord sur tout, puisque Paris n'exclut pas une guerre « en dernier recours », alors que l'Allemagne se dit opposée par principe à l'emploi de la force contre l'Irak, même si l'ONU y donnait son aval. Malgré cette divergence, la menace américaine d'un cavalier seul ouvre un large terrain d'entente à Paris et à Berlin.

Le président Jacques Chirac a résumé en deux phrases le « jugement identique » sur la crise irakienne auquel il est parvenu avec le chancelier Gerhard Schröder.

« Toute décision appartient au Conseil de sécurité de l'ONU et à lui seul, s'exprimant après avoir entendu le rapport des inspecteurs, conformément aux résolutions pertinentes qu'il a adoptées. »

« La guerre ne constitue toujours la plus mauvaise des solutions ; tout doit être fait pour l'éviter. »

En chœur, Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont affirmé leur volonté de coordonner étroitement leur action au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la France exerce la présidence en janvier et l'Allemagne en février. Cependant, ni l'un ni l'autre n'ont voulu répondre à la question qui leur était posée sur un éventuel vote commun au Conseil de sécurité. L'Allemagne a indiqué qu'elle n'envisageait que deux options dans ce cas, l'abstention ou le refus. La France, en revanche, veut garder toutes ses cartes à sa disposition. Elle a fait savoir qu'elle exercerait,



Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont affirmé leur volonté de coordonner étroitement leur action au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la France exerce la présidence en janvier et l'Allemagne en février. (Photo Jack Guez/AFP)

quoi qu'il arrive. « sa totale liberté d'appréciation ».

Jacques Chirac est ainsi resté en retrait hier par rapport à son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui avait laissé planer lundi, à New York, la menace d'un veto français. Beaucoup de diplomates font

« Toute décision appartient au Conseil de sécurité de l'ONU et à lui seul »

d'ailleurs remarquer que l'hypothèse d'un veto est largement théorique. Si, d'aventure, les États-Unis décidaient de mener une opération militaire en Irak malgré l'opposition d'autres membres du Conseil de sécurité, ils s'abstiendraient probablement de demander l'aval du Conseil. Ni la France ni l'Allemagne n'auraient ainsi à voter.

L'impatience américaine se heurte à l'incompréhension de Paris et de Berlin, où l'on estime que les inspecteurs de l'ONU doivent obtenir plus de temps pour achever leur mission en Irak. La France comme l'Allemagne croient qu'il est possible de désarmer pacifiquement Bagdad. Les

deux pays sont d'avis que le rapport que les inspecteurs doivent remettre lundi prochain au Conseil de sécurité de l'ONU n'est qu'un rapport d'étape, qui doit

être suivi d'autres.

Le chancelier Schröder, pour sa part, avait fermement condamné toute possibilité de guerre en Irak avant même d'arriver à Paris. « Ne vous attendez pas à ce que l'Allemagne accepte une résolution qui légitime la guerre, n'y comptez pas », a-t-il dit mardi soir en Allemagne. Hier, il a cependant affirmé sa volonté

« d'harmoniser (ses) positions aussi étroitement que possible » avec la France, « afin de trouver une solution pacifique à la crise irakienne ».

Lors de son discours devant les députés français et allemands à Versailles, Jacques Chirac a pu mesurer la popularité de l'option pacifiste dans les deux pays. Les membres de l'Assemblée nationale et du Bundestag ont applaudi comme un seul homme lorsque le président de la République a proclamé sa conviction que « la guerre n'est pas inévitable ». Il s'est attiré des applaudissements redoublés lorsqu'il a souligné que « le seul cadre légitime est celui des Nations unies ». Il a encore été salué chaleureusement lorsqu'il a affirmé que « la France et l'Allemagne mènent une concertation étroite et exemplaire pour donner toutes ses chances à la paix ». Ces chances semblent pourtant, au fil des semaines, de plus en plus minces.

members, hinting that he meant the United States without saying so.

"It is an update," he told reporters in the interview. "It is you guys who have made it into the end of history. And maybe some member states will make it the end of history. But for us, it's an update. We are supposed to report on how

inspections go."

In his remarks, Saadi took issue with the inspectors' contention that Iraq had provided "insufficient" evidence of having destroyed weapons of mass destruction in its 12,000-page declaration to the United Nations.

"As far as we are concerned, it is quite

sufficient," he said. "You accept my story unless you have evidence to the contrary. And they don't have evidence to the contrary. If they had, they would have come up with it right away."

Blix and ElBaradei left for Athens, and on Tuesday will fly to New York.

For Saudi royal family, rising fears of a postwar Iraq

By Patrick E. Tyler

The New York Times

RIYADH: It is hard to say what the princes here fear more — a war in Iraq that leads to chaos or a war that brings democracy to the Arabian peninsula.

Members of the Saudi royal family and close advisers to Crown Prince Abdullah, the day-to-day ruler, say that chaos from the breakdown of the existing order in Iraq has become an overarching fear.

It has motivated the Saudi leader to try to persuade President George W. Bush to go along with an 11th-hour strategy in which a decision to go to war would be followed by a pause for intensive diplomacy — even coup making — to remove Saddam Hussein.

But at the same time, many Saudis have begun to realize that if Bush succeeds in removing the Iraqi leader, the potential emergence of a new Iraqi state — allied with the West and empowered by its oil wealth to create new markets, economic power and military strength — could set the winds of change sweeping through the region.

The transformation of Iraq is about all that anyone in power is talking about in the Gulf. But nowhere is the conversation so intense as in the Saudi royal family, which struggled for 40 years to unite the disparate tribes of the peninsula and create a sense of nation for 14 million Saudis.

That nation exists in an arrested state of political development, however, under a monarchy anchored in a deeply conservative Islamic ideology that represses women's rights and excoriates foreigners and "infidels." It also suffers from extensive corruption that arises from its enormous oil wealth.

"I am sure that if Iraq becomes a new kind of democratic state, those people in Iraq will put great pressure on these regimes — they will have to change or be overthrown," said a stalwart of Saudi Arabia's business establishment and friend to the crown prince for 40 years. He has counseled his royal friend unsuccessfully to open the society and create a transparent, democratic state. He spoke on the condition that his name not be published.

"When Iraq changes, it is going to be a turn-

ing point in the history of the Middle East," he said.

Some members of the royal family scoff at the notion that they fear a positive transformation of Iraq, which for decades has posed a military threat to Saudi Arabia.

"I would rather be threatened with democratic principles than with war," said a leading prince.

Far from an onslaught of democratic principles, what worried the prince most was the potential disintegration of Iraq, a country of deep religious, ethnic and tribal divisions woven into a bloody history of internecine conflict.

Saudi Arabia's unifier in the last century, King Abdulaziz al Saud was still wielding his sword in tribal warfare when British gerrymandering at the end of World War I cobbled together the Ottoman provinces of Basra, Baghdad and Mosul to form an Iraqi state.

The Saudi monarchy has always believed that it takes an iron fist to hold together the three main religious and ethnic groups that comprise Iraq, a Shiite majority dominant in the south, a Sunni minority that has ruled from Baghdad and a Kurdish minority in the north known for rebellion and its aspirations for an independent Kurdish state.

"Iraq can only achieve democracy if there is a peaceful transfer of power," the senior prince said. "It will never survive a breakdown in order. It can only survive if the civil institutions are preserved."

But while fretting about the worst-case scenario, Saudi Arabia is quietly pursuing other strategies toward Iraq, another senior prince said. For one, Saudi intelligence has been working for months with Saudi and Iraqi tribal leaders whose clans range across borders.

They are urging the tribes to take an active role in preventing chaos if military operations cut off Baghdad from the rest of the country.

Through the tribal network, Saudi messages have been passed to Iraqi mil-

itary officers, urging them to break with Saddam if a moment comes when Bush and the United Nations offer him a chance to leave the country to avert war.

"We found out how much he has been paying the tribal leaders and we paid them more," said the prince, whose responsibilities combine intelligence and diplomacy. "The tribal leaders have already sold Saddam and he doesn't know it."

Yet the hardest thing to get out of a member of the Saudi royal family is an answer to the question: What if things go well? What if Saddam Hussein is removed, the country holds together and democracy takes hold?

Iraq would stand second only to Saudi Arabia in oil resources, with 10 percent of the world's proven reserves. It might also stand athwart the Tigris and Euphrates valley like a new colossus, though many specialists on Iraq are intensely skeptical that the country and any new government will be able to mediate a century of internal grievances and ethnic divisions once the iron fist is removed.

But it could happen, some admit. And if it did, what would be the effect?

The Saudi royal family has always talked a good deal about reform over the last two decades but has seldom acted on its stated intentions.

Now that he is effectively ruling the country as King Fahd fades in ill health, the crown prince presides over a kingdom where no citizen can know the income derived from pumping 8 million barrels a day of oil and no one knows how many billions the royal family skims for personal use — though, judging by the scores of opulent palaces throughout the country, it is not chump change.

The New York Times

January 23, 2003

TURQUIE

Dans le calme qui précède la tempête

Près de la frontière turco-irakienne, les militaires américains se préparent à la guerre, pendant que la population achète des masques à gaz et souffre déjà des répercussions économiques.

AKSIYON
Istanbul

Quand nous sommes partis d'Istanbul, les médias ne parlaient que de la prochaine guerre en Irak. Les journaux présentaient des simulations impressionnantes sur des pages entières. Mais lorsque nous sommes arrivés dans les régions du sud-est de la Turquie [près de la frontière avec l'Irak], nous avons remarqué que les habitants semblaient surtout préoccupés par leurs problèmes quotidiens.

Devenue célèbre lors de la guerre du Golfe [1991], la base de l'OTAN d'Incirlik se trouve à quinze minutes de la ville d'Adana. Ici, 6 000 militaires vivent avec leurs familles. On n'y remarque pas une activité plus intense que d'habitude. Outre les bombardiers américains qui continuent de façon routinière leurs survols quotidiens au-dessus du nord de l'Irak, on voit décoller des avions espions U-2 qui vont prendre leurs photos des sites les plus stratégiques. Et puis, de temps à autre, on voit arriver de gros avions-cargos. En revanche, les mesures de sécurité dans la base sont désormais plus strictes. Le personnel haut gradé et leurs familles n'ont plus l'autorisation de sortir en ville. Les autres doivent rentrer avant 21 heures, alors qu'avant ils avaient des permissions allant jusqu'à 23 heures.

Au centre-ville d'Adana, c'est le calme qui précède la tempête. Les commerçants sont d'accord pour dire que cette situation n'est pas normale. Selon le président de leur association, Kemal Dagtekin, les choses en sont déjà à un point de non-retour. "Qu'ils le fassent vite et que ce soit fini !" s'exclame-t-il en exprimant une certaine résignation. "L'indécision nuit autant aux Américains qu'à nous-mêmes." Les boîtes de nuit et les pubs sont presque vides. Le consulat américain a déjà évacué ses bâtiments pour s'installer, avec tout son personnel, dans l'hôtel Hilton. Mais les habitants et les commerçants sont psychologiquement prêts pour la guerre. Ils n'envisagent même pas de fermer leurs boutiques pendant les opérations. Il y a même une autre catégorie de commerçants, dans la région d'Incirlik, qui attend avec hâte le début de la guerre, ce sont les fournisseurs de masques à gaz. Car les gens s'inquiè-

■ Préparatifs turcs

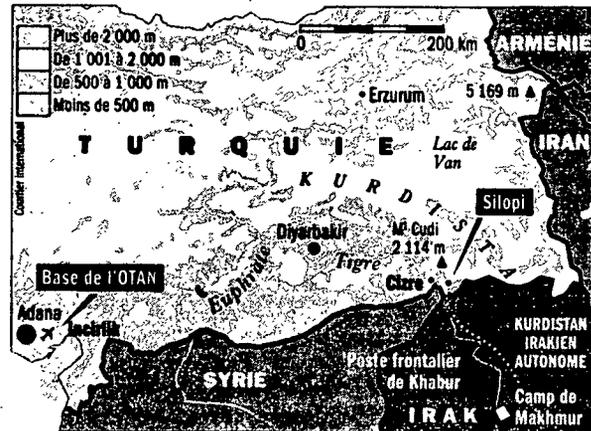
En attendant la guerre, les affaires prospèrent en Turquie, note *Hürriyet*. Selon ce quotidien, une entreprise turque vend depuis deux mois, à 340 euros pièce, un lot de masques à gaz et divers éléments de protection contre une attaque chimique. A noter que l'armée turque n'a importé que 150 000 masques à gaz pour une population qui compte 70 millions d'habitants !

tent des risques posés par l'éventuelle utilisation d'armes chimiques dont personne ne connaît les effets.

Les villes de Cizre et de Silopi ont une importance cruciale dans le dispositif militaire actuel. Le bataillon basé à Silopi s'occupe de l'acheminement des matériaux vers les unités militaires composées de centaines de chars d'assaut et de 8 000 hommes dont on ne peut plus nier la présence dans le nord de l'Irak. La zone industrielle de Silopi est désormais déclarée zone militaire et entourée de barbelés. On y stocke des matériaux militaires. Mais les alentours très montagneux des deux villes sont couverts de neige - jusqu'à cinq mètres d'épaisseur par endroits -, ce qui empêche l'utilisation de la route. Pour l'instant,

le passage en Irak ne peut se faire que par le poste frontalier de Khabur.

Les soldats préparent aussi des installations pour faire face à l'afflux des réfugiés [un demi-million de Kurdes irakiens s'étaient réfugiés en Turquie pendant la précédente guerre du Golfe]. Les travaux d'infrastructure de cinq villages de tentes avancent, et le HCR veille au stockage de nourriture pour parer à toute éventualité. Un inventaire des véhicules particuliers est établi, et les propriétaires sont prévenus qu'ils pourraient être réquisitionnés en cas de besoin. Un autre détail qui attire l'attention : de nombreux Américains viennent louer des logements à Silopi et à Cizre, sans



donner leur identité.

Les quelque 60 000 "gardes de village" [militiens kurdes recrutés par la Turquie pour lutter contre les séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK)] qui se trouvaient désœuvrés

avec la "normalisation" de la région reprennent leur activité. Après la diminution du terrorisme dans la région, ils ne recevaient plus d'armes. Mais avec l'approche de la guerre, ils sont réquisitionnés pour monter la garde le long de la frontière. Les Américains souhaiteraient les utiliser comme guides pendant les opérations. L'avenir de ces hommes est un casse-tête. "Nous ne possédons ni terres ni bétail, disent-ils. On a juste le salaire minimum. De plus, nous sommes exclus par les autres [Kurdes] pour avoir exécuté ce travail [les opérations contre le PKK]."

Quant au PKK, bien qu'il ait arrêté la lutte armée, il attend son heure des deux côtés de la frontière turco-irakienne. A part ses 500 militants sur le mont Cudi, il entraîne également des combattants kurdes irakiens et détient le contrôle du camp de Makhmur [en Irak] où sont logés les réfugiés kurdes [de Turquie].

Le long des 35 km de la route entre Cizre et Silopi, on voit des milliers de camions abandonnés. Le transport du pétrole a diminué de 75 % et le commerce frontalier qui faisait vivre 2 millions de personnes a reculé avec l'approche de la guerre. La paralysie des camions ruine également les autres activités commerciales.

Mais, pour la population dans son ensemble, les difficultés économiques, les problèmes de sécurité et le stress psychologique dû aux longues années passées sous l'état d'urgence [1987-2002] semblent peser bien plus que les craintes d'un conflit qui approche.

Adem Yavuz Arslan

DU 23 AU 29 JANVIER 2003
COURRIER INTERNATIONAL

France to rally EU against early war

It wants 'a single voice' for Europe

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: Foreign Minister Dominique de Villepin said Tuesday that France would try to rally the European Union to "speak with a single voice" and oppose any hasty decision by the United States to unleash a military assault against Iraq.

He said no action should be taken while UN inspectors are seeking more time — perhaps many months — to pursue their search for evidence of weapons of mass destruction in Iraq.

"We see no justification today for an intervention, since the inspectors are able to do their work," he said in Brussels, Reuters reported. "We could not support unilateral action."

The European Union is divided over what to do in Iraq, with France saying bluntly it could not support an attack any time soon, Germany stating its opposition to any war at all, Greece, the current EU president, planning a European mission to the Middle East in an attempt to avert war, and Italy and Spain lending tacit approval to the more aggressive British stance.

In the face of this dissension, de Villepin said that Europe must adopt a common position of standing up to American pressure for an early military move.

"It is important that Europe speak on this issue with a single voice," he said. "We are mobilized, we believe war can be avoided."

On Monday, de Villepin jolted U.S. diplomats at the UN by hinting that France might veto any new UN Security Council resolution seeking authorization to use force against Iraq. Germany, China and Russia on Tuesday expressed serious misgivings about use of force.

President George W. Bush allowed his impatience to show Tuesday when he said of his reluctant allies, "Surely our friends have learned lessons from the past."

Richard Armitage, the deputy secretary of state, said that if President Saddam Hussein refused to disarm under diplomatic pressure, "then we must have the guts to draw that conclusion, and take another course."

The French stance was bolstered, however, by Russia and China. All three hold veto power on the Security Council. Germany, which holds a rotating two-year seat on the council, also rejected war.

That left Britain nearly alone on the council, as a key report set for submis-



Reuters

Dominique de Villepin said France wants to give inspectors more time.

sion Monday from UN weapons inspectors neared, in publicly supporting the U.S. position that Iraqi noncompliance with UN demands could make war necessary.

Meanwhile, Bush ordered two more aircraft carriers to the Gulf, for an eventual total of five, and 37,000 infantry soldiers were ordered to the region this week.

The costs and difficulties of maintaining an enormous military deployment abroad for months longer are pushing the administration to make a decision soon.

Foreign requests to give UN inspectors more time are being solidly resisted by U.S. officials in the White House, Pentagon and State Department.

A U.S. failure to rally support from allies as important as France could raise the monetary costs of war with Iraq, leave the United States — and to a lesser extent, Britain — shouldering prime responsibility should the war go badly, and risk engendering profound and lasting strains that could effect relations in the Middle East and elsewhere.

Ari Fleischer, the White House spokesman, echoed the U.S. exhortations to the UN made before the November vote, saying UN credibility was at stake. It appeared, he said, that the organization "needed President Bush to come along and give it the spine that was needed."

Bush has said he will confront Saddam without the UN, if necessary, but with support of other willing countries.

Armitage said that even though "we always prefer a solution short of war," that did not mean "that this nation or the international community should stand by with blind faith that Saddam Hussein will do the right thing, because he never has."

Bush noted Tuesday that France had joined in the unanimous Security Council vote in November for Resolution 1441, which demanded Iraqi disarmament. He appeared exasperated that other nations now were ready to give Saddam more time when he had had years to disarm.

But France and other countries said Monday at the UN that inspections needed more time. The United States might have dangerously miscalculated French intentions, said Philip Gordon, director of the Center on the United States and France, at the Brookings Institution.

He suggested that the United States might have been counting on a dynamic that has often operated in past international crises "that France will be an obstacle, ask hard questions, be diffi-

cult, but when push comes to shove, they'll be there" with the United States. This was the case in the debate over Resolution 1441, which France for weeks appeared to oppose, before finally supporting it.

But Monday brought "a warning from France that the U.S. cannot count on that," Gordon said. "In that game of chicken, the French seem to have responded, 'Maybe we'll call your bluff and see whether you're prepared to do a war without Security Council backing.'"

Even while de Villepin said that nothing now "justifies envisaging military intervention" in Iraq, France left open the possibility of revisiting the question later in the year. This approach could be an attractive refuge for other countries deeply worried about war, but fearful of being dismissed by Washington as soft on Baghdad.

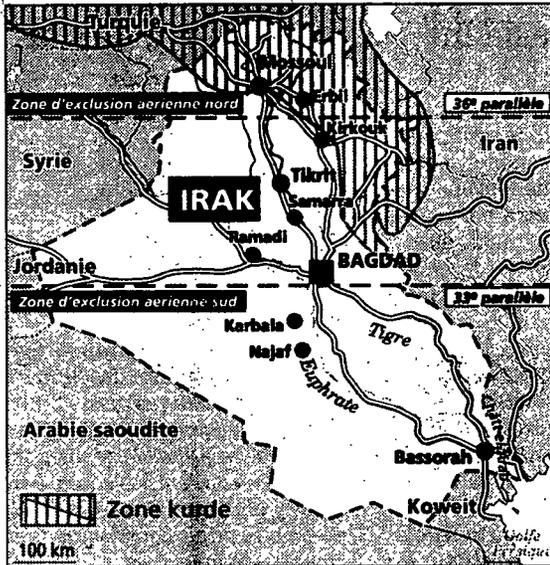
Diplomats at the UN told The New York Times that Villepin had told Secretary of State Colin Powell in closed meetings that France might support war if the UN weapons inspectors asserted in two months or so that Iraq was still unwilling to disarm peacefully. The French diplomat also reportedly told Powell that the United States did not yet have a majority on the council for war.

One U.S. newspaper described the sudden show of stout French opposition Monday as a "diplomatic version of an ambush."

January 22, 2003
INTERNATIONAL
Herald Tribune

Les peshmergas kurdes se préparent à l'action

CRISE Dans le nord de l'Irak, les combattants kurdes se préparent à résister à une éventuelle offensive armée de Saddam Hussein, mais savent qu'ils doivent compter sur l'armée américaine pour les protéger



AGOSTINO PACCIANI

Quartier général des officiers de l'armée kurde, à Erbil.

ERBIL

De notre envoyée spéciale

Le camp militaire Perzen est à un quart d'heure en voiture d'Erbil, la capitale de la zone autonome kurde du nord de l'Irak. Le général Azad Miran, 58 ans, responsable des opérations militaires dans la partie nord de ce territoire protégé depuis bientôt douze ans par les aviations américaine et britannique, est certain que l'armée de Saddam Hussein ne résisterait pas à une offensive américaine. « Je suis prêt à parier que l'armée se rendra dès la première attaque, affirme cet ancien élève de l'école des officiers de l'académie militaire de Bagdad. Le moral des troupes et des officiers est très bas. Ils ne font pas confiance à leur président. »

Le général Miran explique qu'il n'a jamais rompu les contacts avec des officiers de l'autre côté de la ligne de démarcation qui sépare l'Irak de Saddam Hussein du Kurdistan autonome. L'inconnue reste l'attitude de la garde républicaine de Saddam créée en 1991 et estimée à 150 000 hommes. Considérés comme des fidèles du régime, ils sont réputés prêts à mourir pour leur chef. « Tout dépendra du message envoyé par les Américains, insiste un proche de Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Si les États-Unis font

comprendre qu'ils sont sérieux dans leur volonté d'en finir avec Saddam Hussein, peu se sacrifieront, sachant qu'ils n'ont aucune chance de s'en tirer. »

En attendant, la toute jeune armée kurde s'entraîne. Un officier du camp Perzen montre des photos d'hommes à l'exercice affichées sur les murs. Les deux grands partis kurdes, le PDK et l'Union patrio-

tique du Kurdistan (UPK), possèdent leurs propres bataillons, chacun dans la zone qu'ils contrôlent, auxquels il faut ajouter des peshmergas (1) et des miliciens, en fait des civils armés prêts à prêter main forte en cas de besoin. Il est difficile de connaître le nombre exact des militaires et des peshmergas. Entre 50 et 60 000 pour le PDK et un peu moins pour l'UPK.

« Notre objectif n'est pas d'aller nous battre à Bagdad. Nos hommes n'y seraient pas efficaces, précise le conseiller de Massoud Barzani. Il s'agit de nous défendre en cas d'attaque. » Même dans cette optique, le Kurdistan reste très vulnérable si, d'aventure, Saddam Hussein utilisait des chars ou des missiles. Les Kurdes ne disposent que d'armes relativement légères, et seule la protection de l'armée américaine per-

mettrait d'éviter le pire.

C'est pourquoi les responsables du PDK et de l'UPK réclament à Washington une assistance militaire tout en gardant en mémoire qu'à deux reprises, en 1975 et en 1991, les Américains les ont trahis. Encouragés à se soulever par Wa-

shington à la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes avaient été abandonnés à leur sort. « Ce serait risqué pour Saddam de s'attaquer au Kurdistan. Notre région bénéficie depuis douze ans d'un régime de protection aérienne, fruit du vote de la résolution 688, qui obligerait les États-Unis à intervenir » en cas d'attaque irakienne, tempère le général Azad Miran.

« Si la guerre éclate, je serai le premier à me battre »

Derrière les bâtiments modestes, se trouve le terrain d'entraînement aux tirs. Dans l'une des salles du camp Perzen, des officiers en uniforme et béret rouge prennent des cours de stratégie militaire. Ils iront ensuite former leur camarades. « Même si nous sommes faiblement armés, nos hommes ont un moral de fer », affirme l'un d'entre eux.

Abdu Jabbar Mohammed a 60 ans. Assis en tailleur sur le sol

avec des amis, il discute de la situation en buvant du thé chaud. « Si la guerre éclate, je serai le premier à me battre », dit-il. Ce peshmerga connaît toutes les montagnes du Kurdistan, où il a résisté à plusieurs reprises aux assauts de l'armée irakienne. « Les hommes de Saddam m'ont recherché et je me suis réfugié à Halabja, au sud du Kurdistan, puis

en Iran. Saddam a fait arrêter ma famille, même ma femme qui venait de donner naissance à mon fils. Ils ont été emprisonnés pendant dix mois. »

Trois de ses fils, peshmergas, sont morts en combattant l'armée irakienne, l'un en 1987, l'autre en 1991 et le dernier en 1995. Abdu Jabbar garde un souvenir ému de la « libération » de Kirkouk à laquelle il a

participé en 1991. La victoire a été de courte durée puisque l'armée irakienne a repris cette ville quelques jours plus tard. Fuyant la contre-attaque, les peshmergas ont dû se replier dans leurs montagnes, et beaucoup se sont réfugiés en Iran. « On a appris la leçon », dit Abdul Jabbar.

Agnès ROTIVEL

(1) Maquisards.

La guerre en Irak, cauchemar de la Turquie ?

PRINCIPAL SOUTIEN des Etats-Unis dans une région tourmentée, la Turquie rechigne à accéder aux demandes américaines de déployer des troupes sur son sol en cas d'intervention contre l'Irak. Elle contrarie du même coup les projets du Pentagone d'ouvrir un « second front », censé écourter une éventuelle offensive sur Bagdad.

« L'indécision des Turcs commence à perturber les plans militaires », expliquait au *Wall Street Journal* Morton Abramowitz, ancien ambassadeur en Turquie à l'époque de la « première » guerre du Golfe, en 1991. Loin du soutien inconditionnel manifesté alors par le président Turgut Özal, les dirigeants turcs se font aujourd'hui priver. Confrontée à des échéances cruciales pour son avenir – telles que la résolution du problème de Chypre ou la sortie de la crise économique –, la Turquie, déchirée entre son opposition au conflit et les impératifs de son « partenariat stratégique » avec Washington, opte pour la paix tout en se préparant à la guerre.

C'est avec une rare unanimité que le pouvoir turc – civils et militaires confondus – s'oppose aujourd'hui à une « seconde » guerre du Golfe, jugée à risques pour le pays. L'institution kémaliste n'y est pas favorable. La présidence a déclaré que la participation turque à la guerre « serait limitée » et le déploiement, réclamé par le Pentagone, de 80 000 « boys » le long de la frontière irakienne devra être revu à la baisse (entre 10 000 et 20 000 soldats, selon la presse turque). Les généraux ne perdent pas une occasion de rappeler les effets désastreux de l'après-1991. « Lors de la première guerre du Golfe, deux pays ont souffert : l'Irak et la Turquie », a rappelé le chef d'état-major adjoint, le général Büyükanit.

La fermeture de l'oléoduc transportant le pétrole irakien de Kirkouk (gros gisement dans le Kurdistan d'Irak resté sous le contrôle de Bagdad) vers le port turc de Yumurtalik, sur la Méditerranée, coûta entre 100 et 150 millions de

dollars par an à la république d'Atatürk, jadis premier partenaire commercial de l'Irak. A l'époque, l'octroi des bases aux Américains ne fut assortie d'aucune aide particulière. Echaudé, Ankara fixe désormais un prix à sa participation.

Un marchandage est en cours avec l'administration américaine pour l'attribution d'une aide d'un montant de 5 à 22 milliards de dollars. Un effacement de la dette militaire turque aux Etats-Unis (près de 6 milliards de dollars) est aussi discuté.

Selon le quotidien *Vatan* du 11 janvier, la banque américaine Eximbank proposerait des crédits à des compagnies américaines désireuses d'investir dans les régions kurdes de Turquie, économiquement sinistrées – le PIB par tête des régions du Sud-Est est douze fois moins élevé que celui des provinces situées autour d'Istanbul. De nombreux hommes d'affaires turcs espèrent se refaire une santé avec la reconstruction de l'Irak. « Une fois l'embargo levé, il ne faudra pas longtemps à nos compagnies pour retrouver leur rôle d'antan. Nous allons recevoir une bonne part du marché de la reconstruction », prophétisait Mustafa Koç, vice-président du groupe industriel du même nom dans une interview au magazine *BusinessWeek*.

Les exigences financières et l'indécision de la Turquie sont parfois commentées avec aigreur outre-Atlantique : « Le grossier marchandage en cours consistant à réclamer de l'argent pour l'assistance militaire apportée est dégradant et pourrait changer la nature de l'alliance entre nos deux nations », tempêtait ainsi William Safire du *New York Times* (17 janvier). L'envoi à Bagdad d'une délégation d'hommes d'affaires turcs – dont un qui se proposa de rester afin de « servir de bouclier humain » –, signataires de contrats divers (pour 550 millions d'euros), ne fut guère du goût de l'administration américaine et suscita quelques critiques en Turquie aussi.

TRANSACTIONS EN COURS

Quant à la croisade diplomatique dans laquelle l'actuel gouvernement turc s'est lancé à corps perdu – et dont le point d'orgue devrait être l'ouverture, jeudi 23 janvier, d'une réunion des pays voisins de l'Irak : Iran, Syrie, Jordanie, Egypte, Arabie saoudite, visant à convaincre le raïs irakien de désarmer et non de partir en exil comme on l'avait cru –, elle ne pèse pas lourd face au bruit des tambours de guerre américains. Le premier ministre turc, l'islamiste Abdullah Gül, le sait bien, qui, le 10 janvier, signa, d'une main, l'accord donné aux Américains d'inspecter les bases et les ports turcs par eux retenus, tout en remettant, de l'autre main, à la délégation qui s'envolait vers Bagdad, une « missive » au mystérieux contenu destinée à... Saddam Hussein.

Comme le dit la presse locale, les efforts déployés par le jeune gouvernement islamiste visent à convaincre l'opinion et les pays voisins que tout a été fait pour éviter la guerre. Ne manquant pas une occasion de souligner que la décision de donner les bases aux Américains ou de les laisser déployer leurs troupes « revient au Parlement », comme dans toute démocratie qui se respecte, le premier ministre ne fait guère mystère de ses intentions. « A l'avenir, nous coopérerons sans aucun doute », a-t-il répondu à une journaliste de la chaîne américaine CNN, qui l'interrogeait sur l'utilisation des bases turques par les Américains. « La Turquie est membre de l'OTAN et certains de ses aéroports ont été construits conformément aux décisions de l'Alliance », expliqua-t-il dans un entretien publié par l'agence Anatolie.

S'agissant de l'ouverture d'un second front, les réticences sont bien plus grandes. Là aussi, des transactions sont en cours. « La menace d'une armée turque qui descendrait sur Bagdad depuis le Nord précipiterait la reddition des gé-

raux irakiens aux prises avec l'armée américaine venue du Koweït », échafaudait William Safire. Aussi l'armée turque est-elle disposée à faire payer cher l'ouverture de ce « front nord ». Plus que l'opinion publique ou les conséquences économiques de la guerre, ce que les « Pachas » turcs redoutent le plus, c'est le développement d'une région autonome kurde aux marches de la Turquie, avec Kirkouk comme capitale, ainsi que le stipulait l'ébauche de constitution irakienne concoctée, en septembre 2002, par les deux partis kurdes qui gèrent le nord de l'Irak. C'est pourquoi la Turquie ne manque pas une occasion de rappeler son « droit de regard » sur cette ville pétrolière – la quatrième d'Irak – qui vécut longtemps – avec Mossoul plus au nord – sous administration ottomane. Actuellement située dans la partie du Kurdistan gérée par Saddam Hussein, Kirkouk, perçue par l'imaginaire kurde comme sa « Jérusalem », sera un enjeu majeur de la seconde guerre du Golfe.

Marie Jego

Le Monde

24 JANVIER 2003

La mariée est belle au pont de Kalak

Ce pont est l'un des points de passage entre l'Irak de Saddam Hussein et la zone autonome kurde, et de multiples trafics s'y déroulent tandis qu'on se marie dans le parc voisin

REPORTAGE

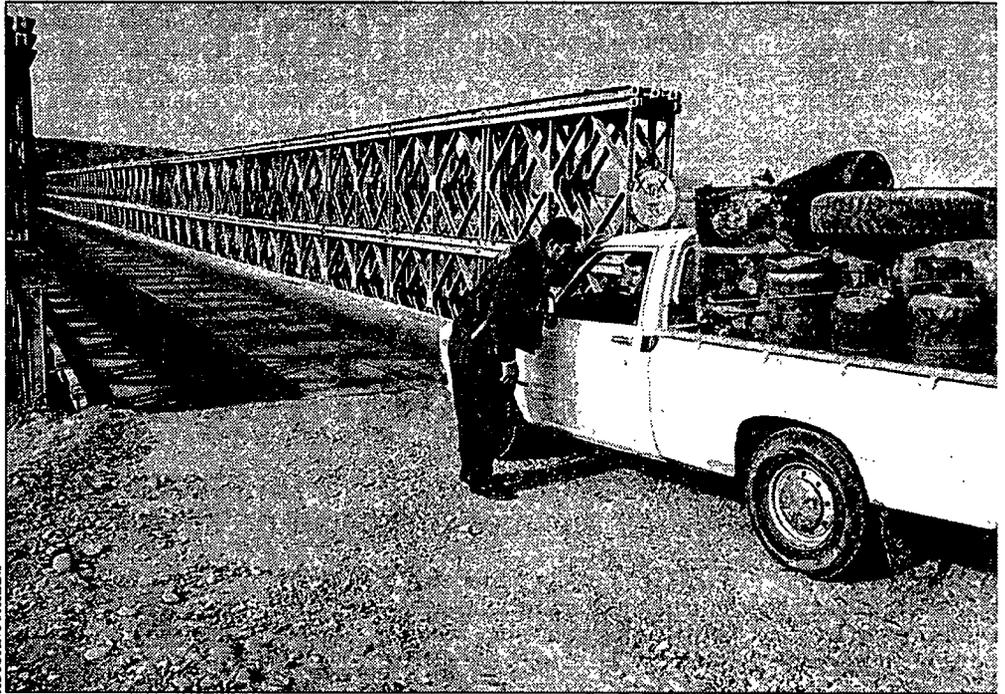
KALAK

De notre envoyée spéciale

Par une belle journée d'hiver, Rashad Sabbah et Perman Aouni se sont mariés dans le parc public de Kalak au milieu des eucalyptus, au bord du fleuve Zab, qui en aval se jette dans le Tigre. Comme le veut la tradition, la jeune mariée dans une robe blanche étincelante, parée de bijoux en or, reste assise sur une chaise pendant que le reste des invités s'amuse. On vient la voir, lui faire un brin de conversation, admirer ses atours, et on s'en retourne rejoindre la fête qui, après un repas copieux de riz et de viande de mouton, sera suivi de danses folkloriques et de chants. Les femmes sont maquillées, un peu trop, habillées de robes de couleurs rouge et noir brillantes, les cheveux ondulés et fortement laqués. Les hommes mangent en premier, les femmes attendront qu'ils aient fini pour se servir. Puis ils danseront séparément, à l'exception des femmes plus âgées autorisées à rejoindre leur vieux compagnon pour un pas de danse, privilège de l'âge !

Alors que la fête bat son plein dans l'insouciance la plus totale, sur le pont de Kalak qui enjambe le fleuve, on s'observe. D'un côté, l'armée irakienne, de l'autre les maquisards kurdes, les peshmergas. Le pont conduit à Mossoul, ville sous contrôle de Saddam Hussein. Le face-à-face dure depuis 1991. « En ce moment, la situation est à peu près calme. Cela n'a pas toujours été le cas, explique Baiz Zrari, membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et responsable de la sécurité dans cette zone. Grâce à nos informateurs, nous savons que l'armée irakienne masse des troupes et a envoyé des armes à Bartela, près de Mossoul, et à Kha-zer, à 10 kilomètres de Kalak. »

Le jeune Baiz Zrari aimerait bien ne pas avoir à se battre. « Nous n'aurons pas assez d'armes si nous devons nous défendre », déplore-t-il. Un drapeau rouge, blanc, vert, avec au centre un soleil, flotte sur le poste frontière kurde à l'extrémité du pont. Avec les jumelles, Ibrahim scrute la file de véhicules qui s'étend côté irakien. « Les soldats



Entre Irak et Kurdistan, le pont de Kalak est le théâtre de tous les trafics, plus ou moins risqués, plus ou moins contrôlés.

de Saddam Hussein fouillent même les civils, et ne les autorisent pas à passer des provisions alors que tout est moins cher chez eux. » Les habitués redoutent Abdullah « le monstre », un douanier irakien dont la réputation de cruauté dissuade les candidats au passage le jour où il est de service.

Les civils kurdes peuvent aller en Irak munis de leur seule carte d'identité. Ils s'y rendent pour visiter de la famille ou se faire soigner dans les hôpitaux de Mossoul ou de Bagdad, souvent mieux équipés, et où la réputation des médecins n'a pas souffert de l'embargo. Trois femmes, couvertes d'un foulard noir et de longues robes, reviennent en taxi de Mossoul où l'une d'entre elles a été hospitalisée trois jours. En sens contraire, des passagers partent voir une partie de leur famille.

Des trafics prospères de gazole, de cigarettes, de gaz...

Mais c'est de loin le flot des camions qui est le plus important. Par ce pont passent, en violation de l'embargo onusien, les barils de gazole destinés à la Turquie. La communauté internationale ferme les yeux sur ce trafic qui rapporte, en droit de passage, des revenus im-

portants au Kurdistan. Une partie du commerce se fait en outre dans le cadre de l'accord Pétrole contre nourriture. Votée par l'ONU, la résolution 986 prévoit que 57 % des revenus tirés de la vente de pétrole irakien sont attribués à l'Irak, 30 % au Koweït et 13 % au Kurdistan. D'autres trafics prospèrent, comme celui des cigarettes, sur lequel chacun empoche sa petite commission.

Au volant de son pick-up, Abdul Moïn va remplir des bouteilles de gaz vides auprès de contrebandiers irakiens. Il les revendra avec de solides marges au Kurdistan. « Les trafics plus risqués ont généralement lieu la nuit. La marchandise passe d'une rive à l'autre sur des barques ou des embarcations de fortune », explique Soran, le douanier kurde. Il compatit avec la population irakienne. « C'est triste de voir ce que le régime de Bagdad leur fait subir. » Soran ne croit pas que l'armée de Saddam s'attaquera au Kurdistan. « Mais je sais que, de l'autre côté, les Irakiens eux sont inquiets. Ils ont peur. Ils pensent que les Américains vont les tuer. »

Agnès ROTIVEL

Anger at Rumsfeld attack on 'old Europe'

Transatlantic row Berlin and Paris hit back at US defence chief

John Hooper in Berlin and Ian Black in Brussels

Transatlantic differences over Iraq turned bitterly personal yesterday as political leaders in France and Germany hit back at the US defence secretary's dismissal of their cherished alliance as representing "old Europe".

So heated was the response to Donald Rumsfeld's remarks, particularly and all the more surprisingly on the right, that the French president, Jacques Chirac, appealed for calm.

Nato's secretary-general, George Robertson, also tried to play down the rift, insisting that there was no row within the military alliance over providing logistical and other support for US-led action against Iraq. He said Washington's European allies were divided only over timing of action.

But Germany's foreign minister, Joschka Fischer, confirmed that Berlin was working on a plan aimed at slowing the drift to war. The German

representative on the UN security council is to call for a further report from the weapons inspectors to be delivered in mid-February.

"We want them to continue working," Mr Fischer said after he and his French counterpart, Dominique de Villepin, had appeared before a joint session of their countries' parliamentary foreign affairs committees. "If they are to continue working, then they must also report."

Shortly afterwards, he set off on a visit to Turkey, Egypt and Jordan in search of a peaceful solution to the crisis.

In responding to a reporter's question about French and German qualms, Mr Rumsfeld hinted on Wednesday that Washington would turn to Nato's new members in eastern Europe for support.

"You're thinking of Europe as Germany and France. I don't," he said. "I think that's old Europe. If you look at the entire Nato Europe today, the centre of gravity is shifting to the east and there are a lot of

new members."

Mr Chirac's spokeswoman, Catherine Colonna, said the president, who was visiting Berlin to celebrate the 40th

anniversary of the Franco-German friendship treaty, wanted to see the debate over Mr Rumsfeld's remarks "take place with seriousness and calmness". But back in Paris, the tone was one of spluttering outrage.

"If you knew what I felt like telling Mr. Rumsfeld ... " the ecology minister, Roselyne Bachelot, told a radio interviewer, before resorting to a well-known regional expression for a four-letter word. Her cabinet colleague, the finance minister, Francis Mer, said he was "profoundly vexed".

Even the reaction of the government's official spokesman, Jean-François Copé, was distinctly sardonic. Mr Rumsfeld would do well to listen to "old Europe", he said.

"When one is an old continent, a continent with an old historic, cultural and economic tradition, one can sometimes inherit a certain wisdom, and wisdom can be a good adviser," he said.

Germany's centre-left government, which has had troubled relations with the US since last summer when the chancellor, Gerhard Schröder, ruled out German involvement in a war, made no official comment. The general secretary of the chancellor's Social Democratic party was critical, but restrained. "Rumsfeld does not understand Europe," said Olaf Scholz. "It is good to heed Europe."

By far the strongest response came from the arch-conservative Bavarian Christian Social

Union. Its spokesman on European affairs, Bernd Posselt, accused Mr Rumsfeld of "neo-colonialism". He added: "The US has to learn that the European Union is a partner and not a protectorate."

Washington last week formally asked its allies to help defend Turkey and provide Awac radar planes and ships to patrol the Mediterranean. But on Wednesday, Nato ambassadors postponed a decision on military planning after objections from Germany, France and other states worried about a slide towards war.

"We have not yet achieved a consensus on proposals that have been put forward," Lord Robert-

son admitted. "There is a disagreement on timing by a small number of nations, but there is no disagreement on substance. This is not some sort of bust-up."

But diplomats in Brussels said last night that Germany was unlikely to approve the same wish-list as long as the arms inspections were continuing.

"We knew the Germans had a problem, but we were surprised that the French joined them," said one alliance official. Washington also wants to use Nato planning facilities and equipment and has suggested it could play a role in postwar humanitarian operations in Iraq, as it has done in Afghanistan.

The EU divisions are likely to resurface when foreign ministers meet in Brussels next Monday, hours before Hans Blix, the chief weapons inspector, presents his long-awaited report to the UN security council.

The Guardian January 24 2003

« L'Allemagne et la France, c'est la vieille Europe », assure M. Rumsfeld

LES ÉTATS-UNIS font de plus en plus part de leur attention face à la position franco-allemande sur l'Irak, qui a de nouveau été réaffirmée solennellement, mercredi 22 janvier, par Jacques Chirac et Gerhard Schröder, lors des cérémonies du 40^e anniversaire du traité de l'Elysée. « Je ne vois pas l'Europe comme étant l'Allemagne et la France. Je pense que c'est la vieille Europe. Si vous regardez l'Europe entière, son centre de gravité passe à l'Est », a répliqué Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense. « L'Allemagne a été un problème, la France aussi. Mais si vous considérez un grand nombre d'autres pays en Europe, ils ne sont pas avec la France et l'Allemagne mais avec les Etats-Unis », a-t-il ajouté, en référence aux sept pays d'Europe centrale et orientale qui viennent d'adhérer à l'OTAN.

A Bruxelles, les ambassadeurs des 19 pays membres de l'OTAN ne sont pas parvenus, mercredi 22 janvier, à se mettre d'accord sur un soutien de l'Alliance aux Etats-Unis en cas d'intervention armée contre Bagdad. Washington avait formellement demandé, la semaine dernière, à ses alliés d'examiner un possible rôle de soutien, et les Américains avaient exprimé le souhait de délibérations rapides.

Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a de son côté conseillé à Paris et Berlin d'attendre le rapport que les inspecteurs doivent faire, lundi 27 janvier, sur leur mission avant de s'opposer à une intervention armée. « Franchement, il y a certains pays de par le monde qui voudraient simplement se détourner de ce problème, et prétendre qu'il n'existe pas », a-t-il affirmé à la

chaîne de télévision publique américaine PBS. M. Powell a estimé qu'« il y aura d'autres conversations avec les autorités françaises. C'est un problème passager ». Il a eu néanmoins des mots acides pour son homologue, Dominique



« Si vous regardez l'Europe entière, son centre de gravité passe à l'Est »
DONALD RUMSFELD

de Villepin, qui présidait la réunion du Conseil de sécurité lundi, l'accusant d'avoir transformé une discussion prévue sur la lutte antiterroriste en foire d'empoigne sur l'Irak.

La France et l'Allemagne ont

solennellement répété, mercredi, leur détermination à trouver une issue pacifique à la crise en Irak. « Le seul cadre d'une solution légitime est celui des Nations unies. La France et l'Allemagne, en présidence successive du Conseil de sécurité de l'ONU, mènent une concertation étroite et exemplaire pour donner toutes ses chances à la paix », a déclaré Jacques Chirac au château de Versailles. « La guerre n'est pas inévitable », a-t-il lancé, tandis que Gerhard Schröder a plaidé pour que les quatre pays européens représentés au Conseil de sécurité assument ensemble « leurs responsabilités vis-à-vis de la paix et de la sécurité internationale ».

« Je veux mobiliser toutes nos forces pour qu'il n'y ait pas de guerre », a assuré le chancelier. - (AFP, Reuters.)

24 JANVIER 2003

U.S. shrugs off critics

It says Iraqi action would be 'widely mulilateral'

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

International Herald Tribune
Friday, January 24, 2003

WASHINGTON: The White House on Thursday expressed resolve on Iraq in the face of pointed French and German criticism, saying that while it was "perfectly possible" that France might not join in if there is military action, several other countries from Europe and elsewhere would do so — and would prevail.

"It is their prerogative, if they choose, to be on the sideline," the White House spokesman, Ari Fleischer, said of France and Germany. He said that President George W. Bush was confident that much of Europe, including Britain and probably Spain, Italy and some East European countries, would "heed the call," as would Australia.

"This will be, if the president makes a determination to proceed, widely multilateral," he told reporters.

But four days of hardening trans-Atlantic positions and harsh rhetoric over Iraq have left diplomatic nerves raw and raised doubts about how much reconciliation can be achieved in the crucial days of decision-making to come, particularly as large majorities of European publics express strong opposition.

Officials in both Paris and Berlin seethed Thursday at a characterization Wednesday by Defense Secretary Donald Rumsfeld that they were part of an "old Europe" that was making itself less relevant. Germany and France each had been "a problem," he said.

But the U.S. position received a boost Thursday when Jack Straw, the British foreign secretary, said at the State Department that the British and U.S. position were "exactly the same." The two countries reserved the right to act "if there is no clear resolution within the UN," he said, standing alongside Secretary of State Colin Powell.

U.S. officials, even while hoping for the broadest possible support ahead of a crucial meeting Monday of the United Nations Security Council, said firmly that a war with Iraq could be prosecuted successfully without French or German help and without a new Security Council resolution authorizing force.

"We're ready now," said General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff. "The Iraqi regime should have no doubt." U.S.-led forces deploying in the region will soon number 150,000.

Rumsfeld, who is known for his blunt speech, was reacting in part to a French- and German-led move at North Atlantic Treaty Organization headquarters in Brussels on Monday to delay the consideration of a U.S. request for mili-



President Jacques Chirac of France, center, sharing a joke in Berlin on Thursday with the French and German foreign ministers, Dominique de Villepin, right, and Joschka Fischer. They were marking the 40th anniversary of the Elysee friendship treaty.

tary assistance in event of war.

Foreign Minister Dominique de Villepin of France — whose unexpected suggestion Monday that France could veto a UN resolution to authorize war touched off the trans-Atlantic tensions — called on all sides "to respect each other." Foreign Minister Joschka Fischer of Germany, in Istanbul for talks, while regional countries there were seeking ways to avert war, said of Rumsfeld's rhetoric: "The only answer is: Cool down."

Powell acknowledged that there were "sharp differences" but said that similar differences had existed before the Security Council achieved unanimity on Resolution 1441 in a vote in November.

A possibility remained, however slight, that public positions might shift based on the practical evidence or political cover provided Monday. The top UN weapons inspectors are to report that day to the Security Council on Iraq's compliance, or lack thereof, with Resolution 1441, which demands Iraqi disarmament.

France spent weeks last autumn questioning the U.S. approach before finally supporting it in November. But the tone of recent French language and the suggestion of a possible veto to block UN authorization of force make a reversal appear less likely now.

Although the trans-Atlantic strains appeared particularly severe, longtime diplomatic realities seemed unlikely to be swept away.

Even while U.S. officials emphasized the military ability of a "coalition of the willing" to prevail in a war with Iraq, they did not deny the important role the European powers have played in peace-

keeping missions, as in the Balkans, or in defraying the huge costs of reconstruction, as in Afghanistan. And U.S. allies in the Gulf region have expressed a powerful preference that any military

intervention be as broadly international as possible.

If the European split over Iraq comes to a head at the Security Council, it could have troubling consequences, said Simon Serfaty, director of the Europe Program at the Center for Strategic and International Studies, in Washington. "The Europeans will carry the bitterness of the internal fight into their management of the European agenda and that's unfortunate," he said.

But Russia, which has said that there were now no grounds to use force against Iraq, appeared to be leaving the door open for a shift after Monday. President Vladimir Putin called Bush on Thursday and told him that the inspectors' report held the key to any action on Iraq, Reuters reported from Moscow.

Hans Blix, the chief UN weapons inspector, and Mohamed ElBaradei, who heads the UN agency monitoring nuclear programs, have said that Iraq has cooperated, for the most part, though not as actively as they want; and that they will ask the council for months more to continue their work.

In Baghdad, General Hossam Amin, the head of the Iraqi Monitoring Directorate, which works with the inspectors,

said he did not expect a blanket praise or condemnation. "I expect Blix's report to be gray, not white not black," he told reporters.

China said Thursday that, like France

and Germany, it wanted the inspectors to be granted months more for their work. U.S. officials were increasingly blunt, however, in expressing an end to their patience.

Bush and Rumsfeld both described the UN arms experts as "so-called inspectors" Wednesday, while Secretary of State Colin Powell suggested that the search for biological, chemical or nuclear weapons programs had run its course.

"The question isn't how much longer do you need for inspections to work," Powell said in an interview transcript provided by the State Department. "Inspections will not work." He said earlier that he hoped "the French will come to the understanding of the need" for a strategy that demands that Iraq either disarm voluntarily or be disarmed by

force.

Powell had argued strongly Monday that the Security Council should not let its fears of the aftermath of an Iraqi war drive it into "impotence." That followed

French and German arguments against a war that were presented with a vehemence that reportedly startled U.S. officials.

"The U.S. was a bit blind-sided," said Serfaty of "the Center for Strategic and International Studies. "There had been a growing expectation that the French would follow the U.S. if and when military action were to be decided, that even a bad reason would be good enough so long as there was one."

A French decision not to join in a war on Iraq might be more important for its diplomatic reverberations than its mili-

tary impact. The French troop contribution to the Gulf War of 1991 was relatively small — just under 15,000 troops of a total active-duty force of 250,000 — but also included three squadrons of interceptors and fighter-bombers and 2,500 ground combat vehicles.

Stephen Szabo, professor of European Studies at the School of Advanced International Studies, at Johns Hopkins University, said he thought the conflict represented "a turning point in European-U.S. relations," representing a divergence between the U.S. preoccupation with terrorism and Europe's focus on its own issues.

Iraqi scientists refuse to be interviewed by UN inspectors

By Ian Fisher

The New York Times

BAGHDAD: Iraqi scientists have refused to be interviewed in private by UN weapons inspectors, a top Iraqi official said Thursday, apparently thwarting for the moment a key demand of the inspectors.

The issue has been one of the most contentious since inspections started again here in November, and is one of the biggest concerns of the United States as it decides whether to carry through on its threat to attack Iraq.

On Monday, during a visit by the two top United Nations inspectors, the Iraqi government assented to a 10-point package for greater cooperation, and perhaps the most important point was that scientists would be "encouraged" to speak with inspectors outside the presence of Iraqi officials.

But Thursday night, General Hussam

Muhammed Amin, the top Iraqi liaison with the inspectors, said that all six scientists whom the UN inspectors wanted to interview privately refused to do so, unless accompanied by a government "minder" or unless the interview was recorded.

He said that while the government would continue to encourage them, there was little more officials could do.

"How can we solve this?" he said at a weekly briefing with reporters. "Should we put him in prison and say to him: 'Make an interview in private'? This is contrary with his rights and his human rights. This is unrequired indeed."

The scientists' refusal comes at a del-

icate moment: On Jan. 27, the UN inspection team, headed by Hans Blix and Mohamad ElBaradei, who visited Baghdad earlier this week, will deliver a crucial report to the UN Security Council on the inspections so far.

U.S. officials say the report will mark perhaps the final test of whether Iraq is willing to cooperate with inspectors, and the lack of private interviews may well count against the Iraqis if Blix and ElBaradei determine that not enough effort was exerted to encourage the interviews.

But Amin said that the government had done what was asked of it in the agreement Monday.

"Our task is to inform the scientists that there is a wish from UNMOVIC to make an interview with them," he said, referring to the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission. "The decision to make the interview belongs to the scientist himself."

So far, he added, the inspectors have not asked to speak with any scientists outside the country, an option also pushed heavily by the United States and opposed strongly by Iraq.

UN officials have speculated that scientists may be afraid to speak for fear of retribution against them or their families. Amin said Thursday night that the problem was that the UN had put out a public statement about an earlier interview with a scientist that he said was false.

The news Thursday about the scientists was but one indication of the frayed relations between the government and the inspectors. Iraq denies

that it has weapons of mass destruction or programs to develop them, and the UN has praised the government for allowing access to any site it has requested, a change from the earlier round of inspections that ended in 1998. The inspectors have also made clear they have found no "smoking gun" indicating any weapons programs.

But tension has still run high, particularly in recent days, as the Iraqi government appears to have stepped up a public campaign of complaints against the inspections.

Thursday, the two sides sparred over a visit Monday by five inspectors to the new Al Nida mosque in Baghdad, a visit that a prominent cleric said Wednesday was an affront to Muslims.

A UN spokesman at first said he was unaware of any visit to a mosque, but then Thursday said that the inspectors had gone there as sightseers.

"They were not wearing their UN caps or UN armbands," said Yasuhiro Ueki, a spokesman for the inspectors here in Baghdad. "It was purely a private visit. It was not something they planned. It just happened that they passed by and were invited inside."

But Amin rejected that explanation Thursday night, saying that it was an inspection for weapons. As proof, he said that they surveyed the mosque several times before going to the gate and asked "irrelevant" and "strange" questions about the mosque's construction and whether it had underground buildings.

Ses voisins pressent Bagdad à coopérer

la Turquie a réuni cinq pays riverains, ainsi que l'Égypte, pour tenter de trouver une position commune et éviter qu'un nouveau conflit embrase la région

Les ministres des Affaires étrangères de cinq pays musulmans voisins de l'Irak, la Syrie, la Jordanie, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie, ainsi que l'Égypte, réunis à Istanbul pour une conférence régionale sur la crise irakienne, ont appelé hier Bagdad, dans une déclaration conjointe, à davantage de coopération avec l'ONU sur son désarmement. Le document souligne également le rôle central du Conseil de sécurité de l'ONU dans la légitimation d'une initiative militaire. « Nous transmettons à tous un message fort pour éviter la guerre. Nous voulons un règlement pacifique. Nous exhortons l'Irak à faire de son mieux pour éviter un conflit ; nous invitons les inspecteurs à accomplir leur travail en toute impartialité et souhaitons que la crise soit réglée sous la houlette des Nations unies », a déclaré pour sa part à Reuters Mahmoud Moubarak, chef de la délégation égyptienne.

Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegala

Établir dans la région une politique de confiance, respecter les frontières internationales, préserver les frontières de l'Irak, se débarrasser des armes de destruction massive et s'en remettre à l'ONU, telle est la substantifique moelle des quelque 25 heures de discussions qui ont réuni hier la Turquie pays hôte, la Syrie, la Jordanie, l'Iran, l'Égypte et l'Arabie saoudite. Une déclaration commune des 5 pays limitrophes de l'Irak auquel l'Égypte s'était agrégée.

Conviée par la Turquie, la réunion d'Istanbul devait accoucher d'une position commune à tous les pays de la région. Tout le problème étant de faire se rejoindre des positions parfois très éloignées malgré la façade de concordance... Pour Ankara, seul pays à soutenir ouvertement les États-Unis, il s'agissait essentiellement de ne pas se retrouver isolé au Moyen-Orient.

Même si 90 % de la population turque se dit opposée à toute opération contre l'Irak, Ankara a confirmé ces jours derniers qu'elle se tenait prête à recevoir un contingent américain de l'ordre de trois brigades (15 000 hommes) de façon à « empêcher l'armée

irakienne de mener une contre-offensive » dans le nord irakien une fois l'attaque principale lancée par le sud. La Turquie a donc pris sur elle de tenter de rallier les autres États de la région sur une ligne dure.

« Nous faisons partie de l'Otan et sommes sur la trajectoire des armes de destruction massive de l'Irak... Raisons pour lesquelles nous avons de claires convergences de vues avec les Américains et les Britanniques sur ce dossier, toute la question est de savoir jus-

qu'ou les pays arabes nous suivront dans cette voie », relevait hier Özdem Sanberk, directeur de la fondation pour les études économiques et sociales, l'ONG la plus influente de Turquie.

Du côté des pays arabes toutefois, on a bataillé ferme dans les couloirs du Ciragan Palace d'Istanbul hier après-midi et

dans la soirée pour élargir le texte de la déclaration à d'autres sources d'instabilité chronique dans la région, le conflit israélo-palestinien par exemple. Les pays représentés au sommet ont ainsi rappelé qu'ils restaient fermement attachés à « une résolution pacifique de la question palestinienne », indique la déclaration finale.

L'essentiel de la déclaration est toutefois adressé à l'Irak. Elle demande au rais de Bagdad de coopérer plus activement avec les inspecteurs des Nations unies, de respecter les frontières internationales et de « prendre des mesures qui garantissent la souveraineté du territoire ». La principale crainte des Turcs restant en effet qu'un affrontement en Irak ne débouche sur une partition du pays et surtout sur un Kurdistan indépendant.



De gauche à droite : le premier ministre turc, Abdullah Gül, les ministres des Affaires étrangères syrien, Faruq al-Shara, iranien, Kamal Kharazi, et saoudien, Saoud al-Fayçal. La déclaration approuvée hier par les ministres musulmans appelle l'Irak à coopérer avec l'ONU, mais ne fait pas mention des États-Unis. (Photo Naamati/AFP.)

IRAK Le président américain prépare le terrain à une attaque contre l'Irak lors de son discours annuel au Congrès sur l'état de l'Union

Bush : Saddam « ne désarme pas, il dissimule »

Washington :
de notre correspondant

Préparant le terrain à une attaque américaine contre l'Irak, le président George W. Bush a accusé hier soir Saddam Hussein de « tromper » les Nations unies et l'opinion mondiale, lors de son discours annuel devant les deux Chambres du Congrès.

« Le plus grand danger qui pèse sur l'Amérique et sur le monde (...) est constitué par les régimes déviants qui recherchent ou possèdent des armes nucléaires, chimiques et biologiques », devait dire le président selon de brefs extraits publiés par avance par la Maison-Blanche. « Ils pourraient recourir à ces armes dans un but de chantage, de terreur, de destruction massive. Ils pourraient aussi les confier à leurs alliés terroristes, qui les utiliseraient sans l'ombre d'une hésitation. »

L'urgence, pour George W. Bush, s'appelle l'Irak. « Il y a près de trois mois, le Conseil de sécurité a accordé à Saddam Hussein une dernière chance de désarmer. Au lieu de cela, il affiche (depuis) le plus

profond mépris pour les Nations unies et pour l'opinion mondiale. Le dictateur irakien ne désarme pas, il dissimule. »

Le président américain a expliqué qu'il lui revenait personnellement d'éliminer la menace, en évoquant sans fard l'éventualité d'une opération militaire américaine. « Nous ne nous voilerons pas la face, nous n'oublierons pas, nous n'abandonnerons pas les problèmes (...) à d'autres présidents, à d'autres générations. » Un peu plus tard, il devait ajouter : « L'Amérique est forte et mesurée dans le recours à la force. Nous exerçons le pouvoir sans conquérir, nous connaissons le sacrifice pour la liberté des autres. »

Au lendemain d'un premier bilan des inspections à l'ONU, George W. Bush a voulu souligner la gravité de l'enjeu auprès d'un public américain dubitatif. Il s'est gardé d'entrer dans le détail des discussions en cours au Conseil de sécurité, ou même d'esquisser un calendrier. Les extraits publiés par la présidence n'incluaient ni ultimatum ni même une échéance ferme sur sa décision finale.

Nul doute cependant que la Maison-Blanche est entrée hier dans la

dernière phase de sa confrontation avec Saddam Hussein. L'Administration Bush avait fait savoir un peu plus tôt qu'elle s'apprêtait à rendre publiques des « preuves de la présence d'armes de destruction massive en Irak », pièces à conviction qui continuent d'échapper à l'ONU.

Le secrétaire d'État, Colin Powell, a récemment affirmé disposer de preuves convaincantes de violations de l'Irak et précisé espérer pouvoir les rendre publiques prochainement. « Nous avons un certain nombre de renseignements qui nous prouvent que ce que nous di-

sons est vrai, qu'ils font ces choses (des violations) », a-t-il ajouté. Colin Powell entend aussi rendre publiques des informations établissant un lien entre le régime de Saddam Hussein et le réseau terroriste al-Qaida.

De son côté, le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, a déclaré hier que l'Irak était en situation de « violation patente » de la résolution 1441 lui ordonnant de désarmer.

L'Irak dément pour sa part posséder des armes de destruction massive, mais les inspecteurs de l'ONU

ont souligné avant-hier, dans un rapport au Conseil de sécurité, que la coopération de Bagdad était insuffisante. Washington a estimé qu'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité serait « souhaitable », mais « pas obligatoire », avant le déclenchement d'une offensive militaire contre l'Irak. Pour obtenir une réunion spéciale du Conseil de sécurité, Washington doit obtenir l'aval de l'Allemagne qui assurera en février pour un mois la présidence de l'instance suprême de l'ONU.

J.-J. M.

LE FIGARO

24 JANVIER 2003

Mideast summit in Turkey hits a stumbling block

By Michael Wines

The New York Times

ISTANBUL: A six-nation Middle Eastern summit meeting aimed at staving off war in Iraq labored into the late hours Thursday night as the meeting's principal goal — a united warning that Iraq must swiftly comply with United Nations demands to disarm — ran into objections from Syria.

Diplomats from Turkey, Syria, Egypt, Jordan, Iran and Saudi Arabia appeared close to agreement on a conference-ending declaration, a source close to Turkey's new prime minister, Abdullah Gul, said in an interview.

But the foreign ministers of the six nations postponed a news conference intended to unveil the declaration. And Saudi Arabia's foreign minister, Prince Saud al Faisal, left before evening negotiations were completed.

Persons who had been briefed on the

day's closed-door talks said that Turkey, the closest United States ally at the meeting, had worked to fend off Syrian claims that any demands that Iraq abandon its nuclear, chemical and biological weapons programs be linked to a similar demand that Israel surrender all weapons of mass destruction.

Israel has an unacknowledged nuclear weapons capability and has been listed in some intelligence reports as possessing a chemical weapons program as well.

Syrian diplomats were also said to have lobbied for at least an implicit criticism of the United States' aggressive stance toward the Iraqi president, Saddam Hussein.

But Gul, who swept to power when his party scored a landslide victory in November elections, said earlier in the day that the burden of avoiding war lay on Iraq, not the United Nations or

Washington, and that the purpose of the meeting was to drive that point home to Saddam.

"I want to clearly say here that Iraq could make the biggest contribution to peace," Gul said at the conference opened. "The biggest responsibility lays on Iraq."

Turkey's government hastily convened the meeting as it became apparent in recent days that Iraq's limited cooperation with United Nations inspectors had failed to satisfy American demands for its disarmament and that a United States invasion of Iraq would soon become inevitable.

"The prime minister's instruction is to give the Iraqi regime a very neat and powerful message on complying with the UN Security Council resolution," said Ozded Sanberk, a veteran Turkish diplomat, after talking with some of the participants Thursday. "For Turkey, it's

a last attempt, a desperate attempt to save the peace," he added.

As the only NATO member among the six nations here, he said, it was in Turkey's enlightened self-interest to see Iraq shorn of any weapons of mass destruction.

But while Iraq's five other neighbors "cannot be innocent bystanders" to the region's crisis, he said, it was less clear that they were willing to send Saddam the clear message that Turkey was demanding.

In most of those nations, the American campaign against Iraq has been denounced in the streets as a crusade against Islam itself, and for some governments, siding with Washington against Baghdad was itself seen as a political risk.

Syria, which sided with the United States in the first Gulf War, had since mended relations with Iraq, and was said to have argued in the closing sessions Thursday afternoon for a watered-

down declaration. The Syrian government wants to host a second regional conference in Damascus next week should this one fail to produce results.

Public opposition to war also is high in Turkey, where many fear that a second Gulf conflict will doom the country's emerging recovery from a severe economic crisis. But in contrast to some of its Arab neighbors, regard for the United States is generally high among ordinary people here.

Egypt's foreign minister, Ahmet Maher, said late Thursday that while the officials had agreed quickly on a first set of principles, a second page had taken longer than expected.

Some of the ministers themselves appeared to hold out scant hope that the meeting Thursday would produce lasting progress.

As he left Riyadh for Istanbul and the conference Thursday, the Saudi foreign minister, Prince Saud, called it "a final

effort to save the region and Iraq from the horrible consequences of a war."

Maher called the prospects of war "quite high."

"But even though there is little hope, we're doing whatever we can to work it out," he said.

Germany, which joined France earlier this week in opposing any military action until United Nations inspectors had essentially completed their work, sent its foreign minister, Joschka Fischer, to Istanbul for meetings Thursday.

The strongest supporter of the U.S., Britain, sent Admiral Michael Boyce Kingdon, the chief of the military general staff, to Ankara on Thursday to discuss war preparations. Turkey is said to have agreed to allow the United States to deploy 15,000 additional ground troops on Turkish soil, but Turkish news reports Thursday said it had resisted a British presence.

Préparant ses concitoyens à un conflit, le président irakien exalte l'« esprit de sacrifice »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Irak se prépare à la guerre. Chaque soir, sur les écrans de télévision, et chaque matin, à la « une » des journaux, le président Saddam Hussein répète aux Irakiens qu'ils doivent être prêts à résister. Lui-même dirige de plus en plus fréquemment des réunions de son cabinet militaire. Comme si, face au déploiement de l'armada américaine, il n'existait plus d'alternative à la guerre.

A Bagdad, la population, inquiète, tente de maintenir une activité normale. L'unique nouveauté est cette intervention quotidienne du chef de l'Etat. Et, à ses côtés, les Irakiens ont remarqué la présence incontournable de son fils cadet Qoussai, coordinateur des services de sécurité, désormais perçu par les diplomates étrangers comme l'« héritier ». Le fils aîné, Oudaï, longtemps considéré comme le successeur naturel du maître de Bagdad, a pris du recul d'avec la vie politique, mais continue d'alimenter le débat par le biais de son journal, *Babel* (Babylone).

Le discours le plus important fut le « Discours de la Mère de toutes les batailles », que Saddam Hussein a prononcé le 17 janvier pour le douzième anniversaire du lancement par les Etats-Unis de la guerre du Golfe. Les observateurs ont cru y lire une stratégie militaire qui consisterait à transformer Bagdad en haut lieu de la résistance armée, au détriment des frontières et du désert du Sud, plus difficilement défendables.

« Malheur aux agresseurs, animés d'intentions maléfiques et de desseins misérables, a déclaré le président irakien. Malheur à tout agresseur perfide et traître qui osera agresser Bagdad. (...) Que vos fusils soient aux aguets et guidés par le rayon et la lumière de votre foi. La nation se lèvera pour défendre son droit à la vie et ses valeurs sacrées. »

« Même quand vous ne me voyez pas sourire, en fait, je souris »

SADDAM HUSSEIN

Ces derniers jours, l'agence INA a rapporté plusieurs réunions militaires présidées par Saddam Hussein, entouré du ministre de la défense, Sultan Hachem Ahmad, de son fils Qoussai et d'officiers supérieurs. Le chef de l'Etat examine, selon INA, « des propositions et des idées destinées à renforcer les préparatifs des combattants (...) et à leur fournir les moyens nécessaires pour élever leurs capacités de combat et le niveau technique de leurs équipements ». Et loue à chaque occasion l'« esprit de sacrifice » des combattants.

Le pays « ne craint ni les pressions ni les menaces », a déclaré le président, une façon de dire qu'il n'y aura pas de concession supplémentaire accordée aux inspecteurs en désarmement de l'ONU. « Ce qui porte atteinte aux nations, aux peu-

ples et aux mouvements politiques, c'est l'absence ou l'affaiblissement des commandements qui sont incapables de faire face à la progression [des Etats-Unis]. »

Pour tenter de reconforter les Irakiens, Saddam Hussein livre également parfois des remarques sur son état d'esprit. Il a ainsi confié mardi avoir « rarement du mal à [s']endormir » et « [s']écrouler dans les bras de Morphée à la seconde où [il] pose la tête sur l'oreiller ». Il a déclaré le lendemain qu'il ne fallait pas être dupe de la fréquente impassibilité de son visage : « Même quand vous ne me voyez pas sourire, (...) en fait, je souris, et ce sourire provient du bonheur que me procure la voie que nous avons choisie. Oui, je souris, car si le sionisme et l'Amérique ont pu se jouer de petits pays, ils n'ont pu se jouer de l'Irak. »

Parallèlement, une grille de lecture de la crise est proposée par les éditoriaux d'« Abou Sahran », le nom de plume d'Oudaï, le fils aîné du président. Son dernier article, publié le 23 janvier, revient sur l'enchaînement des événements. Selon lui, la première clé de la « vérité » est l'élection présidentielle américaine de l'an 2000, aux scores si serrés entre George Bush et Al Gore. « Le mouvement sioniste a alors tenté comme à son habitude, puisque c'est une caractéristique juive, de défendre son propre intérêt », écrit-il. Les sionistes sont allés voir Bush et ont demandé : « Que nous offrez-vous si nous vous faisons gagner l'élection ? » Bush a répondu : « Que voulez-vous ? » Les sionistes ont

dit : « Nous voulons la peur de l'Irak ». (...) Bush a accepté et a remporté l'élection. » Les autres raisons d'attaquer Bagdad sont, dit-il, « le pétrole irakien », « l'installation de bases militaires dans le Golfe » et un possible « raid surprise contre le réacteur nucléaire iranien ».

L'issue, estime-t-il, est toutefois prévisible : grâce à « l'immense leader Son Excellence Saddam Hussein, connu pour sa force, sa patience et son courage », à « un parti de plus en plus en osmose avec la population » et à « une armée puissante et expérimentée », un pays « qui puise ses racines dans huit ans d'histoire ne peut pas être conquis par un Etat dont l'ancienneté ne dépasse pas celle d'une ville ou d'une rivière irakienne ».

Rémy Ourdan

Le Monde

DIMANCHE 26 - LUNDI 27 JANVIER 2003

IRAK En échange d'assurances concernant le Kurdistan, Ankara pourrait accueillir des troupes américaines

La Turquie négocie sa contribution à un conflit

LE FIGARO SAMEDI 25 - DIMANCHE 26 JANVIER 2003

Les inspecteurs en désarmement de l'ONU ont fait savoir hier qu'ils voulaient plusieurs mois pour poursuivre leurs inspections en Irak, alors que le président américain George W. Bush haussait encore le ton à trois jours d'une réunion cruciale du Conseil de sécurité des Nations unies sur la crise irakienne.

Les mises en garde contre les divisions entre Américains et Européens, et de ces derniers entre eux, se sont par ailleurs multipliées sur le « Vieux Continent ». Javier Solana, le haut représentant pour la politique étrangère de l'UE, a plaidé hier pour un retour au calme après la vive réaction américaine face à l'opposition de la France et de l'Allemagne à une action armée en Irak.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargé du volet nucléaire des inspections de l'ONU en Irak, va demander lundi au Conseil de sécurité de lui accorder plusieurs mois pour poursuivre ses inspections et entend souligner que Bagdad doit coopérer davantage, a indiqué un porte-parole. Les inspecteurs de l'ONU, qui ont fait une seule sortie hier, ont demandé à l'Irak de pouvoir interroger trois scientifiques aujourd'hui.



Conférence de presse, lundi à l'aéroport d'Ankara, pour le général Richard Myers. Le chef d'état-major interarmes américain était venu discuter d'un déploiement de soldats américains sur le sol turc. (Photo EPA / STR/AFP)

Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegala

« Le Nord irakien sera sécurisé par la Turquie », titrait hier en première page le quotidien *Radikal*. Et le journal d'expliquer que les forces turques et américaines interviendront ensemble en Irak pour y établir un front nord. « Les Américains descendront jusqu'à Bagdad et les Turcs resteront dans le Nord pour y assurer la défense [avancée] du pays ainsi que des tâches humanitaires », écrivait le chroniqueur Murat Yetkin.

En fait d'humanitaire, la Turquie entend établir dans le Kurdistan d'Irak une dizaine de camps pour y accueillir d'éventuels réfugiés, hypothétiquement poussés par une contre-attaque de Saddam Hussein. Le précédent de 1991 avait vu l'exil de près de 1,5 million de Kurdes irakiens vers les frontières turque et iranienne après que la Garde républicaine irakienne eût été autorisée à mater les rébellions kurde et shiite à la fin de la guerre du Golfe.

C'est la visite du général Richard Myers, chef d'état-major interarmes américain lundi dernier qui a semble-t-il permis de préciser les choses. Dès

avant ce déplacement, le chef de la diplomatie turque Yasar Yakis avait révélé que la Turquie avait donné son accord de principe pour prépositionner sur son sol une force « minimale » et probablement équivalente à « trois brigades » (environ 15 000 hommes) de façon à crédibiliser un front nord en Irak.

À l'origine, les Etats-Unis auraient demandé l'autorisation d'installer quelque 90 000 soldats sur le sol turc. Mais quel que soit le nombre final de troupes américaines, il faudra d'abord passer sous les fourches Caudines du Parlement d'Ankara, seul habilité à autoriser un tel déploiement de soldats étrangers. Et la chose n'est pas gagnée tant l'opinion publique est hostile aux opérations occidentales dans la région. Les mésaventures britanniques sont d'ailleurs là pour en témoigner.

Au début du mois, le Secrétaire à la Défense Geoff Hoon s'était vu opposé une très ferme fin de non-recevoir lorsqu'il avait émis l'idée de déployer un contingent britannique. Le chef d'état-major l'amiral sir Michael Boyce vient d'essuyer pareil refus lorsqu'il s'est adressé avant-hier à son homologue turc Hilmi Özkök. L'animosité à l'égard des Anglais s'explique par l'histoire, les Turcs considérant l'Angle-

terre comme largement responsable du démantèlement de l'Empire ottoman, et notamment de la perte du « vilayet » de Mossoul, l'actuel Kurdistan irakien.

Pour les Turcs, ce Kurdistan est au centre de tous les calculs. La réunion de la plupart des pays de la région ce jeudi à Istanbul a accouché d'une déclaration réaffirmant « l'importance de l'intégrité territoriale » de l'Irak. Du point de vue d'Ankara, il s'agit surtout d'éviter que ne se renforce à la faveur d'une guerre un Kurdistan irakien autonome depuis 1991.

Au chapitre des demandes formulées par les Turcs figure donc en bonne place la possibilité de contrôler militairement une partie du nord de l'Irak. Le quotidien *Milliyet* de mercredi annonçait ainsi que l'état-major avait relayé aux Américains ses vœux de pouvoir établir une sorte de zone tampon formant un arc de cercle de 70 kilomètres de long en Irak, l'idée étant, selon le journal de « prévenir les attaques du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan qui garde quelques bases dans les montagnes irakiennes], stopper les vagues de réfugiés avant la frontière turque et empêcher l'établissement d'un Etat kurde en Irak ».

En contrepartie, Ankara autoriserait également l'emploi

par les Américains de certaines de ses infrastructures. Jeudi, l'équipe d'experts arrivée dix jours plus tôt pour évaluer les bases aériennes et les ports turcs s'en est retourné au Pentagone pour remettre son rapport. Outre les aéroports de Diyarbakir, Batman, Mus, Corlu et Istanbul, les ports de Mersin et Iskenderun sur la Méditerranée orientale ont également été visités. Si le Parlement turc autorise l'emploi de ces infrastructures, l'US Army compte dépenser quelque 300 000 dollars pour les mettre à niveau, une manne qui fait également partie des négociations.

Mettant en avant les conséquences économiques d'une opération dans la région, la Turquie a également demandé une aide financière. Fin décembre, John Taylor, le sous-secrétaire aux Affaires internationales du Trésor américain s'était rendu à Ankara pour discuter d'une enveloppe d'aide. Selon la presse américaine, celle-ci se monterait à la bagatelle de 14 milliards de dollars sous forme de prêts à faible taux, le Trésor US étant quand même de sa poche pour 4 milliards de dollars. Jeudi, Washington annonçait qu'une pareille enveloppe était à l'étude pour Israël. La Jordanie pourrait également en bénéficier.

Quietly, Iran welcomes Iraqi opposition leaders planning for the future

By Elaine Sciolino

The New York Times

TEHRAN: More than a dozen, exiled Iraqi opposition leaders have quietly entered Iran to prepare their entry into northern Iraq, in a sign of Iran's increasing involvement in planning for its neighbor's future.

Iran's welcome of the opposition leaders, who came at the invitation of a senior Iraqi opposition cleric here, was coupled with an official offer of protection into Iraq, the opposition leaders said. They plan to conduct meetings there, in an area under Kurdish control and out of reach of the government in Baghdad, to designate a small group that will eventually decide on the shape of a government if President Saddam Hussein is ousted.

"We are struggling to determine whether or not an Iraqi leadership that can claim legitimacy can emerge," Kenan Makiya, an author and Brandeis University professor who is part of the delegation, said in an interview.

Makiya, who was one of three Iraqi opposition leaders to meet President

George W. Bush at the White House this month, added: "The Iranians are actually offering to protect us so we can hold our meetings in northern Iraq. Would you believe that?"

Plans for the opposition to meet inside Iraq were drawn up at a meeting of more than 300 Iraqi opposition figures representing six main groups in London last month. There, the deeply divided groups called for a democratic and parliamentary federal government to replace Saddam, and they appointed a 65-member committee to continue planning.

Makiya said his group had planned to enter Iraq in the next few days but had rejected the offer of Iranian protection.

The visit by the Iraqi opposition leaders and Iran's involvement illustrate the volatility of politics in a region where the United States, even if it intervenes directly in Iraq, is unlikely to be able to control developments fully.

Iran's official position is that it opposes American military intervention in Iraq and that it must be left to the Iraqi people to decide their fate.

But since the creation of Iran's Islamic Republic nearly a quarter of a century ago, Iran has given protection and material support to Ayatollah Mohammed Bakr Hakim, the Iraqi cleric whose goal is the overthrow of Saddam.

On Saturday, the influential head of Iran's Supreme Council for National Security, Hassan Rowhani, said of a potential war in Iraq: "If the U.S. goal is to disarm Iraq of weapons of mass destruction, we accept it if it is done under UN leadership."

He added, however, that weapons inspectors must be given time to disarm Iraq, and he charged that the real American goal was "the domination of the region and Iraqi oil."

"An outbreak of a new war only one year after a war in our other neighboring country, Afghanistan, is unbearable," he said. "Military action is unjustifiable, and we should make all efforts to avert a war."

The Bush administration recently told Iraqi opposition leaders that it opposed creating a government in exile

because a huge swath of the Iraqi people would feel excluded after Saddam was ousted.

The administration also told the group that the planned opposition conference in Kurdish-held northern Iraq in February could provoke retaliation against the Kurds by Saddam or even cause war.

One member of the Iraqi delegation now in Iran said that the group might use this visit only to meet with the two main Kurdish leaders and to prepare for a gathering of the entire 65-member committee inside Iraq.

A U.S. official said that Iran had become increasingly helpful to the opposition. The official said the administration was generally pleased that Iran would provide such support, calling it a "positive trend." But he warned that there still were deep divisions within the Iranian government over whether to support the overthrow of Saddam.

The official also said that the admin-

istration would prefer the opposition conference not take place in northern Iraq, in large part because of security concerns. The presence of the Iraqi group in Iran has not been acknowledged by the Iranian government or reported by news organizations, even those not under government control.

But the opposition leaders said they received an exceptionally warm welcome at the airport when they arrived Wednesday. They said they were ushered into a lounge for visiting dignitaries, served cakes and tea and allowed to circumvent customs. They are staying in a hotel, not in a government guest house.

The delegation, which is led by Ahmed Chalabi, head of the umbrella opposition group known as the Iraqi National Congress, includes General Wafiq Sumarahi, the former chief of Iraqi military intelligence who defected in 1994; Latif Rashid, a representative of one of the two Kurdish opposition groups, and Mudhar Shawkat, leader of the Iraqi National Movement, an organization of mainly Sunni Arabs that works closely with the U.S. State Department.

The group is meeting with Iranian of-

ficials in various power centers, but not with officials in either the office of the reformist president, Mohammad Khatami, or the Foreign Ministry, Makiya said. Neither of those offices seems to be deeply involved in the plan, he said.

Khatami met with Hakim last week, but both Khatami and Kamal Kharazi, the Iranian foreign minister, are on an official visit to India. In New Delhi on Saturday, Khatami said, "While we recommended to Iraq to abide by the UN Security Council resolutions, we hope there will be no war against Iraq. I hope the present situation would be solved without any war in a peaceful way."

If Khatami and the Foreign Ministry have been excluded from planning with the Iraqi opposition, it would underscore the extent to which power is divided in Iran. The group would need the protection of the Revolutionary Guards and the Intelligence Ministry to cross the rugged mountains of the northern Kurdish area from Iran into Iraq.

Neither the presidential spokesman nor the Foreign Ministry spokesman returned phone calls seeking comment.

'The Iranians are actually offering to protect us.'

The New York Times

January 27, 2003

\$4 billion offer to Turkey

U.S. dangles compensation for a role in war

By Alan Friedman
and Thomas Crampton

International Herald Tribune

DAVOS, Switzerland: The United States, seeking to ensure Turkey's military cooperation in an eventual war against Iraq, is offering at least \$4 billion to compensate Ankara for economic damage it might suffer as a result of playing an active role in the U.S.-led coalition.

"If Turkey helps us in the war, we want to help Turkey with the economic consequences of its role in that war," a senior U.S. official said Sunday, speaking on the condition of anonymity.

Separately, a well-placed international financial official said Sunday that Washington was offering "at least \$4 billion, and possibly a great deal more over a period of three years."

The \$4 billion figure has already been rejected as inadequate by Recep Tayyip Erdogan, chairman of the governing Justice and Development Party and putative future prime minister.

"Some words are going around about 2 billion plus 2 billion," Erdogan said in an interview Sunday. "These types of amounts with this type of crisis will not solve Turkey's problems."

The U.S. offer of aid, which was repeated in recent days during meetings between officials from the United States and Turkey, is part of a behind-the-scenes carrot-and-stick approach by Washington to guarantee Turkish participation.

Washington has been seeking the use of military bases and other facilities that would allow the United States to use Turkey as a staging post for a so-called "northern front" against the regime of Saddam Hussein of Iraq. Secretary of State Colin Powell discussed that with Prime Minister Abdullah Gul of Turkey here Saturday. Diplomats have also indicated that Washington is thinking of placing 15,000 American troops in Turkey as part of its military strategy against Iraq.

The Turkish leadership is worried about the domestic political fallout that could result from being seen as too pro-American by a largely anti-war Muslim population.

Ankara, already grappling with a deeply troubled economy, is also worried about billions of dollars of damage to its economy, especially in the tourism sector, that could result from its involvement in a possible U.S.-led war.

Washington is also telling Gul that Turkey must push through — within the next few days — critical economic

reforms, including radical cuts in public spending, if Turkey is to convince the International Monetary Fund to disburse \$1.7 billion.

According to the U.S. official, President George W. Bush wrote a private letter to Gul, delivered on Jan. 24, in which Bush described Washington's need for Turkish cooperation in the war against Iraq.

In that letter, Bush also underscored the importance of Ankara's first satisfying IMF conditions before a bilateral U.S. compensation package could be agreed to.

"Without your commitment to the IMF program," Bush wrote in the letter, according to the U.S. official, "the benefit of any assistance package" from the United States "would be lost."

Bush was seeking to drive home to the Turkish leader the same message that was delivered recently by Anne Krueger, first deputy managing director of the IMF, that Turkey should not expect special favors or U.S. largesse unless it sticks to the IMF plan.

According to a copy of talking points prepared by U.S. Treasury officials, both the IMF and the Bush administration have concluded that Turkey is in violation of its IMF commitments at present and needs to take emergency action to get back on course.

"Turkey," the document states, "is now seriously off-track with respect to its IMF and World Bank programs."

The document, classified "for official use only — market sensitive," was authenticated as genuine by a senior U.S. official attending the annual meetings of the World Economic Forum here in Davos.

The U.S. official stressed that American financial compensation for potential damage to the Turkish economy was separate from IMF aid and would come only after IMF conditions were met by Ankara. Nonetheless, he admitted that the aid was linked to Turkish military cooperation in a war against Iraq.

"The discussion of supplemental assistance has always been in the context of military cooperation against Iraq," the U.S. official said. "That's the purpose of the assistance."

The behind-the-scenes diplomatic

pressure from the Bush administration comes as Turkey faces financing the rollover of a hefty \$3 billion in short-term debt on Feb. 5.

A key to gaining investor support for this refinancing at affordable interest rates will be the completion this week of a letter of intent with the International Monetary Fund that would unlock the disbursement of \$1.7 billion.

Key issues highlighted by the confidential U.S. document included meeting a primary budget surplus target of 6.5 percent of gross national product.

Ankara's proposal to deal with the situation as expressed in a draft letter of intent submitted to the International Monetary Fund on Jan. 22 was "not sufficient" the document states.

"The U.S., the IMF and its other major shareholders — as well as the markets — need to see convincing evidence of the government's willingness and ability to implement strong economic policies," the document states. "The time to do so is limited."

Raising more detailed concerns about Ankara's draft letter of intent, the U.S. government document warns that the plan to raise a 6.5 percent primary surplus "falls seriously short."

"The cumulative effect of revenue and spending measures are not enough to meet the target," the document states. "Many are ad hoc and temporary."

As for longer-term structural measures, the U.S. government document warns that the letter of intent contains almost no commitments to conditions on structural measures.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

January 27, 2003

9 European countries line up in support of Washington

By Alan Cowell

The New York Times

LONDON: Assuming a somewhat frayed mantle as global diplomat, Prime Minister Tony Blair flew to the United States on Thursday night to meet President George W. Bush, bearing an unusual pledge of support for Washington against Baghdad from nine European leaders but leaving behind a continent ever more divided over the need for war in Iraq.

The nine Europeans, including Blair, Jose Maria Aznar of Spain and Silvio Berlusconi of Italy, offered their backing in a letter published in several newspapers. They urged other Europeans to join them in backing Bush.

"The trans-Atlantic relationship must not become a casualty of the current Iraqi regime's persistent attempts to threaten world security," the letter said, adding to the sense of deepening crisis since the United Nations' chief inspector, Hans Blix, cast doubt on Saddam Hussein's readiness to shed weapons of mass destruction.

"We must remain united in insisting that his regime be disarmed," the letter said in an apparent rebuke to President Jacques Chirac of France and Chancellor Gerhard Schröder of Germany, European allies who have angered Washington by opposing American war plans and insisting that UN inspectors in Iraq be given far more time to search for weapons of mass destruction.

Britain said that France and Germany had not been asked to sign the letter while Greece, the current holder of the European Union's rotating presidency, had also been kept out of the loop. The Netherlands said it had known of the letter but had refused to sign it.

Blair flew to Madrid to meet Aznar before heading on to Washington, where Berlusconi also met Bush. The rush of visits to the White House prompted the German Christian Democrat Elmar Brok, a European legislator, to remark, "The race of the vassals has begun."

The British leader undertook similar hectic diplomatic journeying after the Sept. 11 attacks to marshal support for

the war in Afghanistan. At that time, Washington enjoyed far broader sympathy in Europe, and Blair faced far fewer challenges from his European partners as he projected himself as Europe's voice in the White House.

Significantly, the letter's expressions of ringing support for the United States fell short of explicit backing for Washington's threat of a go-it-alone war with what it terms a "coalition of the willing" if other nations continue to oppose it.

Rather, it sought to urge the UN Security Council not to balk at a military campaign if Iraq fails to comply with UN demands to disclose and destroy weapons of mass destruction.

"The Security Council must maintain its credibility by ensuring full compliance with its resolutions," the letter said. "We cannot allow a dictator to systematically violate those resolutions. If they are not complied with, the Security Council will lose its credibility and world peace will suffer as a result."

While the letter was couched in the terms of an appeal for unity, its publication also highlighted a new division in both the European Union and the NATO alliance cutting across both geographic and generational frontiers.

The signatories included both established European Union members — Britain, Spain, Portugal, Italy and Denmark — along with four countries set to join the Union next year — Hungary, the Czech Republic, Slovakia and Poland.

By another calculation, 10 of the 15 existing EU members did not sign the letter, reflecting unease from the Aegean Sea to the Arctic Circle.

Germany on Thursday insisted it was not isolated in Europe and issued a counterappeal for unity along lines

France, Germany, Greece and the Netherlands did not sign the pledge.

agreed to by foreign ministers only four days ago. "The strength of the Union is in its common position," a government spokesman said.

The published letter, however, drew a distinction between governments prepared to risk domestic opposition by unreservedly supporting Washington and those, like Germany, reluctant to offend powerful pacifist lobbies or to confront a deep resentment of America's global leadership.

"Today more than ever the trans-Atlantic bond is a guarantee of our freedom," it said.

By arguing that "the Iraqi regime and its weapons of mass destruction represent a clear threat to world security," the letter distanced its signatories from those like France, Germany, Russia and China who maintain that the case for war is unproven.

The gap widened further Thursday when the European Parliament voted 287 to 209 in Brussels to urge the United States not to take unilateral military action against Iraq because Baghdad's dealings with the weapons inspectors

do not "justify military action."

"A preemptive strike would not be in accordance with international law and the UN charter and would lead to a deeper crisis involving other countries in the region," the resolution said.

Britain and the United States have both insisted recently that time is running out. At a joint news conference with Aznar in Madrid on Thursday, Blair insisted that if Iraq's disarmament could not be achieved through the UN weapons inspectors, "it should happen with the full consent and authority of the United Nations by force."

Aznar said he hoped there would be a second UN resolution if the inspections failed to achieve disarmament. "That would be a very good sign that there is unity among the international community," he said.

Blair said he did not believe that Security Council members would veto the use of force if the inspectors certified that Iraq was not complying with demands for its disarmament.

"Force is the only alternative to a failed inspection route," he said.

The New York Times

January 31, 2003

L'Europe reste divisée face à la crise irakienne

LE FIGARO MERCREDI 29 JANVIER 2003

Alexandrine Bouilhet

Malgré les déclarations communes de la France et de l'Allemagne, très critiques à l'égard d'une option militaire américaine, l'Europe n'offre toujours pas un visage uniforme face à la crise irakienne. La majorité des pays européens, membres ou candidats à l'Union, s'oppose à une action unilatérale des Etats-Unis, sans toutefois exclure l'opportunité d'un conflit dans le cadre de l'ONU. Un seul consensus se dégage : celui des opinions publiques européennes, toutes hostiles à la guerre.

► **Grande-Bretagne** : premier allié de Washington, Londres assure son soutien sans faille à une action militaire en Irak, « en cas de violation » par Bagdad des obligations de l'ONU. Membre permanent du Conseil de sécurité, la Grande-Bretagne se réserve « le droit de se passer d'une seconde résolution » pour s'engager aux côtés des Américains. Faisant fi d'une opinion publique en majorité opposée à la guerre, Tony Blair commence à positionner ses troupes dans le Golfe. Après le rapport des inspecteurs, le 27 janvier, le premier ministre doit rencontrer le président George W. Bush, le 31 janvier, à la Maison-Blanche. Les diplomates occidentaux qualifient déjà ce rendez-vous de « mini-conseil de guerre ».

► **France** : sans fermer totalement la porte à l'action militaire, qui reste possible en « dernier recours », Paris a durci son discours officiel. Prenant ses distances avec Washington, Jacques Chirac a manifesté son opposition à une action militaire unilatérale américaine. Paris estime qu'il faut prolonger de « plusieurs mois » la mission des inspecteurs de l'ONU. La diplomatie française refuse de considérer le 27 janvier comme une « date butoir ». En cas de seconde résolution au Conseil de sécurité, la France n'exclut pas d'utiliser son droit de veto, même si l'hypothèse de l'abstention semble plus vraisemblable.

► **Allemagne** : fidèle au pacifisme de son opinion publique, le chancelier Schröder a clairement manifesté son opposition à

tout recours à la force en Irak. Vu de Washington, sa position semble plus claire que celle de la France. Ne disposant pas d'un droit de veto, et donc d'un moyen de pression sur les Etats-Unis, l'Allemagne envisage de voter contre ou de s'abstenir en cas de seconde résolution. Soucieux de prononcer un seul et même discours sur l'Irak lors des cérémonies franco-allemandes, Gerhard Schröder et Jacques Chirac ont mis en avant une position commune qui ne reflète pas exactement la réalité.

► **Espagne** : atlantiste par tradition, l'Espagne n'exclut pas de soutenir une action militaire américaine dans le Golfe. Disposant d'un siège non permanent au Conseil, le gouvernement Aznar pourrait contrarier la stratégie franco-allemande en soutenant l'option militaire. Comme Washington, Madrid considère que la remise du rapport des inspecteurs sera une étape déterminante. L'Espagne n'estime pas nécessaire qu'une nouvelle résolution soit votée pour lancer une offensive contre Bagdad.

Depuis quelques jours, Paris tente de rallier Madrid à une position plus pacifiste. « Il faut tout mettre en œuvre pour éviter une guerre en Irak », reconnaissait, mardi, Ana Palacio, le ministre espagnol des Affaires étrangères.

► **Italie** : réticente à froisser son allié américain, l'Italie ne s'opposera pas à la guerre dans le cadre d'une seconde résolution de l'ONU. Faute de siège au Conseil de sécurité, le gouvernement Berlusconi ne pèsera guère dans la balance onusienne. Soucieux de préserver sa popularité, le gouvernement Berlusconi a précisé qu'il s'opposait à toute guerre préventive en Irak. Mais Rome estime que le rapport des inspecteurs est une étape cruciale. En cas de violation des règles internationales, l'Italie souhaite le vote d'une seconde résolution avant toute intervention en Irak.

► **Belgique et Grèce** : Bruxelles et Athènes s'opposent à une action unilatérale des Américains en Irak. La Grèce, qui assure la présidence de l'Union européenne, souhaite une résolution du Conseil de sécurité avant

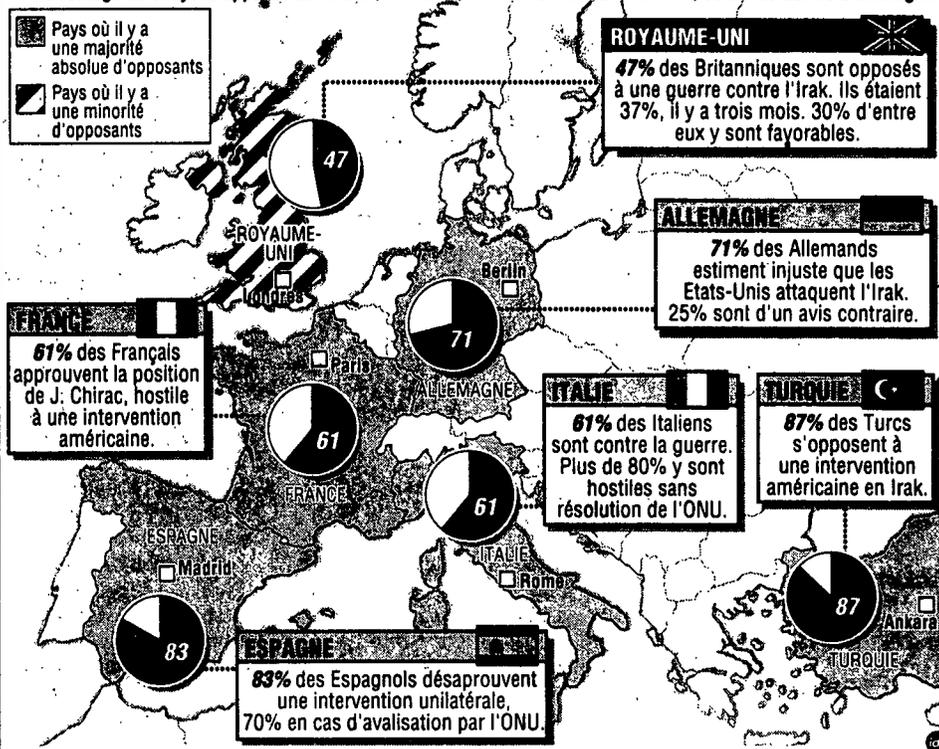
toute action militaire. La Belgique, qui plaide en faveur d'une position commune des Quinze, souhaiterait, elle aussi, une seconde résolution avant toute action.

► **Pologne** : très atlantiste, la Pologne prône une « réponse ferme » s'il y a « violation flagrante » de la résolution 1441 de l'ONU. Le gouvernement polonais a affirmé par la voix de son ministre des Affaires étrangères qu'il soutiendrait une action unilatérale des Etats-Unis, une seconde résolution n'étant pas, à ses yeux, indispensable. Cette position va à l'encontre de l'opinion polonaise, hostile à 80 % à la guerre.

► **Bulgarie** : invitée à adhérer à l'Alliance atlantique, en novembre dernier à Prague, la Bulgarie est aujourd'hui membre non permanent du Conseil de sécurité. En cas de seconde résolution, Sofia pourrait venir renforcer le camp de la guerre à l'ONU, malgré l'opposition farouche de son opinion.

Les Turcs et les Espagnols sont les plus hostiles

► Pourcentage de citoyens opposés ou favorables à une intervention militaire en Irak, selon les derniers sondages



U.S. special forces already in Iraq

Small numbers working with CIA in north, Pentagon says

By Eric Schmitt

The New York Times

WASHINGTON; Small numbers of U.S. military forces are now operating in northern Iraq, according to the chairman of the Joint Chiefs of Staff.

Over the past several weeks, Special Operations Forces have entered the Kurdish areas of northern Iraq to work with teams of Central Intelligence Agency operatives who are organizing Kurdish opposition groups, military officials said.

One Pentagon official said that the numbers were "very small," probably less than two dozen.

But the importance of the troops' deployment lies less in their numbers than in their presence, which represents a further escalation in the buildup of American forces in the region.

It has been known for months that CIA operatives have been in northern Iraq, which is controlled by the two main Kurdish groups under the protection of the United States and Britain, which maintain a "no-flight" zone over the area.

The U.S. intelligence agents have been trying to organize Kurdish guerrillas who could act as guides, interpreters or scouts for American-led forces in any northern offensive.

There have also been reports that

CIA operatives are working in other parts of Iraq, in preparation for a possible war.

But until Wednesday, military officials have refused to comment publicly on periodic reports of U.S. troops slipping in and out of the area.

When asked about the matter at a Pentagon news conference, General Richard Myers, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said, "I don't think we want to get into where our forces are right now, but there are not significant military forces in northern Iraq right now."

While some military officials said that the remarks of Myers were inadvertent, other officials said they were part of the Bush administration's continuing effort to increase pressure on Saddam Hussein to comply with the UN demand to disarm.

Secretary of State Colin Powell, elaborating on a possible American role in arranging for exile for Saddam, said Wednesday that the United States "would, I'm sure, try to help find a place" for Saddam, his family and other Iraqi leaders if they chose flight instead of war.

Later, the State Department spokesman, Richard Boucher, said that exile was simply "one of those ideas that's floating out there" and not a "serious policy" or something that had "been approached with any serious discussion."

An Iraqi opposition official said that three U.S. aircraft landed earlier this week in northern Iraq at Hurrayah airfield, near Shaklawa, on a major road from Iran into Iraq.

The official said that people had been seen unloading containers and cargo, and appeared to be setting up a base.

Myers said he was not aware of the report, adding, "I'm not going to go into any more detail on that."

In another sign of U.S. preparations for war, the Coast Guard said that it was sending eight high-speed cutters and 600 personnel to the Gulf region in the service's first combat deployment since the Vietnam War.

The ships' mission will be to protect "high-value targets" such as navy ships, oil tankers and military command vessels, as well as to prevent suicide bomb attacks, said Commander Jim McPherson, a Coast Guard spokesman. The cutters carry .50-caliber machine guns and 20mm guns.

Four of the 110-foot (34-meter), high-speed vessels, which carry 15 crewmen, left Norfolk, Virginia, on Wednesday, bound for the Gulf.

The other four ships, which will leave Norfolk in a few days, will patrol Turkish waters near ports that American military cargo ships will use if basing arrangements can be worked out with Turkey.

DILEMME

VU D'IRAN ■ Des mollahs bien frileux

Défendre Saddam Hussein ou s'en aller aux Etats-Unis ? Téhéran opte pour une neutralité qui ne satisfait aucun des deux camps.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne cachent pas l'inévitabilité de l'agression militaire contre l'Irak et annoncent que leurs machines de guerre n'ont pas besoin de l'autorisation des Nations unies. Mis à part ces deux Etats et Israël, les autres pays du monde se trouvent dans une position inconfortable. Ils refusent de se prononcer ouvertement pour ou contre la guerre et ne souhaitent pas risquer une confrontation directe avec leurs propres opinions publiques. Ceci est notamment vrai pour les dirigeants arabes qui, malgré leur souhait de se débarrasser de Saddam Hussein, ne se rallient pas ouvertement au plan américano-britannique,

même si, en privé, ils ont déjà arrêté leur position avec la Maison-Blanche. Ceci est aussi vrai pour certains pays occidentaux, qui, en cas de guerre, seront directement ou indirectement complices de George Bush. Parmi les pays qui ont un poids certain dans le règlement de la question irakienne, il faut distinguer deux de ses voisins, dont le positionnement se différencie des autres. Les forces politiques et les institutions officielles et non officielles turques et iraniennes émettent des opinions très divergentes, mais différentes de celles des monarchies absolues ou des présidents à vie du monde arabe. L'Iran n'a pas les mêmes intérêts économiques que la Turquie, mais, tout comme elle, elle craint une partition éventuelle de l'Irak qui menacerait sa propre intégrité territoriale. Mais, pour les Iraniens, Saddam Hussein est celui qui a

imposé huit ans de guerre à l'Iran, qui a causé plus de 1 million de morts et plusieurs milliards de dollars de dégâts aux

deux pays. Les haines que suscite ce voisin mal aimé auraient pu, d'un point de vue stratégique, devenir avantageuses pour l'Iran.

Mais l'Iran partage 12 000 kilomètres de frontière avec l'Irak et entretient des liens ethniques (les Kurdes) et religieux (la majorité de la population irakienne est chiite) avec les Irakiens. Du coup, l'Iran, avec des marges de manœuvre potentiellement importantes, opte pour une neutralité qui ne semble satisfaire personne. Téhéran restera à l'écart comme ce fut le cas lors de la guerre en Afghanistan, son autre voisin.

Mehran Karami, *Hamshahri* (extraits), Téhéran

IRAN L'ayatollah iranien Hossein Ali Montazéri, dissident du pouvoir islamique en place depuis 1979, a été libéré hier matin après plus de cinq ans de résidence surveillée

Le retour en grâce de l'ex-dauphin de Khomeyni

Libéré hier matin après plus de cinq ans de résidence surveillée, Hossein Ali Montazéri a critiqué implicitement le guide suprême du régime, l'ayatollah Ali Khamenei, et affirmé sa volonté d'intervenir dans le débat politique.

Téhéran : Delphine Minoui

Devant plus de 600 fidèles, rassemblés dans la salle de réunion de sa maison, le dissident de 80 ans a affirmé que « Dieu, qui est le maître (absolu) a accordé à tous les croyants un pouvoir de commandement religieux. Mais ce pouvoir n'est pas absolu, il est limité. » Une critique implicite du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Très souriant et en bonne forme physique, l'ayatollah Montazéri, qui portait l'habit religieux, notamment un turban blanc sur la tête, a plaisanté avec ses visiteurs à plusieurs reprises. « Je me porte très bien et je n'ai pas perdu la mémoire comme certains l'ont laissé entendre », a-t-il dit.

Considéré comme l'une des plus grandes figures dissidentes du pouvoir islamique en place depuis 1979, ce clerc réformiste avait placé en résidence surveillée il y a cinq ans, pour avoir osé remettre en cause l'autorité suprême de l'ayatollah Khamenei, le successeur de Khomeyni. Un véritable coup de poignard dans le dos des religieux conservateurs, accrochés au sacro-saint principe du velayat-é faqih (« tutelle du juriste théologien »), accordant les pleins pouvoirs politiques et religieux au leader de la République islamique.

Cette libération peut-elle être interprétée comme une concession de la part des conservateurs ? Certainement pas, répondent en chœur les analystes iraniens. « Cette décision est stratégique. D'une part, les durs du régime craignent que le maintien en détention de l'aya-



« Je n'ai pas perdu la mémoire comme certains l'ont laissé entendre », a déclaré Hossein Ali Montazéri, hier, à sa libération. (Photo AFP.)

tollah Montazéri provoque le même mouvement de protestation provoquée par l'arrestation, en novembre dernier, de l'intellectuel Hachem Aghajari » (NDLR : arrêté l'an dernier pour avoir plaidé en faveur d'un « protestantisme » de l'islam).

Cette libération intervient en tout cas alors que les réformes iraniennes apparaissent dans l'impasse. « Le mouvement des réformes a montré ses limites, commente Keyvân Ansari, membre actif du Bureau de consolidation de l'unité, la principale association étudiante iranienne. Khatami n'a pas réussi à réaliser son programme. Pendant les manifestations de novembre dernier, on a demandé à plusieurs reprises sa démission, pour lui faire comprendre qu'avant d'être corrompu comme les autres il quitte le pouvoir », explique-t-il. Mais, en cas de démission, qui pour-

rait être le candidat idéal pour remplacer Khatami ? « Difficile de répondre, reconnaît Keyvân. La justice a jeté en prison les plus grands intellectuels. Et le Conseil des gardiens, chargé de la validation des candidatures aux élections, ne permet pas aux démocrates, qui militent dans l'ombre, de s'imposer sur la scène politique. » La justice et le Conseil des gardiens : autant d'institutions de blocage à l'origine du gel actuel des réformes. Pour l'intellectuel et journaliste Ahmad Zeid Abadi, les multiples contre-offensives des conservateurs ont abouti à une véritable impasse. « Aujourd'hui, chaque aile politique essaye de neutraliser l'autre. En vain. L'aile conservatrice ne dispose plus d'aucune popularité, mais elle possède les outils de pression. L'aile réformatrice a le soutien de la population, mais elle n'a aucune force de

pression. Elle est condamnée à la passivité », constate-t-il. Face à ces deux ailes : une société de plus en plus intrépide particulièrement jeune (60 % de la population a moins de 20 ans), qui rejette en bloc l'héritage de Khomeyni. « L'avenir est sombre, commente Zeid Abadi. Il n'y a désormais plus aucune force politique pour répondre au mécontentement de la société. »

Dans un paysage politique en friche, les dernières contre-offensives des conservateurs n'ont fait qu'exacerber les velléités de changement au sein du régime. « On en est réduit à espérer qu'après l'Irak les Américains viennent nous bombarder », s'exclame Manoucher, un chauffeur de taxi d'une cinquantaine d'années. L'actuel « bombardement culturel américain » n'est pas sans inquiéter les conservateurs du régime ira-

nien, dont le pays, classé dans l'« axe du Mal », pourrait bien être le prochain sur la liste. Leur mécontentement trouve son

illustration dans l'arrestation et le procès en cours des membres d'un institut de sondage (également membres actifs du courant

réformateur), à la suite de la publication d'une enquête, en septembre dernier, révélant que les trois quarts des Iraniens étaient

favorables à une reprise de négociations avec les États-Unis.

Reza Pahlavi : « Le régime des mollahs mène à l'impasse »

Né à Téhéran en 1960, Reza Pahlavi, fils aîné du dernier chah d'Iran, a quitté son pays en 1978 pour effectuer un stage de pilote de chasse en Amérique. La révolution islamique de 1979 l'a empêché de retourner chez lui. L'héritier du trône d'Iran vit aujourd'hui aux États-Unis, où il tente de fédérer l'opposition au régime des mollahs.

Propos recueillis
par Renaud Girard

LE FIGARO. – Pensez-vous que dans votre pays, l'Iran, le pouvoir des mollahs touche à sa fin ?

Reza PAHLAVI. – Il est clair qu'aujourd'hui le régime en Iran va vers une impasse, à l'image de l'Union soviétique de la fin des années 80.

Quand vous parlez du régime, vous ne faites pas de différence entre les « modérés » du président Khatami et les « radicaux » de l'ayatollah Khamenei...

Non, je ne fais pas de différence. Car les Iraniens ont compris aujourd'hui que le système ne pouvait pas être réformé en l'état. Une théocratie fondée sur la loi coranique n'est pas compatible avec la démocratie. C'est pourquoi la question de la laïcité est essentielle dans mon pays. Je

pense que la séparation de l'État et du clergé est une condition indispensable à l'établissement de tout régime démocratique.

Pensez-vous que les Iraniens seraient prêts à rétablir la monarchie, que vous représentez en tant qu'héritier au trône ?

Avant d'envisager la forme finale que prendra notre démocratie future, il faut que les Iraniens se mettent d'accord sur des principes fondamentaux : séparation de l'État et du clergé, incorporation dans la Constitution iranienne de tous les articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme, gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Personnellement, seriez-vous favorable à une monarchie constitutionnelle de type espagnol ?

Comme je l'ai dit dans mon livre *Winds of Change* (Reignery éditeur), je préconise un référendum national, à travers lequel les

Iraniens feront leur choix final. Ce sera aux Iraniens de décider s'ils préfèrent une République ou une monarchie constitutionnelle. Il va sans dire que si les Iraniens se prononçaient pour la monarchie constitutionnelle, nous reprendrions des modèles connus (Espagne, Suède, Royaume-Uni, Japon, etc.), dans lesquels le monarque règne, mais ne gouverne pas. J'aimerais simplement souligner qu'aujourd'hui ma seule préoccupation, la seule tâche politique que je me suis assignée, n'est pas de chercher à monter sur le trône, mais d'aider l'Iran à se démocratiser.

Êtes-vous favorable, dans l'état actuel des choses, à une invasion américaine de l'Irak ?

Dans l'immédiat, non. Je pense que la guerre ne devrait être qu'un dernier recours, une fois tous les autres moyens épuisés.

A quel moyen faites-vous allusion ?

Si les inspecteurs de l'ONU demandent davantage de temps pour achever leur travail, je pense qu'il faut le leur donner. Je salue par ailleurs l'initiative saoudienne qui cherche à obtenir un départ pacifique de Saddam Hussein, afin d'éviter toute effu-

sion de sang sur le sol irakien. Je pense que toutes les phases d'un processus onusien normal – qui bien sûr ne soit pas infini – doivent être respectées dans cette affaire.

Est-ce à dire que vous approuvez la position de la France, laquelle réclame une seconde résolution du Conseil de sécurité des Nations unies pour autoriser une invasion militaire de l'Irak ?

Je pense que la position française, qui est partagée par une grande partie des pays membres de l'ONU, est raisonnable. La France cherche à épuiser tous les moyens avant la guerre. De plus, la Charte des Nations unies exige clairement un vote du Conseil de sécurité avant tout recours à la force.

Pensez-vous qu'un proconsulat militaire américain en Irak de 18 mois, tel qu'il a été dessiné par plusieurs stratèges du Pentagone, serait viable ?

Vous vous placez dans l'hypothèse d'un remplacement de Saddam Hussein par l'opposition irakienne. Si une présence militaire anglo-américaine, limitée dans le temps, permet la stabilisation du pays, je ne suis pas contre. Mais l'important est que ce soient des Irakiens, représentant toutes les factions de l'opposition irakienne actuelle qui gouvernent au plus tôt leur pays.

Des Kurdes rappellent avoir subi les armes de destruction massive de Bagdad



SOULEIMANIYAH (Irak), 28 jan (AFP) - 14h12 - Les familles de victimes des attaques irakiennes au Kurdistan ont manifesté mardi devant les locaux des Nations unies à Souleimaniyah, ville du Kurdistan irakien, estimant qu'ils étaient les preuves de l'existence d'armes de destruction massive en Irak.

"Si vous recherchez des preuves sur la détention par l'Irak d'armes de destruction massive, nous, familles des 182.000 victimes d'Anfal et des bombardements chimiques de Halabja (...) en sommes la meilleure preuve", selon une pétition adressée au secrétaire général de l'Onu Kofi Annan remise à la représentation onusienne par quelque 60 manifestants.

Cette pétition, signée par des milliers d'habitants de la région, fait référence à une série d'opérations irakiennes à la fin des années 1980 durant laquelle des dizaines de milliers de Kurdes ont disparu et des centaines de villages été rasés.

Elle se réfère aussi à l'attaque au gaz menée par l'aviation irakienne en mars 1988 contre la ville kurde de Halabja.

Ce bombardement, qui intervenait en représailles au soutien accordé par les Peshmergas (combattants kurdes) à l'armée iranienne en guerre contre l'Irak, tua sur le coup au moins 5.000 civils, principalement des femmes et des enfants.

Le Kurdistan irakien échappe totalement au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. Deux factions kurdes rivales, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, se partagent le contrôle de la région.

A Bagdad, la population paraît résignée à un assaut américain

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Bagdad est triste, et pourtant sereine. La ville ne voit plus comment la logique de guerre pourrait être stoppée, mais a presque l'air

REPORTAGE

« Qu'ils viennent, qu'on en finisse et, inch'Allah, qu'il n'y ait pas trop de morts ! »

d'accepter l'idée avec philosophie. « Combien de temps donnent-ils aux inspecteurs de l'ONU ? demande Hassan, un marchand. Quoi ? Un autre rapport le 14 février ? Deux semaines seulement ? Alors, c'est la guerre... » Bagdad, habituée aux menaces de raids aériens depuis douze ans, paraît résignée à subir un assaut américain.

Aucune réaction officielle n'était encore disponible, mardi 28 janvier en début de matinée, au rapport des chefs des inspections en désarmement de l'ONU, hormis une promesse du vice-premier ministre Tarek Aziz, formulée lors d'un entretien accordé à la télévision canadienne

ne CBC, que l'Irak sera « plus ouvert à l'avenir » pour assurer l'efficacité du travail des inspections de l'ONU. Mais il a ajouté : « Le Koweït est un champ de bataille et les troupes américaines y sont et se préparent à attaquer l'Irak. S'il y avait une attaque à partir du Koweït, je ne peux pas dire que nous ne riposterons pas. »

Naji Sabri, le ministre des affaires étrangères, était intervenu dès le matin, sans attendre la remise du rapport à New York. Le pouvoir irakien en soupçonnait déjà le ton très critique. Après avoir brièvement émis le souhait que Hans Blix et Mohamed ElBaradei soient « justes » et fassent en sorte que « le monde sache la vérité, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune arme interdite en Irak », M. Sabri a accusé les Etats-Unis de chercher à « terroriser la planète ». « Bagdad, a-t-il dit, a fait preuve d'une large coopération. » « Malgré l'acceptation de la reprise des inspections et de la résolution 1441 de l'ONU, la diabolique administration [américaine] et son allié Blair ont poursuivi leurs menaces et leur guerre psychologique, a-t-il commenté. Leur objectif ne concerne pas les armes de destruction massive, parce qu'elles n'existent pas, mais il est d'occuper ce pays, de contrôler le pétrole, de protéger Israël et de coloniser le monde arabe. »

Naji Sabri s'en est violemment

pris à « ceux qui provoquent l'escalade, menacent, accusent, mentent », « ceux qui refusent la diplomatie car ils ne se réalisent que dans la guerre ». Pour le chef de la diplomatie irakienne, outre le fait que « l'Irak n'a aucun lien avec des organisations terroristes » telles qu'Al-Qaïda, « la seule vérité » est que « les inspecteurs en désarmement n'ont rien trouvé, rien, aucune preuve, pour la simple raison qu'il n'y avait rien à trouver ! ».

Les quotidiens avaient déjà donné, lundi matin, une note belliqueuse. Pour *Al-Saoura*, le journal du parti Baas, « la résistance fera échec » à l'armée américaine, tandis que pour *Al-Joumhouria*, l'organe du gouvernement, les Etats-Unis doivent « avoir conscience qu'il y a 25 millions de kamikazes à Bagdad et en Irak ».

A l'heure où Hans Blix s'apprêtait à se présenter devant le Conseil de sécurité de l'ONU, à Bagdad, dans un café de lycéens et d'étudiants, c'est l'heure des adieux. Nour, 19 ans, quitte l'Irak mardi. Ses parents l'accompagnent en Jordanie, d'où elle s'envolera pour Londres où un oncle l'attend. « J'ai la chance de pouvoir voyager, dit-elle. A chaque menace, je pars. Mais une amie dit : "Bon voyage. On se reverra au paradis, ou en enfer..." Mon cœur se brise. » Hadeel, sa copine, restera à Bagdad. « Mon père est militaire, il n'a pas le choix, il va devoir défendre l'Irak. Peut-être que ma mère et moi irons chercher un abri en province. Mais, en prévision de la guerre, nous

avons creusé des puits dans le quartier. Nous savons que nous serons privés d'eau et d'électricité. »

« ON A TOUS PEUR »

Pour les deux étudiantes en médecine, « cette volonté d'attaquer l'Irak est incompréhensible ». « Les Américains veulent notre pétrole, pense Hadeel, puis iront conquérir d'autres pays arabes. » L'une de ses camarades profite d'un instant de confusion pour nous glisser à l'oreille : « Aucune d'entre nous ne dira la vérité, car nous avons peur. » Peur de qui ? « De nos propres amis. Entre nous, on ne se dit jamais ce qu'on a sur le cœur. On ne parle qu'à sa famille proche, ses parents, ses frères et sœurs. Ici, c'est le pays où on a tous peur. Trop peur... »

La veille, un homme avait pris un risque incommensurable pour murmurer : « Qu'ils envoient leurs bombes, et qu'ils nous débarrassent de Saddam ! » Un sentiment général, ou une exception ? « Nul ne le sait, commente un journaliste irakien, candidat à l'exil. Ce qui est certain, c'est que les pro-Saddam vivent aujourd'hui dans la crainte de l'attaque américaine, du bain de sang, du carnage, de la guerre interminable. Personnellement, comme Washington semble inflexible, comme je ne vois plus comment éviter ce conflit, je me dis : qu'ils viennent, qu'on en finisse et, inch'Allah, quel que soit le vainqueur, qu'il n'y ait pas trop de morts ! »

Rémy Ourdan

VERBATIM

« Qu'il n'y ait pas de malentendu, (...) nous dirigerons une coalition »

Voici les principaux extraits du discours sur l'état de l'Union prononcé par George Bush devant le Congrès des Etats-Unis, mardi 28 janvier.

« La guerre [contre le terrorisme] continue et nous sommes en train de la gagner. Jusqu'à présent nous avons arrêté ou réglé le sort de nombreux chefs d'Al-Qaïda. (...) En tout, plus de 3 000 terroristes présumés ont été arrêtés (...). Beaucoup d'autres ont rencontré un sort différent. Ils ne sont plus un problème. (...) »

« Je vous demande d'ajouter à notre système de sécurité un projet important de recherche et de production pour défendre notre peuple contre le bioterrorisme, appelé bouclier biologique. Le budget [comptera] 6 milliards de dollars pour obtenir rapidement des vaccins et des traitements efficaces contre des agents tels que le bacille du charbon, le botulisme, le virus Ebola et la peste. (...) »

« Je demande aux chefs du FBI, du renseignement, de la sécurité intérieure et du département de la défense de mettre sur pied un Centre de coordination contre la menace terroriste, pour fusionner et analyser au même endroit toute information sur des menaces. (...) »

« Au XX^e siècle, de petits groupes d'hommes ont confisqué le contrôle de grands pays, construit des armées et des arsenaux et se sont mis

en campagne pour dominer le monde faible et intimidé. (...) A chaque fois, les ambitions de l'hitlérisme, du militarisme et du communisme ont été défaits par la volonté de peuples libres, par la force de grandes alliances et par la puissance des Etats-Unis. »

« L'idéologie du pouvoir et de la domination a réapparu et cherche à se procurer les dernières armes de la terreur. (...) Une fois encore, nous sommes appelés à défendre la sécurité de notre peuple et les espoirs de toute l'humanité. Et nous en acceptons la responsabilité. (...) Nous demandons [aux pays libres] de nous rejoindre, et beaucoup le font. Mais le destin de ce pays ne dépend pas de décisions prises par d'autres. (...) »

« Des menaces différentes requièrent des stratégies différentes. En Iran, (...) un gouvernement réprime son peuple, recherche des armes de destruction massive et soutient la terreur. (...) Les Iraniens (...) ont le droit de choisir leur propre gouvernement et leur propre destin - et les Etats-Unis soutiennent leurs aspirations à la liberté. »

« Dans la péninsule coréenne, un régime oppresseur soumet un peuple à la peur et à la famine. (...) L'Amérique et le monde n'accepteront pas de chantage. Les Etats-Unis œuvrent avec les pays de la région (...) pour trouver une solution pacifique. (...) »

« Depuis douze ans (...) rien n'a réfréné [Saddam Hussein] de la recherche d'armes

[chimiques, biologiques et nucléaires] - ni les sanctions économiques, ni l'isolement du monde civilisé, ni même les frappes de missiles de croisière contre ses installations militaires. (...) »

« Les Nations unies ont conclu, en 1999, que Saddam Hussein a de quoi produire plus de 25 000 litres de bacille de charbon. (...) Les Nations unies ont conclu que Saddam Hussein a de quoi produire plus de 38 000 litres de toxine botulique. (...) Nos services de renseignement estiment que Saddam Hussein a de quoi produire jusqu'à 500 tonnes de sarin, de gaz moutarde et d'agent VX. (...) Des renseignements américains indiquent que Saddam Hussein a 30 000 munitions capables de transporter des agents chimiques. (...) L'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé, dans les années 1990, que Saddam Hussein avait un programme de développement des armes nucléaires avancées. (...) [De tous ces matériels] Saddam Hussein n'a pas rendu compte. Il n'a donné aucune preuve qu'il les avait détruits. (...) »

« Le dictateur irakien ne désarme pas. (...) Des preuves des sources de renseignement, des communications secrètes et des déclarations de personnes en détention, révèlent que Saddam Hussein aide et protège des terroristes, y compris des membres d'Al-Qaïda. (...) Avant le 11 septembre 2001, beaucoup croyaient pouvoir contenir Saddam Hussein. Mais des agents chimiques et des virus mortels et des réseaux terroris-

tes de l'ombre ne sont pas faciles à contenir. (...) Certains ont dit que nous ne devons pas agir avant que la menace soit imminente. Depuis quand les terroristes et les tyrans annoncent-ils leur intentions ? (...) Faire confiance au bon sens et à la retenue de Saddam Hussein n'est pas une stratégie, ni une option. (...)

Les Etats-Unis demanderont au Conseil de sécurité de se réunir le 5 février pour examiner la défiance persistante de l'Irak envers le monde. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, présentera des informations et renseignements relatifs aux programmes d'armement illégaux de l'Irak, ses tentatives pour cacher ces armes aux inspec-

teurs, et ses liens avec des groupes terroristes. Nous consulterons, mais qu'il n'y ait pas de malentendu : si Saddam Hussein ne désarme pas complètement, pour la sécurité de notre peuple et pour la paix du monde, nous dirigerons une coalition pour le désarmer. ”

Huit européens se rallient à la bannière de Bush

Washington a affirmé hier qu'il ne restait plus que quelques semaines à la diplomatie dans la crise irakienne et prôné l'exil de Saddam Hussein. Dans l'attente du dossier à charge contre Bagdad annoncé par les Etats-Unis pour le 5 février, et au milieu d'une intense activité diplomatique, le premier ministre britannique Tony Blair s'est prononcé

en faveur d'une deuxième résolution des Nations unies sur l'Irak.

Mais l'Europe a affiché ses divisions, dans une lettre ouverte de huit dirigeants européens en faveur des thèses américaines sur l'Irak, un camouflet pour la France et l'Allemagne opposées pour l'instant à une action militaire.

Luc de Barochez

Avant même son hypothétique déclenchement, la guerre contre l'Irak a fait une victime : la politique étrangère commune de l'Union européenne. Si les armes sont encore silencieuses dans le Golfe, le conflit fait rage sur le front médiatique en Europe. Les camps se rangent en ordre de bataille.

A droite, huit « faucons » ont signé une lettre commune hier pour marquer leur soutien aux Etats-Unis. A gauche, deux « colombes », la France et l'Allemagne, cherchent à rallier un maximum de pays autour de l'idée que l'option militaire n'est pas d'actualité et que les inspections de l'ONU doivent poursuivre.

Dans leur déclaration, les « Huit » appellent les Européens à serrer les rangs avec les Américains dans la crise irakienne. Ils affirment qu'il était temps de sévir contre le régime du président Saddam Hussein. La lettre a été préparée par les « Huit » sans consultation avec leurs partenaires.

Les signataires forment le club des dirigeants européens les plus proches des Etats-Unis. On y trouve d'abord le Britannique Tony Blair, mais aussi l'Espagnol Jose Maria Aznar, l'Italien Silvio Berlusconi, le Portugais Jose Manuel Barroso, le Danois Anders Fogh Rasmussen, le Tchèque Vaclav Havel, le Polonais Leszek Miller et le Hongrois Peter Medgyessy. Soit, au total, seulement un tiers des pays concernés : cinq pays de

l'Union européenne, sur quinze, et trois pays qui doivent adhérer l'an prochain, sur dix.

Bien que minoritaires, les « Huit » ouvrent une brèche béante dans la position commune approuvée lundi dernier à Bruxelles par les ministres des Affaires étrangères des « Quinze ». Ces derniers s'étaient alors entendus sur le plus petit dénominateur commun : réaffirmation de l'objectif de désarmement de l'Irak et encouragement à la mission des inspecteurs de l'ONU. Les « Huit » ridiculisent le haut représentant de l'UE pour la politique extérieure, Javier Solana, qui, quelques heures à peine avant la publication de la lettre, avait appelé les pays européens au consensus.

La déclaration de soutien aux Etats-Unis est aussi un revers pour la France et l'Allemagne, qui avaient cherché ces dernières semaines à entraîner l'Europe dans une opposition aux visées américaines en Irak. La prétention du président Jacques Chirac et du chancelier Gerhard Schröder à parler au nom de l'Europe sur un sujet capital a été, au moins provisoirement, mise en échec.

Ce n'est pas la première fois que le triangle Londres-Madrid-Rome, pro américain et libéral, cherche à s'affirmer comme contrepoids à l'axe franco-allemand. Le réveil récent du couple Paris-Berlin a redonné de la vigueur aux tentatives des Britanniques d'affirmer leur leadership en Europe. Le sommet franco-britannique, mardi au Touquet, sera l'occa-

sion d'un intéressant face-à-face entre Tony Blair et Jacques Chirac.

Les Etats-Unis ont applaudi hier à la publication de la lettre européenne, qui ne pouvait pas intervenir à un meilleur moment pour eux. Le fait qu'elle soit le fruit d'une initiative du *Wall Street Journal*, quotidien proche des faucons de l'Administration Bush, suscite d'ailleurs des questions sur son inspiration. Le soutien manifesté par les « Huit » représente en tout cas une étape significative dans la campagne de relations publiques lancée par Washington pour tenter de justifier une opération militaire en Irak.

L'Administration américaine fait progresser sa cause en jouant sur plusieurs tableaux. Elle cherche à exploiter les faiblesses de la Russie, les besoins d'argent de la Turquie, la quête de protection des régimes arabes « modérés », pour composer peu à peu la « coalition de volontaires » qui doit désarmer l'Irak. En Europe, Washington prévient toute émergence d'un « camp de la paix » à direction franco-allemande en attisant les divisions et en flattant les pays qui ont adopté des positions pro américaines. Blair a ainsi été convié par Bush à une sorte de « conseil de guerre » aujourd'hui à Camp David. Berlusconi était à Washington hier et le premier ministre polonais doit s'y rendre incessamment.

Parallèlement, les Etats-Unis cherchent à isoler la France et l'Allemagne, qualifiées de représentantes de « la vieille Eu-

rope ». Le conseiller du Pentagone Richard Perle, un « faucon » notoire, affirmait ainsi hier que « le chancelier Schröder a adopté une position si extrême qu'il a exclu du débat non seulement l'Allemagne, mais aussi lui-même ». Quant à la France, elle est accusée par le même Richard Perle de vouloir « réduire l'influence des Etats-Unis dans le monde » et d'agir uniquement pour « défendre ses intérêts en Irak ». En penchant du côté de Berlin ces dernières semaines, Paris n'a pas fait le choix le plus facile.

L'offensive médiatique américaine doit atteindre son apogée la semaine prochaine avec la publication annoncée de « preuves » sur la poursuite des programmes d'armement irakiens. Le secrétaire d'Etat Colin Powell doit les produire mercredi prochain, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Les ministres français, allemand et russe, Dominique de Villepin, Joschka Fischer et Igor Ivanov, ont annoncé leur présence à New York ce jour-là. Dans leur volonté de continuer à promouvoir la logique des inspections, Français et Allemands sont encore loin d'être isolés au Conseil de sécurité. La Russie, la Chine et plusieurs membres non permanents sont de leur côté. Mais pour combien de temps ? La réunion de mercredi s'annonce cruciale.

LE FIGARO
31 JANVIER 2003

U.K. critique of Iraq widens rift in Europe

By Alan Cowell

The New York Times

LONDON: Fissures within Europe seemed to widen Tuesday as Britain openly accused Iraq of being in "material breach" of the disarmament conditions laid down by the United Nations, echoing Washington's language to justify war against the regime of Saddam Hussein.

It was the first time in the current phase of the crisis that Britain had publicly used the phrase — diplomatic code for a *casus belli*. While its use seemed to reflect a desire to increase pressure on Baghdad, Britain's heightened bellicosity illuminated its differences with many of its European partners who are either less prepared for — or opposed to — an invasion of Iraq.

In Paris, French officials reiterated their government's opposition to a military campaign without specific authorization by the United Nations. At the same time, in Brussels, foreign ministers of the European Union finished up two days of discussions that included Iraq but were unable to patch over their lingering differences.

On Tuesday, none of the ministers from major European Union countries, including the Union's four Security Council members — Britain, France, Germany and Spain — were present.

The warning by Foreign Secretary Jack Straw came at a critical juncture, one day after the chief UN weapons inspector, Hans Blix, raised doubts over Iraq's compliance with Security Council demands and just hours before President George W. Bush was expected to use his State of the Union address in part to set out the arguments for a military campaign.

At the same time, Prime Minister Tony Blair, America's staunchest European ally who has committed 30,000 British troops in support of United States soldiers massing in the Gulf region, is set to begin intensive diplomacy among European nations before and after meeting with Bush at Camp David on Friday.

Straw again said that war was "not inevitable" but, at a news conference, he declared that Baghdad "does not have long to change its behavior fundamentally," adding, "We cannot let Saddam Hussein get away with never-ending deceit and delay."

Straw said the onus now lay on Baghdad to present "credible evidence" that it had destroyed weapons of mass destruction and was prepared to cooper-

ate actively with the United Nations.

"What Iraq has to understand is that time is running out and if it does not comply with the requirements of the international community, which are now shown to be fully justified, then serious consequences will follow," Straw said.

The British official was speaking after Secretary of State Colin Powell issued similar warnings.

"The conclusion is now inescapable that Iraq is in material breach of Resolution 1441," Straw said, referring to the UN measure demanding Iraq's disarmament.

On Monday, Blix listed a catalogue of questions about the whereabouts in Iraq of a variety of weapons of mass destruction that Baghdad was supposed to have destroyed after the 1990-91 Gulf War.

On his way to Camp David, Blair is to meet Thursday with the Spanish prime minister, Jose Maria Aznar. He is also scheduled to meet with President Jacques Chirac of France next Tuesday for what could turn out to be a critical encounter.

Along with Germany, France has led European skepticism about war with Iraq.

Additionally, as a permanent member of the Security Council, France could use its power of veto to block a resolution authorizing an invasion of Iraq.

In Paris, Chirac discussed Iraq with the Saudi foreign minister, Saud al Faisal.

Chirac's spokeswoman, Catherine Colonna, said they had agreed that the inspectors should continue their work in Iraq, but emphasized that Iraq had to cooperate.

Colonna, briefing reporters, said they had agreed that "all solutions other than the use of force, which can only be justified as a last resort, must be explored."

After the meeting, the Saudi official said he and Chirac had also discussed "what needs to be done to prevent a calamity and a crisis of immense proportions inside Iraq."

Suggesting that Saudi Arabia harbored concern about the shape of Iraq after a war, he said that, "in my government, we are all hoping for a possibility of a solution that avoids the dismemberment and maintains the territorial integrity of Iraq."

He did not elaborate.

Dominique de Villepin, the French foreign minister, repeated French refusal of military action without Security Council sanction, saying that if Wash-

ington acted without United Nations authorization, "we could not associate ourselves with such an action."

In London, however, Straw said Blix's report may have lessened European resistance to a military campaign. "There is a great degree of sobriety now about the seriousness of the situation and a better understanding of the case the U.S. and we have been making about the Iraqi regime and its noncompliance."

As elsewhere in Europe, the British government has been struggling to overcome a sense among many people

that an attack on Iraq would in fact create greater perils of terrorist retribution rather than make the world a safer place in the way Bush and Blair insist it would.

Straw said: "The world would be a much, much more dangerous place if, at this stage, we were to allow the world's most aggressive rogue state to continue with its practices of concealment and deceit and, above all, the development and holding of poisons, diseases and other weapons of mass destruction."

In a radio interview Straw said the chances of a peaceful outcome "are less

than they were."

The differences in European opinion were reflected in remarks at the meeting in Brussels by the Greek foreign minister, George Papandreou, whose country holds the rotating European presidency.

On Monday, Papandreou suggested he might consider traveling to Iraq, though such a move appeared unlikely to gain the full approval of his colleagues.

Reflecting Greek, if not universal European, opposition to war, he said the goal had to remain "disarmament through inspections." He added, "I

would say we have a window of opportunity, let's use it."

If Papandreou is unlikely to travel to Baghdad, 35 legislators from the European Parliament said Tuesday that they would visit Iraq next week to observe firsthand the work of the United Nations inspectors and assess the need for relief aid.

The legislators, from 11 different countries and 4 different political parties, called the visit a "demonstration for peace" and said they would not meet with government officials, to avoid the impression that they endorse the regime.

The New York Times

January 29, 2003

Help the Arabs make a deal ■ By Thomas L. Friedman

Exile for Saddam is worth one honest try

INTERNATIONAL Herald Tribune January 30, 2003

NEW YORK
Memo to: President Bush. From: A pro-American Arab leader.

Dear Mr. President, I and my colleagues from the Arab world and Turkey share your view that Saddam Hussein is lying, has not complied with the United Nations and must go. But is an American invasion the only way to remove him? Would you consider a deal for his exile?

I ask because we have been getting mixed signals. Your defense secretary seemed to endorse the idea, but others suggest to us that we shouldn't even bother. I admit, we and the Turks have not exactly been profiles in courage. The meeting that our foreign ministers held in Istanbul last week was a PR event staged by the Turks to show their public that they were looking for some alternative to war. But to tell you the truth, in all our discussions no one even brought up a deal for getting Saddam out.

Let me explain why. First, we're all uneasy about appearing to our publics as an extension of your military policy. Saddam is not popular in our region, Mr. President, but you are even less popular. Second, each of us is looking to the other guy to present the deal to Saddam, but none of us wants to be the one to do it for fear of being rebuffed. But the most important reason is that we have nothing concrete to offer. We need a hard offer, and neither we nor you are putting that together — even though we both believe that this could save a lot of pain if done right.

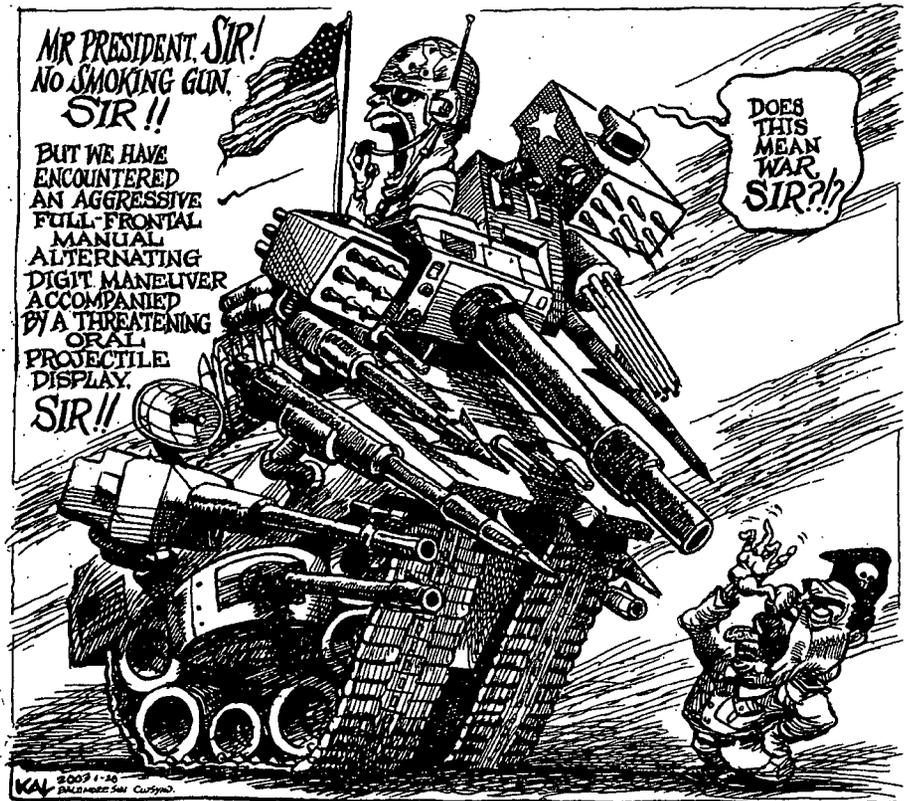
So, Mr. President, I am proposing that you give me a letter on your stationery authorizing a joint mission from the Arab League and the Islamic Conference to offer Saddam the following:

1. A U.S. commitment not to interfere with safe passage out of Iraq for Saddam and his whole entourage. (I assume they

will want to go somewhere in the former Soviet Union.)

2. We understand that as a legal matter, the United States could never and would never forswear the right to hunt or prosecute Saddam for war crimes. But we need a public commitment from you that America's "priority" once Saddam leaves Iraq would be to focus on the rebuilding of that country and not on hunting Saddam or any Iraqis who were once part of his regime. This last point is critical, because Iraqi army officers who want to stay behind —

and whose help you will need in holding Iraq together — have to know that they will not be prosecuted. If they know that, there is a much better chance they will pressure Saddam to go and cooperate with you later.



3. A commitment by you to give whichever Iraqi general succeeds Saddam a chance to work with you and the United Nations to complete the disarmament in good faith and begin political liberalization — before you opt for any military action. Iraq is a highly tribalized society, Mr.

President, and it can be held together for now only by the Iraqi army. We know, though, there are Iraqi generals eager to put Iraq onto a more normal path. It is true that if you occupied Iraq, you could have more control over its transformation. You also could find yourself in a hornet's nest.

This proposal has several virtues: By engineering Saddam's exile we make the moral, legal and strategic point that no one can get away with defying the United Nations and flouting international norms forever. But we do it in a way that avoids a U.S. occupation of Iraq, with all the risks and dangers that could entail. It will be a big political win for you: Your tough line will have been vindicated, your public will be enormously relieved, uncertainty will be removed from your markets, and the image of the U.S. bully will be softened. Most of all, the Germans and French, who deep down would like to see you step into a mess in Iraq, will be left looking silly.

It would be a big win for us Arabs too — because if we could actually broker a deal to avoid a war in Iraq, it would be the first time that we really assumed responsibility for our region.

The chances are very slim that we could persuade Saddam to accept such a deal. But we will know only if you keep your gun loaded and pointed right at his head — and if you accompany that with a firm offer. And the mere fact of your and our offering such a deal will strengthen your hand, by demonstrating to the world that we are going the extra-extra mile to avoid a war. But we need a firm offer from you. Without it, Saddam's argument that America will not be satisfied with anything but war will stand.

Mr. President, it would be a travesty if we all wanted an alternative to war for removing Saddam, but couldn't overcome our respective inhibitions to give it one real honest try.

Diplomacy in 'final phase'

Schroeder says he's worried Iraq conflict can't be avoided

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

Chancellor Gerhard Schroeder of Germany warned Wednesday that he was no longer certain that war with Iraq could be averted, even as the White House spokesman declared that the crisis had entered a "final phase" of intense diplomacy.

Schroeder, whose opposition to American calls for a tough stance on Baghdad has angered the Bush administration, said that he was deeply worried over "whether we will succeed" in avoiding war, Agence France-Presse reported from Wesel, Germany.

Germany, France, Russia and several other countries welcomed a new White House offer — presented Tuesday by President George W. Bush in his State of the Union address — to provide additional intelligence about purported Iraqi weapons programs. They also continued to insist, however, that diplomacy and UN weapons inspections should be given more time.

Bush is in the midst of a heavy round of international talks in what Ari Fleischer, his spokesman, said Wednesday was a "diplomatic window" marking the "final phase" of the showdown. John Negroponte, U.S. ambassador to the United Nations, predicted that there would be a week of "intense diplomatic activity" as Washington and its allies sought broader support.

But in a new sign of how difficult it will be for the United States to rally support, France and Germany joined again to block NATO consideration of a U.S. request for Iraq-related military assistance. The arguments urgently marshaled Tuesday against Iraq by

Bush in his annual address to the nation thus appeared to have left unbudged the positions of the most influential European critics of a tough U.S. line on Iraq.

"I'm still waiting for some instructions from Paris," the French ambassador to the United Nations, Jean-Marc de la Sabliere, said ahead of a closed-door Security Council discussion of Iraq. "But don't count on a change."

Bush's promise to have Secretary of State Colin Powell provide new intelligence next Wednesday to the Security Council, implying further debate of the matter there, was widely welcomed. It confirmed, Schroeder said, that "this

question must be treated in the Security Council and only there."

In London, the office of Prime Minister Tony Blair strongly endorsed the Bush speech, saying that the president had "set out very eloquently why we need to take action to ensure that Saddam is disarmed." Britain on Tuesday joined the United States in accusing Iraq of being in "material breach" of UN



disarmament demands, a phrase understood to justify military intervention.

Italy said Wednesday that it had given approval for U.S. airplanes to use

Italian bases for refueling and other "technical" purposes in a possible war.

But the White House continued to face tough opposition both at the United Nations and in the traditionally supportive surroundings of NATO.

For the second consecutive week, four generally close U.S. allies — France, Germany, Belgium and Luxembourg — joined to prevent the U.S. request for military assistance from being taken up at a meeting of the North Atlantic Council, NATO's policy-making body.

The request centers on planes and missiles to protect Turkey in the event of a U.S.-led attack on neighboring Iraq.

Turkey is particularly interested in having NATO deploy Patriot missiles on its territory to protect against any Iraqi aerial attack, a Foreign Ministry spokesman said in Ankara, Agence France-Presse reported.

Officials in Brussels said that the U.S. proposals were not discussed at all Wednesday, after preliminary talks Tuesday failed to brook strong disagreements.

France, Germany and the two smaller countries said that they did not in principle oppose the U.S. requests but wanted to ensure that diplomacy and UN weapons inspectors be given every chance to succeed before NATO planned for war.

No NATO decision is expected now before Powell's scheduled presentation to the Security Council on Wednesday. U.S. officials had been hoping for movement after Hans Blix, the chief UN weapons inspector, reported Monday that while Iraq had gone along with the "process" of inspections, it had not engaged in the "substance" of disarmament.

The division within the Atlantic alliance raised new doubts about its ability to find the unity to act decisively against terrorism and other threats.

In Moscow, a Foreign Ministry statement said that Russia was "ready to listen and analyze attentively" any new U.S. intelligence presented by Powell, even if, it added, there were still "no grounds for any use of force."

But that came a day after President Vladimir Putin hinted that Russia might be ready to embrace "tougher" approaches to Iraq.

Like Schroeder, the EU foreign-policy chief, Javier Solana, said that the United States should continue to act through the United Nations.

"The center of gravity should continue to be the Security Council," he said. But, he added: "The case for war must be overwhelming. So far it is not."

Foreign Minister Dominique de Villepin of France welcomed the promise of new information, saying that Paris had been seeking it for weeks as a way to make UN weapons inspectors more effective.

Greece, which holds the EU presidency, said that it was "very satisfied" with Bush's decision to share more information. Greece has insisted that inspectors be given more time.

Australia, probably the closest U.S. ally in the Iraq crisis outside of Europe, welcomed Bush's announcement as well.

"That puts it right at the feet of the Security Council where the matter belongs," a government spokesman said.

The U.S. requests to NATO include sending AWACS surveillance planes and the Patriot anti-missile systems to Turkey, intensifying naval patrols in the Mediterranean, filling in for European-based U.S. troops sent to the Gulf and eventually joining in humanitarian or peacekeeping operations in a postwar Iraq.

Herald INTERNATIONAL Tribune

January 30, 2003

2 8 J A N V I E R 2 0 0 3



La voix des spectres Ici Saladin, à vous Saddam

par MICHEL-ANTOINE BURNIER

Dans un site présidentiel aux environs de Bagdad. Saddam Hussein est assis sous un portrait équestre de Saddam Hussein en Saladin, entouré de bustes de Saddam Hussein. A droite et à gauche, sur des chaises, deux rangées de sosies de Saddam Hussein.

Saddam Hussein, frappant sur la table

La folie des fous s'est emparée des traîtres et des milieux impérialistes et sionistes avides des richesses et des plaisirs d'une débâche dérisoire. Car tout ça, c'est la même salade, hein? (Les sosies de Saddam Hussein ouvrent la bouche pour approuver leur guide-héros quand le spectre de Saladin apparaît en cotte de mailles, dans une main son cimenterre, dans l'autre une coupe de sorbet de pêches.)

Le spectre de Saladin, fâché

Je te l'ai déjà dit, impertinent satrape,
Je ne supporte plus qu'ainsi mon nom t'échappe,
Tu ne cites que moi pour couvrir tes horreurs,
Tes massacres sournois, tes multiples erreurs.
Ne te recouvre plus de ma gloire volée,
Enlève de tes murs mon image mêlée
A la tienne. J'entends ces frauduleux portraits
Où tu prends mon visage en conservant tes traits.

Saddam Hussein, pour une fois impressionné

Tu te méprends, ô Ampleur Inégalee. Et puis tu le sais, je ne cherche comme toi qu'à mener la noble nation arabe de triomphe en triomphe contre les traîtres putrides.

Le spectre de Saladin, sévère

Que racontes-tu là? Tu perdis face aux Perses.
Occupant le Koweït en des ruses perverses,
Tu fus encor battu par la coalition
Qui manqua de fort peu ton éradication.

Saddam Hussein

Nous sommes nés le même jour à huit cents ans de distance dans

le même village de Takrit, souviens-t'en, ô Saladin. Comme toi j'aime les chevaux et la guerre, et j'ai donné ton nom glorieux à mon avion personnel.

Le spectre de Saladin

Tu n'es que cruauté, regarde ma bravoure,
Tu détestes la paix et moi je la savoure,
Tu remplis tes prisons, émir des rancuniers,
Et moi je faisais grâce à tant de prisonniers
Qu'aujourd'hui l'Occident chante encor ma louange.
A ton esprit cruel cela paraît étrange,
Mais Richard Cœur-de-Lion, un jour indisposé,
Retardant un combat à moi-même imposé,
Reçut pour se guérir ce doux sorbet de pêches
Recouvert par mes soins, pour les conserver fraîches,
Des neiges de l'Hermon. Voudrais-tu le goûter?
(Il lui tend la coupe.)

Saddam Hussein, méfiant

Merci, jamais avant les repas, ô descendant des héros. Mais, loué sois-tu, aurais-tu empoisonné le roi fantoche des agresseurs?

Le spectre de Saladin

Je vois bien qu'avec toi l'on doit tout redouter!
Sais-tu que l'univers croyait à ma parole?
Le récit de ma vie servait de parabole.
Un jour avec Richard, tel que j'avais promis,
J'ai sur Jérusalem passé des compromis.

Saddam Hussein, troublé

Jérusalem! tu t'exprimes comme l'ennemi sioniste détesté jusqu'à l'allergie, ô traître putatif!

Le spectre de Saladin

Ne parle d'ennemis, ô toi qui tyrannises
Ton peuple et puis le mien, et qui les martyrises.
Car on oublie trop que kurde je suis né,
Que mon peuple a subi sous ton ordre obstiné
Et l'exil et la faim, les gaz et la mitraille.
Cela te coûtera ta prochaine bataille
(Sur cette menace, le spectre de Saladin ramasse sa coupe de sorbet et s'échappe en bousculant les sosies.)

Saddam Hussein, hors de lui

Fils de hyènes, cherchez-moi dans tout Bagdad si ce perfide a des descendants et pendez-les aussitôt comme complices des sionistes! (A part) J'ai compris tout de suite qu'il s'agissait d'un imposteur, puisque Saladin, c'est moi! ●

Kurds hope U.S.-Iraq war will end suffering

Jan 27, 2003 James Cox USA TODAY

SULAYMANIYAH, Iraq -- Kardo Anwar, a nervous 24-year-old in his best suit, ties a bouquet of white roses to the hood of his father's blue Opel as he waits to drive his new bride to their wedding banquet.

When talk switches to the possibility of war, he stops fidgeting and grows steely. "Let it begin right now," says Anwar, a member of Iraq's Kurd ethnic group, which has long been persecuted by Iraqi leader Saddam Hussein.

The estimated 4 million Kurds living in northern Iraq are riveted by the diplomatic endgame being played out between the United States and Iraq. In bazaars and in their homes, they leave little doubt that they have had enough of United Nations weapons inspections and a bellyful of French and German resistance to any war. They are disappointed by anti-war demonstrations and bitter about a lack of support from other Muslims. Most of all, they're impatient with debate over whether it's time to crush Saddam. For most here, the Kurds' long history of misery and isolation, and their status across the Middle East as second-class citizens, won't end until American bombs and boots hit Iraqi soil.

"Our only fear is that Saddam will get another chance," says Fouad Baban, a physician and professor in Sulaymaniyah, an administrative capital of one of two Kurdish regional governments in northern Iraq.

Mullah Mohammad Amid Chamchamaly, a leading Kurdish cleric, says there is no doubt Saddam has banned weapons. "He has already used them on us repeatedly. Why are the inspectors wasting time asking Iraqi officials where the weapons are?" he asks.

Overlooked and suppressed

Every schoolchild here can recite the litany of betrayals that dot the timeline of Kurdish history. At various times, Saddam has waged a war of genocide against the Kurds for opposing his regime. He has sent tanks to level their villages and troops to kill men of fighting age. He has bombed their towns from the skies with conventional weapons and dropped mustard gas and VX nerve agent on them.

Even before Saddam, the Kurds were forgotten and ignored. They were overlooked early in the 20th century by European mapmakers, who failed to create a separate Kurdistan when they drew the lines of the modern Middle East. They have been brutally suppressed by Turkey, Syria and Iran, which have snuffed out attempts at self-rule among their own Kurdish populations or Iraqi Kurds. An estimated 25 million Kurds live in the region.

Kurds point out that even the United States has twice left them in the lurch. The first time was in 1991 during the Persian Gulf War, when the first president Bush encouraged Iraqis to rise up against Saddam and then stood aside while he crushed them. The U.N. responded later that year by implementing a zone in northern Iraq patrolled by U.S. and British fighter jets to effectively place the Kurds beyond Saddam's reach. The second time, in 1996, came when the Clinton administration short-circuited Kurdish plans to spearhead a coup against the Iraqi dictator.

Autonomy under U.N. protection

With allied warplanes patrolling overhead, the Kurds have set up two nominally democratic governments in a haven the size of Switzerland. The eastern part is run by the Patriotic Union of Kurdistan. The Kurdistan Democratic Party controls the western part. The longtime rivals have separate militias and have battled for control over the years. Since 1996, they have worked to reconcile their differences.

The local economy churns mainly on a 13% cut of money generated by sales of Iraqi oil. The money is set aside for Kurds under the "oil-for-food" sanctions program run by the United Nations. The other chief sources of income are dozens of foreign-funded aid projects and cash sent home from Kurds abroad.

Hemmed in by wary neighbors, the Kurds are adept at getting what they need. Smugglers trek the rugged frontier with Iran carrying cigarettes and alcohol, forbidden by Tehran's strict Muslim regime. (Like most people in Iraq, the Kurds are more secular Muslims.) They return to northern Iraq with citrus and vegetables. New cars come from the United Arab Emirates via Baghdad, gliding past Iraqi army officers greased with bribes.

Unlike most Iraqis, Kurds can follow the U.N.'s effort to disarm Saddam without their information being filtered or distorted by Baghdad. Satellite dishes sprout from rooftops, pulling in newscasts from Britain's BBC; the Qatar-based, Arabic-language Al-Jazeera; Turkish-language CNN; and other outlets. The Kurds' patchwork phone system uses a satellite relay to route calls through London.

Last week, Iraq's Kurds were buzzing after French President Jacques Chirac and German Chancellor Gerhard Schroeder appeared to rule out support for an attack to topple Saddam. They have fumed at other Muslim countries' opposition to an attack. "This won't be a war on Islam. It will be the salvation of the Iraqi people. It has nothing to do with Christianity vs. Islam," says Chamchamaly, who heads a group of moderate clerics. "Our Muslim brothers in neighboring countries don't support us. They're the ones who aren't applying Islamic principles."

Preparing for war

Most Kurds feel the clock has run out for Saddam.

"The Americans aren't going to be attacking Iraq for us. They will be doing it for themselves. That's why we believe it's really going to happen this time," says Faraidon Abdulkadir, interior minister of the regional government in the eastern part of the Kurd enclave. To prepare for war, Kurds have been stockpiling food and fuel, hoarding cash and visiting villages along the Iranian border to arrange for places to stay should they have to flee.

Authorities here have set up an emergency command post in a mountain cave outside of Sulaymaniyah. But they say they don't believe they'll need it. Instead, they are worried the fighting could trigger a surge of more than half a million refugees -- Kurds from other parts of the region and Arabs from central Iraq. Officials are setting up separate camps for Kurds and Arabs, asking aid groups for tents, blankets and fuel, and earmarking generators, fuel and water tankers for each. "We expect the bombing to be so intense in the south that we are likely to have more people from there than Kurdish refugees," Abdulkadir says.

The government has printed leaflets on how to minimize the effects of chemical or biological warfare. The Kurds have asked the United States for masks and medicines to fight off chemical and biological agents but have not yet gotten a response, Abdulkadir says. He says the authorities have finalized school-closing plans, started first-aid and rescue training for police, and made arrangements to secure museums and other cultural sites in the event of an attack. Truck drivers have been ordered to register their vehicles so they can be used in the event of an evacuation.

Kurds awoke Sunday to learn they now have two currencies: the pre-1992 Iraqi dinar and the U.S. dollar. Government officials say they were forced to adopt the dollar as a parallel currency because of wild speculation in the old dinars. Locals have been scooping up dinars in the mistaken belief that, after a U.S.-led invasion, the currency will again be worth three times the value of the dollar, as it was before the 1991 war.

Neither of the two regional Kurdish governments is able to print money. So the speculation had led to a shortage of the old dinar notes. Another source of speculation is the activities of U.S. special operations forces and intelligence agents here. Americans reportedly are working with the Kurds to improve airfields, set up security for a planned Feb. 5 conference of Iraqi opposition leaders and train interpreters to work with U.S. troops.

Asked whether his government is working with U.S. forces, Abdulkadir smiles and gestures to a bowl of fruit in his office. "Have a banana," he says.

Kurds can't afford to see Saddam remain in power, and neither can the United States, says Chamchamaly, the cleric. If the United States holsters its guns and leaves the dictator in place, he says, "nobody will ever trust you again."

The first question ■ By Nicholas D. Kristof

Will invading Iraq make life safer for Americans?

NEW YORK
A new book about Iraq by Con Coughlin describes Saddam Hussein's younger son, Qusay, giving a speech last year in an underground bunker before his father and top officials: "With a simple sign from you, we can make America's people sleepless and frightened to go out in the streets. I only ask you, sir, to give me a small sign" to "turn their night into day and their day into a living hell."

The older son, Uday, told Iraqi journalists last week that if the Americans come, "what they wept for on Sept. 11 and what they view as a major event, it will appear as a picnic for them."

That Baghdad bonhomie comes to mind now that the United Nations arms inspectors' reports have been issued and the debate about invading Iraq moves to center stage. The starting point to justify an invasion, it seems to me, has to be an affirmative answer to the question: Will Americans be safer if the United States invades?

The real answer is that we don't know. But it's quite plausible that an invasion will increase the danger to Americans, not lessen it. As a CIA assessment said last October: "Baghdad for now appears to be drawing a line short of conducting terrorist attacks" in the United States. "Should Saddam conclude that a U.S.-led attack could no longer be deterred, he probably would become much less constrained in adopting terrorist actions." The CIA added that Saddam might order attacks with weapons of mass destruction as "his last chance to exact vengeance by taking a large number of victims with him."

Frankly, it seems a bad idea to sacrifice U.S. troops' lives — along with billions of dollars — in a way that may add to Americans' vulnerability.

No doubt this seems craven, and I admit there are so many high-minded American hawks and doves that I'm embarrassed that on this issue I'm unprincipled. To me there is no principle involved here; it's just a matter of assessing costs and benefits.

It would be nice to weigh only lofty principles. But the greatest failure in foreign relations in the last half-century has been blindness to practical, on-the-ground dangers, like those that mired America in Vietnam. And it's only sensible to weigh them before leaping into Iraq.

There's no moral tenet that makes me oppose invasion. If America was confident that it could oust Saddam with minimal casualties and quickly establish a democratic Iraq, then that would be fine — and such a happy scenario is conceivable. But it's a mistake to invade countries based on best-case scenarios.

A dismal scenario is just as plausible: We could see bloody street-to-street fighting, outraging the Muslim world, igniting anti-American riots and helping Al Qaeda recruit terrorists. The first regime change we see could be in Jordan and Pakistan, where pro-Western governments have a fragile hold on angry populations. If Pakistan topples, Al Qaeda might gain nuclear weapons.

Moreover, President George W. Bush has undermined the hawk position by the very success of his campaign against Iraq. To his credit, Bush has revived UN inspections,

boxed Saddam into a corner and increased the chance that Saddam will be assassinated or overthrown. If Bush stops where he is now, he will have defanged Saddam at minimal cost.

As the Carnegie Endowment for International Peace put it in a new report on Iraq, the U.S. goal of preventing any attack by Iraq has already been achieved.

"Saddam Hussein is effectively incarcerated and under watch by a force that could respond immediately and devastatingly to any aggression," the report noted. "Inside Iraq, the inspection teams preclude any significant advance" in building weapons of mass destruction. "The status quo is safe for the American people."

Hawks can fairly complain that the status quo may not be sustainable. If the United States lets this chance to invade slip by, will Saddam outfox us and emerge in a year's time with nukes?

No, very unlikely. Inspections were maintained from 1991 to 1998, in which period the United Nations destroyed far more Iraqi weaponry than the United States had during the Gulf War. Saddam will be forced to remain on his best behavior, and in any case he is 65 and an actuarial nightmare. If Washington just gets intelligence on where he's going to spend one night, then my guess is that U.S. forces will respond to Iraqi anti-aircraft fire by striking that particular building.

Will an invasion make Americans safer? That's the central question, and while none of us know the answer, there is clearly a significant risk that it will do just the opposite.

nicholas@nytimes.com

January 29 2003

The Guardian

Iran to use talks with Blair to signal support

Diplomacy Tehran jockeys for post-Saddam gains

Simon Tisdall, Michael White, Ewen MacAskill and Giles Tremlett in Madrid

Tony Blair will meet the Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi, early next month as part of the coalition-building for the looming war against Iraq.

In the Downing Street talks, the highest-ranking between Britain and Iran since the 1979 revolution soured relations, Tehran is expected to pursue its interest in influencing a post-Saddam settlement.

The visit will enrage Israel, still smarting from Mr Blair's hospitality for the Syrian president, Bashar al-Assad, at Downing Street last month.

The meeting is scheduled to take place as part of a flurry of diplomatic activity by Mr Blair over the next few weeks to rally support for action against Saddam Hussein.

The prime minister is helping to forge a British-Spanish-Italian coalition in support of the US as a counterweight to the more sceptical approach of Germany and France.

But the US also needs to swing behind it as many of Iraq's neighbours as possible: so far only Kuwait has provided unqualified support.

Iran has until now had an ambivalent approach towards war, regarding both Iraq and

the US as hostile states.

According to an informed Iranian source, Tehran has opted to back, albeit only discreetly, what it sees as the winning side. Iran hopes that Mr Blair will use his influence in Washington to ensure that after Iraq, the US does not turn on Iran.

Mr Blair's invitation to Mr Kharrazi is an important diplomatic opening that could help Iran shed its status as a pariah state. Last year President George Bush dubbed Iran part of the "axis of evil" that also includes Iraq and North Korea.

Britain, in contrast with the US, has pursued a policy of 'constructive engagement' with Iran since 1997. The foreign secretary, Jack Straw, has made three visits to Tehran.

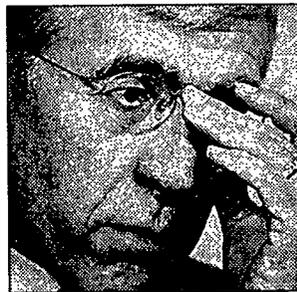
Mr Kharrazi was initially planning to meet only Mr Straw during his British visit but Mr Blair has cleared 30 minutes in his own diary.

The Iranian source said that Iran had adopted an increasingly positive view of Mr Blair because of Britain's recent spat with Israel over the Assad visit and Israeli attempts to block a British-sponsored conference on Palestinian reform in London.

While Iran is unlikely to join formally an anti-Iraq coalition, it is in a position to help in a

host of different ways. News of Mr Blair's Iranian meeting came as the prime minister stepped up the tempo of his campaign to shore up the European Union's fragile commitment to war, if necessary, by a series of phone calls and visits to European colleagues.

In addition to a 15-minute phone conversation with John Howard, the conservative prime minister of Australia, Mr Blair also spoke to both his Turkish and Greek counter-



The world would be a much more dangerous place if we were to allow the world's most aggressive rogue state to continue its practices of concealment' **Jack Straw**

parts (Greece holds the EU presidency) and was due to talk last night with President Chirac of France, the wildest critic of the US-UK stance.

Tonight, his most controversial EU ally, Silvio Berlusconi of Italy, will pay a 90-minute call to No 10. Tomorrow, instead of flying straight to Washington,

Mr Blair will first fly to Madrid to see Jose Maria Aznar, the prime minister of Spain, still regarded as "sound" on the issue, along with Italy.

Mr Blair will see Mr Chirac face-to-face at next Tuesday's bilateral summit in Le Touquet.

Mr Straw also stepped up the pressure on Baghdad by publishing 10 questions — drawn from the report of the chief UN weapons inspector, Hans Blix — which President Saddam must answer or face the "serious consequences" of forcible disarmament.

In a significant warning to rebel Labour MPs, he also claimed that the 32-vote revolt in the Commons in November in support of a Liberal Democrat motion making war conditional upon a formal UN resolution, meant that "we have overwhelming endorsement for the position we have taken".

Mr Straw, evidently Mr Blair's spokesman on the Blix report, held a press conference at which he said: "The world would be a much, much more dangerous place if, at this stage, we were to allow the world's most aggressive rogue state to continue with its practices of concealment, and deceit and, above all, the development and holding of poisons, diseases and other weapons of mass destruction."

● Labour's ruling NEC yesterday restated its belief that military action should be used "only as a last resort within the framework of the UN and in accordance with international law and [we] support the prime minister's preference to see a second security council resolution". It did not vote on a motion condemning US-UK policy from Mark Seddon.

International Herald Tribune
Tuesday, January 28, 2003

Dissident cleric in Iran is set to be released

The Associated Press

TEHRAN: Iran's most senior dissident cleric will be freed after spending five years under house arrest for challenging the country's supreme leader, the official Iranian press agency, IRNA, reported Monday.

The decision to lift the house arrest on Grand Ayatollah Hossein Ali Montazeri was made by the Supreme National Security Council and takes effect Tuesday,

IRNA quoted an unidentified senior Interior Ministry official as saying.

The move follows intense pressure by reformist lawmakers for the freeing of the ailing Montazeri, who was in line to succeed Ayatollah Ruhollah Khomeini as Iran's supreme leader before the pair fell out months before Khomeini died of cancer in 1989.

Montazeri, 81, has been confined to his home in the holy city of Qum, 125 kilometers (80 miles) southwest of Tehran, since November 1997 after saying that Khomeini's successor, Ayatollah Ali Khamenei, was not competent to issue religious rulings.

Ayatollah Khamenei, who has the final say, apparently approved the decision to free Montazeri.

"Decisions by the council won't be implemented without the approval of Mr. Khamenei," Montazeri's son, Ahmad, said in a telephone interview. "The news is giving me the hope that he has given his consent."

IRNA said authorities had ordered the governors of Qum and Isfahan, Montazeri's birthplace, to deal with riots and crowd control. Montazeri enjoys huge support in Qum and Isfahan.

Ahmad Montazeri said the first things his father intended to do were visit the Qum shrine of the female Shiite saint Massoumeh and the grave of his eldest son, Mohammad, who was killed when a bomb devastated the Islamic Republican Party's headquarters in 1980.

Cowboys Welcome in Kurdistan

Washington Post

By Mary Ann Smothers Bruni January 29, 2003

SULAYMANIYAH, Iraq -- As American troops move into the Persian Gulf and George W. Bush wags an angry finger at Saddam Hussein, a nervous euphoria is descending on Iraqi Kurdistan, the enclave in northern Iraq protected by the "no-fly" zone and governed by Iraq's rebel Kurdistan Regional Government. The feeling is very different from that in Europe, where the American president is constantly being admonished for his "cowboy" tendencies.

"Occupy us -- please!" a Kurdish man on the street demands of an American visitor. Indeed, the main fear of Iraqi Kurds I spoke to is that Washington will not attack. "Iraqi officials warn us that Bush is all talk, that America will not invade," says Ismet Aguid, a former Iraqi foreign service officer. "But we remain optimistic."

During their 12 years of freedom, the Kurdish, Turkmen and Assyrian inhabitants of this land have rebuilt most of the 4,000 villages Saddam Hussein's troops bombed and bulldozed into oblivion. They have also created at least the semblance of democracy, complete with elections and a representative parliament. They have laced the country with highways and transformed Sulaymaniyah, Irbil and Dohuk into modern cities with multiple newspapers, traffic jams and omnipresent Internet cafes. The people are warm and well fed, thanks to the Iraqi-U.N. oil-for-food program.

But with Turkish tanks hovering above Dohuk, an Islamic militant group shelling Halabja and Saddam Hussein's troops patrolling their southern border, Kurdistan residents realize all too well how fragile their beautiful new world is. That's why they hope that the "top secret" American airstrip near Sulaymaniyah will be put to use soon.

Not only Iraqi Kurds but also Iranians, Turks and even Baghdadis are literally betting that American victory will be swift and total. Speculation on Kurdistan's currency has caused it to spiral dangerously out of control. The local currency -- the 1991 Iraqi "Swiss-print" dinar -- trades at 7.6 to the dollar today, up from 15 just last June. The currency is disappearing from circulation, bringing the market and much-needed U.N. reconstruction projects to a standstill. The dinar travels to traders on the Iranian, Turkish and Iraqi government borders. The 12-year-old tattered and taped currency notes that stay home all too often disintegrate or end up sewn into mattresses.

A young friend explains: "We buy the 'Swiss print' for the future -- like Europeans buy 2006 World Cup tickets. When America frees Iraq of Saddam, each original Iraqi dinar will be worth \$3 again."

And what does he think backs these dinars?

"The oil fields of Kirkuk," he answers.

But, of course, speculators will be out of luck if President Bush doesn't deliver soon. Mam Rostam, who led victorious troops into Kirkuk during the 1991 Kurdish uprising against Saddam Hussein, says Bush can do just that. "We talk to Iraqi troops on the front daily," he said. "They sell us guns. They won't fight for Saddam." Rostam fears only two things: chemical weapons and the possibility that "America will use us and leave us."

The Kurds, world-class survivors, are planning for such worst-case scenarios and working to stock emergency camps inside their borders. But they lack protective materials, medical supplies and the trained doctors who would be needed in case of chemical attack. Abudel Razaq Faeli, minister of relations and cooperation in Sulaymaniyah, fears that the U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) and others will use the \$37 million granted for emergency relief to set up camps outside Iraq. "How can someone hit with chemical weapons move all the way to Iran?" he asks. "The UNHCR will be receiving refugees in coffins."

Still, a strong vein of opinion about war -- and its timing -- is represented by 83-year-old Jalal Sideek Bawari, who lives in a mountain village near the Turkish border. "Now is better," he says.

The oil-for-food program has given Bawari's village a road and a new school. Before they had the road, villagers were completely self-sufficient. They planted or tended everything they ate. They carved their forks and spoons out of wood. But they were invincible. He applauds the comfort and varied new products that "the market economy" brings. But he worries about what will happen if the Kurds' Western-backed experiment fails. "We will die," he worries. "Kurds have forgotten how to live on our own." Mary Ann Smothers Bruni, author of "Journey Through Kurdistan," is in Iraq writing a book on the development of Iraqi Kurdistan since 1991.

* * * *

Opposition is confident it can build a coalition after Saddam

By Mark Landler

The New York Times

DAVOS, Switzerland: After five days suffused by fear and anger over the American push for war in Iraq, Europeans and Arabs attending the World Economic Forum spent their last day here talking about life after a conflict that few want, but most now believe is inevitable.

As the debate subtly shifted Tuesday, eight prominent members of the Iraqi opposition arrived, with impeccable timing, to sketch out a vision of their country following the ouster of Saddam Hussein.

It was their first major public appearance together since a conference in London in December. After that chaotic meeting, which was marked by shouting matches, walkouts and a fragile joint declaration, the Iraqis seemed determined to bring an image of unity to this Alpine ski resort.

All agreed that post-Saddam Iraq should be a democratic state with a federal structure and a parliamentary system. All acknowledged the doubts in the United States and elsewhere about whether the factions could live with each other, given their history of often-bloody clashes. As if reading from a script, nearly every Iraqi on the panel warned, "Democracies are not built overnight."

"Instead of having a mighty state and a weak, deprived society, we need to have a dynamic, powerful society," said Adil Abdul Mahdi, president of the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq, a conservative Shiite group.

That did not quite answer the question of what kind of government Iraq should have, given the secessionist impulses of the Kurds in northern Iraq and the Shiites in the south. But nobody here was interested in exploring the possibility that Iraq after Saddam might be carved up into pieces.

"The Kurds of Iraq are not seeking independence," declared Hoshiyar Zebari of the Kurdish Democratic Party.

About the only area of dispute was how to deal with Saddam. One leader

avored amnesty, if it opened the way for him to resign; another said it should be up to a newly elected Parliament.

The opposition leaders had a ready answer for every question, except one: How did they know if people inside Iraq supported them, since most of them had been exiled from the country for many years?

A pantomime of finger pointing and embarrassed laughter ensued, as the leaders tried to pass the question off to one another. Finally, Mahdi spoke up to say that his group had deep ties to the Shiites in Iraq. "We have the population behind us," he said.

Before their presentation, the Iraqis had listened raptly to a military briefing on Iraq given by General Wesley Clark, the former NATO commander, who is rumored to be pondering a bid for the presidency.

Davos is worlds away from the grange halls of Iowa, but some Americans here remarked that Clark's three-day blitz of the conference looked suspiciously like the dress rehearsal for a campaign.

He was host at a cocktail party for young people. He spoke at a breakfast for senior journalists. And he gave the briefing, complete with giant maps of Iraq and an electronic pointer, for an overflow audience of business executives and public officials. He requested that journalists not report his remarks, as they were based only on "informed speculation."

When asked whether he would run for president, Clark demurred. But he went on to give a well-informed analysis of the German election last fall, in which Chancellor Gerhard Schröder eked out a victory, in part on the popularity of his opposition to a war.

"He was extremely articulate," said Amy Salzhauer, a venture capitalist from Boston. "I could see him as the Democratic vice presidential nominee in 2004,

if he's not ready to run for president."

Clark, who directed the air war in Kosovo, has also expressed doubts about invading Iraq without a United Nations mandate. But he said he came to Davos to rally the allies in support of a campaign.

"I've told all the Europeans: They need to get on the team," he said. "It's better to be inside the tent than outside."

For Americans, this year's conference was a jarring introduction to the depth of feeling abroad against U.S. foreign policy. As speaker after speaker rose to condemn the White House for its arrogance and intemperance, most Americans simply tried to grin and bear it.

But when a dinner devoted to discussing the "new Europe" veered into yet more criticism of the looming war in Iraq, it brought an unlikely guest to his feet: Ron Silver, the actor and liberal activist. Silver delivered an impassioned defense of the right of the United States to take action by itself when it deemed it necessary. He noted that both Europe and the United Nations had a checkered history of letting international problems fester until they became calamities.

"I just couldn't listen to any more of it, so I popped off," Silver said afterward, looking a bit sheepish.

As if to signal that the United States was not totally on the outs, the conference scheduled a free telecast of the Super Bowl on Sunday night. But so few people turned up that the organizers canceled the show, leaving latecomers out in the snow, rattling the doors.

Security guards advised people to go to a nearby hotel, where there was another Super Bowl party underway. As they arrived expectantly at a roped-off ballroom, guarded by bouncers, there was a catch: Former President Bill Clinton was throwing this bash, so it was by invitation only.

People jostled outside the party, pleading to be admitted. Inside, Clinton served Champagne and pigs-in-the-blanket to football fans like David Stern, commissioner of the National Basketball Association, and Julia Ormond, the actress.

'We have the population behind us.'

The New York Times

January 29, 2003

VU D'ÉGYPTE ■ Point de salut par la Turquie !

La réunion de certains pays arabes à Istanbul [le 23 janvier], en présence de l'Iran et de la Turquie, a quelque chose d'inquiétant. Pourquoi se réunir sous la bannière de la Turquie ? Les Arabes sont-ils à ce point en déroute qu'il leur soit devenu impossible d'organiser eux-mêmes un sommet d'urgence pour examiner la catastrophe [guerre en Irak] qui menace aujourd'hui leur monde, alors que s'amasent forces armées et porte-avions, transformant la région en un camp militaire américain ? Et quel sens donner à cette réunion, au moment où les Etats-Unis ne cessent de parler d'une démission du pré-

sident Saddam Hussein comme seul moyen d'arrêter l'option militaire ? Or aucun pays arabe ne saurait soutenir cette solution, qui deviendrait un précédent pouvant s'appliquer à d'autres chefs d'Etat. Et puis comment s'abriter derrière la Turquie, liée à Israël par des accords stratégiques de défense et de sécurité ? Une Turquie qui a érigé plus de 22 barrages pour retenir les eaux du Tigre et de l'Euphrate au détriment de la Syrie et de l'Irak, et qui représente, pour les Etats-Unis, une base militaire prête à servir de point de départ pour aller frapper l'Irak ! La Turquie peut-elle aujourd'hui jouer la carte arabe

et nous donner l'impression qu'elle se trouve dans la même tranchée que les Arabes ? Alors que nous connaissons ses rapports avec les Etats-Unis et sa participation au pacte de l'OTAN ?

Et puis, les Arabes auraient-ils oublié les récentes déclarations turques affirmant le droit historique de la Turquie sur Mossoul et Kirkouk [au Kurdistan irakien] ? Pas de doute, les intérêts turcs sont contraires à ceux des Arabes. Le plus probable est que la proposition turque a été faite en plein accord avec les Etats-Unis. Il est étrange que les Arabes recherchent le salut à travers la Turquie.

Al Wafd, Le Caire

Anxious Turkey bolsters troops on Iraqi border

Nicholas Birch in Istanbul and Owen Bowcott

Turkey's armed forces last night announced they had begun building up supplies of weapons and equipment along the border with Iraq in expectation of a possible American-led assault on Saddam Hussein's regime.

The statement, issued by the army's general staff, signalled the quickening pace of military preparations in the region even though Ankara has not yet decided whether to allow US forces to be deployed at Turkish bases.

"It is necessary to increase readiness of our units to prepare them ahead of possible security developments in the region," the statement read. "As of today, units under the Second Army Command will be reinforced with equipment and material."

The Second Army, based in the south-eastern city of Malatya, is responsible for security along the sparsely-populated 250-mile border separating Turkey from Iraq. Sources in the region estimate 20,000 troops equipped with tanks and heavy artillery have already massed on the border.

Turkey's position remains ambiguous. The army statement carried a significant qualification. "It should not be understood by our people that an operation is about to happen," the general staff said, "or that Turkey is building up to

participate in that operation". US and British planes enforcing the no-fly zone over northern Iraq already use the Incirlik airbase in the south of the country. Despite being a Nato member, Ankara has so far refused to accede to Washington's demands to accept up to 80,000 US troops in order to open a northern front against Saddam's forces.

Turkey's new governing Justice and Development party, elected last November on a wave of popular anger at the previous government's inability to react to high unemployment, cannot afford to ignore opinion polls showing 88% of Turks opposed to war.

Last week the government hosted a summit of regional leaders in an effort to avoid a war that would inevitably trigger a fresh economic crisis. The meeting pleaded with President Saddam to cooperate with US and UN demands and avoid conflict.

Turkey's political predicament is complicated by the fact that it fears the Kurdish parties in northern Iraq will seize the oilfields around Mosul and Kirkuk if President Saddam's regime implodes and declare independence.

Whether or not Turkey joins a US invasion, it is expected to send troops into Iraq. The purpose would be to "protect refugees and prevent the Kurds getting their hands on Mosul and Kirkuk oil", ex-



plained a retired general, Arman Kuloğlu.

Last November Turkey revealed plans to set up 12 refugee camps in territory controlled since 1991 by the Kurdish leaders of the de-facto autonomous northern Iraq. The camps would be supervised by the Turkish military.

Several thousand Turkish soldiers have been stationed in northern Iraq since 1996, partially to fight PKK separatists who had fled over the border and, more recently, to protect the Turkish-speaking Turkoman minority which Ankara alleges suffers discrimination.

The imminent threat of military intervention in northern Iraq has already triggered warnings from Kurdish groups that any incursion not aimed

solely at toppling Saddam will be met by armed resistance. Addressing a conference at the Royal United Services Institute this week on the future of Iraq, Hoshiyar Zebari, head of international relations for the Kurdistan Democratic party, reassured Turkey, Syria and Iran that the Kurdish enclave would not seek independence in the event of war.

"One danger we face is the possibility of military intervention by our neighbours, particularly Turkey and Iran, in our internal affairs," he said.

"[But] any such military intervention would be resisted by the people of the region and cause severe complications. It would invite further intervention by other countries. Such a prospect would not be in anyone's interest." His comments underlined the political dangers that could emerge after the fall of Saddam Hussain.

Ankara may ultimately be willing to allow up to 15,000 US troops into the country. A final decision is expected next week.

The air of fatalism was reinforced as the Turkish state-owned oil company began withdrawing staff from the city of Kirkuk, where they had been drilling for oil. "We are concerned about staff safety and have ordered them to finish the work as soon as possible", the Turkish Petroleum Corporation's general manager, Kenan Veziröglü, said.

IRAK Alors que le président américain souhaite rallier tous ceux qui refusent encore de se mobiliser contre Bagdad

Bush ou Saddam, il faudra choisir

LE FIGARO VENDREDI 31 JANVIER 2003

Pour de nombreux pays - la France au premier rang -, il ne saurait y avoir d'intervention en Irak sans l'aval de l'ONU. L'ONU, tout au sein de l'ONU, rien sans l'ONU !

PAR
ALAIN MADELIN

Il est pourtant facile de rappeler que c'est en dehors de l'ONU et du Conseil de sécurité que les Etats-Unis et l'Otan ont déclenché les frappes sur la Serbie à la demande de l'Europe quand celle-ci était incapable d'agir par elle-même. Et il est tout aussi facile d'observer que l'argumentation qui servait hier à légitimer une intervention sans l'aval du Conseil de sécurité contre Milosevic (« il n'a pas respecté ses engagements et ses obligations internationales ») s'applique tout aussi bien à Saddam Hussein aujourd'hui.

Pour ces pays, à cette exigence de l'aval de l'ONU s'ajoute la confiance dans les inspections pour contenir la menace de Saddam Hussein et la volonté manifeste de préserver autant que possible son régime et le statu quo au Moyen-Orient au nom de la paix. Cette position n'est pas la mienne. Ni sur le plan des principes si souvent invoqués - le droit, la légitimité de la force, la morale, le rôle de l'ONU - ni du point de vue d'une paix durable.

Il ne fait aucun doute que le régime irakien est un régime d'oppression abominable, que Saddam Hussein est un homme dangereux qui a cherché depuis longtemps, en mobilisant des moyens considérables, à se doter de l'arme nucléaire et à fabriquer des

armes bactériologiques et chimiques.

Avec le cessez-le-feu de la guerre du Koweït, l'Irak a dû accepter inconditionnellement de renoncer à ces armes mais elle n'a cessé de déployer des obstacles dans l'action de démantèlement des inspecteurs de l'ONU qui durent finalement renoncer à leur mission en 1998.

Il est sûr qu'au moment de leur départ, l'Irak possédait encore des centaines de tonnes de stocks de produits chimiques, plusieurs tonnes de liquides de culture pour la confection d'armes bactériologiques, ainsi que plusieurs milliers de bombes chimiques hé-

ritées de la guerre avec l'Iran et 50 missiles de longue portée.

Il faut une certaine candeur pour imaginer que les inspecteurs partis, Saddam Hussein a spontanément poursuivi le démantèlement de ces armes alors que tout montre - comme les procès en Allemagne aux entreprises qui ont violé l'embargo ou encore l'importation frauduleuse de moteurs de missiles - qu'il a au contraire redoublé d'efforts pour poursuivre ses programmes d'armement contrairement à ses engagements internationaux.

Si Saddam Hussein ne dispose pas aujourd'hui d'une panoplie complète d'armes dangereuses, comme le soutiennent ses partisans, ce n'est pas parce qu'il n'a pas voulu, c'est parce qu'il n'a pas pu. Pas encore.

Tant que Saddam Hussein restera au pouvoir, l'Irak représentera une réelle menace.

Sur le plan du droit, selon les termes mêmes de la résolution 1441, contrairement à ce que l'opinion publique a été amenée à croire ou à ce que certains pays font semblant de croire, les inspecteurs n'ont pas à apporter la preuve d'un réarmement de l'Irak, c'est à l'Irak d'apporter la preuve de son désarmement.

Il faut d'ailleurs admettre

que la mission des inspecteurs est une mission quasi impossible qui n'a de sens que pour vérifier les déclarations exigées de l'Irak. Or, les 12 200 pages du rapport de l'Irak à l'ONU ne fournissent aucune piste et manque à l'inventaire le stock des armes précédemment découvertes. Dès lors on mesure l'ampleur de la tâche des quelque 260 inspecteurs de

Des Balkans au sommet de Durban, l'ONU ne s'est guère illustrée par sa capacité d'action

l'ONU à la recherche, dans un pays grand comme la France, de quelques valises d'uranium enrichi, de quelques camions laboratoires ou de quelques entrepôts clandestins quand on connaît la capacité de dissimulation des Irakiens qui ont disposé depuis 1998 de plusieurs années de tranquillité pour cacher leurs armes et de plusieurs mois de préavis pour parfaire leur camouflage avant la perquisition des inspecteurs de l'ONU.

Rappelons d'ailleurs que dans le passé les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne - alors dirigée par Hans Blix - n'avaient rien découvert de suspect et qu'il fallut attendre

les inspections postérieures à la guerre du Koweït pour découvrir un programme nucléaire impressionnant, remarquablement dissimulé, qui était, à quelques mois près, capable d'aboutir à une première bombe atomique rudimentaire. De même, ce n'est qu'en 1995 après les informations données à la suite de la défection du gendre de Saddam Hussein, que les inspecteurs ont découvert l'ampleur des programmes bactériologiques de l'Irak.

En fait, cela fait douze ans que Saddam Hussein aurait dû

procéder au démantèlement de ses armes de destruction massive et coopérer pleinement à l'exemple du désarmement de l'Afrique du Sud ou de l'Ukraine.

La résolution 687 de 1991 imposait à l'Irak de fournir l'état de tous ses programmes et de tous ses stocks d'armes de destruction massive aux fins de destruction contrôlée ainsi que de mettre fin à la répression de sa population et d'autoriser le libre accès des organisations humanitaires. Il n'en a rien été.

Après 16 résolutions restées lettre morte, la résolution 1441, adoptée et acceptée sous la menace d'une intervention américaine, constitue « la dernière opportunité pour l'Irak de remplir ses obligations de désarmement ».

Voici pourquoi, en n'apportant pas la preuve de son désarmement, en ne livrant pas l'arsenal découvert dans le passé, l'Irak viole de façon patente ses engagements et ouvre le droit à l'usage de la force qui n'est que le droit de suite de ces violations.

S'il peut paraître souhaitable de revenir devant l'ONU, rien ne l'impose. Si l'on peut espérer qu'un jour l'ONU puisse avoir la capacité de dire

le vrai droit, celui des nations mais aussi celui des peuples, il est difficile aujourd'hui d'idéaliser l'ONU comme le font certains discours officiels.

Car celle-ci, après des décennies de paralysie liée à la guerre froide et à l'équilibre des droits de veto, n'a toujours pas un fonctionnement satisfaisant et une autorité suffisante pour forcer le respect. D'abord parce que le droit de veto de la Chine communiste revient le cas échéant à faire de ce pays le juge ultime des droits de l'homme.

Ensuite parce que des Bal-

kans au sommet de Durban, qui s'est transformé en tribune de l'antisémitisme, l'ONU ne s'est guère illustrée par sa capacité d'action ou sa force morale.

Et la récente désignation de la Lybie à la tête de la Commission des droits de l'homme de l'ONU - sans que la France ne s'y oppose -, alors que la Lybie est impliquée dans la destruction du Boeing de la PanAm et du DC 10 d'UTA, apparaît clairement comme l'abandon par

Libérer l'Irak, c'est poser la première pierre d'un nouvel équilibre régional tourné vers la modernité

l'ONU de celles et ceux qui dans le monde risquent la torture, la prison, l'exil ou la mort pour défendre les droits humains fondamentaux.

Quoi qu'il en soit, il ne suffit pas pour les pays membres du Conseil de sécurité, et à plus forte raison disposant d'un droit de veto comme la France, de dire que toute décision d'intervention doit passer par le Conseil de sécurité, il faut aussi dire quelle sera notre approche au Conseil.

S'agira-t-il de tergiverser, de gagner du temps et de permettre à Saddam Hussein de passer l'été, en espérant enliser les troupes américaines ? Fera-t-on une lecture exigeante de la résolution 1441 pour constater que l'Irak n'a pas apporté les preuves de son désarmement ?

Fera-t-on une lecture complaisante pour le régime de Saddam Hussein en constatant que les inspections en Irak n'ont pas apporté de preuves formelles d'un réarmement ?

On le voit, le passage par l'ONU ne dispense pas du choix, Bush ou Saddam.

Renverser Saddam Hussein participe à une démarche de prévention durable du terrorisme, non pas en raison d'une quelconque assimilation directe entre l'Irak et al-Qaida, mais parce qu'un changement de régime à Bagdad s'inscrit dans la perspective d'une nécessaire refondation de nos politiques étrangères au lendemain du 11 septembre pour notamment s'attaquer aux racines du terrorisme.

Car le 11 septembre, après la chute du Mur de Berlin et

l'intervention au Kosovo, marque un tournant. Si le XX^e siècle a vu le Droit s'incliner devant la Force, le droit des peuples s'efface devant le droit des Etats, la réalité des rapports Est-Ouest impose de douteux soutiens à des régimes oppresseurs et corrompus, la nouvelle politique étrangère du nouveau siècle est à mes yeux inséparable d'une forte alliance des démocraties pour défendre et promouvoir les valeurs universelles de respect de la dignité de la personne sur lesquelles elles sont fondées.

La politique étrangère des Etats-Unis est assurément en train de prendre ce tournant comme en témoigne le discours du président Bush prononcé le 1^{er} juin à West Point : « *La cause de notre nation a toujours été plus grande que la défense de notre nation. Nous étendrons la paix en encourageant des sociétés libres et ouvertes sur chaque continent.* »

Assurément, le terrorisme se nourrit du mécontentement et du ressentiment des peuples arabes souvent entretenus par les régimes dictatoriaux du Moyen-Orient qui savent utiliser l'antiaméricanisme, le nationalisme et l'antioccidentalisme pour détourner la colère de leurs peuples victimes de l'oppression, de la misère et de la corruption. Il s'alimente aussi des millions de dollars versés à leur réseau par les potentats locaux soit par conviction, soit par peur.

Ce dont a besoin le monde arabe, c'est d'ouverture démocratique et de liberté. La liberté d'esprit, la liberté d'expression, la liberté des femmes, la liberté de l'économie, la liberté des citoyens...

Libérer l'Irak, c'est poser la première pierre d'un nouvel équilibre régional tourné vers la modernité. C'est donner aux peuples l'espoir de plus de liberté et de plus de prospérité. C'est mettre la pression sur les régimes autoritaires, favoriser l'abandon du terrorisme par les Palestiniens et ouvrir la voie d'un règlement équitable du problème israélo-palestinien.

On peut contester cette vision, préférer la stabilité actuelle à cette perspective, mais alors qu'on laisse de côté les grands principes, qu'on assume et qu'on défende la préférence pour le statu quo.

Renverser le régime de Sad-

dam Hussein répond aussi à un élémentaire principe de précaution.

Le monde est devenu trop petit pour tolérer des Etats qui cherchent à se doter d'armes de destruction massive et qui sont dirigés par de dangereux despotes. Si demain, Saddam Hussein devait parvenir à ses fins, il pourrait s'ériger en nouveau Saladin protecteur du monde arabe, constituer un bouclier pour les autres régimes dictatoriaux de la région, exacerber les tensions

anti-israéliennes du monde arabe, couvrir les bases arrière du terrorisme islamique et peut-être même alimenter directement ou indirectement leur panoplie meurtrière.

Rappelons que Saddam Hussein récompense financièrement les familles des auteurs d'attentats suicides en Israël. Laisser sanctuariser l'Irak, c'est prendre le risque de sanctuariser le terrorisme au Moyen-Orient.

Certes on connaît les objections à cette approche : pourquoi l'Irak plutôt que la Syrie sans doute plus active dans le soutien au terrorisme ? Pourquoi intervenir hier au Kosovo plutôt qu'au Soudan qui connaissait un génocide ? Pourquoi l'Irak qui ne possède pas encore l'arme atomique - et pas la Corée du Nord qui affiche ostensiblement sa possession en violation des accords passés en 1994 ?

Que valent les valeurs universelles auxquelles on se réfère lorsqu'elles sont appliquées de façon sélective ?

Ces questions sont pertinentes mais ce n'est pas parce que l'on est dans l'incapacité de faire respecter les droits de l'homme partout dans le monde qu'il faut y renoncer

là où l'on en a la nécessité et le pouvoir.

Faut-il renoncer à arrêter un criminel dans son quartier

Notre place est aujourd'hui au côté des Américains pour libérer le peuple irakien

parce que d'autres criminels courent toujours ailleurs ?

Au surplus l'exemple de la Corée, volontiers appelé en renfort de la cause irakienne, montre a contrario que la force devient largement impuissante lorsqu'un Etat criminel se dote d'armes de destruction massive (même s'il est vraisem-

blable que l'arme nucléaire nord-coréenne ressort davantage d'un jeu diplomatique que d'une menace directe).

Il serait absurde de dire que si l'on ne peut pas intervenir en Corée, il faut laisser faire l'Irak.

Il serait tout aussi absurde d'imaginer que les Américains sont guidés par leur appétit pétrolier. S'il est vrai que la libération de l'Irak rendra le pétrole plus abondant sur le marché mondial, ceci ne peut que faire baisser les prix pour le plus grand profit de l'économie mondiale mais au détriment certain des pétroliers texans qui ont besoin d'un pétrole cher pour être compétitifs.

Notre place est au côté de l'Amérique. En raison des liens qui nous unissent bien sûr. Parce qu'aux heures décisives, ce grand peuple s'est battu pour notre liberté. Parce que pendant 40 ans, face à l'Otan, les Etats-Unis ont risqué le suicide nucléaire pour protéger l'Europe d'une attaque. Parce qu'au Kosovo encore récemment ils nous ont aidés à rétablir la paix et la démocratie.

Mais plus encore parce que leur cause est la nôtre.

Notre place est aujourd'hui au côté des Américains pour libérer le peuple irakien de Saddam Hussein et en finir avec sa menace. Pas au côté de Saddam pour faire obstacle aux Américains.

Notre place, la place de l'Europe est avec les Américains et toutes les démocraties pour jeter les bases d'une nouvelle alliance afin de promouvoir ensemble les valeurs universelles de liberté et de dignité de la personne qui nous rassemblent. Pour mettre un peu plus de morale dans nos politiques étrangères, en finir avec la vieille politique internationale héritée de Yalta, ne plus accepter le droit des Etats à disputer des peuples et son

héritage de complaisance avec les dictatures.

Si l'on refuse l'unilatéralisme américain, il faut construire le multilatéralisme démocratique.

L'Europe ne saurait s'en remettre aux Américains pour assurer la défense des libertés et la sécurité dans le monde - en esquivant ses responsabilités et en érigeant ses faiblesses en doctrine avec le mol espoir que les Américains leur évite-

ront d'avoir à se prononcer au sein de l'ONU.

Imaginons un instant que les Américains prennent le chemin de l'ONU et que leur intervention se heurte à un droit de veto, qu'ils y soient désavoués

et qu'ils renoncent.

Victoire de la sagesse ? Allons donc ! Victoire d'un Saddam Hussein rayonnant et triomphant. Formidable soutien aux dictatures du Moyen-Orient et au moral des

terroristes.

Il serait difficile d'y voir une victoire du droit, si ce n'est celui d'opprimer les peuples en paix.

Sauver Saddam, c'est encourager Saddam et ses semblables. C'est prendre une

lourde responsabilité vis-à-vis de l'Histoire. Heureusement, un tel scénario est impossible. Il est temps de s'en apercevoir.

* Député UMP d'Ille-et-Vilaine.

alainmadellin@cerclesliberaux.com

Des soldats américains présents dans le Nord irakien

Le Pentagone a reconnu la présence de militaires américains dans le nord de l'Irak tout en estimant « possible » un effondrement interne du régime de Saddam Hussein sous la pression extérieure.

La présence de quelques militaires américains dans le nord de l'Irak, a été confirmée mercredi par le chef d'état-major américain, le général Richard Myers. « Je ne crois pas qu'on veuille préciser maintenant la localisation de nos troupes, mais il y a des forces militaires peu nombreuses dans le nord de l'Irak », a déclaré le général. Des hommes des forces spéciales et de l'Agence centrale de renseignement (CIA) travailleraient avec l'opposition kurde au régime irakien pour préparer une éventuelle invasion du pays. En plus de missions de reconnaissance, ils seront amenés notamment à prendre le contrôle d'aéroports, des champs pétroliers, de sites suspectés d'abriter des armes biologiques et chimiques ou de bases de missiles Scud, ont indiqué des experts militaires à l'AFP. « Des forces spéciales sont déjà sur place », a assuré Jay Ferrar, du Centre d'études stratégiques internationales (Center for Strategic and International Studies, CSIS). En cas d'attaque, elles pourront notamment, selon lui, établir des bases intermédiaires pour lancer des opérations dans l'Ouest irakien. De tels éléments sont « probablement sur place depuis quatre ou cinq mois », a estimé l'amiral Stephen Baker, expert indépendant au Center for Defense Information. Le Pentagone a souligné la contribution importante de commandos américains et alliés, ainsi que des paramilitaires de la CIA en Afghanistan fin 2001, pour guider les bombardements et contacter les forces opposées aux talibans.



Des soldats de la 3^e division d'infanterie basée en Géorgie embarquent à bord d'un avion à destination du Moyen-Orient. Des hommes des forces spéciales et de la CIA travailleraient avec l'opposition kurde au régime irakien pour préparer une éventuelle invasion du pays. (Photo Russ Bryant/AFP.)

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a pour sa part estimé « possible » un « effondrement rapide » de Saddam Hussein, quand les Irakiens, dépassant leur peur, seront convaincus que le régime est condamné. « Les gens de ce pays seraient inconscients de se révolter contre le régime, tant qu'ils ne seront pas convaincus que la force sera utilisée et que leur leader partira ». Mais « à un certain moment, cela va basculer », a déclaré le secrétaire américain à la Défense.

A partir de ce moment, les choses peuvent aller très vite, a poursuivi M. Rumsfeld en rappelant des précédents historiques comme l'Iran, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est. Le général Myers avait fait état

la semaine dernière de « quelques signes d'agitation au sein d'une partie de la direction irakienne ».

Les États-Unis pourraient aider Saddam Hussein à trouver un pays d'accueil s'il décide de partir en exil, a affirmé mercredi de son côté le secrétaire d'État américain Colin Powell.

M. Powell présentera l'ONU des éléments déclassifiés par la CIA le 5 février, parmi les « preuves » que l'Irak refuse de désarmer, a indiqué Donald Rumsfeld. Mais il a surtout vanté les mérites d'une action préventive.

Interrogé sur la présentation de preuves irréfutables, comme des photos satellites pour incriminer l'Irak, le secrétaire américain à la Défense s'est montré évasif : « Est-ce

qu'on attend d'être attaqué ou est-ce qu'on cherche une ligne de conduite montrant les dangers du régime irakien ? » a-t-il demandé.

Les agressions extérieures et intérieures passées du gouvernement de Saddam Hussein « ses liens avec les réseaux terroristes sont des preuves aussi fortes que des photographies », a-t-il estimé.

Tout en affirmant que « la fenêtre de la diplomatie » n'était pas encore refermée, Rumsfeld a souligné que « le risque de non-action pourrait impliquer la mort de centaines de milliers d'innocents ».

(AFP.)

Un Etat kurde en Irak menace-t-il la Turquie ?

Après la guerre, l'Etat kurde irakien attirera des milliers de Kurdes de Turquie, affirme le quotidien islamiste d'Istanbul. Et son existence pourrait même entraîner une modification des frontières.

ZAMAN
Istanbul

Il se pourrait bien que, dans la foulée de la guerre, ce pays se retrouve divisé en trois parties d'où émergerait dans le Nord un Etat kurde. Si les leaders kurdes, qui se sont réconciliés, ne font aucune allusion à un "Etat kurde indépendant", ils ne cachent pas que dans leur for intérieur ils souhaitent ardemment qu'un tel Etat puisse voir le jour. Les conséquences d'un Etat kurde sur la région constituent aujourd'hui une problématique importante. Dans un monde où même les "petits" peuples veulent pouvoir créer leur propre Etat, les Kurdes souhaitent aussi se doter de leur. Ni la Turquie, ni l'Iran, ni les pays arabes de la région ne veulent de cet Etat. La Turquie estime même que la création d'un Etat kurde constituerait un casus belli, et elle ne manque pas de le signaler chaque fois que l'occasion se présente. Ce qui dérange tellement les Turcs, c'est que cet Etat pourrait à terme exercer une influence sur la population kurde majoritaire dans le sud-est de la Turquie, allant jusqu'à constituer une menace pour l'intégrité du territoire turc.

Selon certains, le principe de la création de cet Etat est de toute façon acquis. D'ailleurs, ses infrastructures matérielles, politiques et administratives sont déjà très développées. Les Etats-Unis, de même qu'Israël, plus discrètement, aident déjà activement à la constitution de cet Etat. Pour ceux qui critiquent l'opposition systématique d'Ankara à l'éventualité d'un tel Etat, la Turquie devrait plutôt faire en sorte que cet éventuel Etat kurde rentre dans sa sphère d'influence tout en créant les conditions permettant à ses citoyens d'origine kurde de retrouver confiance dans la Turquie. Selon ces critiques, en se focalisant sur les dangers de la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak, la Turquie

■ Asile ?

Pour qu'ils puissent s'exprimer en toute liberté, l'ONU veut obtenir pour chaque scientifique irakien 42 visas de sortie pour les membres de sa famille.

■ Bush le Mongol

"Le tyran américanisationiste veut diriger le monde avec la folle meurtrière des conquérants mongols", affirme AJ Jounhouriya.

Le quotidien irakien compare George Bush père à Gengis Khan, qui s'est déchaîné contre l'empire abbasside, et George Bush fils à Hulagu, qui a envahi et saccagé Bagdad en 1258 ! Les deux Bush ont voulu humilier l'Islam et les musulmans, conclut le quotidien.

■ Arabité, non merci !

Les exilés irakiens dénoncent les Etats arabes pour leur peu d'enthousiasme à soutenir une guerre contre Saddam Hussein, souligne An Nahar. Pour le quotidien de Beyrouth, cette arabophobie irakienne ressemble aux sentiments que les Palestiniens et les Libanais ont jadis exprimés devant l'apathie du monde arabe face à leurs propres crises. Dans l'Irak de demain, "ce sont des pays régionaux non arabes comme la Turquie et l'Iran qui auront le plus d'influence sur Bagdad".

risque d'être condamnée à subir les affres d'un "syndrome de Sèvres" [le traité de Sèvres, en 1920, prévoyait un dépeçage de la Turquie ottomane et reconnaissait pour la première fois le principe d'un Etat kurde dans le sud-est de l'Anatolie. Trois ans plus tard, les termes de ce traité étaient oubliés dans le traité de Lausanne qui consacrait la naissance de la Turquie républicaine].

LE KURDISTAN IRAKIEN EST DEvenu UN ÉNORME CHANTIER

Dans un système de sécurité internationale où les modifications de territoire n'ont pas encore disparu, il est difficile d'affirmer que la Turquie sera complètement épargnée par la possibilité de voir son territoire à nouveau modifié. Aujourd'hui, tout le monde sait que le nord de l'Irak est devenu un énorme chantier. On y construit des routes, des autoroutes, des stades, de grands centres commerciaux, etc. Les infrastructures d'un Etat sont en train de se mettre en place.

Selon les statistiques disponibles, sur une population d'environ quatre millions de personnes vivant dans le nord de l'Irak, on manque cruellement de main-d'œuvre. Ce déficit pourrait à moyen terme être comblé par la force de travail de trois millions de travailleurs originaires du sud-est de la Turquie. Si l'on considère qu'en moyenne chaque travailleur subvient aux besoins de trois ou quatre personnes, le marché de l'emploi kurde irakien serait en mesure d'assurer la survie économique de douze millions de citoyens turcs [d'origine kurde]. Cette hypothèse peut paraître fantaisiste. Néanmoins, compte tenu de la réalité socio-économique du Sud-Est anatolien, on peut penser que des centaines de milliers de travailleurs de nationalité turque seraient prêts à s'en aller. D'autant que le nord de l'Irak pourrait, grâce notamment aux revenus du pétrole, obtenir un revenu moyen annuel par habitant atteignant les 10 000 dollars. Dans ces conditions, un citoyen turc d'origine kurde pauvre et mécontent ne préférera-t-il pas, à la Turquie, un Etat kurde prospère, musulman (où en tout cas au minimum la question du voile ne se pose pas) et bénéficiant d'une identité nationale ? Certes, il s'agit là d'un scénario pessimiste. Mais pas irréaliste.

Ali Bulaç

PARLEMENT EUROPEEN

LE POINT DE LA SESSION

29-30 Janvier 2003

Bruxelles

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPAISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU
EUROOPAN PARLAMENTTI
EUROPAPARLAMENTET

AFFAIRES ETRANGERES

Situation en Irak

Doc.: B5-0075/2003
Procédure : Résolution
Débat : 29.01.2003
Vote : 30.01.2003

Le vote

Le Parlement a adopté par 287 voix pour, 209 contre et 26 abstentions, une résolution commune déposée par les groupes PPE-DE, PSE et ELDR sur la situation en Irak.

Le Parlement estime que les violations de la résolution 1441 constatées par les inspecteurs ne justifient pas le lancement d'une action militaire. Pour le Parlement, toute nouvelle action doit être entreprise par le Conseil de sécurité après évaluation complète de la situation. En outre, le Parlement exprime son opposition à toute action militaire unilatérale et estime qu'une frappe préventive contreviendrait au droit international.

La résolution réaffirme l'engagement du Parlement pour la paix, la démocratie, les droits de l'homme et le droit international. Elle souligne la nécessité de respecter de façon inconditionnelle les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Parlement soutient pleinement les travaux de M. Hans BLIX, Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) et de M. EL BARADEI, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Les députés appuient le régime d'inspection institué par la résolution 1441 du Conseil de sécurité et demandent instamment au gouvernement irakien de se plier aux dispositions de la résolution et de coopérer pleinement avec la COCOVINU.

Ils invitent instamment le Conseil à essayer d'aboutir à une position commune sur l'Irak dans le cadre de la PESC, afin que l'Union puisse parler d'une seule voix sur la scène internationale. Ils invitent aussi les pays candidats à l'adhésion à s'aligner sur une telle position.

La résolution appelle à ce que toutes les voies politiques et diplomatiques soient explorées en vue d'assurer un règlement pacifique du conflit. Par ailleurs, elle souligne l'engagement de l'Union à l'égard de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak, du Koweït et des pays voisins.

Déclaration du Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune

Le débat

Haut-Représentant

M. Javier SOLANA estime que la situation internationale est dans une situation délicate. Le moment est venu d'avoir un débat portant sur la scène internationale et ses problèmes ainsi que sur les possibilités qu'a l'Union européenne pour essayer de les résoudre.

Plus particulièrement, quatre points sont fondamentaux pour comprendre la situation, à savoir, l'Irak, le Proche-Orient, la Corée du Nord et l'ex-République de Yougoslavie de Macédoine. Concernant l'Irak, M. SOLANA se félicite de la concertation qui a eu lieu au niveau ministériel entre les quatre membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne. Un consensus a été atteint sur quatre points. L'Irak doit abandonner ses armes de destruction massive et les Européens doivent pousser le pays dans ce sens, dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité. Une coopération active doit être entretenue entre l'Irak et les inspecteurs en désarmement de l'ONU. La Communauté internationale doit apporter son soutien aux inspecteurs et l'Union européenne tout particulièrement doit manifester ce soutien en terme de moyens, de temps et d'information. Cette action contre la

prolifération des armes de destruction massive doit s'effectuer dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU. Les citoyens européens sont de manière générale contre toute guerre et opposés à la présence de tout dictateur dans le monde. L'Union européenne doit rendre ces deux souhaits compatibles. La résolution 1441 doit devenir une réalité et Saddam Hussein doit être désarmé sans passer par la force.

Le discours du Président des Etats-Unis hier a mentionné l'engagement de Colin Powell devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour apporter les preuves du risque que représenterait l'Irak. M. SOLANA se félicite du fait que le débat soit porté devant le Conseil de sécurité.

Après les élections en Israël, M. SOLANA tire trois leçons. La faible participation aux élections est surprenante. Il s'agit de la plus faible participation depuis les élections de 1967. Par ailleurs, la victoire d'Ariel Sharon est exceptionnelle. Il aura beaucoup de possibilités pour former un gouvernement de coalition. L'Union européenne doit encourager à créer un gouvernement qui sera décidé à résoudre le problème. M. SOLANA souligne également la défaite des travaillistes et du Meretz. Les partis du camp de la paix ont perdu. L'Union européenne a l'obligation de soutenir le processus de paix pour aboutir à une solution.

La Corée du Nord constitue une grande préoccupation pour toute la région. M. SOLANA rappelle que la communication avec les autres pays impliqués dans cette question est intense. L'Union européenne ne peut pas accepter la présence d'armes nucléaires dans ce pays.

Concernant les Balkans et surtout la Macédoine, M. SOLANA adresse le message suivant aux Balkans : ces pays doivent participer à la construction d'une Europe plus vaste. Le développement d'une force de l'Union européenne en Macédoine est la deuxième opération après la mise en place d'une force de police en Bosnie-Herzégovine. Dans des délais très brefs, l'Union européenne a réussi à mettre en place deux opérations de sécurité dans des régions géographiquement proches.

Commission

M. Chris PATTEN rappelle que les institutions internationales créées suite à la deuxième guerre mondiale ont réussi à pacifier le monde et à le rendre plus prospère. Cependant, il faut constater l'absence d'un régime international de contrôle et de prévention en matière d'armement. Cela a des conséquences dramatiques dans trois régions de la planète : le Cachemire, la Péninsule coréenne et le Golfe.

En ce qui concerne la crise irakienne, M. PATTEN insiste sur la nécessaire mobilisation de la communauté internationale. La solution devra s'appuyer sur l'autorité morale et juridique des Nations Unies. Or, pendant des années, Saddam Hussein a défié l'autorité des Nations Unies en produisant des armes de destruction massive. M. PATTEN rappelle également la résolution du Parlement européen suite au rapport de la Baroness NICHOLSON OF WINTERBOURNE (ELDR, UK) révélant la nature brutale du régime. Il ne faut pas oublier que Saddam Hussein a utilisé des armes chimiques contre sa propre population.

Après avoir menacé toute la région, une dernière chance a été accordée à Saddam Hussein : la résolution 1441 des Nations Unies. Cette résolution appelle à la coopération du régime irakien et au désarmement du pays. Depuis le 27 novembre dernier 100 inspecteurs sont à l'oeuvre sous la direction de Hans Blix. Une équipe de l'AIEA (Agence internationale de l'Energie atomique) est également présente en Irak. 106 sites ont été visités dont 2 sites présidentiels. M. PATTEN rend hommage au travail accompli par les inspecteurs et se dit impressionné par leur intégrité et leur professionnalisme.

En premier lieu, il rappelle que l'autorité des Nations Unies doit être respectée par tous. En deuxième lieu, il estime que Saddam Hussein doit travailler avec les inspecteurs des Nations Unies pour détruire les armes qu'il possède. En dernier lieu, M. PATTEN estime qu'il est préférable que les inspecteurs des Nations Unies désarment l'Irak. Une solution pacifique à la crise, sous les auspices des Nations Unies, est la meilleure voie possible. Cela serait un succès pour les Nations Unies mais serait également une bonne chose pour l'Irak et toute la région. Cela présuppose néanmoins la coopération de Saddam Hussein. M. PATTEN regrette qu'il y ait actuellement peu de preuves en ce sens. Il déplore que Saddam Hussein continue à défier l'autorité des Nations Unies.

Les termes de la résolution des Nations Unies appelle deux réflexions. La première est que des efforts sérieux doivent être entrepris pour

que les inspections permettent de désarmer l'Irak. En deuxième lieu, si les inspecteurs prouvent que leur mission est impossible, il faut en tirer les conséquences afin d'éviter une humiliation des Nations Unies.

M. PATTEN conclut en insistant sur les graves conséquences que pourrait entraîner une mauvaise gestion de cette crise. L'autorité et le rôle des organisations internationales, dont les Nations Unies, seraient fortement atteints mais le monde pourrait également devenir plus dangereux. Les relations avec le monde arabe pourraient en être sérieusement compliquées. Cette crise est aussi un test pour démontrer la capacité des Européens à travailler ensemble.

Si une intervention humanitaire devait avoir lieu. M. PATTEN rappelle qu'il est plus facile d'agir sous l'autorité des Nations Unies.

Enfin, M. PATTEN se prononce en faveur d'une résolution par la voie diplomatique de la crise en Corée.

Groupes politiques

M. Hans-Gert POETTERING (PPE/DE, D) estime que le débat doit être des plus sérieux car il porte sur la guerre. L'Union européenne a toujours su faire preuve d'imagination pour trouver des solutions. L'attitude pacifique adoptée par l'Union européenne peut inciter d'autres Etats dans le monde à adopter une même attitude pacifique. Pour le groupe PPE/DE, l'ensemble des solutions envisageables doit être compatible avec la préservation de la paix et donc être construite dans le cadre des Nations Unies. La violence est toujours le dernier des recours. Saddam Hussein est un criminel et un génocidaire qui a utilisé des armes de destruction massive contre son propre peuple. Il a déclenché une longue guerre contre l'Iran, puis a tenté d'envahir le Koweït. S'il n'avait pas été arrêté en 1990-91, M. POETTERING se demande s'il n'aurait pas étendu son emprise à d'autres pays de la région. Saddam Hussein et son armement représentent un danger pour l'ensemble de la région. Le coeur du problème n'est pas les Etats-Unis mais le système criminel basé à Bagdad. Le PPE/DE souhaite fortement la coopération, le partenariat et si possible l'amitié entre l'Union européenne et les pays arabes. Ce principe est à la base de toute politique de l'Union européenne avec les pays arabes. Une chance en faveur de la paix subsiste et les Etats-Unis ne doivent pas encore se décider à agir. Une solution pacifique dans le cadre des Nations Unies est toujours préférable. L'Union européenne doit insister pour obtenir une coopération active de la part de l'Irak. Si l'Irak se démilitarise, cette opération doit

s'effectuer sous le contrôle des Nations Unies. M. POETTERING estime que le Conseil des Ministres a pris une bonne décision en demandant la démilitarisation totale de l'Irak.

M. Enrique BARÓN CRESPO (PSE, E) déclare être contre la guerre et contre les dictateurs. Il est donc nécessaire d'agir dans un cadre multilatéral pour éliminer les armes de destruction massive. Il a y a dix, M. BUSH père avait dit que tôt ou tard, le peuple irakien renverserait Saddam Hussein. Or, dix ans plus tard, il n'en est rien et la Communauté internationale se pose toujours la même question. La guerre n'est pas inévitable mais la paix a ses chances et il n'est pas nécessaire de se précipiter. Le PSE se prononce contre toute intervention préventive et en faveur de négociations diplomatiques et pacifiques. Une intervention unilatérale aurait des effets très négatifs pour l'ensemble de la région. Lors de la visioconférence, M. BLIX a demandé que l'Union européenne joue un rôle plus actif. Les inspecteurs en désarmement ont travaillé en Irak de 1991 à 1998 et M. BARON CRESPO se demande pourquoi ils ne pourraient pas travailler deux mois de plus. Il ne comprend pas davantage pourquoi M. BUSH a attendu deux mois pour fournir ses preuves. Concernant les risques de catastrophe humanitaire en Irak et au Moyen-Orient, M. BARON CRESPO se demande qui va payer pour les personnes déplacées. Il est également préoccupé par la situation économique marquée par le prix du pétrole qui grimpe continuellement. Les Etats-Unis basent leur politique étrangère trop souvent sur la question du pétrole. Davantage de preuves sont nécessaires concernant l'Irak. Le débat porte sur la manière d'éviter la guerre et non pas sur le calendrier.

M. Graham WATSON (ELDR, UK), rappelle que quatre membres de l'Union européenne sont actuellement au Conseil de sécurité. Il souhaite qu'ils parlent tous d'une seule voix pour que l'Union européenne puisse avoir une influence sur les événements en cours. Il s'interroge cependant sur la réunion de ces membres européens du Conseil de sécurité. A-t-elle pour but de définir une stratégie commune ou d'écarter les autres membres de l'Union européenne de leurs discussions ?

Pour M. WATSON, la crédibilité des Nations Unies est sapée par la « frappe préventive » des Etats-Unis. Les libéraux saluent les efforts des inspecteurs qui font un travail remarquable. Ils constatent cependant que la présentation du rapport de M. Blix révèle l'échec de la coopération de l'Irak avec les inspecteurs. M. WATSON insiste sur le fait que Saddam Hussein doit la vérité aux

inspecteurs des Nations Unies. La crédibilité des Nations Unies serait réellement sapée si la Communauté internationale échouait à prouver le désarmement effectif de l'Irak. Les inspecteurs doivent donc pouvoir continuer leurs travaux. Le rapport présenté cette semaine soulève en effet des questions auxquelles Saddam Hussein doit répondre. Pour M. WATSON, la remise du deuxième rapport le 14 février laisse du temps avant que la communauté internationale ne prenne la décision finale. Les moyens militaires doivent être utilisés si tous les autres moyens ont échoué. D'autre part, s'il existe des preuves que Saddam Hussein viole le droit international, il doit être jugé par un tribunal international et non pouvoir partir en exil.

En ce qui concerne la visite d'une délégation de députés européens à Bagdad, M. WATSON craint que ses collègues ne soient manipulés par le régime. En conclusion, si le rapport du 14 février n'apporte pas toutes les réponses souhaitées, la communauté internationale devra agir à travers l'ONU pour faire respecter la résolution 1441.

Pour M. Francis WURTZ (GUE/NGL F), la situation internationale est critique. D'une part les inspecteurs des Nations Unies ont obtenu le feu vert pour poursuivre leur mission et d'autre part, l'armada anglo-américaine se renforce dans le Golfe. Dans ce contexte de tension extrême, chaque parole ambiguë sur la guerre fait le jeu de l'Administration la plus belliqueuse et la plus unilatéraliste de l'Histoire américaine. C'est aussi dans ce moment critique que l'on peut évaluer l'ambition de l'Union européenne sur la scène internationale. A cet égard, la réunion entre les quatre Etats membres de l'Union européenne du Conseil de sécurité a abouti à une déclaration commune aussitôt minée par les déclarations du Royaume-Uni et de l'Espagne.

M. WURTZ regrette que certaines affirmations des inspecteurs des Nations Unies aient été sorties de leur contexte. Ils ont pourtant reconnu qu'ils ont pu accéder à beaucoup de sites. Certes des zones d'ombre doivent être éclaircies mais elles ne le seront pas par des bombes. Il faut laisser les inspecteurs continuer leur travail. M. WURTZ s'inquiète de l'acceptation tacite de la guerre.

M. WURTZ reproche à M. SOLANA d'avoir félicité Ariel Sharon pour son élection. Il ne s'agit pas de le féliciter mais de combattre sa politique. De même, il regrette que l'Europe n'ait jamais réagi à la nouvelle doctrine stratégique exposée par le Président Bush le 20 septembre 2002. Pour M. WURTZ, les armes de destruction massive doivent être éliminées de l'ensemble de la planète, pas seulement en Irak. Il encourage les

responsables politiques à écouter leurs opinions publiques. Celles-ci s'opposent à la guerre dans tous les pays européens et très largement aux Etats-Unis. Afin de défendre une « certaine idée de l'Europe », M. WURTZ fera partie d'une délégation d'une trentaine de députés européens qui se rendra à Bagdad du 2 au 6 février pour marquer sa solidarité avec la population irakienne victime de l'embargo.

M. Daniel COHN-BENDIT (Verts/ALE, F), estime que personne au sein du Parlement européen ne défend les dictateurs. Les communistes ne défendent plus les régimes dictatoriaux communistes et les anciens vendeurs d'armes à l'Irak ne le font plus. Il s'agit de prendre acte de ce point positif. M. COHN-BENDIT se pose également la question de savoir s'il est possible d'imposer le droit au niveau international. MM. SOLANA et PATTEN disent que si l'Irak ne se conforme pas aux résolutions du Conseil de Sécurité, alors une intervention militaire à moyen ou à court terme sera inévitable. Or, dans un ordre international, il faudrait définir les conditions qui verraient une telle intervention avoir lieu. Selon M. COHN-BENDIT, Saddam Hussein n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui. Il ne serait pas en mesure d'intervenir à l'extérieur de l'Irak. Par

contre, en Ouganda, 4 millions de morts ont été le résultat de massacres à la machette sans que la Communauté internationale n'intervienne. La raison de cette non-intervention est que du point de vue du pétrole, il n'existe aucun intérêt.

Pour M. COHN-BENDIT, le problème est que l'Iran qui a des fusées et qui construit des armes nucléaires est un pays dangereux, tout comme la Corée du Nord. Mais comme le danger est trop grand, personne ne propose d'intervenir militairement. M. COHN-BENDIT en tire la conclusion qu'avec un tel comportement, les dictateurs sont poussés à se doter d'armes nucléaires pour ne pas être menacés militairement. Il souhaite que l'Union européenne change ses priorités. Il s'agit de contenir et non pas de faire la guerre. Il espère également, que dans le cas du Proche-Orient, M. Sharon laissera les Palestiniens élire leur représentation qui sera chargée de négocier avec les Israéliens.

M. Luís QUEIRO (UEN, P), se pose la question de savoir quelle attitude adopter face à des régimes dictatoriaux. Il s'agit de se demander si des terroristes peuvent avoir la possibilité d'utiliser des armes biologiques et chimiques. L'Irak viole les règles qui lui sont imposées par la Communauté internationale et opprime son peuple. Les ressources pétrolières de l'Irak intéressent les Etats-Unis, mais également les Européens. De plus, des échanges importants s'effectuent en euro et

participent de ce fait à la stabilité de la monnaie commune. Il est donc nécessaire de trouver une solution de rechange concrète à opposer aux positions bellicistes. La solution du compromis doit être recherchée jusqu'au bout. En parallèle, la Communauté internationale doit rester très ferme. M. QUEIRO se demande si les dictateurs reconnaissent un autre langage diplomatique que celui de la force et de la coercition. Les Nations Unies doivent avoir toutes les informations nécessaires.

Une différence doit être faite entre le gouvernement irakien et sa population qui souffre. Une solution doit donc être trouvée pour que les inspecteurs en désarmement de l'ONU continuent leur travail.

M. Bastiaan BELDER (EDD, NL) rappelle que les luttes idéologiques pour le pouvoir en Europe ont fait des millions de victimes au siècle dernier. Il faut mettre cela en parallèle avec le régime de Saddam Hussein selon lui. Ainsi, on ne parlerait pas de guerre mais de libération car Saddam Hussein a fait beaucoup de victimes. M. BELDER déplore les divergences au sein de l'Union européenne qui n'ont pour conséquence que le maintien du régime de Bagdad. Il regrette également la stratégie qui conduit à prolonger le mandat des inspecteurs en Irak. La République de Saddam Hussein est celle de la peur et la communauté internationale est dupée par cette politique. Saddam Hussein constitue une véritable menace pour tout le Proche-Orient. Si M. BELDER considère la guerre comme atroce, il affirme que les destructions potentielles commises par Saddam Hussein seraient bien plus graves.

Pour M. Jean-Marie LE PEN (TDI, F), on parle de crise irakienne mais il s'agit en fait d'une crise internationale gravissime créée par l'Administration Bush. Pour lui, le fauteur de guerre n'est pas le dictateur Saddam Hussein, mais le démocrate George Bush. Ainsi, l'armada anglo-américaine dans le Golfe ressuscite la politique de la canonnière. Pour M. LE PEN, personne ne peut croire que l'Irak, petit pays de 20 millions d'habitants entouré de pays hostiles, dont l'armée et l'infrastructure économique ont été ruinées par l'opération « Tempête du désert » et plus de dix ans d'embargo, puisse avoir des armes de destruction massive. M. LE PEN se demande si Saddam Hussein n'était pas déjà un dictateur lorsqu'il recevait des armes des Etats-Unis et de l'Europe? Il dénonce l'hypocrisie de la situation. Les Etats-Unis qui consomment un quart du pétrole de la planète veulent tout simplement faire la guerre pour contrôler le pétrole du Golfe.

M. LE PEN rappelle que les Etats-Unis disposent de 80 % des armes de destruction massive de la planète. On reproche à Saddam Hussein d'avoir utilisé des gaz asphyxiants

contre les Kurdes, mais Winston Churchill a fait de même, selon M. LE PEN, en 1920. Si les puissances qui dénoncent l'armement irakien ont utilisé également des armes de destruction massive, elles sont mal placées pour donner des leçons de morale internationale au reste du monde.

Députés

M. Pierre JONCKHEER (Verts/ALE, B) espère qu'une résolution commune sera adoptée demain. Le point de départ du débat concerne une volonté commune de refus d'une intervention militaire, avec ou sans soutien des Nations Unies. Aucune preuve déterminante ne montre que l'Irak serait plus dangereuse maintenant qu'il y a deux ans, et plus dangereuse que d'autres pays. Les populations européennes estiment négatif qu'un seul Etat décide du calendrier des événements internationaux et des priorités. Par conséquent, il s'agit de renforcer les Nations Unies et l'Union européenne comme acteur global, mais aussi de définir d'autres priorités. L'Union européenne a également une part de responsabilité : l'embargo envers l'Irak aide la dictature et tue la population. Saddam Hussein doit répondre aux questions des inspecteurs de l'ONU, mais les opposants au régime irakien doivent savoir que, si des changements politiques devaient arriver, la levée de l'embargo pourrait être décidée pour les aider.

M. Paul COUTEAUX (EDD, F) ne s'étonne pas de la situation actuelle. Les empires ont un besoin de guerre. Les Etats-Unis ont besoin d'inventer des prétextes pour la guerre. La guerre au Kosovo en 1999, en Afghanistan en 2001, maintenant en Irak et peut-être bientôt en Côte d'Ivoire par nation interposée par la France est faite pour des raisons différentes, pétrolières, mais aussi économiques. L'économie des Etats-Unis est en attente, ce qui est mauvais pour la croissance. Le prix de la relance est de quelques centaines de milliers de morts. Il n'est pas étonnant que Washington ait besoin d'habiller ses crimes ; il est par contre étonnant que l'Union européenne prenne les Etats-Unis encore au sérieux. L'argument des armes de destruction massive dont il n'y a pas la moindre preuve ne tient plus. Il n'est pas étonnant que l'Union européenne soit divisée car certains Etats membres se sentent plus proches des Etats-Unis, comme la Grande-Bretagne. La France demeure le symbole de la résistance à la furie impériale.

Pour M. Dominique SOUCHET (NI, F), le pacifisme peut être le pire adversaire de la paix mais au lendemain du compte rendu des inspecteurs des Nations Unies, il faut constater qu'il n'y a pas de refus caractérisé de l'Irak de mettre en oeuvre la résolution

1441. Ainsi, rien ne justifie actuellement l'adoption d'une nouvelle résolution autorisant le lancement d'une action militaire contre Bagdad. Pour passer à la deuxième phase de l'action, les éléments de preuve devraient être à la hauteur de la gravité des accusations. Or, malgré de larges zones d'ombre, aucune preuve n'est apportée pour l'instant. Le déclenchement d'une guerre sans l'aval du Conseil de sécurité contre un Etat qui paraît se conformer aux décisions de la communauté internationale aurait des effets contraires à ceux recherchés. En effet, placer Saddam Hussein dans la position paradoxale de l'innocent persécuté vis-à-vis de l'opinion du tiers-monde pourrait relancer le terrorisme islamiste. Le remède serait alors pire que le mal.

Pour M. Philippe MORILLON (PPE-DE, F), face à cette crise, l'avenir des ambitions de l'UE sur la scène internationale est en jeu. L'Europe est certes alliée aux Etats-Unis mais elle ne doit pas être alignée sur leurs positions. Elle doit parler d'une seule voix, or, force est de constater que les voix sont discordantes aujourd'hui. Il y a ceux qui sont fermement contre une action militaire, ceux qui soutiennent cette action et ceux qui, comme M. MORILLON, demandent qu'on ne se résolve à la guerre que si la possession d'armes de destruction massive par l'Irak est prouvée.

A ceux qui refusent toute idée de guerre, M. MORILLON déclare ne pas partager leurs visions angéliques d'un monde désarmé. Il rappelle l'expérience malheureuse du Kosovo où l'Europe n'a pu imposer à Milosevic de cesser sa politique d'épuration ethnique. Il ne faut pas sous-estimer le risque que représente Saddam Hussein en terme d'armement mais aussi en raison de sa cruauté envers son peuple. Il est important qu'il administre la preuve de sa volonté de désarmer son pays sinon il y aura la guerre.

S'adressant à la délégation qui doit se rendre en Irak, M. MORILLON incite ses membres à la prudence. En effet, promettre qu'il n'y aura jamais de guerre reviendrait à encourager Saddam Hussein à maintenir sa position et à ne pas coopérer avec les inspecteurs des Nations Unies.

S'adressant à ceux qui pensent qu'il n'y a pas d'alternative à la guerre, M. MORILLON leur rappelle que l'opinion publique veut la preuve qu'une telle action est nécessaire. De même, Colin Powell doit fournir les preuves qu'il dit détenir au Conseil de sécurité pour que ce dernier en tire les conséquences. Une délégation du Parlement européen se rendra lundi à New-York pour examiner ces preuves. Si elles s'avéraient non suffisantes, il faudrait alors donner à la mission d'inspection des Nations Unies le temps supplémentaire

qu'elle réclame. C'est le sens de la résolution commune qui sera voté par le Parlement. Pour M. MORILLON, il ne faut pas donner l'impression que toute action militaire est écartée d'office car cela serait contre-productif. Les amendements du PPE/DE vont dans ce sens. Il espère que la résolution commune en tiendra compte pour qu'une voix unique s'élève en Europe, au moins au sein du Parlement européen.

M. Alain KRIVINE (GUE/NGL, F) déclare que le gouvernement des Etats-Unis a profité des attentats du 11 septembre pour tenter d'imposer à toute la planète un terrorisme d'Etat visant à asseoir partout sa domination politique et militaire. M. Bush va envahir l'Irak pour s'approprier son pétrole. Qui peut croire que les Etats-Unis veulent s'opposer à une dictature qui ne respectera pas les décisions de l'ONU ? M. KRIVINE rappelle que Pinochet et Ben Laden ont été des agents recrutés et formés par la CIA. Israël n'a jamais appliqué une seule résolution de l'ONU et personne heureusement ne pense à bombarder ce pays. « Droits de l'homme ou profit, deux poids, deux mesures, tel est le choix » a déclaré M. KRIVINE. Avec ou sans l'ONU, cette guerre coûtera près de trente milliards de dollars alors que le programme alimentaire de l'ONU vient d'être réduit à 1,7 milliards de dollars. Eviter la guerre par tous les moyens, utiliser les sommes qui lui sont consacrées pour éradiquer la misère et permettre au peuple palestinien de vivre sont les trois priorités du moment.

M. Bernard POIGNANT (PSE, F) déclare que l'Amérique a peur depuis le 11 septembre 2001. Les Etats-Unis ont peu connu la guerre sur leur territoire. Quand un pays a peur, il peut faire de mauvais choix. Les Etats-Unis devraient écouter la vieille Europe en se soumettant aux décisions de l'ONU et accepter l'application du droit international. Cette crise est accompagnée d'une forte odeur de pétrole qui représente un besoin pour les Etats-Unis, l'Europe et demain la Chine. Les trois-quarts des réserves sont là mais ces ressources doivent être mises à disposition du développement des pays du Nord comme du Sud. Pour la jeune Europe en construction, cette crise est une heure de vérité. Les cinq membres présents au Conseil de sécurité, quatre membres de l'Union européenne et un pays candidat, doivent s'accorder sur des positions communes.

Pour M. Jacques POOS (PSE, L), les inspecteurs des Nations Unies font du bon travail en Irak. S'ils trouvent des armes, ils ont le pouvoir de les détruire mais s'ils n'en trouvent pas, ils doivent le faire savoir. A l'heure actuelle, l'Irak ne constitue une menace pour personne. Il n'y a donc aucune raison de mener une « guerre préventive ». Dans les prochains jours, les Etats membres de l'Union européenne doivent tout faire pour

empêcher une action militaire unilatérale au mépris du droit international. En effet, la résolution 1441 exclut le recours automatique à la force. M. POOS regrette que les députés du PPE aient préféré l'ambiguïté sur ce point fondamental. Il leur rappelle la position de la Conférence épiscopale des évêques allemands contre une guerre préventive. Celle-ci constitue pour les évêques « une agression qui ne peut être considérée comme une guerre juste ». M. POOS ironise en doutant que les évêques aient été manipulés par Saddam Hussein. Evoquant l'appel des Eglises de tout faire pour empêcher une guerre préventive qui « viderait de son contenu le principe de non-recours à la force établie par le droit international », M. POOS affirme que les socialistes ne sauraient mieux exprimer que les évêques ce qu'ils pensent dès cris de guerre des faucons de Washington. M. POOS espère que les députés chrétiens-démocrates se ressaisiront lors du vote.

Mme Véronique DE KEYSER (PSE, B) salue les efforts faits par la Présidence grecque pour sortir de la situation actuelle. Elle note que le Parlement votera peut-être une résolution commune sur l'Irak. Elle soutient cette résolution mais regrette le consensus minimal qu'elle reflète. Cette

résolution est timide même si elle souligne le rôle central du Conseil de Sécurité. La défense et la sécurité sont des matières intergouvernementales mais, pour Mme DE KEYSER, la paix et l'équilibre mondial ne peuvent être confisqués par un seul pilier. Les Européens sont contre cette guerre. Pourtant, les députés européens, pour sauver la cohérence européenne et les relations transatlantiques, hésitent et paient le prix du silence et parfois de l'hypocrisie. Pour Mme DE KEYSER, les députés feignent de croire que « la preuve de rien » peut être faite, que cette action permet de lutter contre le terrorisme alors qu'elle le fait exploser, que l'Irak est une menace alors que ce pays est à genoux. En effet, on agit comme si l'Irak était le seul pays à détenir des armes de destruction massive alors que région entière est une poudrière. Mme DE KEYSER ne peut s'empêcher de penser que cette guerre a une terrible odeur de pétrole. On ne bâtit pas la démocratie par la force sur un champ de ruines et de bombes. Les députés feignent de croire qu'ils ne seront jamais les complices d'un massacre et que la solution sera trouvée au sein des Nations Unies alors qu'elles sont le théâtre d'effroyables pressions. « Aujourd'hui j'ai honte » conclut Mme DE KEYSER.

Haut-Représentant

M. Javier SOLANA estime que ce débat porte sur le cœur même de la politique étrangère de l'Union européenne ainsi que sur la situation du monde. Les gouvernements ont des opinions très différentes et un accord sera particulièrement ardu à trouver. L'action unilatérale des Etats-Unis pressentie en août 2002 s'est transformée en un débat au sein même des Nations Unies. La résolution 1441 a été débattue pendant sept longues semaines et adoptée à l'unanimité, y compris par les pays arabes. L'Union européenne a joué un rôle important dans cette résolution 1441. Le rapport présenté par Hans Blix affirme qu'une plus grande coopération de la part de l'Irak aurait été souhaitée mais, pour M. SOLANA, les inspecteurs doivent continuer à travailler. L'Union européenne peut également maintenir la pression pour que les preuves présentées devant le Conseil de sécurité soient débattues. La dynamique de pression doit être maintenue. M. SOLANA assure qu'il cherchera une coopération avec les autres membres du Conseil de sécurité pour trouver une solution à ce grave conflit.

Bagdad s'engage à coopérer davantage mais continue de se préparer à la guerre

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Irak veut « coopérer davantage » avec les inspecteurs de l'ONU, « faire un effort supplémentaire » et « s'expliquer sur tous les sujets » problématiques relevés dans le rapport des inspecteurs en désarmement. Intervenant, mardi 28 janvier, après la réunion du Conseil de sécurité à New York, mais avant le discours de George Bush à Washington, un conseiller de Saddam Hussein, Amer Rachid, a fermement contesté les soupçons pesant sur l'Irak : « Nous n'avons plus aucune arme de destruction massive ! Nous sommes sûrs de nous ! »

Amer Rachid a reproché aux chefs des inspecteurs de l'Unmovic (Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU), Hans Blix et Mohamed ElBaradei, de n'avoir pas procédé à une présentation objective des faits. « Certains faits ont été exagérés, et présentés comme des problèmes, afin qu'ils aient un impact politique et médiatique négatif, tandis que des points majeurs ont été minimisés, voire ignorés. La disproportion est évidente. Nous nous attendions à un meilleur rapport. »

Le conseiller du président Hussein a notamment affirmé que l'Irak s'attendait à « une mention sur le fait que toutes les accusations de la Maison Blanche et du rapport [du premier ministre britannique Tony] Blair sont fausses », car « aucune des visites des sites incriminés n'a pu confirmer ces allégations ».

APPEL AU « SACRIFICE »

Amer Rachid a réclamé que « le travail de clarification » soit effectué « dans un esprit de coopération » par l'ONU, sans que l'Irak « soit a priori suspect et ait à prouver son innocence ». « Il est dans notre intérêt de régler tous les problèmes. » M. Rachid a toutefois estimé que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne « ne cherchent pas la vérité », mais à « déformer la vérité », afin de trouver « un prétexte pour attaquer l'Irak ».

Parallèlement à ce discours conciliant, Saddam Hussein continue, au fil des comptes rendus de ses réunions avec les services de sécurité et l'armée, à préparer la guerre. Ces derniers jours, il évoque souvent « l'esprit de sacrifice » dont les combattants irakiens vont devoir faire preuve. Il a précisé, mardi, sa pen-

sée en déclarant qu'il fallait s'inspirer des opérations-suicides menées en Israël. « Regardez nos frères palestiniens ! Ils se transforment en bombes contre les envahisseurs ! »

Chaque jour, son fils Qoussaï, le commandant de la Garde républicaine et coordinateur des services de sécurité, apparaît à ses côtés à la télévision, ou en tête des communiqués officiels. Cela n'est jamais spécifié ouvertement dans les discours du dirigeant irakien, mais il semblerait que Qoussaï et les généraux de l'armée aient été chargés d'organiser la défense du régime irakien aux portes de Bagdad, où des volontaires commentent par ailleurs à s'entraîner discrètement au maniement des armes.

A la « une » du journal *Babel*, qui appartient au fils aîné de Saddam Hussein, Oudaï, l'éditorial appelle, mercredi, au « sacrifice face au visage agressif de l'Amérique ». « L'Irak est dépouillé d'armes de destruction massive », affirme *Babel*, qui promet que les Etats-Unis seront « ravis » de venir le vérifier « une fois qu'ils se seront repliés », la guerre perdue...

Rémy Ourdan

LIGNES DE FRACTURE DANS L'ARMÉE

Se battre, se rebeller ou se désintégrer

Par
**FALEH
A. JABAR ***

* Chercheur associé à Birkbeck College, université de Londres, auteur d'*Ayatollahs, Sufis and Ideologues. State, Religion and Social Movements in Iraq* et de *Tribes and Power in the Middle East* (avec Hisham Dawood), disponibles tous deux chez Saqi Books, Londres, 2002.

DANS la guerre prévisible entre Washington et Bagdad, ce sont les performances de l'armée irakienne qui détermineront l'avenir du régime baasiste. Aux Etats-Unis, on pense généralement que l'armée régulière irakienne abandonnera rapidement le combat, mais que la garde républicaine pourrait résister. Plus motivée, mieux équipée et mieux payée que les unités régulières, celle-ci peut sans doute rester loyale et combattre.

Pourtant, ce parallèle schématique entre les forces d'élite et l'armée risque de déboucher sur des erreurs d'appréciation. Il réduit les causes de cohésion ou de désintégration à des facteurs militaires importants, mais trop généraux. Il ignore les liens complexes entre guerre et politique, particulièrement forts en Irak.

Pour comprendre, il faut d'abord revenir à la nature du parti Baas et à sa prise de pouvoir, en 1968. Ses dirigeants étaient alors traumatisés par les divisions du corps des officiers, qui avaient provoqué, depuis 1958, une succession de coups d'Etat réussis ou avortés. Le huitième congrès du parti, en 1974, fixa deux objectifs principaux. Le premier : soumettre l'armée au contrôle du parti en vidant ses rangs des « éléments douteux, comploteurs ou aventureux » et en endoctrinant la totalité de ses membres – l'armée devait être « baasisée » ou, selon le vocabulaire officiel, « endoctrinée ». Deuxième objectif : la restructurer, la moderniser et l'agrandir.

Cette « baasisation » de l'armée était nécessaire, mais non suffisante. Pour garantir plus de loyauté, on y injecta donc des groupes familiaux ou claniques. Un système double émergea : le parti contrôlait l'armée, et le clan contrôlait le parti. Celui-ci fournissait les hommes nécessaires à la surveillance ; le clan donnait les garanties de la confiance. En plus de l'état-major, trois centres de contrôle furent créés : le bureau militaire du parti, le bureau de sécurité nationale (chargé notamment des renseignements) et les réseaux familiaux informels (1).

Grâce à cette structure enchevêtrée, le président Saddam Hussein obtint un pouvoir supplémentaire sur la gestion et la supervision des affaires du pays. Il peut ainsi passer outre la chaîne de commandement verticale et exercer un contrôle direct sur tous les secteurs militaires. Pendant la guerre avec l'Iran (1980-1988), certains militaires s'en sont d'ailleurs plaints, car, si la personnalisation des mécanismes de contrôle est utile à la sécurité intérieure, elle constitue un handicap pour les guerres modernes.

Précédemment, durant la présidence des frères Aref (1963-1968), les forces militaires possédaient une structure double : une armée régulière et une garde républicaine. Le Baas maintint cette dualité, mais la garde républicaine fut transformée et agrandie pour former une armée composée de deux corps. De manière parfaitement consciente, le régime dissociait la défense nationale, confiée à l'armée, de la sécurité intérieure, prise en charge par la garde républicaine, même si cette dernière resta active durant la guerre contre l'Iran comme au cours de la conquête du Koweït et de la guerre contre les Etats-Unis et leurs alliés.

Par ailleurs, la reconstruction de l'armée entraîna également une modification radicale des origines sociales des commandants militaires de haut rang. Le rôle politique joué par le corps des officiers déclina peu à peu ; l'armée fut confinée dans ses baraquements, les officiers réduits à un rôle d'exécutants. Le premier conseil de commandement de la révolution (CCR), qui s'empara du pouvoir en 1968 et constitua l'organe suprême du pays, était formé à 100 % de personnel militaire. Trois ans plus tard, le deuxième CCR ne comptait plus que cinq officiers

sur quinze membres. Et, lorsque Saddam Hussein concentra entre ses mains tous les pouvoirs, en 1979, plus aucun officier ne siégeait au CCR. Comme l'explique l'historien Majid Khadduri, « le parti

sur quinze membres. Et, lorsque Saddam Hussein concentra entre ses mains tous les pouvoirs, en 1979, plus aucun officier ne siégeait au CCR. Comme l'explique l'historien Majid Khadduri, « le parti

Baas fut le premier régime à mettre l'armée sous contrôle civil ».

Mais ces changements furent également accompagnés d'un vaste bouleversement quantitatif. L'ère du soldat-politicien touchait à sa fin, remplacée par celle d'une armée pléthorique. En un peu plus de dix ans, les forces armées furent multipliées par dix, passant de 50 000 hommes en 1968 à 430 000 hommes en 1980. Le rapport du nombre de militaires à la population augmenta de 6 à 31 pour mille. Par ce rapide accroissement, le régime montrait sa stabilité, mais aussi ses grandes ambitions régionales.

La guerre avec l'Iran marqua le début d'une période de bouleversements pour la nation et son armée. Le coût en fut assumé grâce à la richesse pétrolière, à l'appui international et régional, ainsi qu'au mélange de patriotisme populaire et de nationalisme officiel. L'armée grossit pour atteindre un million de membres, sans compter les organisations paramilitaires de la milice du parti (l'armée populaire) et les 150 000 hommes qui composaient les unités mercenaires tribales kurdes, nommées « bataillons de défense nationale ».

Leçons du soulèvement de 1991

CE conflit pompa les ressources du pays qui s'endetta de manière colossale. Devenu un géant militaire, l'Irak se transforma en nain économique. La lassitude liée à la prolongation des combats, les difficultés économiques et la dislocation sociale entraînées par la politique du régime poussèrent la génération de la guerre au bord de la rébellion. Les réseaux du parti et des clans, à un moment très denses, se rétrécirent peu à peu. L'armée risquait de devenir un Léviathan incontrôlable.

A partir de 1988-1990, à la fin du conflit, des fissures apparurent dans l'ancienne union entre nationalisme populaire et officiel. Le régime devait continuer à nourrir le million d'hommes en uniforme, soit financer leur retour à la vie civile dans la dignité. Salués comme « les héros de Saddam », leur attitude sauvage et indocile faisait peur à l'élite au pouvoir. Le haut commandement militaire était divisé : certains craignaient que les soldats démobilisés, affamés et en colère, ne devinssent une plaie pour la vie civile, causant du désordre et se rendant coupables de

crimes ; d'autres redoutaient l'implosion de l'armée si on la laissait inactive trop longtemps.

Il fallait trouver des ressources supplémentaires et promouvoir des réformes politiques censées tempérer les tensions. L'invasion du Koweït, qui devait apporter le remède à tous ces maux, eut un effet boomerang. La défaite humiliante et les lourdes pertes humaines transformèrent la mésaventure en un catalyseur de désintégration et de mutineries. Le soulèvement de 1991 (kurde dans le Nord et chiite dans le Sud), dans lequel des secteurs de l'armée jouèrent un rôle de catalyseur, marqua la première désintégration partielle de l'armée.

La guerre du Golfe de 1990-1991 mit en effet en lumière trois tendances majeures mais contradictoires dans l'armée : mutinerie, capitulation, cohésion. Elles n'étaient pas nouvelles. Par exemple, la désertion représentait déjà un problème avant 1990. Mais, lors de la guerre terrestre de février 1991, peu d'unités du théâtre d'opération koweïtien se battirent réellement : 70 000 hommes se rendirent dès le premier jour de combat.

Après le cessez-le-feu, le niveau de mutinerie et de désertion dans les troupes du front sud furent tels que l'armée se désintégra totalement. Au nord, les unités, comptant quelque 150 000 soldats, déposèrent les armes, déterminées, à la fois, à ne pas se rebeller et à ne pas défendre le régime. Au centre du pays, dans le secteur de Bagdad, le niveau d'homogénéité et de loyauté fut beaucoup plus important.

Pourquoi ces différences ? Tout d'abord, les soldats étaient largement indifférents à cette « guerre du Koweït », comme ils l'appelaient. Ils se sentaient épuisés par celle qui avait été menée contre l'Iran. L'union entre les nationalismes officiel et populaire en fit les frais. Les lourdes pertes, une logistique défectueuse, des provisions insuffisantes, une mauvaise gestion des opérations, la défaite, puis, finalement, une retraite désorganisée, tout augmenta l'amertume des unités stationnées au sud. De surcroît, les commissaires du parti et les réseaux familiaux loyaux étaient dispersés et peu nombreux dans les troupes envoyées au sud et parmi celles qui étaient restées au Koweït. Le contrôle du parti et du clan était faible.

Paradoxalement, la dévastatrice campagne aérienne de la coalition alliée, qui provoqua au départ une réaction de colère parmi les soldats en retraite dans le Sud, finit par réduire à néant ces unités, qui furent donc incapables de se battre efficacement contre le régime. La vision des

Etats-Unis, marquée par leur crainte de voir l'Iran s'ingérer dans les affaires irakiennes et leur volonté de maintenir un contre-poids militaire irakien face à ces menaces – ce qui les conduisit à ne pas détruire totalement la garde républicaine –, contribua, involontairement, à aider M. Saddam Hussein à se débarrasser de la menace de l'armée défaite du Sud. Peu après leur retraite, les unités, désorganisées et éparpillées, se révoltèrent. Un char en repli tira sur un gigantesque portrait mural de Saddam en arrivant au centre-ville de Bassorah. Ce fut le premier signe du soulèvement.

Au nord, les mêmes facteurs jouèrent. Des mutineries éclatèrent, menées par les commandants des bataillons tribaux kurdes et la population urbaine mobilisée. Pressentant la défaite et l'isolement, les unités militaires prirent la difficile décision de se rendre aux Kurdes. Cent cinquante mille soldats et officiers désertèrent leurs positions. On observa des scènes ahurissantes de milliers d'hommes non armés, en uniformes, déambulant dans les rues d'Erbil, de Souleimaniye et de Dohuk. Des familles kurdes prirent pitié de ces soldats désillusionnés, leur donnèrent de l'argent et de la nourriture. Les commandants expliquèrent leur position : la politique du président Saddam Hussein avait mis à mal la nation et humilié l'armée.

Mais ces militaires n'avaient pas de directives. Assez courageux pour braver la discipline militaire, ils étaient encore trop timorés pour marcher sur Bagdad. Dans leur hésitation, ils mirent délibérément leurs armes hors d'usage. Même au sud, l'insurrection ressemblait plus à du désespoir qu'à un mouvement aux objectifs politiques clairs. Au nord comme au sud, le niveau de dépolitisation des militaires était frappant.

En revanche, la troisième section de l'armée, basée dans le centre du pays, fit preuve de cohésion et maintint son allégeance au régime. Composée principalement d'unités de la garde républicaine, comme les divisions Madina et Hamourabi, elle devint la principale force de frappe du président Saddam Hussein. Le haut commandement l'avait gardée en réserve pour une contre-attaque qui n'arriva jamais. Indemnes, ces soldats fondirent sur les insurgés décimés et mal armés et finirent par sauver le régime. Ces forces, qui avaient été laissées intactes par l'administration de Bush père pour assurer la défense nationale du pays,

accomplirent avec perfection leur rôle de rempart du régime.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette cohésion. La haute densité de réseaux du parti et claniques dans la garde républicaine, par rapport à l'armée régulière, joua un rôle essentiel. Ces officiers et soldats furent aussi unis par le sentiment d'une menace collective pesant sur eux, ce qui permit au gouvernement de les canaliser pour écraser la rébellion. Leur moral était d'autant plus élevé que leurs positions avaient été relativement épargnées durant la guerre.

A partir de 1991, le régime adopta une stratégie de restructuration destinée à mettre de l'ordre à la fois dans sa direction et dans ses institutions. Il ébaucha donc un réaménagement du groupe dirigeant, qui commençait à montrer des

signes de désunion ; il prépara une succession en douceur, imposa un retour à la « tribalisation » de la société, et réorganisa complètement l'armée. En vingt-deux ans, de 1968 à 1990, quatre ministres de la défense s'étaient succédé ; entre 1991 et 1996, on compta quatre changements de tête. M. Saddam Hussein avait toujours laissé le ministère entre les mains du clan Al-Majid, mais, en 1996, cherchant à satisfaire les institutions militaires et à combattre la baisse de moral, il choisit un vétéran militaire de la jeune génération. L'actuel ministre de la défense, M. Thabit Sultan, fruit de cette politique, remplaça le sinistre Ali Hassan Al-Majid.

Mais le plus grand changement concerna la réduction des forces armées, qui passèrent de 1 million d'hommes à 350 000. Le stock d'armement tomba à la moitié de son niveau d'avant 1991 ; hormis les systèmes de défense aérienne, il n'y eut aucune amélioration dans le matériel. Les diminutions de personnel permirent au régime de réduire les dépenses et d'augmenter la densité des groupes claniques, qui, avant la guerre, étaient dangereusement dilués. Par ailleurs, le fossé entre l'armée régulière et les formations d'élite fut élargi. Numériquement, la garde républicaine fait désormais jeu égal avec l'armée régulière pour les divisions blindées et mécanisées, ne lui cédant du terrain

(1) Lire « Parti, clans et tribus, le fragile équilibre du régime irakien », *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.

que pour les divisions d'infanterie.

En fait, les forces armées comprennent désormais quatre sections : les unités de la garde républicaine spéciale, composées d'un corps d'armée avec trois divisions (d'autres estimations comptent huit brigades) ; la garde républicaine, comprenant trois divisions blindées, deux divisions mécanisées et deux divisions d'infanterie ; l'armée régulière, qui inclut quatre divisions blindées, trois divisions mécanisées et quinze divisions d'infanterie ; et une série d'unités tribales chargées d'étouffer tout désordre civil, mais qui peuvent également représenter une puissance formidable en cas de combats de rue. Enfin, il faut signaler que les personnes issues du même clan que M. Saddam Hussein représentent entre 35 % et 85 % des officiers supérieurs et de rang moyen : un redoutable facteur de cohésion ! La guerre qui se profile est de nature différente de celle de 1991, en termes d'objectifs politiques, de conduite des opérations et de zones de combats. La dimension politique de la campagne déterminera, de manière bien plus importante qu' alors, l'attitude de l'armée. Comme les Etats-Unis cherchent ouvertement à renverser le régime, les opérations devront se concentrer autour de Bagdad. Sans retournement de certaines unités irakiennes importantes, sans coup d'Etat réussi, l'objectif principal ne pourra être atteint que par une invasion et une occupation totale. La victoire rapide en Afghanistan ne peut servir de modèle. Briser

l'unité de la « classe-clan » au pouvoir peut se révéler très difficile, d'autant que les Etats-Unis ne semblent pas se préoccuper de la cohésion de l'élite au pouvoir.

Bagdad est confronté à deux problèmes apparemment insurmontables. Tout d'abord, la nature du conflit à venir : cette fois, la survie du régime est en cause. D'autre part, la classe au pouvoir n'est que trop consciente du fossé infranchissable qui s'est creusé entre nationalisme officiel et nationalisme populaire. Et elle réalise également avec angoisse que l'armée ne fait pas le poids face aux Etats-Unis et aux éventuelles armées alliées.

L'enjeu des élites tribales

PLUSIEURS remèdes sont envisagés par Bagdad. Le régime a tout d'abord tenté de manipuler le sentiment de menace collective induit par les Etats-Unis, en l'élargissant à l'ensemble de l'élite au pouvoir. Face à la peur d'élimination totale, ses membres pourraient en effet s'unir pour se battre en masse jusqu'au bout. Ce sentiment de vulnérabilité collective est renforcé par le fait que les Etats-Unis n'ont pas tenté de provoquer de fractures au sein de l'élite.

Deuxièmement, devant la faiblesse inhérente au nationalisme officiel, le régime a fait appel à des formes de religion populaires et institutionnelles, à la fois le sentiment communautaire anti-chiite chez les sunnites et les fatwas des dignitaires chiites pour condamner l'opposition chiite.

En troisième lieu, il a fait de la fortification des villes le point central de sa stratégie militaire, considérant celles-ci comme les champs de bataille les plus favorables. Cela accroît le risque d'importantes pertes civiles, peut ralentir ou circonscire les opérations américaines, compenser la faiblesse de l'armée irakienne, et permettre d'atteindre le rêve du régime : infliger le plus grand nombre possible de pertes aux troupes américaines.

Quatrièmement, un plan minutieux d'utilisation des médias internationaux a été mis en place dans l'espoir d'arrêter les forces d'invasion avant Bagdad. Dans le désert, rares sont les occasions d'une couverture de presse spectaculaire. Pendant la guerre du Golfe de 1991, les forces de la coalition contrôlaient la couverture médiatique. Le régime souhaite retourner la situation. Dix centres pour les médias ont été installés dans divers lieux souterrains.

Cinquièmement, pour assurer la continuité du pouvoir, le régime a instauré un système bipolaire : M. Saddam Hussein et son fils Qusai, l'actuel président et son successeur. Un troisième centre de

pouvoir est également envisagé, même s'il n'a pas été annoncé, avec le commandant de la garde républicaine, le général Kamal Moustapha.

Enfin, pour contrecarrer toute révolte de la population civile, des commandants militaires ont remplacé tous les gouverneurs civils à travers le pays. Les forces tribales loyales à M. Saddam Hussein sont également déployées en masse dans les centres urbains. Avec toutes ces mesures et bien d'autres encore, le régime prouve qu'il connaît ses propres faiblesses, mais aussi les limites du camp adverse.

Si l'on en juge par l'expérience de 1991, les deux ailes de l'armée, l'armée régulière et la garde républicaine, pourraient, selon les circonstances, se battre, se rebeller, ou se désintégrer. L'une ou l'autre de ces tendances l'emportera selon le moment ou le lieu. Quant à l'organisation d'un coup d'Etat, elle semble encore plus compliquée. L'armée n'est plus politisée comme en 1958 ; il suffisait alors qu'un dixième des forces armées y participe pour que le reste soit neutralisé. Dans les conditions actuelles, il faudrait mobiliser au moins un véritable corps d'armée (trois ou quatre divisions), et en neutraliser politiquement trois autres. Sans la coopération d'une proportion considérable des membres du clan Beijat - clan du président -, cela n'est pas envisageable.

La politique des Etats-Unis et de leurs alliés réussira-t-elle à entraîner une partie des élites tribales jusqu'ici au pouvoir ? Une tentative avortée de coup d'Etat militaire pourrait déboucher sur des mutineries dispersées et sur des risques accrus d'une guerre civile. Alors, l'importance des pertes civiles sera dramatique, le rythme de la guerre sera lent et la multiplication des forces incontrôlables défiera nos pires cauchemars.

FALEH A. JABAR.